

TRENTE-SEPTIÈME ANNÉE — N° 10 892 — MARDI 5 FÉVRIER 1980

Les suites de l'affaire de Gafsa

L'ambassade de France à Tripoli est incendiée

LIRE PAGE 48



Fondateur : Hubert Beuve-Méry — Directeur : Jacques Fauvet

2,00 F

Algérie, 1,30 DA ; Maroc, 2 dir. ; Tunisie, 2 m. ; Allemagne, 1,30 DM ; Autriche, 13 sch. ; Belgique, 15 f. ; Canada, $ 0,95 ; Côte-d'Ivoire, 220 F CFA ; Danemark, 4,50 kr. ; Espagne, 50 pes. ; Grande-Bretagne, 30 p. ; Grèce, 35 dr. ; Iran, 95 rls. ; Italie, 600 L. ; Liban, 275 p. ; Luxembourg, 15 fr. ; Norvège, 3,75 kr. ; Pays-Bas, 1,25 fl. ; Portugal, 30 esc. ; Sénégal, 190 F CFA ; Suède, 3,50 kr. ; Suisse, 1,20 fr. ; U.S.A., 95 cts ; Yougoslavie, 20 din.

Tarif des abonnements page 26

5, RUE DES ITALIENS
75427 PARIS CEDEX 09
C.C.P. 4207-23 Paris
Télex Paris n° 650572
Tél. : 246-72-23

BULLETIN DE L'ÉTRANGER

Nouveau sursis pour M. Cossiga

M. Francesco Cossiga, président du conseil italien, a obtenu, samedi 2 février, la confiance de la Chambre des députés sur la transformation en lois des mesures de lutte contre le terrorisme prises par décret. Il y a eu 522 voix pour, 50 contre et 8 abstentions. Cinquante parlementaires étaient absents.

Socialistes et communistes ont voté *pour le gouvernement*, bien que les premiers pratiquent officiellement l'abstention à son égard et que les seconds constituent l'opposition avouée. Mais leurs porte-parole ont précisé que cet appui à M. Cossiga n'était accordé que du bout des lèvres et était surtout destiné à témoigner de leur volonté de lutter contre le terrorisme. Il s'agissait d'une confiance « technique », imposée par les circonstances, mais ne pouvant qu'entraîner une plus grande défiance envers les autres aspects de la politique gouvernementale. Aussi bien, socialistes et communistes ont-ils immédiatement annoncé une bataille législative pour modifier les mesures antiterroristes adoptées. Trois d'entre elles leur paraissaient excessives : la garde à vue pendant quarante-huit heures ; les fouilles policières autorisées dans les quartiers, les immeubles et les usines ; la prolongation jusqu'à dix ans de la détention préventive pour les auteurs présumés d'actes terroristes.

Hostiles au projet, les députés radicaux ont été, quant à eux, plus soucieux de spectacle que d'efficacité réelle. Ils avaient proposé sept mille amendements, auxquels seul le dépôt de la question de confiance a coupé court. Ils ont ensuite occupé le micro pendant quatre-vingt-quatorze heures au total, sans autre résultat que de faire oublier le fond des débats. Mais le petit groupe des radicaux, quels qu'aient été leurs mérites anciens dans la défense des droits civils en Italie, jouent plus que jamais des médias, dont, en anciens journalistes, ils connaissent le maniement, au détriment du travail parlementaire réel. Le seul résultat du marathon pourrait bien être un changement du règlement des débats.

Malgré ce vote de confiance, le cabinet Cossiga reste en sursis. Le problème de la majorité demeure posé, mais le maintien d'un gouvernement démocrate-chrétien associé à de petits partis permet de toujours repousser la recherche d'une solution. Les sociaux-démocrates et les libéraux, alliés actuels de la D.C., refusent par principe une participation communiste. La plupart des dirigeants démocrates-chrétiens estiment que le P.C.I. n'est pas mûr pour se voir proposer des portefeuilles, car ses récentes prises de position sur la situation internationale, quoique nouvelles et dignes d'intérêt, sont jugées insuffisantes. Au maximum, les mieux disposés acceptent le P.C.I. dans la majorité, mais pas au gouvernement.

Or le parti communiste a accentué son intransigeance depuis un an. Il disait auparavant : pas de soutien à un cabinet d'où il serait exclu. A présent, M. Enrico Berlinguer ne veut pas négocier à n'importe quelles conditions, et il maintient que son parti est en mesure d'occuper des fonctions ministérielles.

Tous les partis savent enfin que la participation des communistes au pouvoir suppose un feu vert de Washington. Celui-ci ne sera pas donné, s'il peut l'être, avant le début de 1981 et un nouveau mandat présidentiel. Dans ces conditions, la démocratie chrétienne cherche simplement à garder le contact avec les autres formations et à gérer tant bien que mal la situation.

En Espagne

DEUX MILITANTS D'EXTRÊME GAUCHE SONT ASSASSINÉS

LIRE PAGE 5

Les conséquences de la crise internationale

• MM. Giscard d'Estaing et Schmidt souhaitent que l'Europe exprime une « position particulière »

• L'imam Khomeiny condamne l'intervention soviétique et promet toute l'aide nécessaire à « nos frères afghans »

Alors que les conséquences de la crise afghane dominent les entretiens franco-allemands — le principe d'une déclaration commune sur ce sujet n'a pas encore été définitivement retenu, — à Téhéran l'imam Khomeiny a condamné, lundi 4 février, l'occupation de l'Afghanistan. « Nous condamnons l'occupation de l'Afghanistan et nous accorderons toute l'assistance nécessaire à nos frères afghans », déclare notamment l'imam dans un message au peuple iranien. « Il n'y a pas de différence entre l'Est et l'Ouest », a ajouté le chef religieux après avoir lancé une violente attaque contre les Etats-Unis et Israël.

A Paris, le président Giscard d'Estaing et le chancelier Schmidt reprennent ce lundi après-midi leurs entretiens commencés dimanche à 18 heures en tête à tête et poursuivis au cours du dîner auquel ont pris part les deux ministres des affaires étrangères, MM. François-Poncet et Genscher. Ceux-ci ont également eu un tête-à-tête dimanche après-midi, puis un second ce lundi matin. Le ministre français avait passé le week-end au château de La Celle-Saint-Cloud avec son collègue britannique, lord Carrington, et M. Genscher avait fait samedi un voyage éclair à Rome.

Au cours de leurs entretiens, MM. Giscard d'Estaing et Schmidt ont souhaité que l'Europe exprime à propos de la crise afghane « une position particulière ».

M. Barre a déjeuné ce lundi à l'Elysée avec le président de la République et le chancelier. Au programme précédemment annoncé a été ajouté, mardi matin, un petit déjeuner de travail, qui réunira à l'hôtel Matignon, autour de M. Barre, les ministres français de l'économie (M. Monory) et de l'agriculture (M. Méhaignerie), et les ministres allemands de l'économie (M. Lambsdorff), des finances (M. Matthofer) et de l'agriculture (M. Ertl). Il sera, bien entendu, consacré aux affaires économiques et aux problèmes communautaires.

Parallèlement au sommet, les ministres allemands, qui accompagnent le chancelier, ont des entretiens séparés avec leurs collègues français. Une séance plénière réunira, mardi à 11 heures, les deux délégations avant que MM. Giscard d'Estaing et Schmidt tirent ensemble devant la presse les conclusions de la rencontre. S'agira-t-il, comme d'habitude, de déclarations verbales ou publiera-t-on une déclaration écrite plus formelle consacrée à la situation internationale et aux relations Est-Ouest après l'intervention soviétique à Kaboul ? C'est un des points encore en suspens.

Les conversations de dimanche ont été très confidentielles. Les journalistes avaient été totalement écartés de la cour de l'Elysée. Il se confirme que ce qui est en question, c'est l'affirmation d'une *« position particulière »* de l'Europe dans la crise actuelle (*le Monde* daté 3-4 février), mentionnant à la fois la solidarité des Européens avec les Etats-Unis face à toute menace, leur disposition à maintenir la détente et, surtout, leur volonté de garder leur liberté de décision en présence des brusques changements de cap de la politique américaine. La fermeté — rappelle-t-on volontiers du côté français — n'a pas toujours été américaine, notamment en Afrique.

M. Schmidt n'est nullement en désaccord avec cette position. La question est de savoir s'il est opportun de l'exprimer, et comment. La situation du chancelier est particulièrement délicate, l'Allemagne fédérale étant en période préélectorale.

MAURICE DELARUE.

(Lire la suite page 5.)

• Guatemala : recrudescence de l'agitation

Des civils armés ont ouvert le feu, samedi 2 février, sur la foule qui assistait aux obsèques des paysans tués la veille pendant l'assaut donné par la police à l'ambassade d'Espagne. Deux personnes ont été tuées. D'autre part, les autorités s'inquiètent de la recrudescence de l'agitation dans les régions de l'intérieur, peuplées d'Indiens.

(Lire page 48 le reportage de notre envoyé spécial Jean-Claude BUHRER.)

• Venezuela : une pétrodémocratie

Dans le pays milliardaire de l'Amérique latine, en raison de ses revenus pétroliers, l'alternance démocratique est rigoureusement respectée depuis plus de vingt ans. Alors que le nouveau gouvernement démocrate-chrétien de M. Luis Herrera Campins semble surtout préoccupé de critiquer l'administration précédente, les anciens dirigeants de la guérilla sont récupérés par le système.

(Lire page 9 le début d'une enquête de Dominique DHOMBRES.)

Du bon usage des mots

par ALFRED GROSSER

On peut évidemment réinventer le passé. Faire comme s'il y avait eu une longue période d'horrible guerre froide, puis la belle époque de la pleine détente. Faire comme si toute réplique avait toujours appelé la riposte, comme s'il y avait toujours eu escalade. Alors que c'est le contraire qui est vrai.

Il est exact que certains moments ont été angoissants. Le dernier trimestre de 1947 en particulier, où le parti communiste français s'est déchaîné sur l'ordre du Kominform, nouvellement créé. Et on peut même se demander si le voyage de M. Marchais à Moscou ne correspond à celui de Jacques Duclos et d'Etienne Fajon à *Szklarska-Poreba*, où ils furent convertis à une vision dramatisée de la situation internationale.

Mais pourquoi oublier les séquences qui montrent que la fermeté a souvent entraîné la détente ? La signature du pacte atlantique en avril 1949 a été suivie un mois plus tard par la levée du blocus de Berlin. L'entrée de la République fédérale dans l'OTAN, le 5 mai 1955, n'a pas entraîné la tension : dix jours plus tard était enfin signé le traité autrichien et, en juillet, les Quatre se réunissaient paisiblement à Genève. Et c'est quelques mois seulement après la crise de Cuba qu'a été signé, à Moscou, en 1963, le traité de non-prolifération.

La guerre froide, phénomène permanent des années 50 ? Illusion rétrospective. Pendant la guerre de Corée, de 1950 à 1953, sûrement. Mais à Genève, en juin-juillet 1954, Pierre Mendès France a pu bénéficier de l'activité bienveillante conjointe des deux présidents de la conférence, MM. Eden et Molotov. La détente, politique continue de tel ou tel dirigeant ? Khrouchtchev a été tantôt l'homme de la crise de Berlin et de la crise des missiles, tantôt celui de l'apaisement. Et de Gaulle ? La détente, l'entente et la *coopération* n'ont été à l'ordre du jour qu'une fois de durs affrontements surmontés.

Surmontés par la fermeté quand il s'agissait de bloquer une avancée soviétique, comme pour Berlin-Ouest en 1958, par la résignation plus ou moins aisément consentie quand il s'agissait de situations acquises en Europe depuis 1948 — pour le mur de Berlin en 1961, pour l'invasion de la Tchécoslovaquie en 1968. Autrement dit, du côté occidental, les présupposés de la détente sont assez *contradictoires*. Il y a la part de l'acceptation de la coupure en Europe, acceptation qui *se fait au détriment* des victimes hongroises, allemandes, tchèques de la domination soviétique. Il y a la part de l'endiguement, de l'équilibrage de la puissance de l'U.R.S.S. Ne pas la laisser faire, c'est la rappeler au sens de l'équilibre. Cet équilibre qui permet précisément la détente, qui permet d'encourager les « colombes » du Kremlin en montrant aux « faucons » que leur action déséquilibrante comporte un coût élevé.

(Lire la suite page 3.)

Trafic d'influence aux États-Unis

Plusieurs parlementaires démocrates sont impliqués dans un scandale mis en scène par le F.B.I.

A la suite d'une opération montée par le F.B.I., une trentaine d'officiels américains, dont huit parlementaires pour la plupart démocrates, sont impliqués dans un nouveau scandale. Cette affaire de trafic d'influence pourrait constituer, d'après les observateurs, le plus gros scandale enregistré aux Etats-Unis depuis le Watergate ; elle risque, d'autre part, d'affaiblir le parti démocrate en cette année électorale.

De notre correspondant

Washington. — La nouvelle « guerre froide » devrait avoir pour conséquence de regrouper dans un sursaut patriotique tous les Américains démoralisés par le scandale du Watergate, mais elle n'empêche ni les vieux scandales de suivre leur cours, ni de nouveaux d'éclater. Au moment où *l'opinion suit avec une attention* distraite le procès de M. Bert Lance, l'ancien directeur du budget de M. Carter, qui en est à sa quatrième semaine à Atlanta, on s'interroge sur l'avenir politique de M. William Miller, secrétaire au *Trésor*. Celui-ci a admis que l'entreprise Textron, dont il était auparavant directeur général puis président, a procédé à des paiements *« discutables et incorrects »* à des acheteurs étrangers d'armements. Il assure n'en avoir pas été informé et entend rester à son poste conformément à l'avis explicite de M. Carter. Mais cette *affaire est subitement passée au* second plan après le nouveau scandale qui a éclaté samedi 1er février et que d'aucuns présentent déjà comme *« le plus important depuis Watergate »*.

Cette opinion est sans doute exagérée, mais le F.B.I. ne s'en vante pas moins d'avoir monté à cette occasion la plus grande opération clandestine de son histoire. Le Bureau gédéral d'enquête avait eu l'idée en 1978 de mettre sur pied une organisation « bidon » de malfaiteurs dans l'espoir de récupérer des biens volés au gouvernement et, accessoirement, de *« pénétrer » les réseaux du crime* organisé. Le projet réussit si bien que deux œuvres d'art disparues depuis treize ans étaient bientôt retrouvées. Surtout, les informateurs recrutés à cette occasion par le F.B.I. conduisirent les enquêteurs sur la trace de plusieurs personnages officiels attirés par la corruption, au Congrès notamment.

L'opération prit de l'ampleur au fur et à mesure que le poisson *« mordait »*. Sous le nom de code d'« Abscam », elle mit en scène une entreprise arabe inventée de toutes pièces : « Abdul Entreprises Limited », et des « cheikhs » tout aussi fantaisistes dont les « représentants » — eux aussi des agents du F.B.I. — se disaient désireux de créer « un nouveau casino » dans le New-Jersey et d'obtenir des permis de séjour de faveur pour leurs mandants.

Plusieurs congressistes et responsables locaux virent leur honnêteté « testée » de la sorte, le tout sous l'œil de caméras invisibles et devant des micros indiscrets. Un des films en possession du F.B.I. montrerait une personnalité dont le nom n'a pas été *révélé en train de se remplir les* poches de billets de banque ; un autre mettrait en scène deux responsables se battant pour la possession d'une valise de même contenu.

Trente personnages officiels seraient *impliqués* à ce stade de l'enquête, dont huit congressistes. Le plus en vue est un sénateur démocrate du New-Jersey, M. Harrison Williams, président de la commission des ressources humaines, qui supervise les affaires syndicales et les programmes sociaux du gouvernement. Connu comme un des grands libéraux du Sénat et un homme au-dessus de tout soupçon (bien qu'il ait admis dans le passé avoir eu des *« problèmes de boisson »*), il serait accusé d'avoir accepté des actions gratuites d'une compagnie créée par le « cheikh » pour exploiter une mine de *titanium*, en échange de la promesse d'intervenir pour lui fournir des commandes militaires.

MICHEL TATU.

(Lire la suite page 8.)

AU JOUR LE JOUR

La France cachée

Il faut croire que les vingt mille hommes, femmes et enfants rassemblés, dimanche à Plogoff autour d'un berger et de ses quinze moutons pour protester contre l'implantation d'une centrale atomique de 1 300 mégawatts avaient échappé aux statistiques. D'où pouvaient en effet sortir tous ces gens, quand on sait que nos quatre grands partis politiques sont globalement favorables à l'énergie nucléaire et que les écologistes n'ont même pas pu obtenir un siège au Parlement européen du fait des dispositions électorales ?

Quoi qu'il en soit, en ces temps de léthargie et de désintérêt pour la chose publique, il n'est pas indifférent de constater que ceux qui manifestaient ainsi leur présence et leur volonté d'être au monde n'ont pas chez nous d'existence officielle.

BERNARD CHAPUIS.

A TRAVERS LES MUSÉES DE MANHATTAN

L'école de New-York chez elle

New-York avait des peintres avant 1940. Après, elle eut une école. S'étant mis en quête de leur propre identité, les artistes, qui jusque-là étaient socialement considérés comme des marginaux, avaient entrepris de donner une identité à la sensibilité américaine. Une critique aux accents patriotiques dans les journaux, des débats dans les universités, précédaient la consécration de l'école de New-York *dans les musées*, qui à leur tour inauguraient une manière audacieuse dans le monde des conservateurs : *la promotion par* les institutions culturelles d'un art aux valeurs encore incertaines.

Aujourd'hui, alors que l'urgence d'une quête d'identité n'est plus — et que la création va dans tous les sens, sans en trouver aucun de bien défini, — les musées ont quasiment suspendu l'exploration des expériences artistiques nouvelles. Ils laissent la besogne aux galeries privées et — signe des temps — se tournent plus résolument vers les rétrospectives de grands artistes confirmés par l'histoire de ceux qui, justement ont fait l'école de New-York. Ainsi l'exposition de Clyfford Still, au Metropolitan museum, en ce début de l'année 1980, veut affirmer le parcours américain de l'un des derniers survivants, à *soixante-quinze ans*, avec de Kooning et Motherwell, de cette école new-yorkaise de la première *heure*.

JACQUES MICHEL.

(Lire la suite page 17.)

Le Monde

idées

CAMBODGE

Que faire ?

par JEAN LACOUTURE

AVANT tout, aider ce peuple martyr à survivre. Mais par quels moyens, au nom de quels principes d'action, en fonction de quelles règles, en passant par quelles voies, en s'appuyant sur quoi ? Pour éviter, ou limiter, les erreurs les plus lourdes en un domaine ou chaque faute peut entraîner la mort de l'un ou l'autre des rescapés d'une nation qui ne peut plus survivre qu'en sauvant chacun de ses enfants, il faut essayer de rassembler ce que l'on sait, et, sur cette base, se fixer une ligne d'action.

Ce que l'on sait ?

Le régime des Khmers rouges a, en quatre ans, perpétré un génocide qui a disloqué la machinerie sociale, ruiné l'appareil productif, massacré les cadres, brisé les reins de ce peuple terrorisé. Ce qui passe, à travers les regards, les récits des survivants, c'est ce qui passait à travers les rescapés des camps, voici trente-cinq ans. Le mot d'ordre suprême de ceux qui veulent contribuer à la survie de ce qui reste du peuple khmer après le cataclysme Pol Pot - Khieu Samphan, c'est un « jamais plus cela ! » Il suffit de lire l'admirable récit de son expérience fait par Pin Yathay dans *l'Utopie meurtrière*.

Et pourtant les Nations unies, Washington et la plupart de ses alliés continuent de reconnaître les débris de ce régime criminel comme seuls représentants du peuple khmer. Fiction non seulement absurde et immorale, mais profondément nuisible à l'action actuelle au Cambodge de toute organisation se réclamant de près ou de loin des Nations unies, où le Cambodge est représenté par ses tortionnaires de naguère.

L'intervention militaire vietnamienne a eu le mérite de détruire ce système oppressif et probablement d'épargner ainsi des centaines de milliers de survivants du génocide. Cela ne doit pas être oublié. Mais l'intervention armée dans un pays voisin d'un Etat, surtout si son histoire est ponctuée d'incursions vers l'ouest qui ne furent ni brèves ni désintéressées, n'aboutit pas à autre chose qu'à une occupation militaire. Simple opération de police ? Protectorat prolongé ? Colonisation ouverte ? Destruction systématique de l'entité socio-culturelle khmère ? Intégration définitive dans le cadre fédéral indochinois ? Les responsables vietnamiens parlent tout à tour d'une présence « temporaire » et d'action « irréversible ». On en est réduit aux conjectures — à ceci près que l'occupation est un fait patent et que la simple évocation d'une « solution politique », indispensable au-delà du régime de fait actuel, est dénoncée par Hanoï comme une « manœuvre impérialiste ».

Le régime de M. Heng Samrin, amené à Phnom-Penh dans les fourgons de l'armée de Hanoï et mis en place par les Vietnamiens, ne saurait d'autant moins prétendre à représenter dignement le peuple khmer que son chef, et bon nombre de ses principaux cadres, furent auparavant des responsables de l'affreux système des Khmers rouges. Divers témoignages de visiteurs récents donnent pourtant à croire que ce régime d'origine étrangère s'efforce, dans l'étroite marge de manœuvre qui lui est laissée, d'affirmer une certaine autonomie. Mais quand on ne dispose d'aucune force armée...

En tous cas, l'acheminement, la réception, la distribution de l'aide alimentaire, sanitaire, technique fournie par la communauté internationale dépend discrétionnairement du pouvoir de fait de Phnom-Penh, contrôlé par les occupants. Des informations largement répandues au cours des trois derniers mois donnaient à penser que, soit pour pallier les effets de la terrible crise économique dans laquelle se débat leur pays, soit pour nourrir l'armée d'occupation, soit, affirmaient certains, pour obtenir par la faim les ralliements au nouveau régime, les Vietnamiens confisquaient la majeure partie de l'aide acheminée sur l'aéroport de Pochentong ou au port de Kompong Som. Il est impossible d'affirmer que de telles pratiques se poursuivent ni qu'elles sont exclues. Les mieux renseignés des récents observateurs, indépendamment des sympathies idéologiques ou sentimentales qui orientent largement leur témoignage, n'ont pu circuler que sur les grands axes, ou, pour de courtes incursions, dans les petites agglomérations.

Mais les experts de la Croix-rouge internationale estiment que 80 % de l'aide parvenue à l'intérieur du Cambodge est effectivement distribuée. Des derniers visiteurs revenus de Phnom-Penh, on recueille des témoignages selon lesquels la répartition des envois internationaux est nettement améliorée depuis six à sept semaines — notamment depuis la réouverture de la voie terrestre à partir de la Thaïlande : des camions de vivres sont passés par là récemment.

Il semble confirmé et vérifié que, sauf en ce qui concerne la zone sud-ouest, où s'exerce encore une forte influence des Khmers rouges, et la zone nord-ouest, où a reflué en désordre une masse de population bloquée le long de la frontière thaïlandaise, la situation alimentaire est meilleure, et la famine provisoirement enrayée. Mais à partir du début de la saison chaude — mars-avril — la récolte actuellement consommée ne sera plus qu'un souvenir, et l'aide alimentaire elle-même devra reprendre sur une grande échelle. La quantité de médicaments disponibles est importante : mais les médecins manquent tragiquement. Manquent aussi les semences, et des filets de pêche, instruments de survie importants.

Trois obstacles

Trois obstacles importants, entre autres, demeurent. D'abord, pour plusieurs des organismes internationaux travaillant sur place, le maintien de la reconnaissance des Khmers rouges par les Nations unies et plusieurs gouvernements occidentaux et l'aide ouverte fournie aux forces de Pol Pot par le gouvernement thaïlandais soutenu par Washington et Pékin, qui sont en partie responsables de la méfiance des occupants et de leurs protégés de Phnom-Penh. Ensuite un désastreux manque de cadres, dû au génocide, à l'exil massif des réfugiés et à l'impopularité du régime Heng Samrin. Enfin les blocages idéologiques qui aboutissent au refus par Phnom-Penh d'accepter la coopération des médecins non « progressistes » (c'est-à-dire n'appartenant pas, d'une manière ou d'une autre, à un organisme contrôlé par les communistes ou ayant formellement « reconnu » l'autorité Heng Samrin).

Sur ces données contradictoires, quelle ligne d'action définir ? Le dilemme essentiel est celui-ci : faut-il admettre que la solidarité internationale soit totalement dépendante du bon vouloir des autorités de fait de Phnom-Penh et de l'armée d'occupation, ou tenter de forcer les portes, au risque de les voir se fermer à toute aide non « socialiste » ? La souveraineté des Etats est une règle d'or. Mais où est ici la légitimité qui la fonde ? Considérant que le seul objectif de la communauté internationale doit être de sauver toutes les vies qui peuvent encore l'être, fût-ce en faisant litière des principes, coopérer sans réserve avec le pouvoir d'Heng Samrin et de Hanoï (qui, par rapport au régime antérieur, celui de Pol Pot, entrouvre tout de même les frontières du pays à l'aide étrangère) ou, refusant d'accepter cet arbitraire, exercer une pression pour que s'ouvrent plus largement les portes à toutes formes d'aide massive ? Tel est le mode d'action choisi par « Médecins sans frontières » qui, après avoir contribué à sauver tant de vies humaines dans des régimes différents et sous d'autres latitudes, se voit ici interdire l'exercice de la fraternité. Quand on sait que le pire mal dont souffre aujourd'hui le peuple khmer, c'est la pénurie de médecins, ce refus à de quoi indigner.

Et si une opération du type de la « marche pour la survie » organisée en février par « Médecins sans frontières » allait ruiner tel ou tel progrès accompli sur place par ceux qui ont choisi la voie aride de la coopération avec les occupants ? Le seul critère dans un pays dont la survie est en cause doit être le nombre de vies humaines qui pourront, par l'une ou l'autre voie, être sauvées. Entre une solidarité à « profil haut » qui se juge en droit d'exiger que les portes du Cambdoge soient largement ouvertes à l'aide internationale, et la solidarité à « profil bas » qui choisit d'agir dans la marge étroite laissée par l'occupant, que choisir ? L'une et l'autre ne sauraient-elles être combinées ?

Le silence et la langue de bois

par GEORGES BOUDAREL (*)

DERRIERE le martyre du Cambodge se profile un problème d'information. C'est triste, mais c'est un fait : jusqu'à une date assez récente, ce n'est pas la presse révolutionnaire des pays d'Indochine, ni la presse de gauche qui ont dénoncé le génocide. Si l'on ne prend pas bien conscience de cet état de choses, il est impossible de se livrer à la moindre analyse sérieuse. Dès avril 1974, l'A.F.P. câblait de Phnom-Penh un récit circonstancié des massacres à l'intérieur du parti khmer rouge, sur la base des témoignage de deux réfugiés communistes. Aucun journal de gauche n'en a fait mention. A l'époque, j'aurais refusé de le croire. Hélas ! C'était vrai !

Pendant des années, Pékin, Hanoï et les Khmers rouges ont affiché une solidarité verbale dans une langue de bois dont on mesure aujourd'hui les ravages insensés. Cette langue de bois se retourne maintenant contre ceux qui l'ont utilisée. Pendant qu'étaient ressassées des formules rituelles, les vrais problèmes étaient escamotés. Les peuples concernés et, *a fortiori*, l'opinion internationale, les ignoraient. Seuls les experts des chancelleries s'en faisaient une idée assez exacte. Rabâcher des formules et taire les problèmes, est-ce marcher vers le socialisme ?

Où cela nous a-t-il mené ? Pol Pot a baptisé le génocide « libération ». Pékin a métamorphosé son agression contre le Vietnam en « contre-offensive d'autodéfense ». Et voilà que Hanoï explique que jamais, au grand jamais, Mao n'a été le moins du monde communiste et que Deng Xiaoping est encore plus maoïste que Mao. Les mots n'ont plus aucun sens. On baigne dans l'antiphrase et dans l'absurde.

Peut-on penser que les peuples et les communistes de ces pays ne peuvent avoir dans la tête que des slogans où l'on change périodiquement les compléments d'objet au gré des circonstances ? Qu'ils peuvent, en vertu de je ne sais quelle spécificité, se contenter de ce dont aucun d'entre nous ne voudrait en Occident ? Ne serait-ce pas un des derniers avatars du racisme colonial que de croire qu'ils ne se posent pas, plus ou moins, les mêmes questions que la plupart d'entre nous ? Pendant un séjour au Vietnam en 1978, j'ai entendu pas mal de communiste dire en aparté : il faut sortir des mythes ! S'ils avaient lu Hélène Parmelin, je crois qu'ils auraient dit comme elle : « *Libérez les communistes !* » Ici, comme là-bas, les problèmes sont les mêmes : briser les carcans idéologiques, regarder les choses en face pour les appeler par leur nom et voir comment sortir de l'impasse.

Que se passe-t-il au Cambodge ? On n'entend guère que des discours manichéens. Ces deux discours se confortent admirablement. Pendant ce temps, sur le terrain, les gens meurent de faim ou se serrent la ceinture jusqu'au dernier cran, sans voir ni quand ni comment tout cela finira.

Que se passe-t-il au Cambodge ? Il importe d'abord de chercher à voir. De ne pas se contenter de données partielles ou partiales. De prendre en considération toutes les informations d'où qu'elles viennent. Il y a eu jusqu'ici suffisamment de nouvelles qu'on a refusé de croire et qui se sont révélées exactes pour qu'on cesse de formuler des *a priori* ou de faire des procès d'intention.

Faut-il pour autant oublier soudain le génocide d'hier et rejeter sur Hanoï l'entière responsabilité d'une situation dont les racines sont d'abord chez Pol Pot et à Pékin, même si le Vietnam et l'Occident ont aussi leur part, le premier pour son long silence complice d'hier et ses ambiguïtés politiques d'aujourd'hui, le second pour tant d'années de guerres appuyées par les B-52 ? Parce qu'un milliard de Chinois représentent un gigantesque marché, faut-il oublier que Pékin reste l'allié de Pol Pot ? Faut-il oublier que l'armée chinoise s'est conduite de façon honteuse au Vietnam ? Qu'elle y a commis des atrocités et qu'elle a détruit de sang-froid, en dehors des combats, les villes qu'elle évacuait ? Evidemment, non !

Mais faut-il pour autant emboîter le pas aux propagandes massues de Phnom-Penh et de Hanoï ? En février 1978, deux cadres communistes cambodgiens, rescapés des liquidations et réfugiés au Vietnam près de la frontière, m'affirmaient que leurs camarades n'étaient plus qu'une poignée. Est-ce avec cette poignée d'hommes (dont quelques-uns ont sans doute participé aux massacres) qu'on va relever un pays exsangue ? Le Vietnam, qui manque de tout, peut-il imposer à son peuple d'inutiles sacrifices qui l'épuisent ? Aujourd'hui, le danger qui menace ce pays ne vient pas tant de l'Occident que du système même à l'intérieur duquel il se trouve inséré. Même si la Maison Blanche lui a finalement donné son feu vert, n'est-ce pas d'abord le gouvernement communiste de Pékin qui a décidé de « *donner une leçon au Vietnam* » ? A qui fera-t-on croire que ce gouvernement n'a rien à voir avec Marx et ses disciples staliniens ? Qui peut penser que sa façon d'agir n'a rien de commun avec le « *socialisme réellement existant* », alors que Moscou a déjà créé deux magnifiques précédents, à Budapest en 1956 puis à Prague en 1968 ? N'est-il pas à craindre aujourd'hui que, par contagion, Hanoï envisage ce même type de solution au Cambodge et au Laos ?

Traiter le mal à sa racine

Si délirant que cela puisse paraître, c'est Pol Pot qui s'est livré aux premiers actes hostiles contre le Vietnam quand il commença à expulser la communauté vietnamienne de son territoire ou à la massacrer. Il est évident que le Vietnam ne saurait vivre s'il doit faire face simultanément à la menace chinoise au nord et à des gouvernements hostiles à l'ouest alors que son territoire, tout en longueur, ne mesure que cent à deux cents kilomètres de large en plusieurs points névralgiques. Mais un protectorat vietnamien sur le Laos et le Cambodge peut-il être considéré comme plus tolérable ? Une mainmise de la Chine sur l'ensemble de l'Indochine le serait-elle davantage ?

L'expulsion de Pol Pot des Nations unies et le désarmement de ses bandes d'assassins sont un préalable à toute solution, de même que l'envoi d'une aide massive à tous les Cambodgiens, tant par Phnom-Penh que par Bangkok, pour sauver le maximum de vies. Mais, en l'état actuel des surenchères nationalistes dans la région, à quoi servira finalement cette aide si n'intervient pas une solution qui traite le mal à sa racine, en rétablissant la paix, la confiance et la sécurité ? Ecarter le problème politique équivaut à condamner tout le secteur à un interminable et inexorable enlisement dans une guerre ouverte ou larvée, rejetant à l'arrière-plan les problèmes du développement qui se posent avec une extrême acuité.

Il existe une solution à ce genre de problème. Elle a été curieusement forgée par Moscou et baptisée par l'Occident d'un terme qui se veut péjoratif : la « *finlandisation* ». La Finlande n'a-t-elle pas cependant préservé le pluralisme démocratique de son régime, tout en étant liée à son grand voisin par un traité de collaboration et d'assistance mutuelle ? Il y a là un modèle qui peut permettre aux pays d'Indochine et à la Chine de trouver un *modus vivendi* acceptable pour tout le monde. Malgré ses foucades princières et son cabotinage, et compte tenu des longues et inappréciables années de paix qu'il sut apporter à son pays, Sihanouk est une des clefs de cette solution.

Le soutien aux trois peuples d'Indochine et au peuple de Chine doit certes être matériel, d'ordre purement civil et sans discrimination. Il doit tout autant être politique. Est-ce aider les Cambodgiens, mais aussi les Vietnamiens, les Laotiens et les Chinois que de les laisser s'engluer dans une absurde guerre de Cent Ans, au nom d'un hypothétique socialisme dont, dans le meilleur des cas, ils ne bénéficieront qu'à titre posthume ?

(*) Maître-assistant d'histoire, université Paris-VII.

Quelle troisième force ?

par P. RIGOULOT (*) et PIN YATHAI (*)

DEUX, trois ou quatre millions de morts ? La valse des affirmations autour des massacres au Cambodge continue, bien qu'aucun décompte sérieux des victimes ne puisse être revendiqué. Vertige devant le gouffre du mal. Plaisir malsain à s'accabler d'horreurs imaginaires. Comme si la réalité n'était pas assez terrible !

Escalade des chiffres... Escalade verbale aussi, qui gomme toute différence : Phnom-Penh n'est pas Auschwitz. Le totalitarisme des Khmers rouges ne dénie pas l'humanité à ses millions de victimes... Cette horrible justification propre à l'antisémitisme nazi n'existe pas, et les liquidations se font au nom des lendemains qui chantent et du bien général. Mieux ou pis que les nazis ? Question absurde. Mais réalité différente...

∴

Aujourd'hui, c'est à propos de l'importance de l'aide détournée par les autorités vietnamiennes que l'on dispute : quel est le degré de nocivité de la présence des soldats de Hanoï ? demande-t-on. Comptes d'apothicaires, là encore... Que la présence vietnamienne soit faible ou non, fortement ou légèrement nocive, que le détournement de l'aide alimentaire internationale soit minime ou non, qu'importe ? C'est la présence vietnamienne qui est injustifiable. Injustifiable même si elle n'est pas incompréhensible dans le cadre d'un long antagonisme passé entre le Cambodge et le Vietnam. Injustifiable, même si les troupes vietnamiennes ont été bien accueillies dans un premier temps, parce qu'elles chassaient les Khmers rouges.

∴

Pourtant, deux façons irréalistes de régler le problème cambodgien doivent être écartées :

a) Demander purement et simplement le départ des Vietnamiens.

Une telle exigence n'est possible qu'à condition de neutraliser dans le même temps, de quelque façon que ce soit, les débris encore nuisibles des forces de Pol Pot.

b) Compter sur le seul recours au prince Sihanouk.

Un tel recours ne saurait être suffisant car il ne s'agit pas en l'occurrence de régler un problème de personnalité, mais un problème politique : quel type de vie sociale et politique les Cambodgiens peuvent-ils souhaiter pour leur pays ? La garantie que représente le prince auprès des grandes puissances doit être un soutien et non un obstacle au libre choix, par les Cambodgiens, de leur futur régime.

Aussi, dans l'immédiat :

a) Nous pensons indispensable, pour ce qu'on appelle aujourd'hui la « troisième force », d'élaborer un programme politique et une organisation pour l'appliquer. C'est la tâche des Cambodgiens eux-mêmes ; mais s'ils le demandent, leurs amis étrangers peuvent leur servir de « base arrière », et les aider à se doter des moyens matériels de cette élaboration ;

b) Il faut ouvrir les frontières du Cambodge — c'est l'affaire de tous — pour mettre fin au génocide. Pourquoi en particulier ne pas exiger l'intervention d'observateurs civils dans les zones pacifiées et des « casques bleus » de l'ONU dans les zones contestées, pour garantir l'acheminement de la nourriture auprès de ceux qui en ont besoin ? Si les occupants vietnamiens n'ont rien à se reprocher à ce sujet, que ne laissent-ils se déployer cette force qui protégerait une action humanitaire ponctuelle ? Une telle décision aurait au moins l'avantage de lever les suspicions qui pèsent sur eux...

∴

A la simple révolte de notre conscience s'ajoutent au moins deux raisons d'agir :

— Les responsabilités historiques du colonialisme français dans le Sud-Est asiatique sont indéniables.

— Ensuite, les Cambodgiens ont fait une expérience inestimable pour toute l'humanité : colonialisme, néo-colonialisme, féodalisme, république pro-occidentale, communisme pro-chinois et communisme pro-soviétique enfin, en quelques dizaines d'années, ils ont tout subi. Ils ont payé terriblement cher ces leçons de l'histoire, mais nous tous en profitons et c'est une dette immense que nous avons contractée... Car au bout de leur chemin, outre le refus de faire désormais le jeu de quelque grande puissance que ce soit, peut se dégager l'idée, neuve pour tous, d'une démocratie radicale, soucieuse de se référer aux droits de l'homme et de limiter les pouvoirs de l'Etat (car les Cambodgiens ont subi ou subissent la dictature du totalitarisme) ; fondée sur une économie nationale (car ils ont subi ou subissent l'exploitation étrangère) ; capable d'extirper la corruption (ils l'ont subie ou la subissent) ; éloignée de la planification centralisée comme du libéralisme calqué sur l'Occident (ils les ont subi ou la subissent).

Bref, une démocratie loin de systèmes politiques porteurs de mort, qui ont fait faillite.

(*) Respectivement : enseignant, membre du comité directeur des *Temps modernes*, et ingénieur cambodgien réfugié en France, auteur de *l'Utopie meurtrière* (Lafont).

Le Monde

étranger

LA CRISE EN AFGHANISTAN

Washington et Islamabad affirment leur intention de « résister à l'agression »

M. Brzezinski, conseiller du président Carter pour les questions de sécurité, et M. Christopher, secrétaire d'Etat adjoint, ont quitté Islamabad, lundi 4 février, après des entretiens avec les dirigeants pakistanais. Le communiqué commun indique que les deux parties sont *« convenues que l'intervention soviétique en Afghanistan constitue une menace sérieuse pour le Pakistan, la région, ainsi que le monde »* et ont réitéré leur *« détermination d'opposer une résistance à l'agression »*. Les Etats-Unis ont insisté, indique encore le communiqué, sur le fait que *« leur engagement envers le Pakistan est ferme et durable »*. Une partie de la délégation américaine, composée d'experts militaires, est restée à Islamabad, où elle doit poursuivre des conversations pour évaluer ses « besoins » en matière de défense.

Le chiffre de 400 millions de dollars d'aide économique et militaire au Pakistan n'est qu'un *« début de réponse » à « l'absorption d'un Etat-tampon par l'U.R.S.S. »*, a indiqué M. Brzezinski, dans une conférence de presse. Pakistanais et Américains, a-t-il précisé, travaillent désormais *« sur une prospective à plus long terme »* pour assurer l'intégrité du Pakistan ; le gouvernement américain consultera d'autres pays également intéressés à la stabilité de la région (le conseiller du président Carter est arrivé dans la journée de lundi à Ryad).

D'autre part, l'administration américaine entend obtenir du Congrès la ratification des termes de l'accord de 1959, *« sous la forme d'un traité ou sous une autre forme »*, pour lui doner un caractère plus effectif, a déclaré M. Brzezinski, qui avait remis au général Zia Ul Haq une lettre du président Carter indiquant que *Washington prendrait toutes les* mesures nécessaires pour sauvegarder la sécurité du Pakistan.

Américains et Pakistanais ont insisté, au cours des entretiens, sur le fait que le réarmement du Pakistan ne pouvait, en aucun cas, viser l'Inde, mais qu'il s'agissait seulement de permettre au Pakistan de faire face à une agression soviétique. (Le secrétaire général du ministère indien des affaires étrangèrse, M. Sathe, a commencé lundi une visite à Islamabad pour discuter de la normalisation des relations bilatérales entre les deux pays.)

Au cours de son séjour au Pakistan, M. Brzezinski s'est rendu dans un camp de réfugiés afghans, près de la frontière pakistano-afghane. Des maquisards lui ont demandé *« des armes et des munitions pour combattre les impérialistes russes »*. Le conseiller du président Carter a également assisté, près de la frontière, à une démonstration de tirs par la milice pakistanaise.

Dans une déclaration à l'agence saoudienne de presse, le prince héritier Fahd a déclaré, d'autre part, samedi, que son pays s'était fixé *« irrévocablement »* pour but de combattre l'extension de l'influence soviétique près du Golfe persique. *« L'Union soviétique saisira toute occasion pour accomplir ses ambitieuses intentions dans le Golfe, en Asie du Sud-Ouest et en Afrique »*, a-t-il par ailleurs déclaré au *Sunday Times*. Dans les deux interviewes, il dénonce avec vigueur les accords de Camp David.

Pour la première fois depuis son installation au pouvoir, M. Babrak Karmal a été ouvertement critiqué dans le quotidien officiel *Kaboul New Times*, qui lui reproche de ne pas avoir donné à son gouvernement une base politique suffisamment large. *« S'il hésite encore, au lieu de résoudre les problèmes les plus urgents*, écrit le journal, *il perdra sa crédibilité au sein de l'intelligentsia. »* Le journal critique quelques décisions prises par le nouveau régime *« à la légère, avec de bonnes intentions, certes, mais qui ne mènent nulle part »*. *« Il fallait des consultations à tous les niveaux professionnels »*, poursuit-il, en demandant *« plus d'actes et moins de théorie, car l'Afghanistan ne doit pas, une fois encore, aller à vau-l'eau »*.

De telles appréciations, sous un régime communiste, augurent mal du maintien au pouvoir d'un homme qui n'a pas parlé à la radio nationale depuis plusieurs jours. En revanche, M. Abdul Gafoor Rawan Faradi, ancien vice-ministre des affaires étrangères, emprisonné sous le régime Taraki, y a donné samedi des détails sur sa captivité. La radio a également diffusé des témoignages de membres de la garde de l'ancien président Taraki sur les conditions dans lesquelles il aurait été finalement assassiné sur ordre de M. Amin.

Le *New York Times* croit savoir d'autre part que le lieutenant général soviétique Victor Paputine, dont la mort a été annoncée à Moscou (*le Monde* des 5 et 13-14 janvier), a été tué à Kaboul.

Selon les témoignages de survivants

DES RUSSES ONT PARTICIPÉ, EN AVRIL 1979 AU MASSACRE D'ENVIRON 1 170 HOMMES ET ADOLESCENTS DANS UN VILLAGE PROCHE DU PAKISTAN

Peshawar (A.F.P.). — Il aura fallu attendre près d'un an pour que l'histoire de Kerala, un village martyr afghan où plus de mille hommes et adolescents ont été massacrés par l'armée afghane sur l'ordre de conseillers soviétiques, soit confirmée. Un groupe de journalistes a pu rencontrer de nombreux survivants du massacre et établir de façon pratiquement irréfutable l'assassinat prémédité d'environ mille cent soixante-dix hommes et garçons de ce village du Khunar, non loin de la frontière pakistanaise.

En avril 1979, après une attaque des rebelles aux environs du village, quelque deux cents soldats et policiers, dont une vingtaine de Soviétiques en uniforme afghan, prenaient position avec l'aide de trente véhicules blindés autour du village de Kerala, non loin de Chaga-Sarai, la capitale provinciale du Khunar.

Le vendredi 20 avril, toute la population mâle présente du village, jusqu'aux garçonnets de douze à treize ans, fut rassemblée dans un champ voisin et passée par les armes. Les femmes furent groupées dans une mosquée avec les enfants et ne purent empêcher les soldats d'enterrer les corps, dont certains bougeaient encore, à l'aide d'un bulldozer.

Comparable en horreur aux massacres d'Oradour-sur-Glane, Lidice (Tchécoslovaquie) ou My Lai (Vietnam), la tuerie de Kerala fut ordonnée, selon les survivants, par un officier soviétique blond que les villageois connaissaient pour l'avoir déjà vu dans la région encadrant les troupes afghanes, en uniforme afghan, mais sans insigne.

« Les hommes furent regroupés sous le prétexte de tenir une Loyah Jirga (grande assemblée) pour décider de la conduite à tenir après une attaque, la veille, de la rébellion aux environs du village », ont raconté plusieurs dizaines de femmes de Kerala maintenant réfugiées au Pakistan. « On a demandé à nos maris et à nos garçons de crier « Hourrah » pour le régime Taraki. Mais ils étaient de cœur avec la rébellion. Ils ont crié : « Allah o Akbar » (Dieu est le plus grand), les soldats les ont fait s'accroupir, se sont mis en ligne avec les officiers soviétiques derrière eux puis ont ouvert le feu. » « Après le massacre, ils se sont encore répandus dans le village à la recherche d'hommes qui se seraient cachés et ils en ont tué plusieurs autres. »

Seuls ont survécu des hommes qui se trouvaient alors dans les champs ou dans les montagnes : environ deux cents. De Kerala, qui comptait plus de cinq mille habitants, il ne reste plus que quatre cents familles, presque uniquement des femmes et des enfants, dispersées sur plusieurs dizaines de kilomètres en territoire pakistanais.

Une veuve de quarante-cinq ans, Bibi Rakhara, qui a perdu son mari, quatre frères, un fils et deux neveux dans cette fusillade, a déclaré aux journalistes : « Quand les coups de feu ont commencé, nous avons vu de la mosquée nos hommes tomber. Nous avons voulu les rejoindre, mais les soldats nous en ont empêchés. » Selon les témoins, la fusillade n'a duré que quelques minutes. Un hélicoptère tournoyait au-dessus de la scène et un officier afghan a pris des photo. Un bulldozer est très vite arrivé. Le massacre a été confirmé par un officier pakistanais, en poste près de la frontière, qui a racontée que « toutes ces veuves et ces enfants étaient arrivés par petits paquets, pleurant et dans un état lamentable après la tuerie. » « Il n'y avait pratiquement pas d'hommes avec eux. »

M. KISSINGER DEVANT LE « CLUB DE LA PRESSE » D'EUROPE 1

« Ce qui m'intrigue, c'est la brutalité de l'intervention soviétique » déclare l'ancien secrétaire d'État

M. Henry Kissinger était, dimanche 3 février, l'invité du « Club de la presse » d'Europe 1. L'ancien secrétaire d'Etat, qui fait actuellement la tournée des grandes villes européennes pour des émissions de ce type, ou pour des conférences, répondait aux questions d'une vingtaine de journalistes de la presse française. Les événements d'Afghanistan et la riposte américaine ont bien entendu tenu une grande place dans les propos de l'ancien secrétaire d'Etat. On peut s'étonner, en passant, que, au cours de cette émission, qui a été enregistrée jeudi 31 janvier à Paris, il déclare encore : « Le gouvernement américain a toujours dit qu'il ne vendrait pas d'armements à la Chine et n'en a absolument pas l'intention. » On sait, en effet, que Washington a décidé le 24 janvier de livrer à Pékin des « équipements » militaires (« le Monde » du 26 janvier). Voici quelques extraits des réponses de M. Kissinger :

« Il faut examiner l'invasion de l'Afghanistan, non pas en tant qu'élément isolé, mais comme étant le point culminant de toute une série de démarches, d'actions soviétiques commençant par l'envoi de troupes cubaines en Angola, suivi par l'invasion du Zaïre, ensuite par l'envoi de troupes cubaines en Ethiopie, également de forces cubaines et d'Allemagne Orientale au Yémen du Sud et en Afghanistan en 1978 (...)

» En ce qui concerne les Jeux olympiques, envoyer une équipe américaine à Moscou, dans ces circonstances, serait impensable. Mais cela ne suffit pas comme réplique à l'Afghanistan. Il ne faut pas penser que le boycottage des Jeux olympiques résout le problème de l'Afghanistan qui est un problème d'ordre stratégique (...). Cependant, si les Etats-Unis veulent marquer le fait que c'est une situation nouvelle, il faut répondre par un acte symbolique majeur. C'est pourquoi je crois que la décision qui a été prise sur ce plan était la bonne.

» Pour les céréales également. Quelle impression donneraient les Etats-Unis s'ils livraient 24 millions de tonnes de céréales à l'Union soviétique au moment où ce pays a envoyé huit divisions en Afghanistan ? Ce serait incompréhensible (...). Ce qui m'intrigue, ce n'est pas seulement le fait même de l'intervention soviétique, c'est également la brutalité, l'échelle de cette intervention, parce que, après tout, il n'était pas inévitablement nécessaire d'avoir cent mille hommes de troupe pour saisir Kaboul et, en même temps, d'exiler Sakharov. En tout cas, cela semble montrer que certaines politiques mises en œuvre ces dernières années [par le Kremlin] *ont été l'objet d'un réexamen. »*

« La question n'est pas seulement de savoir si l'Union soviétique a l'impression d'être menacée, mais ce qu'il faut faire pour qu'elle ne se sente pas menacée et qu'elle soit rassurée. Seule une impuissance totale de la part des autres serait de nature à rassurer l'Union soviétique. Or, nous ne pouvons pas accepter une situation où la sécurité pour l'Union soviétique serait synonyme de l'impuissance de tous les pays du monde.

» J'ai été le premier à visiter officiellement la Chine. J'ai toujours estimé que les Etats-Unis devaient avoir de meilleures relations avec la Chine. Mais je n'ai pas le sentiment que nous ayons une alliance avec la Chine. J'ai toujours pensé que nous devrions maintenir des options, la possibilité d'avoir de bonnes relations, à la fois avec Pékin et avec Moscou. Je ne pense pas que nous devrions jouer la carte chinoise, en quelque sorte, pour harceler Moscou. (...) Il est de notre intérêt que la Chine soit indépendante, mais il n'est pas de notre intérêt d'avoir une alliance avec la Chine. C'est une distinction importante. »

» J'ai toujours pensé que, à l'époque nucléaire, la coexistence pacifique est une nécessité. A mes yeux, la coexistence pacifique comporte deux choses : d'une part, une résistance à l'expansion, d'autre part, la volonté de négocier les problèmes qui se posent. L'expression de cette volonté de négocier doit être une sorte de code de modération de la part de tous les pays en cause. »

A propos de l'effervescence dans les pays islamiques, M. Kissinger propose une explication personnelle : c'est la « modernisation » qui, en provoquant la dislocation des structures traditionnelles, crée selon lui dans ces pays *« une sorte d'insécurité sur les plans émotif et philosophique »*. L'ancien secrétaire d'Etat ne croit d'ailleurs pas que les Etats-Unis puissent utiliser le mouvement islamique actuel *« de quelque manière que ce soit, sauf peut-être sur le plan tactique à très court terme »*. Evoquant, d'autre part, le problème de la participation des communistes au pouvoir en Europe occidentale, M. Kissinger s'en tire par une pirouette :

« J'avoue avoir sans doute péché par manque d'imagination en considérant les partis communistes comme des partis démocratiques. Il n'y a aucun parti communiste qui, dans son organisation interne, suive les pratiques démocratiques. Etant donnée l'individualité des Français, je suis toujours très étonné des décisions unanimes prises par les congrès du parti communiste français. Et puis, il y a cet autre problème de la doctrine Brejnev qui veut que, dès qu'un parti communiste se trouve au pouvoir, l'Union soviétique adopte le principe selon lequel il s'agit là d'un processus irréversible. Cela engendre donc un droit d'intervention. Et puis, il m'est difficile d'imaginer que les communistes permettent un renversement démocratique de ce qui est à leurs yeux le cours de l'histoire. »

M. Kissinger, après avoir réaffirmé une nouvelle fois la thèse selon laquelle le gouvernement américain n'a rien à voir dans le renversement du président Allende en 1973 au Chili, et déclaré que *« les républicains ont autant de chances de gagner que le président Carter »* lors de l'électino de 1980, aborde enfin la question de la défense de l'Europe :

« Les Etats-Unis ne peuvent pas permettre une occupation sans opposition de l'Europe occidentale par l'Union soviétique. La défense de l'Europe et celle des Etats-Unis doivent être conduites de manière conjointe, y compris la défense nucléaire. Mais nous devons adapter les objectifs et la stratégie à mettre en œuvre aux réalités de la situation qui font que, actuellement, un échange nucléaire dirigé contre les populations ferait disparaître la vie civilisée telle que nous la connaissons. Par conséquent, nous devons ensemble mettre au point un système de défense, y compris la défense nucléaire, qui ferait une distinction au niveau des objectifs. »

Du bon usage des mots

(Suite de la première page.)

Pour les pays d'Europe occidentale, France comprise, il est essentiel que l'U.R.S.S. soit contenue, qu'elle n'ait pas l'impression qu'elle gagne toujours à entreprendre des actions offensives. Alors que signifie l'éternel langage français — repris en ce moment du côté allemand — qui place les deux Grands sur le même plan, comme s'il s'agissait *entre eux* de querelles ne nous concernant pas ? Dans le communiqué que notre président a signé à New-Delhi, il est question de *« la rivalité des grandes puissances »*, et on y met en parallèle la volonté indienne de non-alignement et la volonté française de détente. Comme si l'invasion de l'Afghanistan n'avait pas à nous toucher, comme s'il n'y avait pas, à défaut de sentiment de solidarité éprouvé, une solidarité occidentale de fait !

Certes, il ne s'agit pas de « s'aligner » sur les Etats-Unis, si s'aligner veut dire se soumettre. Mais on n'est fondé à protester contre les actions unilatérales du président américain que si on est sincèrement décidé à agir et non à lui laisser le soin de faire ou de ne pas faire, à partir d'une conception germano-française fort contestable de la divisibilité de la détente.

Oui, la détente est divisible dans la mesure où, *parfois*, il y a affrontement sur un point du globe et relations positives sur d'autres problèmes. Mais dire qu'il faut à tout prix se soucier de maintenir la détente en Europe malgré l'Afghanistan, c'est d'abord donner rétrospectivement raison à Henry Kissinger quand il déclarait, en 1974, que les Européens n'avaient que des préoccupations et des intérêts régionaux. C'est surtout reprendre la plus dangereuse des attitudes « munichoises » : en donnant à l'U.R.S.S. l'impression qu'on acceptera toujours, on la pousse à l'erreur de calcul, car il y aura un moment où l'on ne pourra plus accepter, et si l'adversaire s'est trompé sur ce moment, la guerre devient inévitable ; ainsi Hitler a cru que la France et la Grande-Bretagne céderaient encore sur la Pologne...

Ne vaut-il pas mieux se sentir mondialement engagé, ce qui permet d'être crédible dans la double critique adressée à Jimmy Carter ? Dans un premier temps, de s'être montré bien naïf à l'égard de l'U.R.S.S. dans la préparation de SALT-3 ; dans un second temps, de trop ressembler à Chamberlain passant subitement, lors de l'invasion de la Tchécoslovaquie en 1939, de l'illusion complaisante à l'acceptation du conflit violent. La phrase du président américain sur sa subite révélation de la vraie nature de l'U.R.S.S. est effectivement assez terrifiante. A condition de reconnaître que l'Union soviétique est à la fois un pays ayant intérêt à la paix, ayant besoin de la paix, et une puissance menaçante et expansionniste qu'il s'agit de contenir.

On ne peut contrecarrer le déchaînement de l'opinion américaine et d'une partie de l'opinion française et allemande dénonçant toute détente comme un leurre (déchaînement merveilleusement favorisé par Georges Marchais présentant la détente à Antenne 2 comme un droit illimité accordé à l'U.R.S.S. de « libérer » des peuples et comme une interdiction faite aux Occidentaux de toucher au statut des pays soviétisés) que si on n'idéalise pas cette détente, que si on admet que l'U.R.S.S. ne peut être convaincue des avantages de la détente que par un monde occidental solidaire dans un minimum de fermeté agissante.

ALFRED GROSSER.

● *M. Michel Jobert*, président du Mouvement des démocrates, écrit dans sa « Lettre » de février : *« Prisonnier et dupe, tel apparait M. Giscard d'Estaing. Prisonnier, on le voit bien par sa démarche hésitante depuis l'affaire de Kaboul, s'assayant à un neutralisme embarrassé et rougissant. Dupe, car il a cru qu'il lui fallait donner des gages pour avoir le soutien soviétique et, par conséquent, celui des communistes français (sous-entendu pour sa réélection), alors que celui-ci lui serait venu de toute façon. Si nous voulons être non-alignés, et pas seulement jouer les non-alignés, prenons-en les moyens : sortons de l'alliance atlantique et envoyons promener les Russes sans se soucier d'une réélection. »* Selon M. Jobert, la France a aujourd'hui de par la politique du gouvernement : *« un fil à chacune de ses pattes »*.

LA CRISE AFGHANE

L'intervention soviétique a porté un coup à la gauche du mouvement des non-alignés et à l'influence de l'U.R.S.S. dans le tiers-monde

En déclarant que *« les événements d'Iran et d'Afghanistan prennent une dimension dramatique qui concerne tous ceux qui recherchent la paix fondée sur le droit des peuples à leur souveraineté, leur intégrité et leur indépendance »*, le président en exercice du mouvement des pays non alignés, M. Fidel Castro, dans un message adressé le 31 janvier à la conférence de l'Organisation des nations unies pour le développement industriel réunie à New-Delhi, est pour la première fois sorti du mutisme qu'il observait depuis l'entrée des Soviétiques en Afghanistan.

Cette prudente prise de position se démarque à première vue nettement de celle exprimée à la mi-janvier — au nom seulement de son pays, — par le représentant de Cuba, M. Raul Roa-Kouri, lors de la session spéciale de l'Assemblée des Nations unies sur l'Afghanistan. Le délégué cubain avait notamment fait entendre que le débat à ce sujet n'avait *« rien à voir avec le droit des peuples à leur souveraineté »*. Au cours du vote qui avait suivi, Cuba avait fait prévaloir la solidarité avec les Etats socialistes sur celle des non-alignés. Huit autres pays (Afghanistan, Angola, Ethiopie, Grenade, Laos, Mozambique, Vietnam, Sud-Yémen) avait adopté une position semblable et voté contre le *« retrait immédiat, inconditionnel et total de toutes les troupes étrangères d'Afghanistan »* réclamé par une majorité de nations du tiers-monde. Sur ce sujet, comme à propos du Cambodge ou des accords israélo-égyptiens, les non-alignés auraient bien de la peine à définir une attitude commune. Et c'est sans doute pour ne pas envenimer les choses que, dans son message à l'ONUDI, M. Castro n'a pas fait prévaloir la position cubaine sur l'intérêt du groupe.

L'invasion de l'Afghanisan par l'U.R.S.S. a, en effet, porté un coup sévère à la gauche du mouvement des non-alignés qui avait marqué des points lors de la conférence des chefs d'Etat à La Havane, en septembre 1979. Les pays qui se refusent à condamner l'U.R.S.S. sont seulement ses alliés inconditionnels (Cuba, Vietnam, Sud-Yémen) ou ceux qui ont une dette de reconnaissance à son égard ou à l'égard de Cuba (Angola, Mozambique).

Il est également notable que, dans son message à l'ONUDI, M. Fidel Castro n'ait pas approuvé l'invasion de l'Afghanistan — comme il l'avait fait de la reprise en main de la Tchécoslovaquie en 1968 — et qu'il se soit contenté de faire porter l'attention sur d'autres sujets : Zimbabwe, Palestine, partage inégal des richesses à l'échelle mondiale, etc... Ainsi a-t-il semblé ne pas faire de différence entre ce qui se passe à Téhéran et à Kaboul... Dans une interview à l'hebdomadaire américain *Time* (numéro du 4 février), le dirigeant cubain rend hommage à la révolution islamique iranienne et rappelle que les non-alignés doivent être en faveur des luttes de libération. Comment, alors que Cuba est à sa tête, le mouvement pourra-t-il apporter son soutien aux résistants afghans combattant le communisme et l'armée soviétique, comme vient de le faire la conférence islamique ?

La position des pays islamiques

Il y a quelques jours, les pays islamiques — à l'exception notamment du Sud-Yémen et de la Syrie, qui n'ont pas pour autant approuvé l'invasion de l'Afghanistan par l'U.R.S.S. — ont condamné expressément l'U.R.S.S. et réclamé le retrait *« immédiat et inconditionnel »* de ses troupes d'Afghanistan. De surcroît, pour la première fois, ils ont aussi exigé, à l'instigation de la Somalie, le retrait *« des forces soviétiques et alliées »* — sous-entendus cubaines — se trouvant dans la corne de l'Afrique. La Havane était parvenu jusqu'alors à éviter une telle condamnation par les non-alignés. Le fait qu'elle ait pu être prononcée par les pays islamiques alors que des Cubains luttent aux côtés des Palestiniens marque une singulière évolution.

L'invasion d'un pays non aligné — quoique apparenté au camp socialiste — a porté un coup à la « cote » de l'U.R.S.S. auprès d'un grand nombre de pays du tiers-monde et singulièrement d'Etats arabes qui ne sous-estiment pourtant pas le soutien constant que leur apporte Moscou dans leur conflit avec Israël. Elle rend plus difficile la tâche de Cuba et des amis de Moscou au sein du mouvement des non-alignés.

L'un des principes du non-alignement, rappelé encore dans la déclaration publiée à l'issue de la conférence de La Havane, est qu'il doit être un *« facteur authentiquement indépendant des blocs »*. Un autre principe, tout aussi sacro-saint, est *« la non-intervention et la non-ingérence dans les affaires intérieures d'autres pays »*. Ces deux principes ont certes été parfois violés par le passé, y compris par des membres du mouvement. Mais aucune grande puissance n'avait encore envahi l'un d'entre eux, comme vient de le faire l'U.R.S.S.

Jusqu'à maintenant, et à plus forte raison depuis que M. Fidel Castro assure la présidence du mouvement, l' « impérialisme », c'était les Etats-Unis, et d'une façon plus générale l'Occident. Or, l'U.R.S.S. a été désignée comme *« agresseur »* implicitement à l'ONU, et très explicitement *par la Conférence islamique*. De même, il est plus difficile de faire admettre à la communauté des non-alignés les thèses cubaines selon lesquelles les pays socialistes sont les *« alliés naturels »* des pays non alignés, comme l'a fait remarquer le délégué du Sénégal à l'ONU. Beaucoup de pays non alignés (islamiques ou non), qui dénoncent aujourd'hui la politique de Moscou, ne voudraient pas pour autant apparaître comme étant des *« alliés objectifs »* des Etats-Unis et parties prenantes à l'affrontement Est-Ouest actuel. Selon eux, la crise afghane représente plutôt un conflit type entre une grande puissance impérialiste et un Etat du tiers-monde. Authentiquement non aligné est celui qui rejette les interventions extérieures quelles qu'elles soient... Le « coup de Kaboul » est venu conforter les pays attachés à une telle ligne de conduite et soucieux de marquer leurs distances à l'égard de l'un ou l'autre bloc.

La crise afghane a, d'autre part, conduit les pays qu'elle affecte directement à redéfinir leur position. *L'Iran, qui donne pourtant des* preuves de son engagement contre l'impérialisme américain, condamne tout autant aujourd'hui celui de l'U.R.S.S. Le Pakistan est placé dans une position inconfortable. Il était entré dans le mouvement par la petite porte, car à l'époque de son admission en 1978, il était encore membre du pacte de sécurité antisoviétique de l'Asie centrale (CENTO), qu'il a quitté l'année suivante. Il retombe dans le giron américain et est conduit à demander aide et protection à Washington bien qu'il ne veuille pas signer un nouveau pacte militaire et accepter des bases américaines sur son territoire, ce qui serait contraire aux principes du non-alignement.

Le jeu indien

Enfin, contrairement à l'impression laissée par les premières déclarations de Mme Gandhi après l'intervention soviétique et le vote de l'ONU où — avec d'autres pays, comme l'Algérie, Madagascar, le Bénin, qui sont reconnaissants à l'U.R.S.S. de l'aide économique, militaire et diplomatique qu'elle leur apporte — elle s'est abstenue de demander le retrait des *« troupes étrangères »* d'Afghanistan, l'Inde a exprimé, lors de la visite de M. Giscard d'Estaing à New-Delhi, sa fidélité à un authentique non-alignement. Celui-ci n'exclut pas des relations amicales avec l'U.R.S.S., mais se distingue de la *« voie cubaine »*. Mme Gandhi aime dire que son pays n'est ni pro-soviétique ni pro-américain, mais seulement *« pro-indien »*. Ainsi renvoit-elle dos à dos les deux Grands. Dans la déclaration commune franco - indienne, sont condamnés à la fois les *« interventions »* (de l'U.R.S.S. en Afghanistant) et les *« ingérences »* (telles que celles des Etats-Unis au Pakistan). (*Le Monde* du 29 juin.) La diplomatie française a fait ainsi ressortir l'originalité de cette position avant la visite de M. Gromyko à New-Delhi. Il reste à voir si le nouveau gouvernament indien, se départissant de sa neutralité dans l'affaire cambodgienne, ne reconnaîtra pas le régime pro-vietnamien de Phnom-Penh.

Les *appréhensions indiennes* au sujet d'un éventuel réarmement du Pakistan sont largement exagérées, mais elles permettent aux groupes de pression militaire, pro-soviétique ou ultra-nationaliste à New-Delhi, frustrés par l'indécision et le pacifisme du gouvernement Desai, de reprendre du poil de la bête. Le non-alignement de l'Inde, c'est aussi une manière de s'affirmer dans sa sphère régionale d'influence.

GÉRARD VIRATELLE.

Trois Américains sur quatre sont favorables au boycottage des Jeux de Moscou

A quelques jours de la réunion du Comité international olympique (C.I.O.), qui commence le 8 février, un sondage d'opinion réalisé pour la chaîne N.B.C. a indiqué que 73 % des Américains (contre 19 %) sont désormais favorables aux propositions du président Carter sur le boycottage des Jeux olympiques de Moscou.

En Allemagne fédérale, à la veille de la rencontre du président Valéry Giscard d'Estaing et du chancelier Helmut Schmidt, le ministre des affaires étrangères avait laissé entendre, dans une interview à Die Welt, *que la R.F.A. adopterait la même position que les Etats-Unis.*

Au Danemark, un sondage, réalisé pour un journal de Copenhague, indique que 52 % des Danois sont contre le boycottage.

En Afrique, le Conseil supérieur du sport africain (C.S.S.A.) a décidé de se réunir à nouveau avant la fin de février pour décider de l'attitude à prendre. Son secrétaire général, M. Amadou Lamine Ba, a rappelé que le comité avait adopté une résolution recommandant « une participation massive » *du continent africain aux Jeux de Moscou, en décembre dernier.* « Mais, *a déclaré M. Lamine Ba,* les récents événements survenus en Afghanistan font que cette réunion du bureau exécutif du C.S.S.A. est maintenant nécessaire. »

D'autre part, le président tanzanien, M. Julius Nyerere, a refusé de recevoir l'ancien champion de boxe américain Mohammad Ali, chargé par le président Carter de rallier à ses propositions certains pays africains.

En France, M. Jean Lecanuet, président de l'U.D.F., s'est refusé, dimanche 3 février, à se prononcer sur le boycottage.

La R.F.A. solidaire des États-Unis

De notre correspondant

Bonn. — Sans se montrer absolument catégorique, le ministre ouest-allemand des affaires étrangères, M. Genscher, laisse clairement entendre, dans une interview au quotidien *Die Welt*, que la R.F.A. se montrerait solidaire des Etats-Unis si ces derniers devaient boycotter les Jeux de Moscou.

Pour M. Genscher, il importe avant tout que les Soviétiques ne puissent pas entretenir l'illusion qu'il leur serai: possible de séparer l'Europe des Américains, car *« la sécurité de l'Europe ne peut pas être garantie sans les Etats-Unis. Chacun doit voir cela clairement »*.

Le ministre rejette en tout cas sur le Kremlin la responsabilité d'une décision dans cette affaire. Le gouvernement de l'U.R.S.S. aurait été informé sans aucun doute du fait qu'il lui appartient d'établir les conditions permettant aux sportifs de tous les pays de participer aux Jeux. Le ministre ajoute dans son interview, donnée avant son départ pour Paris, qu'à son avis le gouvernement français voit les choses de la même façon que celui de Bonn.

M. Genscher dément que l'on ait jamais pu avoir le sentiment qu'une éventuelle participation ouest-allemande est possible dans le cas où les Américains s'abstiendraient d'aller à Moscou. *« Le gouvernement fédéral,* dit-il, *n'a jamais éveillé une telle impression. Sur ce point également les Etats-Unis peuvent nous faire confiance. Si on compte sur la solidarité américaine en faveur de Berlin libre, alors les Allemands ne peuvent pas refuser leur solidarité aux Américains. Au surplus, l'Afghanistan nous intéresse tout autant. Mais je répète que la responsabilité appartient maintenant à l'Union soviétique. Elle a créé la situation qui rend douteuse la participation de beaucoup d'équipes du monde entier. Elle seule peut de nouveau écarter ces obstacles. »*

J. W.

M. BÉRÉGOVOY (P.S.) DÉNONCE « CEUX QUI SE SERVENT DES JEUX OLYMPIQUES POUR DES RAISONS DE POLITIQUE INTÉRIEURE »

M. Pierre Bérégovoy, membre du secrétariat national du parti socialiste, a estimé, dimanche 3 février, à Gennevilliers, que *« si les Jeux olympiques n'ont pas lieu cet été à Moscou, cela ne sera pas seulement une défaite pour le sport, ce sera aussi un échec pour la paix »*.

» Parce qu'ils ont condamné avec vigueur l'intervention soviétique en Afghanistan et la sanction prise contre Sakharov, les socialistes se sentent le droit de dénoncer l'hypocrisie de ceux qui se servent des Jeux olympiques pour des raisons de politique intérieure, aux Etats-Unis comme en France. On ne gouverne pas un pays à coup de sondages. Est-ce trop que demander à chacun de laisser au vestiaire la politique politicienne et de n'avoir en vue que l'intérêt de la paix ? »

ASIE

AVANT LA « MARCHE POUR LA SURVIE DU CAMBODGE »

L'armée vietnamienne poursuit son opération de « nettoyage » le long de la frontière thaïlandaise

Les Etats-Unis, la Chine et la Thaïlande ont formé une « coalition » pour armer et ravitailler les Cambodgiens qui se battent contre les troupes vietnamiennes, a affirmé, samedi 2 février, le vice-ministre des affaires étrangères de Hanoï. M. Dinh Nho Liem s'en est pris au premier ministre thaïlandais, le général Kriangsak Chamanand, « qui dit que son pays est neutre alors qu'il ne l'est pas » et autorise « des hélicoptères militaires à transporter des armes chinoises » chez les Khmers rouges.

D'autre part, un comité pour les vols spatiaux vietnamiens vient d'être créé sous la présidence du général Giap, vice-premier ministre, a annoncé l'Agence vietnamienne d'information, selon laquelle le Vietnam participera à un vol spatial avec des cosmonautes soviétiques.

Enfin, les personnalités qui doivent participer mercredi 6 février à la « marche pour la survie du Cambodge » sont arrivées à Bangkok. Figurent notamment parmi celles-ci les écrivains Fernando Arrabal, Bernard-Henri Lévy, Claude Mauriac, MM. Thierry Jeantet, secrétaire national du M.R.G. ; Alain Richard, député socialiste ; Bertrand de Maigret, député U.D.F. ; Mme Nina Kehayan, communiste critique, coauteur du livre « Rue du prolétaire rouge » ; deux membres du parti radical italien, Mme Maria-Antonietta Macchiochi et M. Marco Panella ; la chanteuse américaine Joan Baez, l'actrice norvégienne Lix Ullman et la veuve du pasteur Martin Luther King. — (A.F.P., U.P.I.)

De notre correspondant en Asie du Sud-Est

Bangkok. — A quarante-huit heures du départ pour la frontière khméro-thaïlandaise de la « marche pour la survie du Cambodge », prévue pour le mercredi 6 février et animée par Médecins sans frontières (France) et l'International Rescue Committee (Etats-Unis), on enregistrait un regain des activités militaires dans la région d'Aranya-Prathet-Ta Phraya, où restent disséminés plusieurs centaines de milliers de fugitifs cambodgiens.

Depuis plusieurs jours, des unités d'infanterie vietnamienne, appuyées par de l'artillerie lourde et des blindés, ont lancé une *série d'attaques contre* les camps khmers rouges de Phnom-Chat et de Phnom-Malai, adossés à la frontière thaïlandaise, ainsi qu'aux abords du camp de Ban-Mak-Moon, l'une des plus fortes concentrations de fugitifs cambodgiens, où opèrent des bandes de résistants anticommunistes Khmers Sérei. Selon des sources militaires thaïlandaises, les forces armées de Hanoï s'efforceraient de « nettoyer » avant le retour de la saison des pluies les abords de la frontière des résistants et des réfugiés qui subsistent grâce notamment à l'aide internationale.

Samedi, précisait-on de mêmes sources, une bataille de plusieurs heures aurait opposé Vietnamiens et Khmères Sérei à 3 kilomètres de Ban-Mak-Moon. Le camp, qui s'étend sur une vaste superficie à quelques centaines de mètres de la frontière thaïlandaise, renferme de deux cents à quatre cent mille civils cambodgiens. Cet affrontement, dont on ignore le bilan, n'a cependant pas entraîné de fuites massives en Thaïlande.

Le même jour, des unités vietnamiennes ont capturé, après une semaine de combats et de tirs d'artillerie, *la* colline de Phnom-Chat, située à une vingtaine de kilomètres de Ban-Mak-Moon. Phnom-Chat, qui était tenue par environ trois mille Khmers rouges, était une médiocre position stratégique mais un très important centre de redistribution de l'aide internationale. C'est à partir de là — comme c'est le cas d'autres centres voisins sous contrôle de Khmers anticommunistes (Sérei et Séreika) — que plusieurs milliers de tonnes de vivres étaient acheminées chaque semaine vers l'intérieur du Cambodge par un incessant « pont humain ». Les Vietnamiens auraient saisi dans cette base d'importants stocks alimentaires. De source militaire thaïlandaise on indique que trois mille civils et soldats khmers rouges ont fui de ce côté-ci de la frontière, où ils sont *« temporairement hébergés »*, soignés et ravitaillés après avoir été désarmés. Ils devraient regagner leur pays dès que la situation le permettra pour y reprendre le combat, précise-t-on.

D'autres unités vietnamiennes poursuivent, plus au sud de la frontière, mais sans succès notable jusqu'à présent, une offensive lancée il y a déjà quatre mois contre la chaîne de collines du Phnom-Malai, véritable bastion de pics, de grottes et de jungle à cheval sur la frontière. Vingt mille civils et militaires fidèles à M. Pol Pot y sont retranchés. Toutes ces opérations, en bordure immédiate d'une frontière parfois mal délimitée, entraînent des débordements en territoire siamois.

Des Khmers rouges bien ravitaillés

Le gouvernement du général Kriangsak, qui continue à professer une politique de neutralité, et qui paraît peu soucieux de se laisser entraîner dans le conflit, s'est systématiquement efforcé de minimiser ces *« bavures »*. En revanche, la presse locale et certains milieux militaires partisans d'une politique plus musclée dans l'affaire cambodgienne semblent grossir à dessein le moindre incident frontalier. Les Vietnamiens, à qui l'état-major de Bangkok et les milieux politiques de Washington prêtaient l'intention de lancer une grande offensive à la fin de décembre dernier, ont fait preuve d'une certaine retenue. Des diplomates estiment que les Soviétiques, tout à leurs préparatifs afghans, n'y sont pas pour rien.

Quoi qu'il en soit, la marge de manœuvre maximale des divisions de Hanoï paraît toujours limitée par la frontière thaïlandaise. En effet, les tentatives actuelles ne sont pas nouvelles : il y a bientôt quatre mois que les troupes vietnamiennes étoffent leur dispositif dans l'ouest cambodgien et qu'elles y multiplient les opérations de ratissage. Cette tactique, ponctuelle et d'une ampleur limitée, s'est jusqu'à présent révélée infructueuse face à plusieurs dizaines de milliers de Khmers rouges rompus à la guérilla, bien ravitaillés (en *armes* par Pékin et en vivres par les organisations internationales humanitaires) et relativement insaisissables tant qu'ils disposeront de multiples portes de *sortie* en *Thaïlande*.

Faute de pouvoir venir à bout militairement de leurs ennemis — sauf à pénétrer en force en Thaïlande, ce qui, dans le contexte post - afghan, pourrait avoir des conséquences incalculables — et également soucieux d'éviter l'internationalisation du problème des réfugiés, les dirigeants de Hanoï paraissent décidés à faire le vide le long de la frontière aux dépens des Thaïlandais et, dans un second temps, tenter de la rendre hermétique.

L'inquiétude de Bangkok

C'est bien ce qui inquiète les Thaïlandais qui *s'efforcent* encore d'internationaliser la situation à la frontière en invitant l'ONU à y créer des *« zones démilitarisées »*. En dépit de leur politique d'accueil, les autorités de Bangkok paraissent plutôt enclines à pratiquer la dissuasion. Les incidents signalés ces jours derniers à l'initiative des Vietnamiens font suite à toute une série de règlements de comptes entre résistants, dont le résultat principal a été de « nettoyer » *la* frontière côté thaïlandais et d'éviter ainsi de justifier des incursions vietnamiennes. Depuis deux semaines, indique-t-on de source dipolmatique, le Haut Commissariat des Nations unies aux réfugiés (H.C.R.) n'a plus la possibilité d'aller le long de la frontière ramasser de nouveaux fugitifs pour les transférer dans des camps établis à l'intérieur du pays.

La « marche pour la survie » prétend, pour sa part, influencer les dirigeants de Hanoï et de Phnom-Penh afin qu'ils consentent à ouvrir sans discrimination le Cambodge martyr à toutes les aides et bonnes volontés internationales et individuelles. C'est plus qu'une gageure : en effet, Hanoï et Phnom-Penh n'ont pas ménagé les mises en garde et veulent voir dans cette initiative une manœuvre *« servant les intérêts des impérialistes et des réactionnaires »*.

L'opération, entreprise avec l'accord des autorités thaïlandaises — la bénédiction des Khmers rouges et du Front national de libération du peuple khmer (F.N.L.P.K.) de M. Son Sann — a aussi suscité réserves et critiques de la part d'autres organisations humanitaires non gouvernementales et de la presse locale. On fait notamment valoir que la marche a lieu alors que les distributions de l'aide internationale stockée au Cambodge depuis des mois se sont notablement améliorées ces dernières semaines et qu'elle risque à nouveau de durcir Hanoï et Phnom-Penh. Les marcheurs — une centaine de personnalités politiques, intellectuelles, de militants des droits de l'homme et de représentants d'organisations charitatives européennes et nord-américaines — doivent quitter Aranya-Prathet (à trois cents kilomètres à l'est de Bangkok) mercredi matin pour se rendre à quelque distance de là, sur le pont qui marque la frontière. Ils y attendront une hypothétique autorisation de pénétrer au Cambodge pour y distribuer une centaine de tonnes de vivres.

R.-P. PARINGAUX.

CORRESPONDANCE

Pourquoi l'A.I.C.F. (Action internationale contre la faim) participera à l'opération

*A la suite de l'article de Susan George (*le Monde *du 31 janvier), qui critiquait la participation de l'A.I.C.F. (Action internationale contre la faim) à la « marche pour la survie » au Cambodge, nous avons reçu la lettre suivante du conseil d'administraton de l'A.I.C.F. :*

L'A.I.C.F. entend ne pas entrer dans les querelles qui divisent les théoriciens de l'aide au tiers-monde sur les bienfaits et méfaits comparés d'une révolution mondiale (...). Se refusant, de par sa charte même, à choisir entre bons et mauvais bourreaux comme entre bonnes et mauvaises victimes, son action ne participe d'aucune stratégie, qu'elle soit « sino - américaine », comme cela fut gracieusement suggéré, « soviéto -vietnamienne », ou marquée par un engagement politique, que chacun de ses membres est libre, en son nom personnel, de poursuivre, mais auquel l'A.I.C.F. ne souscrira ni ouvertement ni sournoisement (...).

Plutôt que de discourir, deux membres anonymes d'A.I.C.F. sont aujourd'hui à Peschawar, au Pakistan, où, grâce aux 500 000 francs recueillis en dix jours dans toute la France, des tentes, des vivres, des vêtements, des médicaments, pourront commencer d'être distribués aux réfugiés afghans, aussi nombreux — le sait-on ? — que les réfugiés khmers en Thaïlande. Là, il s'agit d'une action ponctuelle menée, en raison de son urgence, par A.I.C.F. nationale.

Demain, un autre représentant anonyme d'A.I.C.F. partira pour Timor, ravagé par des années de guerre civile. Combat oublié, où trois cent mille personnes se retrouvent dans leur village, totalement démunies. Les comités locaux de Lille, Liège, Milan, se mobilisent non pour juger, mais pour aider à reconstruire, là-bas, une économie agricole. Le comité de Bayonne permettra, lui, de faire vivre cent cinquante orphelins à Pattaya, en Thaïlande. Un centre de protection maternelle et infantile, à Issaia, en Côte-d'Ivoire, va être pris en charge par le comité de Pau.

Et il faudrait qu'A.I.C.F. se désintéresse des Cambodgiens qui, au Cambodge, ont survécu et aux massacres de Pol Pot et à l'opération vietnamienne ?

Le Cambodge est le seul pays du monde où certaines organisations humanitaires ne peuvent librement pénétrer et opérer, le seul pays dont l'accès reste encore interdit à Médecins sans frontières.

Il serait étrange, pour ne pas dire suspect, que l'on en vienne à conclure, au nom de nous ne savons quelle stratégie, que le Cambodge doit être aussi le seul pays dont il conviendrait de détourner pudiquement les yeux.

★ Action internationale contre la faim, 13, rue d'Uzès, 75002 Paris.

A TRAVERS LE MONDE

Japon

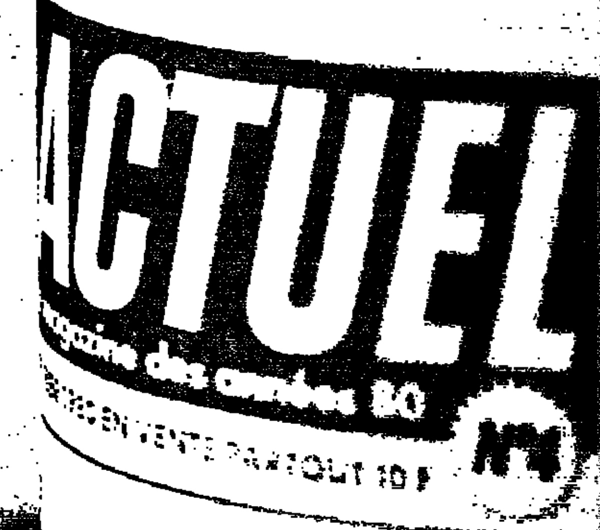
● M. KICHIZO HOSODA a été nomé, dimanche 3 février, au poste de directeur de l'agence de défense (poste qui équivaut à celui de ministre). Il remplace M. Enji Kubota, qui a été obligé de donner sa démission en raiso de l'affaire d'espoinage au profit de l'U.R.S.S. découverte le 18 janvier (*le Monde* daté 20-21 janvier et 3-4 février). Agé de soixante-sept ans. — (*A.F.P., Reuter.*)

Syrie

● DEUX RELIGIEUX MUSULMANS, le cheikh Mohamed El Chami et Habj Mohamed Sobhi Labanie, ont été tués, samedi 2 février, au cours d'un attentat perpétré par des membres de l'Organisation des frères musulmans. Ces derniers ont tiré à bout portant sur le cheikh Mohamed El Chami alors qu'il prononçait un sermon devant la foule des fidèles. — (*A.F.P.*)

DIPLOMATI

La crise internationale



DIPLOMATIE

LA VISITE DE M. GROMYKO EN ROUMANIE

Les Soviétiques envisageraient une initiative pour relancer la détente

De notre correspondant en Europe centrale

Vienne. — Les entretiens entre M. Gromyko et le chef de l'Etat roumain n'ont pas permis au ministre soviétique des affaires étrangères d'obtenir de Bucarest un quelconque soutien dans la crise qui l'oppose actuellement aux Etats-Unis. Cet « *échange d'opinions* », que les deux parties ont souhaité répéter à l'avenir, n'a pourtant peut-être pas été inutile à ce « *renforcement de la cohésion de la communauté socialiste* » que souhaite obtenir Moscou.

Il semble, en effet, que M. Ceausescu ait été informé par M. Gromyko de propositions de relance de la détente que l'Union soviétique pourrait présenter au mois de mai prochain, à l'occasion du vingt-cinquième anniversaire du pacte de Varsovie. Le communiqué publié le samedi 2 février par l'agence roumaine Agerpress indique que des « *questions se rattachant* » à cet anniversaire ont été abordées et que cette date « *sera marquée par l'intensification de la lutte des Etats participants pour l'affermissement de la détente, l'arrêt de la course aux armements et le désarmement, pour la consolidation de la paix et de la sécurité en Europe et dans le monde entier* ».

Rien n'a évidemment filtré du contenu réel qui pourrait être donné à cette « intensification », mais il n'est pas impossible qu'une base minimale d'accord se soit dégagée entre le chef de l'Etat et son hôte sur le lancement de cette éventuelle offensive diplomatique. Le communiqué fait, en tout cas, mention de « *la détermination* [de l'U.R.S.S. et de la Roumanie] *d'agir également à l'avenir aux côtés des autres Etats socialistes (...) pour la consolidation du processus de la détente* » ainsi que de « *l'actualité encore plus grande dans les circonstances actuelles* » de la convocation de la « *conférence sur le désengagement militaire et le désarmement en Europe* » proposée par le pacte de Varsovie et dont tous les éléments ne sont pas contradictoires avec le projet français de conférence européenne sur le désarmement.

En attendant, les formules employées par Agerpress (« *Ambiance sincère de camaraderie* », « *Examen des problèmes des relations* » entre les deux partis et les deux pays) ne laissent pas de doute sur la persistance et l'ampleur des divergences entre ls deux alliés sur l'affaire afghane.

BERNARD GUETTA.

La crise internationale

(Suite de la première page.)

Le candidat de l'opposition chrétienne démocrate à la chancellerie, M. Strauss, ne manque pas une occasion d'appeler les Européens au raffermissement de l'entente avec Washington. Dans des déclarations publiées samedi par le *Kieler Nachrichten*, il estime qu'un manque de solidarité avec les Etats-Unis mettrait « *en danger notre existence parce que nous pourrions en cas de nécessité être confrontés un jour à un refus américain* ». M. Strauss regrette aussi d'ailleurs que dans le passé les Américains n'aient pas *plus consulté les Européens.*

Il semble que ces consultations euro-américaines aient été au centre, samedi, des entretiens de Rome entre M. Genscher et le ministre italien des affaires étrangères, M. Ruffini. Selon le porte-parole italien, les deux ministres souhaitent, dans la crise actuelle, une coopération politique plus poussée au sein de la Communauté européenne d'une part, entre celle-ci et Washington de l'autre. Il n'est pas exclu à cet égard que se tienne une réunion des ministres des affaires étrangères occidentaux sur les suites de la crise afghane, comme le bruit en a couru la semaine dernière à Washington.

Dans une interview publiée dimanche par *Die Welt*, M. Genscher déclare : « *Une identité de vues entre la France et la R.F.A. est importante à la fois pour l'Europe et pour l'alliance occidentale. Nous souhaitons que l'Europe ait son rôle à jouer dans la stratégie globale de l'Occident. Cela vaut pour le renforcement de la capacité de défense de l'alliance, pour la stabilisation de la région, allant du Moyen-Orient à l'Asie occidentale et de la Turquie, ainsi que pour la coopération avec le tiers-monde.* » Le chef de la diplomatie de Bonn rappelle que les Etats-Unis garantissent la sécurité européenne et que la crise actuelle ne peut être surmontée qu'en étroite coopération avec Washington. Il estime que cette vue est partagée par Paris. « *C'est pourquoi personne ne doit nourrir l'illusion de pouvoir diviser Européens et Américains* », conclut M. Genscher.

Très confidentiels ont également été les entretiens privés de M. François-Poncet avec lord Carrington. A en croire ses déclarations publiques, il semble, en tout cas, que le ministre britannique comprenne mieux que son premier ministre, Mme Thatcher, résolument alignée sur Washington, l'intérêt pour l'Europe d'avoir « *une position particulière* ». Il faut que l'Occident « *chante en harmonie, mais pas à l'unisson* », a-t-il dit après ses entretiens de La Celle-Saint-Cloud. Il est important pour l'Occident de parvenir à une position commune dans la crise internationale actuelle, « *mais ce serait une erreur de supposer que la réaction de chaque pays doive être la même* ». La France et la Grande-Bretagne — a ajouté lord Carrington — espèrent une poursuite de la détente « *sur la base de ce qui soit bénéfique à l'Occident comme à l'Est* ».

MAURICE DELARUE.

(LIRE PAGE 10 *dans la rubrique « Défense » : « Une relance de la coproduction européenne d'armemenst classiques.)*

● *L'ambassadeur de Nouvelle-Zélande*, M. Jim Meir, a été prié de quitter Moscou, annonce-t-on à Wellington. Les autorités soviétiques ont également retiré l'agrément qu'elles avaient accordé à M. Roger Peren, qui devait succéder en février à M. Meir. Il s'agit d'une mesure de rétorsion : il y a huit jours, M. Vsevolod Sofinski, ambassadeur d'U.R.S.S. à Wellington, avait été prié de quitter le pays pour avoir versé illégalement des fonds au parti socialiste néo-zélandais, d'obédience soviétique. — *(A.P.)*

EUROPE

Union soviétique

L'écrivain contestataire Lev Kopelev fait l'objet de violentes attaques

De notre correspondant

Moscou. — Après André Sakharov, Lev Kopelev ? La question est posée à la suite du violent article que *la Russie soviétique*, journal du parti et du gouvernement de la fédération de Russie, a consacré, le dimanche 3 février, à l'écrivain, qualifié de « *Judas dans le rôle de Don Quichotte* ». L'auteur s'en prend aux Mémoires de Kopelev parues en Occident qui « *regorgent de sinistres insinuations* » au sujet de l'U.R.S.S., et de « *propos mensongers et dégoûtants rappelant la propagande de Goebbels : Kopelev, qui appuie ceux qui ont accepté d'aider d'une façon ou d'une autre l'Allemagne hitlérienne, a rallié les fascistes, ennemis jurés du socialisme* ».

Dans ce livre l'écrivain a, en effet, décrit d'une manière souvent sévère le comportement des troupes soviétiques pendant la guerre, notamment pendant leur contre-offensive en Allemagne. Alors militant communiste, Kopelev s'était opposé aux exactions commises par les soldats et les officiers soviétiques. Cette attitude lui avait valu en 1945 une condamnation à dix ans de camp de travail (1).

En captivité, il avait fait la connaissance de Soljenitsyne, qui l'avait pris pour modèle de son personnage Roubine du *Premier Cercle*.

Mais le journal ne s'en prend pas seulement au passé de l'écrivain. Maintenant encore, affirme-t-il, « *son appartement est un véritable nid de diversion idéologique et un lieu de rendez-vous avec des émissaires occidentaux. (...) Kopelev est un véritable émigré de l'intérieur, adversaire du régime socialiste. L'histoire de sa vie est l'histoire de la décadence d'un homme sans patrie. Les actes de Kopelev ne provoquent chez les Soviétiques qu'un sentiment de dégoût.* »

M. Kopelev, âgé de soixante-sept ans, est un critique littéraire, spécialiste de littérature allemande et ami de Heinrich Böll. Il a été exclu en avril 1977 de l'Union des écrivains pour avoir signé une pétition en faveur d'Alexandre Guinzbourg, qui venait d'être arrêté. Depuis, son téléphone a été coupé parce qu'il en faisait « *mauvais usage* ». M. Kopelev a signé la semaine dernière la déclaration des seize intellectuels protestant contre les sanctions prises à l'égard de l'académicien Sakharov (*le Monde* du 30 janvier).

M. Kopelev pourrait être la prochaine victime de la répression : l'article de *la Russie soviétique* peut être compris à la fois comme une mesure d'intimidation et un avertissement. M. Kopelev et sa femme, Raïssa Orlova, elle aussi critique littéraire et toujours membre de l'Union des écrivains, se sont constamment occupés des dissidents ou contestataires en difficulté, des prisonniers politiques et de leurs familles. Ils se trouvent en quelque sorte à la charnière entre les milieux dissidents et les milieux non conformistes qui ne sont pas en opposition ouverte avec le pouvoir soviétique. Il est difficile de savoir quelles sont les intentions des autorités à leur égard. L'une de leurs quatre filles, Maya, vit aux Etats-Unis avec son mari Pavel Litvinov, petit-fils du ministre des affaires étrangères de Staline. Cependant, les Kopelev

DANIEL VERNET.

(1) *A conserver pour l'éternité*, 1976, Paris, Stock. Le deuxième volume de ses Mémoires, non paru en français, retrace son itinéraire de jeune communiste d'avant guerre ; le troisième évoquera ses années de camp.

THÉORÈME

Sur quatre-vingt-sept candidats d'entrée à la faculté de mathématiques et de mécanique de l'université de Moscou, quarante-sept étaient non juifs et quarante étaient d'origine juive. Sur les quarante-sept premiers, quarante ont été admis ; sur les quarante seconds, six seulement ont été admis.

Faut-il en déduire que les correcteurs ont été plus sévères envers les quarante candidats juifs qu'envers les quarante-sept autres candidats, ou bien qu'en vertu d'une mystérieuse loi biologique les juifs sont moins doués pour les maths que les autres ?

Quoi qu'il en soit, ces chiffres, publiés récemment par le groupe Helsinki dans l'appartement d'André Sakharov à Moscou, nous démontrent qu'il est des planètes où prouver que deux et deux font quatre constitue une faute de calcul, passible de mise en résidence surveillée.

BERNARD CHAPUIS.

Pologne

Sympathisants de mouvements dissidents

DES OUVRIERS DE GDANSK SONT MENACÉS DE LICENCIEMENT

Varsovie (A.F.P.). — A la mi-janvier, vingt-cinq ouvriers d'une usine du port de Gdansk, Elektromontaz (appareillage électrique pour le bâtiment), tous sympathisants des mouvements dissidents, avaient reçu des préavis de licenciement et vingt autres avaient été menacés de la même mesure.

Pour s'opposer à ces limogeages qu'ils considéraient comme un « acte de représaille » pour leur participation en décembre à une manifestation commémorant les événements de 1970 dans les ports de la Baltique, les personnes visées avaient formé un « comité ouvrier » auquel ont *adhéré quelque cent soixante-dix* personnes. Toutes les tentatives du « comité » pour ouvrir des pourparlers avec la direction ont été infructueuses. Aussi, les ouvriers, qui ont déjà organisé plusieurs meetings de protestation, avaient projeté de se réunir à nouveau le vendredi 1er février dans l'enceinte de l'usine.

Mais aux premières heures de la matinée, a indiqué un porte-parole du « comité d'autodéfense sociale Kor », la direction a convoqué, séparément ou en groupe, cent quatre-vingt-dix *personnes sur les cinq* cents que compte l'entreprise. Il leur fut signifié qu'elles seraient licenciées si elles ne cessaient pas leur mouvement.

Le même jour, deux ouvriers des chantiers navals de Gdansk ont reçu des préavis de licenciement pour avoir participé à une grève de quatre heures observée, la veille, par une centaine d'employés d'un atelier pour protester contre la mutation d'une ouvrière connue pour son activité dans les milieux dissidents. D'autre part, deux dissidents paysans du centre de la Pologne, dont un rédacteur d'une revue clandestine, ont été condamnés, le 1er février, à un an et demi et deux ans de prison pour « coups et blessures ».

Espagne

Une organisation d'extrême droite revendique l'assassinat de deux militants d'extrême gauche

De notre correspondant

Les obsèques, le samedi 2 février, des six gardes civils tués la veille dans une embuscade près de Bilbao ont *donné lieu à une violente* manifestation d'extrême droite. La foule a insulté le ministre de l'intérieur, M. Ibanez Freire, et agressé des membres du Conseil général basque. Les manifestants ont crié : « L'armée au pouvoir ! »

D'autre part, deux militants d'extrême gauche, dont une jeune étudiante madrilène, ont été assassinés pendant le week-end par un commando de droite.

Madrid. — Encore deux morts par attentat à la fin de la semaine dernière. Rien ne semble capable d'arrêter la folie meurtrière qui se déchaîne en Espagne. Avec une régularité quasi mécanique, le contre-terrorisme répond désormais au terrorisme. Après l'embuscade du vendredi 1er février au cours de laquelle l'E.T.A. a tué six gardes civils près de Lequeitio en Biscaye, une organisation fasciste encore inconnue a revendiqué l'assassinat de deux militants d'extrême gauche tués la même nuit, l'un dans le Guipuzcoa, l'autre à Madrid.

A Eibar, c'est le cadavre d'un jeune homme de vingt-deux ans, Jésus-Maria Zubicaray, qui a été retrouvé criblé de balles samedi matin. Ancien militant de l'E.T.A. politico-militaire, M. Zubicaray avait cessé toute activité clandestine pour s'affilier à la coalition nationaliste Euskadiko Eskerra. Une organisation appelée Bataillon basco-espagnol a revendiqué cet assassinat.

Le même groupe fasciste s'est déclaré responsable de « *l'arrestation, l'interrogatoire et l'exécution* », à Madrid, de Yolanda Gonzalez Martin, étudiante en électronique, âgée de dix-neuf ans, qui appartenait à un comité de coordination des étudiants de l'enseignement secondaire, l'un des organismes qui ont lancé la semaine dernière une grève nationale d'étudiants contre un projet de réforme de l'université. De telles expressions donnent à croire que la jeune fille a été torturée avant d'être tuée. Quand *son cadavre a été retrouvé samedi* matin, dans les environs de Madrid, il a été impossible sur l'instant de l'identifier, car elle était complètement défigurée.

Les assassins ont laissé un message dans une cafeteria du centre de la capitale. Ils y affirment que Yolanda Gonzalez Martin, d'origine basque, faisait partie d'un commando de l'ETA et qu'elle se servait comme couverture d'une organisation trotskiste où elle militait activement. Ils *ajoutent qu'ils continueront leurs* activités jusqu'à démanteler les trois commandos d'information de l'ETA opérant actuellement à Madrid sous les ordres d'un responsable « militaire » qui coiffe le centre du pays.

De telles informations sur l'ETA ne se trouvent normalement que dans les bureaux de la police et dans les services de renseignements. Comment une organisation d'extrême droite a-t-elle pu se les procurer ? Quel est ce bataillon basco-espagnol ? D'où viennent les organisations qui commettent les mêmes crimes sous d'autres noms ? Autant de questions troublantes qui amènent la presse espagnole à faire toutes les suppositions possibles. Comme gage de leur savoir-faire, les assassins de Yolanda Gonzalez Martin sont allés jusqu'à présenter leur message sous la forme d'une bande de télex perforée — un procédé peu en vogue chez les tueurs ordinaires.

CHARLES VANHECKE.



PROCHE-ORIENT

Iran

En prêtant serment devant l'imam Khomeiny

Le président Bani Sadr renforce la légitimité issue de son élection

Les deux principaux dirigeants kurdes, M. Abdelrahman Ghassemlou, secrétaire général du P.D.K.I. (parti démocratique du Kurdistan iranien), et le cheikh Ezzedinne Husseini, le chef religieux sunnite, ont demandé, samedi 2 février, à l'imam Khomeiny d'intervenir pour mettre fin aux combats qui se déroulent dans cette province.

Tous deux, dans des messages distincts, affirment que ces incidents, qui ont fait une soixantaine de morts depuis mardi, font partie d'un « complot » fomenté par des personnalités politiques iraniennes contre la révolution islamique et le peuple du Kurdistan.

M. Ghassemlou, selon l'agence Pars, accuse les gardiens de la révolution d'avoir suscité des troubles à Kamiaran et « massacré des innocents » à Paveh (deux villages à 450 kilomètres à l'ouest de Téhéran).

« Dans des affrontements provoqués par les gardiens de la révolution, des hélicoptères, des chars et même des Phantoms ont été utilisés et des villages sans défense bombardés », écrit le secrétaire général du P.D.K.I.

M. Ghassemlou demande à l'imam Khomeiny d'ordonner aux gardiens de la révolution de « rentrer dans leurs casernes pour arrêter ces affrontements ».

D'autre part, à la veille de son installation officielle à la présidence de la République, M. Bani Sadr a reçu un message de félicitations de M. Brejnev dans lequel ce dernier « exprime sa conviction que les rapports entre l'U.R.S.S. et l'Iran, fondés sur les principes de bon voisinage, de respect de la souveraineté et de l'intégrité territoriale, et de non-ingérence dans les affaires intérieures, iront en se développant pour le bien des peuples des deux pays, du renforcement de la paix et de la sécurité internationale ».

De notre envoyé spécial

Téhéran. — Les Iraniens sont triplement en fête ce 4 février. *Ils célèbrent tout à la fois* l'anniversaire de la naissance du prophète, celui de la *révolution* — les réjouissances pour ce dernier événement dureront une semaine — et *surtout* l'entrée en fonctions de leur président élu, M. Bani Sadr, qui doit se présenter ce lundi soir devant l'imam Khomeiny pour son investiture.

Il aura fallu plus d'une semaine de débats au sein du Conseil de la révolution, de controverses passionnées dans la presse, de tractations de coulisses jusqu'à tard dans la soirée de dimanche pour que soit déterminé enfin devant qui M. Bani Sadr devait prêter serment. Qui aurait cru, il y a un an, ou même ces dernières semaines, que les dirigeants révolutionnaires, si peu respectueux de mœurs politiques séculaires et des lois internationales, fassent preuve d'un légalisme tâtillon ?

Le Conseil de la révolution et diverses formations politiques, le parti républicain islamique en tête, faisaient valoir — en se référant au texte de la Constitution — que le président élu ne pouvait prêter serment que devant le Parlement. En attendant l'élection de celui-ci, soutenait en revanche M. Bani Sadr, il revenait à l'imam Khomeiny — *« faguih »* (guide politico-religieux) de la nation — de se substituer aux représentants du peuple. En l'absence d'une jurisprudence en la matière, l'impasse risquait de se prolonger jusqu'à la *consultation parlementaire* prévue dans un *mois*. Le *« Guide de la révolution »* en effet observait le silence et une apparente neutralité dans le conflit. C'est au cours d'une longue réunion tenue dimanche soir en présence du fils de l'imam, M. Ahmed Khomeiny, que le feu vert a été enfin donné à M. Bani Sadr. La cérémonie d'investiture se déroulera au chevet du *« faguih »*, à l'hôpital cardiologique de Téhéran.

Comme on l'aura deviné, le problème, en façade d'ordre constitutionnel, était dans son contenu éminemment politique. Les adversaires de M. Bani Sadr — tous les autres membres du Conseil de la révolution — voulaient l'empêcher d'exercer le pouvoir jusqu'à la désignation de l'Assemblée *nationale*, d'intervenir dans l'organisation et le déroulement de la campagne électorale. M. Bani Sadr, pour sa part, voulait avoir les mains libres, entre autres pour épurer les *mass media* et obtenir, outre l'aval parlementaire, une seconde légitimité, qui ne manquerait pas de lui être précieuse à l'avenir, celle naissant d'une installation dans ses fonctions par l'iman Khomeiny lui-même.

Il a été décidé lundi soir que ce dernier présidera la cérémonie solennelle en présence des membres du Conseil de la révolution et du gouvernement au grand complet. Après quoi, apprend-on de bonne source, M. Bani Sadr aurait l'intention de procéder à des remaniements ministériels propres à lui assurer les concours dont il aura besoin pendant cette courte période intérimaire.

De nombreux ralliements

L'autorité du président de la République sort accrue de l'épreuve de force qu'il avait engagée avec le Conseil de la révolution, qu'il a d'ailleurs traité avec une certaine désinvolture, sinon d'une manière méprisante. Dès vendredi soir, deux jours donc avant que l'organe suprême de la République ne se soit incliné, son porte-parole annonçait à la presse que M. Bani Sadr prêterait serment devant l'imam dans la journée de lundi. Dimanche matin, son secrétariat délivrait des cartes d'admission à la poignée de journalistes qui auront le privilège d'assister à la cérémonie...

L'aplomb de M. Bani Sadr ne découle pas seulement de son assurance naturelle et du vote massif qui l'a porté à la présidence, mais aussi du ralliement ces derniers jours de nombre de ses adversaires, surtout dans les rangs du clergé. Au moins deux adhésions pèsent dans la balance : les professeurs de l'influente école théologique de Qom qui avaient soutenu la candidature de M. Hassan Habibi ; et surtout celle de l'ayatollah Khameneyi, membre du Conseil de la révolution qui, dans son sermon du vendredi, a appelé la population à *« obéir, suivre, soutenir, défendre »* le président de la République, d'empêcher encore que *« ses ennemis portent atteinte à son autorité et à son prestige »*.

Pour mesurer le chemin parcouru par l'ayatollah Khameneyi il faut savoir que le président de la République l'incluait il y a quelques jours à peine parmi les *« prélats fascistes »* qui dirigent, avec l'ayatollah Behechti, le parti républicain islamique, lequel avait déployé de grands efforts pour empêcher l'élection de M. Bani Sadr.

Autre signe de l'autorité grandissante du président : les étudiants islamiques occupant l'ambassade américaine ont renoncé, à la dernière minute, au défilé qu'ils devaient organiser ce lundi à Téhéran *« afin de ne pas perturber les diverses autres cérémonies prévues pour la journée »*, disent-ils. Ils ont cependant maintenu l'appel qu'ils avaient lancé à *la population de* manifester dans les diverses villes de province.

Les étudiants ont donc décidé de ne pas rivaliser avec M. Bani Sadr, qui doit prendre ce lundi deux bains de foule : l'un au *« cimetière des martyrs »* de Behechti-Zahra, l'autre dans le secteur des bidonvilles, au sud de la capitale. Ils ont peut-être estimé encore que la population théranaise n'était pas disposée à répondre à leur appel. En effet, peu d'organisations populaires avaient annoncé leur participation au défilé projeté.

Il n'en reste pas moins que les étudiants islamiques viennent de marquer un point. Le quotidien *Bamdad*, qu'ils avaient accusé il y a quelques jours de *« relations suspectes »* avec des diplomates américains, a annoncé dimanche qu'il suspendait provisoirement sa publication en attendant les conclusions de l'enquête ouverte par le procureur de la République. La mesure ne manquera pas d'irriter les nombreux lecteurs de *Bamdad*, l'un des grands tirages de la presse iranienne, d'autant plus que les *« documents compromettants »* fournis jusqu'ici par les étudiants, pour étayer leur thèse, paraissent d'une futilité déconcertante.

ÉRIC ROULEAU.

En Cisjordanie

Israël s'apprête à « renforcer la présence juive » à Hébron

De notre correspondant

Jérusalem. — Alors que la situation reste tendue à Hébron, après le meurtre d'un jeune Israélien, la semaine dernière (*le Monde* du 2 février), le gouvernement s'apprête à prendre la décision de *« renforcer la présence juive »* dans cette ville de Cisjordanie. Reprenant les exigences des partisans du Grand Israël et des habitants de l'implantation de Kyriat-Arba, créée aux portes de la cité arabe, plusieurs ministres ont demandé en conseil de cabinet, le 3 février, que des familles israéliennes soient de nouveau installées dans des maisons qui avaient été autrefois occupées par des juifs avant le massacre de soixante-dix d'entre eux, en 1929.

Cinq bâtiments pourraient être ainsi réaménagés, y compris l'ancien hôpital occupé jusqu'alors *« illégalement »* par un groupe de femmes de Kyriat-Arba depuis le mois d'avril 1979. Le conseil des ministres devrait prendre une décision au cours de sa prochaine réunion, le dimanche 10 février. Des membres du gouvernement ont, d'autre part, souhaité que le quartier de Kyriat-Arba soit agrandi très prochainement.

Dimanche, au cours des funérailles de la victime de l'attentat, plusieurs orateurs ont réclamé des mesures très fermes de la part du gouvernement. Le rabbin Moshé Levinger, dirigeant du Goush Emounim à Kyriat-Arba, a exigé que les maires arabes de Cisjordanie soient définitivement *« remis à leur place »*.

Le couvre-feu imposé par le gouvernement militaire à Hébron était toujours en vigueur ce lundi 4 février. Divers incidents se sont produits samedi entre des habitants de Hébron et ceux de Kyriat-Arba. Plusieurs groupes se sont affrontés à coups de pierre. Au cours de l'un des incidents, des étudiants du séminaire de Kyriat-Arba ont blessé un Arabe, qui a perdu l'usage d'un œil.

FRANCIS CORNU.

● *Des soldats israéliens* ont été utilisés, dimanche 3 février, pour expulser le dernier groupe de colons qui refusaient de quitter Elon-Moreh, colonie de peuplement proche de Naplouse, dont le gouvernement a ordonné le démantèlement. — *(Reuter.)*

Liban

Les troupes syriennes se prépareraient à se retirer de Beyrouth

De notre correspondant

Liban. — Les troupes syriennes de la FAD (Force arabe de dissuasion) se prépareraient à se retirer de Bey· ::h, notamment des lignes séparant des quartiers chrétiens des zones palestino-progressistes. Ce repli pourrait commencer ce lundi 4 février. Dès dimanche, quelques points de contrôle à Beyrouth-Ouest ont été abandonnés.

L'évacuation de la capitale libanal : par les soldats syriens créerait sur le plan de la sécurité un vide difficile à combler pour le moment. L'armée libanaise en cours de reconstitution n'est pas encore en mesure de prendre la relève. Aussi la décision de Damas a-t-elle embarrassé non seulement le gouvernement libanais mais également la résistance palestinienne et toutes les parties en présence sur la scène libanaise, hantées par le spectre d'une reprise de la guerre entre milices chrétiennes d'une part, et troupes palestino-progressiste de l'autre. Le président du conseil libanais, M. Selim Hoss, se rend, ce lundi 4 février, à Damas pour tenter d'obtenir des dirigeants syriens un ajournement de leur décision. Il y a dix jours, des unités syriennes avaient évacué la route du *Liban-Sud Khaldé-Zahrani*.

Damas n'a pas fourni d'explications sur les motifs de sa décision. Celle-ci pourrait être un moyen de pression aussi bien sur le gouvernement libanais que sur la résistance palestinienne. Les dirigeants syriens seraient mécontents de l'attitude adoptée par l'O.L.P. par rapport aux derniers développements de la crise du Proche-Orient. Ils seraient aussi indisposés par les positions des autorités libanaises. La FAD était entrée au Liban en novembre 1976 pour mettre fin à la guerre libano-palestinienne. Son mandat a été régulièrement renouvelé depuis par la Ligue arabe. Elle était formée initialement des contingents de plusieurs Etats arabes qui se sont retirés successivement, faisant de la FAD une force exclusivement syrienne de trente mille hommes environ. — *(Intérim.)*

AFRIQUE

L'ATTAQUE CONTRE GAFSA

SELON DES TÉMOIGNAGES DE PRISONNIERS

Des Soviétiques et des Cubains participeraient à l'instruction des commandos en Libye

Le président Habib Bourguiba s'est félicité, dimanche soir 3 février sur TF 1, de l'attitude de Paris dans l'affaire de Gafsa. « J'ai toujours affirmé, même avant l'indépendance, a-t-il dit, que la Tunisie pourrait avoir besoin de la France pour des raisons qui tiennent à la géographie. » Son ambassadeur à Paris, M. Hedi Mabrouk, a, de son côté, confié à la revue tunisienne « Dialogue » : « Tout ce que nous pouvons demander [à la France] pour juguler nos difficultés actuelles et pour préserver l'intégrité, la souveraineté et l'indépendance de notre pays ne nous fera jamais défaut si nous le demandons. »

***C'est* précisément cette aide que *condamnent* plusieurs mouvements d'opposition tunisiens *et* français, dans son principe et en raison de ses conséquences. Elle vise, selon un mouvement qui s'intitule le Comité révolutionnaire général pour la libération de la Tunisie, à « protéger un régime malade et incapable de se défendre et à maintenir notre pays dans la dépendance ». Ce thème est défendu également par le Mouvement de l'opposition tunisienne animé par M. Ibrahim *Tobal, connu comme* le principal héritier de Salah ben Youssef, le Collectif tunisien du 26 janvier, les Amis de la Tunisie en lutte et le P.S.U.**

De nos envoyés spéciaux

Tunis. — Une véritable « guerre des ondes » est en train de s'instaurer entre la Tunisie et la Libye après les accusations portées par le gouvernement de Tunis contre le colonel Kadhafi, à propos de l'attaque de la ville de Gafsa, le 27 janvier. Tandis que les bulletins d'informations de Radio-Tripoli, captés ici, continuent d'entretenir l'idée que le pays connaît un soulèvement général — un bulletin du dimanche 3 février précisait même que l'armée française avait été appelée à intervenir pour maintenir l'ordre, — la télévision tunisienne a entrepris, depuis trois jours, de diffuser des interviews de membres présumés du commando, témoignages dont la spontanéité n'apparaît pas toujours à l'évidence, mais qui permettent, tout à la fois d'entretenir dans la population la réprobation que l'affaire a soulevée et d'en éclairer quand même quelque peu les circonstances.

Selon *ces prisonniers, il existe* en Libye un certain nombre de camps destinés à former des combattants de plusieurs nationalités, chargés ensuite d'aller se battre sur divers théâtres d'opérations dans le monde. Un camp de tri serait situé dans la ville même de Tripoli, à Bab Azizi, un autre à 25 kilomètres de là, et un troisième à Khoms, à 450 kilomètres de la capitale. Les effectifs des camps sont variables : les témoins y ont rencontré de cent à quatre cents compatriotes.

Dans ces centres, où l'entraînement militaires aux armes légères et lourdes dure trois mois, se côtoyent des Tunisiens, des Marocains, des Algériens, des Egyptiens, des Soudanais, des Syriens, des Sahraouis, et même des Pakistanais et des Indiens. La formation leur est assurée par des instructeurs libyens, mais aussi, selon l'un des prisonniers, par des Soviétiques et des Cubains.

Parmi les trois témoignages diffusés par la télévision figure celui du chef présumé du commando, M. Ezzedine Chérif, dit « Chérif le borgne », condamné à dix ans d'emprisonnement après le « complot des youssèfistes » de 1962 (1). Il affirme que, arrivé en Libye en 1975, il a été sollicité pour réaliser des émissions de La voix du monde arabe, destinées à l'opposition tunisienne, mais qu'il a refusé.

L'opération sur Gafsa aurait, selon M. Chérif, été décidée en janvier 1978 et devait être le premier stade d'un *« travail révolutionnaire »* visant à *« renverser le régime tunisien »*. L'encadrement libyen aurait assuré les membres du commando, d'une part que la population locale était prête à se *joindre aux combattants*, d'autre part que, dès la prise de Gafsa, le gouvernement libyen fournirait à la rébellion un support logistique direct en même temps qu'il reconnaîtrait le mouvement.

L'affirmation selon laquelle des Soviétiques et des Cubains participeraient à la formation des terroristes entraînés en Libye est particulièrement relevée dans les *milieux politiques*. Lors de l'entrée des troupes soviétiques en Afghanistan, on avait entendu le président Bourguiba affirmer, tout en condamnant l'opération, que son pays demeurait attaché au maintien de relations d'amitié et de coopération avec Moscou *(le Monde* du 10 janvier). Or, aujourd'hui, un haut responsable politique tunisien nous fait observer : *« Nos amis soviétiques gagneraient à se méfier davantage de la politique de Kadhafi. Ce dernier est dangereux pour la paix mondiale par sa politique aventuriste (...) »*

Les répercussions sur le plan intérieur

Cet avertissement pourrait donc précéder d'autres développements diplomatiques. Mais, en attendant, c'est sur le plan intérieur que l'opération de Gafsa paraît devoir influer. Non seulement elle a provoqué une mobilisation de l'opinion contre la Libye, mais elle paraît devoir modifier l'échiquier politique actuel. En effet, la plupart des personnalités et des mouvements qui se tiennent aujourd'hui en dehors du système — *quand ils ne le combattent pas dans une opposition* « légale » — se déclarent disposés à faire « table rase » du passé. Pourtant bien malmenés il y a seulement encore cinq mois par le premier ministre, M. Hedi Nouira, qui, devant le dixième congrès du parti unique *(le Monde* du 7 septembre 1979), les traitait de *« chômeurs d'idées »*, d' *« irresponsables politiques »*, d' *« aigris de naissance »* et de *« pisse-vinaigre »*, ces divers courants déclarent aujourd'hui qu'il convient. *« alors que la patrie est en danger, d'oublier les rancunes et les dissensions »*.

M. Bahi Ladgham, qui fut de 1956 à 1970 le second du Combattant suprême, va encore plus loin. *« En ces moments difficiles, si le président Bourguiba considère que je peux être utile, je me tiens prêt à répondre à son appel »*, nous a-t-il déclaré. Le chef de file du Mouvement des démocrates socialistes, M. Ahmed Mestiri, lui aussi, se déclare prêt à contribuer à *« la consolidation du front intérieur sur les plans politique, économique et social »*. Les communistes et le Mouvement de l'unité populaire en appellent, quant à eux, les premiers *« à la mobilisation réelle de toutes les énergies patriotiques »*, et les seconds *« à une véritable solidarité populaire »*.

Même l'ancien ministre des affaires étrangères, M. Mohamed Masmoudi, *qui s'est toujours* réclamé de l'amitié du colonel Kadhafi, estime qu'il faut aujourd'hui resserrer les rangs autour du chef de l'État afin de *« barrer la route à toute intervention étrangère »*. Les intégristes eux-mêmes condamnent l'intervention libyenne. Reste à savoir quel écho rencontreront ces prises de position auprès du pouvoir. Pour le moment, le premier ministre s'en tient à faire remarquer qu' *« il est du devoir de tous les Tunisiens, sans restriction mentale aucune, de faire bloc avec le pouvoir constitutionnel, le pouvoir légal »*.

MICHEL DEURÉ et JAMES SARAZIN.

(1) En novembre 1962, le président Bourguiba avait échappé à une tentative d'assassinat dans laquelle étaient impliqués d'anciens partisans de Salah Ben Youssef, ancien ministre de la justice, évincé par le président tunisien et assassiné en 1961 à Francfort. — (N. D. L. R.)

Selon « Jeune Afrique »

LES ASSAILLANTS AURAIENT SUIVI LA « PISTE KADHAFI » UTILISÉE PAR LE POLISARIO

Dans un dossier spécial, qu'il consacre à l'affaire de Gafsa, l'hebdomadaire *Jeune Afrique* daté du 6 février, révèle que les assaillants qui ont tenté de prendre le contrôle de la ville de Gafsa, le 27 janvier auraient suivi *la « piste Kadhafi, celle qu'empruntent les convois du Polisario à destination du Sahara occidental »*. Depuis plusieurs mois en effet, les opposants tunisiens entraînés en Libye auraient trouvé un *« allié objectif »* auprès du Front Polisario, lui-même solidement établi sur place. L'expérience du Front aurait été mise au service desdits Tunisiens par *l'intermédiaire de ses instructeurs* militaires, avec, comme principal chef d'orchestre, un certain Gashatt, ancien poète libyen, marié à une Sahraouie, et qui coordonnerait les *« mouvements de libération »* de toute la région.

Partant de Tripoli, la « piste Kadhafi » est utilisée pour transporter des armes jusqu'aux confins des frontières de l'Algérie avec le Mali et la Mauritanie. La piste algérienne la plus classique contourne la Tunisie par Ghadamès (grâce à une excellente route construite par les Tchèques), les chaînes du Tassili et du Hoggar pour plonger ensuite vers le nord du Mali.

Tout laisse à penser, conclut *Jeune Afrique*, que ces derniers mois une « bretelle » a été créée vers la Tunisie (avec points de repère et caches d'armes) et qu'elle abouti au « passage des contrebandiers », au nord de Gafsa.

Zambie

LUSAKA AURAIT COMMANDÉ SEIZE MIG-21

La Zambie aurait acheté à l'Union soviétique une escadrille de seize chasseurs Mig-21, a-t-on appris dimanche 3 février de source diplomatique à Lusaka. Ce marché, d'un montant de 72 millions de dollars, s'accompagnerait de l'achat de matériel militaire *« sophistiqué »* pour une cinquantaine de millions de *dollars supplémentaires*. Ces avions porteraient le nombre de chasseurs dont dispose la Zambie à une cinquantaine, dont une escadrille de Mig-19 de fabrication chinoise.

Selon le *Star* de Johannesbourg, les avions doivent être livrés à l'armée de l'air zambienne au cours de la première moitié de l'année, et plus de deux *cents Zambiens sont en stage* en Union soviétique pour apprendre à piloter ces appareils. — *(A.F.P.)*

Madagascar

CORRESPONDANCE

Une lettre de l'ambassadeur en France

A la suite de l'article de notre correspondant en Afrique orientale sur le fonctionnement des entreprises socialistes à Madagascar (le Monde *du 23 janvier), M. Henri Raharijaona, ambassadeur de la République démocratique de Madagascar en France, nous écrit :*

(...) Les sociétés qui ont fait l'objet des préoccupations du Conseil suprême de la révolution ne sont pas les entreprises socialistes mais « les sociétés d'Etat commerciales et *de service* ainsi que les banques ».

L'article visé mentionne à juste titre la lucidité dont les dirigeants du pouvoir révolutionnaire ont toujours fait preuve dans l'examen critique de la situation économique.

La lecture des commentaires de l'article visé laisse penser que la situation économique du pays, aggravée par un lourd endettement est particulièrement mauvaise. (...) Or la croissance en valeur de l'économie malgache a atteint durant l'année écoulée plus de 20 % du P.I.B. (en termes réels une croissance de 8 à 10 %).

La dette publique extérieure s'élevait à la fin de l'année 1979 à 63 104 270 000 F.M.G.

L'endettement global est de 121 475 millions F.M.G. ou 578 millions de dollars.

Le service de la dette globale ne s'élève qu'à 7 697 millions, dont 3 584 millions en amortissement et 4 113 millions en intérêts, c'est-à-dire ne représente que 8 % des recettes d'exportation.

Ces précisions, malgré leur aridité étaient nécessaires au moment où la République démocratique de Madagascar entre dans la troisième année d'application de son plan de développement et pratique dans cette phase une « politique d'investissement à outrance ».

Il est affirmé dans l'article cité que *« Madagascar a dû importer l'an dernier des produits alimentaires d'une valeur de 2 milliards de dollars »*. S'il en était ainsi, le pays serait déjà en pleine faillite et ses habitants suralimentés.

En réalité, les dépenses d'importation se sont élevées à 600 millions de dollars, comportant notamment l'importation des biens d'équipement dont on sait qu'en cette phase de réalisation de projets et d'investissement, ils représentent une quantité appréciable. Dans ce montant de 600 millions de dollars doit être inclus le montant de 60 millions de dollars environ représentant les importations de produits alimentaires.

L'article visé émet des suppositions sur un « changement d'équipe » : *tout journaliste peut* laisser libre cours à son imagination. Les supputations émises ne reposent sur aucun fondement sérieux.

CLAIRE BRETÉCHER A TUÉ MICKEY.



QUAND IL Y A DES CHOSES A DIRE, C'EST DANS LE NOUVEL observateur

AMÉRIQUES

La mutinerie du pénitencier de Santa-Fe a provoqué la mort d'une vingtaine de détenus

Santa-Fe (Nouveau-Mexique) *(A.F.P.)*. — Environ vingt détenus ont été tués et cinquante autres blessés au cours de la mutinerie qui a éclaté au pénitencier de Santa-Fe, indiquait-on dimanche 3 *février* de source officielle.

Selon le gouverneur de l'Etat du Nouveau-Mexique, M. Bruce King, ce bilan de trente-six heures d'incidents pourrait être sensiblement plus élevé. Un membre du Sénat du Nouveau-Mexique, M. Manny Aragon, qui avait rencontré plusieurs prisonniers pendant les négociations, a même affirmé que le bilan pourrait être de plus de soixante-quinze morts.

La plupart des détenus tués, a indiqué le gouverneur de l'Etat, ont été victimes de règlements de comptes parce qu'ils avaient coopéré à un moment ou un autre avec les autorités de la prison. L'un d'eux, a-t-il précisé, a été retrouvé décapité. Beaucoup sont morts après que les mutins eurent mis le feu à la quasi-totalité des mille deux cents matelas de la prison. Un premier état des lieux évalue à 10 millions de dollars les dégâts résultant de l'insurrection. La cantine et plusieurs locaux administratifs ont été totalement détruits.

Environ une centaine de policiers ont lancé l'assaut final dimanche après-midi, sans tirer un seul coup de feu. La totalité des qinze gardiens de prison pris en otages par les mutins avaient été relâchés.

Il semble que les conditions matérielles qui prévalaient au pénitencier du Nouveau-Mexique soient à l'origine de l'émeute. Construit en 1957 pour 850 prisonniers, il en hébergeait 1 136 quand a éclaté la révolte. Les détenus ont publié une liste de revendications, exigeant notamment une amélioration de la nourriture et des locaux, ainsi que la cessation des tracasseries dont ils affirment être victimes.

C'est la plus grave mutinerie survenue aux Etats-Unis depuis celle de la prison d'Attica, dans l'Etat de New-York, en 1971, où 43 détenus avaient été tués, dont 39 au cours de l'assaut final par les forces de l'ordre.

● *Les Américains sont en majorité favorables au rétablissement du service militaire obligatoire,* selon un sondage effectué par l'agence Associated Press et la chaîne de télévision N.B.C., publié ce vendredi 1er février à New-York. Pour les 62 %, les personnes interrogées sont pour ce rétablissement, 29 % sont contre et 9 % ne se prononcent pas. D'autre part, pour 45 %, elles s'opposent à l'extension de cette mesure aux jeunes femmes, tandis que pour 44 % elles la jugent nécessaire. — *(A.F.P.)*

États-Unis

Trafic d'influence

(Suite de la première page.)

Un autre élu mis en cause ancien militaire, député démocrate de New-York et président de la commission de la Chambre chargée des pêcheries et de la marine marchande. A ce titre, il a été rapporteur de la législation d'application des traités sur le canal de Panama, bien que son passé politique d'ami du dictateur Somoza et de supporter de toutes les causes de droite ne le prédestinait guère à cette tâche.

Son collègue Frank Thompson, autre démocrate de New-York et président de la commission administrative de la Chambre, est au contraire, tout comme M. Williams, un libéral connu. Il aurait, selon les informations préliminaires, refusé tout pot de vin, mais il se serait bruyamment vanté devant les caméras invisibles du F.B.I. de l'ampleur de son influence sur ses collègues du Congrès. Un autre démocrate impliqué, M. Michel Myers, député de Pennsylvanie, s'était fait remarquer au printemps dernier pour avoir participé à un pugilat nocturne. Mais son collègue John Murtha était, lui, membre de la commission « éthique » de la Chambre, celle-là même qui veille au bon comportement des représentants et va ouvrir une enquête sur l'affaire. Quant au maire de la petite ville de Camden, dans le New-Jersey, M. Enrichetti, démocrate lui aussi, il est allé plus loin que tous en demandant 400 000 dollars au « cheikh » pour l'aider à construire son « casino », mais aussi en se proposant de l'escroquer à son tour avec l'aide de ses amis politiques...

Des méthodes policières contestées

Tous les parlementaires compromis jusqu'à présent sont des démocrates, à la seule exception de M. Richard Kelly, représentant républicain de Floride. Aussi l'affaire semble devoir être une aubaine pour le Grand Old Party : ses responsables ont demandé plus vigoureusement que d'autres, selon la formule consacrée, que *« toute la lumière soit faite »*. Mais déjà une contre-attaque se prépare du côté des victimes, qui nient, bien entendu, toute participation à un trafic d'influence. En premier lieu, le scandale a éclaté à la suite d'une fuite apparemment inopinée, et aucune des personnalités impliquées n'avait été contactée directement pendant l'enquête par le F.B.I. Celui-ci s'est rattrapé en avertissant d'urgence les suspects dans la journée de samedi, alors que la presse était déjà alertée. Certains pourront faire valoir que les enquêteurs ont joué un peu trop longtemps au chat et à la souris avec leurs victimes.

En second lieu, la loi interdit aux services de la justice de tendre des « pièges » aux suspects, autrement dit de les inciter, par des provocations artificielles, à commettre des crimes dont l'idée ne leur serait pas venue autrement. Or le dossier sur ce point est pour le moins discutable : non seulement les agents du F.B.I. ont joué les tentateurs en empruntant des identités fictives, mais ils ont effectivement donné de l'argent — de 500 000 à 700 000 dollars selon les sources — aux quelque dix personnalités qui ont bien voulu se laisser corrompre. Sans doute M. William Webster, directeur du Bureau, et ses adjoints assurent-ils avoir pris leurs précautions : selon eux, leurs agents déguisés en mandataires arabes n'ont jamais été les premiers à parler de pots-de-vin, et cela sera démontré par les enregistrements et films produits à l'enquête.

Peut-être. Mais l'on peut compter sur l'habileté des avocats pour créer le doute à ce sujet, non seulement devant la justice, mais dans les rangs des parlementaires, qui auront en tout état de cause à se prononcer sur l'affaire. Or les précédents incitent à la prudence. Le scandale dit du « Koreagate » portait, lui, sur des pots-de-vin bien réels distribués par d'authentiques Coréens dont seule la qualité d'« hommes d'affaires » pouvait être mise en doute. Il n'a pourtant débouché, après une longue enquête, que sur un nombre très réduit d'inculpations et de condamnations, aucune ne mettant en cause un membre actuel du Congrès.

MICHEL TATU.

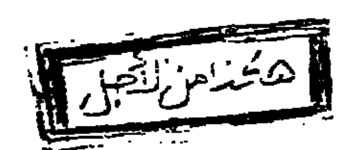
CHASSES D'EAU ET SONDAGE

Le « Los Angeles Times » raconte que le jour du « caucus » de l'Iowa un journaliste d'une petite ville, pressé de connaître les préférences électorales de ses concitoyens, trop pressé même pour avoir recours aux classiques sondages téléphoniques, leur a demandé par radio de tirer la chasse d'eau de leurs toilettes à un moment donné et par vagues successives. 15 heures pour Carter ; 15 h. 10 pour Kennedy ; 15 h. 20 pour les indécis. Installé dans le château d'eau, le journaliste inventif a constaté une sensible baisse du niveau au moment prévu pour Carter. D'assez importantes turbulences provoquées par les indécis. Mais peu de remous pour Kennedy. A peu de choses près, c'était le résultat quelques heures plus tard.

Canular de western ou revanche d'un homme sur l'électronique et tous les médias ? Un vrai sondage en somme. L'humour de son inventeur démythifie la noblesse du bulletin de vote autant que la prétention des spécialistes. Demain, les élections au volucompteur. Nous irons aux urnes chez nous. Les élections présidentielles de 1981 nous coûteront beaucoup moins cher.

Mais si, un jour, nos libertés anéanties, les élections supprimées, il ne nous restait plus que ce geste dérisoire, tirer la chasse tous en chœur, pour évacuer notre désespoir et dire à nos nouveaux maîtres ce que nous pensons d'eux ?

PHILIPPE MICHELOT.



AMÉRIQUES

Venezuela : une pétrodémocratie

I. — La gauche récupérée

De notre envoyé spécial
DOMINIQUE DHOMBRES

Caracas. — La villa, située dans la banlieue résidentielle de la capitale, respire le luxe mais, contrairement à certain penchant vénézuélien, celui-ci n'est pas tapageur. La maîtresse de maison donne un cocktail. Il y a là des membres du parti A.D. (Action démocratique, social-démocrate), qui a perdu les élections du 3 décembre 1978 au profit du COPEI (démocrate chrétien) (1), des communistes, toutes les nuances du gauchisme local et quelques ex-guérilleros rescapés de l'aventure manquée des années 60.

Le plus célèbre d'entre eux, M. Douglas Bravo, qui a vécu pendant dix-huit ans dans la clandestinité et n'a été amnistié que le 24 septembre dernier, explique à qui veut l'entendre qu'il ne croit plus à la lutte armée et qu'il va militer désormais en toute légalité dans les rangs du Parti révolutionnaire du Venezuela, une organisation qu'il a fondée. Il vient de croiser un des responsables sociaux-démocrates de la répression contre la guérilla du temps du président Betancourt. Les deux hommes se sont salués...

Cette scène est typique du nouveau Venezuela. Un autre ex-guérillero, M. Teodoro Petkoff, qui est désormais au Parlement la personnalité la plus en vue de l'extrême gauche, nous a raconté comment il avait pris récemment son petit déjeuner au cercle militaire avec le ministre de la défense, M. Rangel Bourgoin. Ce dernier avait insisté pour qu'on les voie ensemble afin de faire taire les rumeurs sur le mécontentement de l'armée (et les risques de coup d'Etat militaire) à la suite de l'amnistie décrétée par le président Herrera Campins. L'ex-guérillero et le militaire devenu ministre qui l'avait combattu ont évoqué de vieux souvenirs.

La montée du MAS

M. Petkoff est un des onze députés du MAS (Mouvement vers le socialisme) au Congrès. Créé en 1971 par des dissidents du P.C. rebutés par le stalinisme de la vieille garde et l'immobilisme du parti, le MAS apparaît aujourd'hui comme une force montante. La gauche unie, dont le MAS était la principale constituante, a obtenu 18 % des voix aux élections municipales du 3 juin dernier contre 12 % aux législatives de décembre 1978. *« Le Parlement n'est pas pour nous la panacée, mais c'est la scène principale de la vie politique »*, explique M. Petkoff. *« Nous jouons le jeu, préférant les solutions viables et concrètes au chaos. Pour ses traditions politiques et culturelles, le Venezuela est en définitive plus proche des pays avancés que de ceux du tiers-monde. On peut donc envisager pour l'avenir une arrivée du socialisme au pouvoir dans le cadre institutionnel actuel. Nous avons étudié le cas chilien et nous ne ferons pas les erreurs que la gauche a commises là-bas. Nous continuerons à mener de front la construction d'une force socialiste et l'approfondissement des pratiques démocratiques et parlementaires »*, poursuit-il.

Le MAS goûte d'autant plus les délices et les poisons du « système » qu'il occupe une position charnière au Congrès. Le parti gouvernemental COPEI qui a remporté l'élection présidentielle, est minoritaire à la Chambre des députés. Il lui faut l'appoint des voix du MAS pour faire voter certains textes essentiels. Il y a *une complicité de fait* entre la gauche et le président démocrate-chrétien Herrera pour faire sauter le blocage que représentent les quatre-vingt-huit députés sociaux-démocrates. Le MAS a ainsi contribué à faire voter le budget... Le COPEI n'est pas fâché d'introduire un troisième larron dans le jeu traditionnellement bipolaire qui l'oppose aux sociaux-démocrates. De son côté, le MAS acquiert la stature d'une formation « responsable », destinée à *devenir peut-être* un jour un parti de gouvernement.

Des querelles de personnes

Les amis de M. Petkoff exercent désormais une position hégémonique au sein de la gauche unie dont les trois autres composantes principales sont le Mouvement électoral du peuple (MEP), le Mouvement de la gauche révolutionnaire (MIR) et le P.C. Le MEP est né en 1967 d'une dissidence de gauche de la social-démocratie provoquée — comme c'est souvent le cas dans la politique vénézuélienne — par une querelle de personnes. MM. Prieto et Gallaraga, qui s'étaient opposés au chef « historique » de l'Action démocratique, M. Romulo Betancourt, avaient formé leur propre organisation. M. Gallarega est toujours secrétaire général du MEP, mais le mouvement lui-même, s'il conserve une certaine base syndicale, n'a pas réussi à trouver son équilibre ni sa véritable place sur l'échiquier politique. Ses tentatives récentes de radicaliser son idéologie et son langage ne lui ont guère réussi puisqu'il n'a plus que cinq députés. *« Nous avons perdu des voix au profit du MAS »*, reconnaît M. Demetrio Boersner, un des fondateurs du mouvement, qui a pris aujourd'hui ses distances et occupe des fonctions de conseiller auprès du ministre des affaires étrangères.

Le MIR, qui est également une dissidence de l'A.D., mais remontant aux temps lointains de la guérilla, est enfin parvenu à sortir de son milieu naturel : l'Université. Il continue à recruter parmi les intellectuels, les professeurs, les étudiants, et peut ainsi jouer un rôle dans des villes universitaires comme Merida, perchée dans les Andes, et qui abrite un des plus vieux établissements d'enseignement supérieur d'Amérique latine. Mais il a surtout acquis des positions syndicales importantes chez les ouvriers des mines de fer et du pétrole. Le P.C., en revanche, fait figure de « survivant » voire de dinosaure oublié par l'Histoire depuis que ses éléments les plus actifs l'ont quitté pour former le MAS. Force électorale très marginale, il conserve une poignée de fidèles. Ses militants, qui prennent de l'âge, consacrent une part notable de leur activité à organiser des voyages touristiques en U.R.S.S. Le parti conserve pourtant une audience que traduisent mal ses faibles résultats électoraux, grâce à des personnalités telles que M. Hector Mugica, doyen de la faculté de journalisme de Caracas, qui jouit d'une grande popularité en raison de son langage direct ainsi que de sa spontanéité.

La gauche unie a incontestablement réussi à briser, au moins devant l'opinion, le condominium exercé par les deux grands partis A.D. et COPEI sur la vie politique du pays. *Elle affronte* actuellement un ennemi autrement plus insidieux : la dépolitisation de la société vénézuélienne en général, et de la jeunesse en particulier, sous l'influence du modèle nord-américain.

Les anciens, qui viennent tous de la social-démocratie ou du *P.C., se souviennent avec nostalgie* du contact avec le peuple, de la chaude solidarité de la lutte menée dans les années 50 contre la dictature de Perez Jimenez. *« La conscience d'appartenir à une classe, ou au tiers-monde, a disparu au profit de l'idéologie apolitique d'une société de consommation calquée sur Miami ou New-York »*, explique l'un d'eux. *« La jeunesse est littéralement matraquée par la télévision dont les émissions, les films, la publicité, sont copiés sur ce qui se fait aux Etats-Unis. »*

Les meetings des organisations politiques n'attirent guère de *monde, même en période électorale*. Les deux grands partis ont la ressource des messages publicitaires à la télévision, mais la gauche a du mal à joindre ses troupes. Un réfugié chilien, appartenant au MIR, nous a dit sa stupéfaction en découvrant les méthodes de l'organisation vénézuélienne homonyme de la sienne : *« Il y a très peu de réunions de quartier et pratiquement pas de prises de parole sur les lieux de travail. Les dirigeants font des conférences de presse, interviennent au Parlement, comme ceux des partis « bourgeois », mais il n'y a pas de « travail de masse » comme il y en avait chez nous. »*

« Récupérée » pour les uns, « intégrée au système démocratique » pour les autres, la gauche vénézuélienne, très éloignée désormais des vieux rêves de la guérilla se rapproche de celle des pays occidentaux « latins », la France, l'Espagne ou l'Italie.

(1) Le COPEI (Comité organisateur politique électoral indépendant), fondé en 1946, est affilié à l'Association démocrate-chrétienne d'Amérique latine et à l'Union mondiale démocrate chrétienne. Le parti A.D. (Action démocratique) fait partie de l'Internationale socialiste.

Prochain article :
LA VALSE DES DOLLARS

Le Monde

politique

LA FIN DU CONGRÈS DE LA JEUNESSE COMMUNISTE

«Nous voulons faire la révolution»

déclare M. Georges Marchais

Le congrès national du Mouvement de la jeunesse communiste de France (M.J.C.F.) s'est achevé, dimanche 3 février, à Vitry-sur-Seine (Val-de-Marne), par un discours de M. Georges Marchais, qui a résumé les grandes lignes de l'orientation actuelle du P.C.F. en insistant sur la solidarité internationale contre l' « impérialisme ». Le secrétaire général du parti communiste a expliqué que l'époque actuelle est celle « des révolutions » et que les tenants de l'ordre établi cherchent à résister à ce mouvement en suscitant le découragement chez les travailleurs et chez les jeunes.

Le parti communiste, a dit M. Marchais, veut « faire la révolution ». Ce thème a été repris avec insistance tout au *long de la préparation et de la tenue* du congrès de la jennese communiste, placé sous le signe d'un manifeste intitulé « Vive la révolution ! ». Ces trois mots, qui furent le sigle d'un groupe d'inspiration maoiste fondé à l'université de Nanterre après les événements de mai-juin 1968, forment à présent le slogan favori du M.J.C.F. Les congressistes ont également proclamé : « Oui, oui, oui, nous sommes les rouges ! »

Cette affirmation d'un choix fondamentalement révolutionnaire est courante dans le langage du P.C.F., essentiellement pour indiquer ce qui le distingue du parti socialiste, considéré par lui comme réformiste. Elle tient une place particulière dans les discours adressés aux jeunes militants du parti et *à ceux de son organisation* de jeunesse, souvent portés vers le P.C.F. par un désir de transformation radicale de l'ordre social. L'emploi d'un vocabulaire révolutionnaire est destiné, d'autre part, à combattre le découragement qui a suivi l'échec de la gauche en mars 1978 et qui a été sensible dans les rangs du M.J.C.F.

Le parti communiste insiste sur le caractère révolutionnaire des aspirations qu'il entend prendre en charge plutôt que sur la nature des moyens qu'il se propose de mettre en œuvre pour les faire aboutir. M. Marchais n'a pas dit un mot à ce sujet dans son discours de dimanche, qui visait à situer l'action du P.C.F. dans une évolution mondiale sans préciser quelle pourrait en être la traduction en France. Le manifeste du M.J.C.F. reprend simplement les positions du P.C.F. sur la nécessité de construire « une union suffisamment solide pour chasser ces milliardaires qui nous gouvernent ».

Parmi les amendements apportés au projet de manifeste initial, il en est un qui précise : « *L'épanouissement des libertés est une exigence universelle de* développement du socialisme. » Si le rappel, par M. Marchais, de la position du P.C.F. sur l'invasion soviétique en Afghanistan a été applaudi par les congressistes, ce n'est pas le passage de son discours qui a suscité l'approbation la plus bruyante. En revanche, les participants au congrès ont longuement scandé : « Les Jeux de Moscou ! » Les différents aspects de la politique soviétique n'entraînent pas un enthousiasme égal chez les jeunes communistes.

PATRICK JARREAU.

M. Marchais a déclaré que, face à la « *montée universelle de l'émancipation des peuples* », les « *hommes du capital (...) renouent avec leur vieille politique d'intervention dans les affaires intérieures des peuples* ». « *Il y a une semaine*, a dit le secrétaire général du P.C.F., *on apprenait que des gendarmes français avaient pris une part déterminante à l'action sanglante de l'armée d'Arabie Saoudite contre les occupants de la mosquée de La Mecque. Il y a deux jours, on apprenait que sept bâtiments de la marine de guerre française avaient été dépêchés vers les côtes de la Tunisie — ce pays dirigé par un gouvernement social-démocrate qui a jeté des dizaines de syndicalistes et de militants ouvriers en prison, — que des avions de l'armée de l'air avaient été envoyés sur les lieux ; que la menace d'une intervention des parachutistes avait été agitée ; que, enfin, Carter s'était empressé d'offrir — je cite — « une aide militaire » d'urgence » au gouvernement tunisien.* »

M. Marchais a dénoncé l' « *insolence* » du président des Etats-Unis, « *ce matamore qui prétend tout régenter* ». Il a déclaré : « *Carter s'ingère dans la vie des partis politiques d'Europe occidentale. Il refuse aux partis communistes la qualité de partis démocratiques, mais il l'accorde sans réserve aux partis sociaux-démocrates. Au nom de quoi ? Est-il qualifié pour juger de ce qui est démocratique et de ce qui ne l'est pas, lui qui vient de redonner à la C.I.A. toutes les prérogatives dont elle avait été privée au lendemain du Watergate ? Ses titres de noblesse, la C.I.A. les a conquis en finançant toutes les scissions syndicales et en tirant les ficelles de tous les complots, de toutes les séditions, de tous les coups d'Etat organisés contre les régimes progressistes. Bergeron et Pinochet, ce sont ceux-là les modèles de la démocratie selon Carter ? Eh bien, nous les lui laissons ? Nous l'affirmons : Carter et l'impérialisme américain ne sont pas qualifiés pour prétendre donner des leçons aux autres en matière de démocratie et de liberté.* »

M. Marchais a expliqué que la position du P.C.F. sur l'intervention soviétique en Afghanistan est fondée sur la reconnaissance du « *droit des peuples et des gouvernements à faire appel à la solidarité internationale pour faire échec à la prétention de l'impérialisme d'imposer sa loi chez eux* ».

« Un parti étranger aux combines aux intrigues, à la corruption »

« *Nous vivons l'époque des révolutions* », a déclaré le secrétaire général du P.C.F. C'est pourquoi, a-t-il dit, les « *commis du capital* » essaient de persuader la jeunesse que « *nous allons à la fin du monde* ». M. Marchais a affirmé : « *Ce n'est pas à la fin du monde que nous assistons, c'est à la fin de leur monde à eux !* »

M. Marchais a déclaré que l'existence, en France, d'un parti communiste « *puissant et influent* » détermine le caractère de la vie politique, qui ne se réduit pas à « *un combat des chefs auquel la classe ouvrière se contenterait d'assister et d'applaudir.* »

Il a poursuivi : « *Bien sûr, qu'un tel parti existe, qu'il vive, qu'il se renforce, c'est un mystère pour nos adversaires et pour les commentateurs bien en cour. Qu'un parti politique refuse la course aux places, aux sièges et aux maroquins, qu'il soit étranger aux combines, aux intrigues et à la corruption, qu'il bannisse l'arrivisme, le carriérisme, le « piston » et les querelles de tendances et de personnes — cela, ils ne peuvent pas y croire, ils ne peuvent même pas l'envisager, tellement c'est étranger à leurs conceptions et à leur pratique. Alors, ils organisent des colloques, ils fondent des clubs, ils se réunissent dans des séminaires et ils s'interrogent gravement : pourquoi donc les communistes agissent-ils ainsi ? Quelle mouche a piqué les dirigeants, les militants du parti communiste ? Où Georges Marchais veut-il vraiment en venir ? Eh bien ! Je vais profiter de votre congrès pour vous confier un grand secret. Je vais révéler ce qu'ils cherchent en vain : le but réel du parti communiste. Ce but, cet objectif, le voici : ce que nous voulons, c'est faire la révolution ! Ce que nous voulons, c'est construire le socialisme, un socialisme au goût de notre peuple, un socialisme aux couleurs de la France.* »

M. Marchais a affirmé que les communistes ne sont pas isolés, sinon « *des patrons* », « *de la droite* » et « *de ceux qui se proposent de sauver la bourgeoisie si la droite ne fait plus l'affaire* ». Le dirigeant du P.C.F. a évoqué une opinion émise par M. Santiago Carrillo, secrétaire général du P.C. espagnol, selon laquelle, les conclusions tirées par M. Giscard d'Estaing de ses entretiens avec Mme Gandhi semblent aller dans le sens de la recherche d'une « *troisième voie* » entre la domination soviétique et la domination américaine, recherche dans laquelle les sociaux-démocrates et les forces chrétiennes progressistes pourraient s'associer aux partis eurocommunistes (*le Monde* du 2 février).

M. Marchais a déclaré : « *L'eurocommmunisme n'a jamais impliqué, à nos yeux, l'adoption d'un modèle contraignant de marche au socialisme valable en tous points dans tous les pays capitalistes, avec les mêmes formes de lutte, les mêmes types d'alliance. C'est pourquoi nous respectons les choix faits, à cet égard, par nos camarades des autres partis communistes dans leurs différents pays, par exemple nos camarades espagnols.*

» *C'est aussi pourquoi, il nous faut le redire, il est tout simplement impensable que l'eurocommunisme puisse signifier, chez nous ou à l'échelle de l'Europe, la conclusion d'un pacte intégrant Giscard d'Estaing et les forces de droite qu'il représente. Est-ce cette vision des choses qui a conduit des dirigeants du parti socialistes à se proclamer « eurocommunistes » ?*

» *Pour nous, il est clair que l'eurocommunisme n'a jamais signifié et ne saurait signifier la collaboration de classe, la gestion de la crise au bénéfice du capital. Il signifie la lutte de classe contre le capital pour changer la société par des voies démocratiques, pour construire une société nouvelle : le socialisme lui-même démocratique.* »

M. PIERRE ZARKA EST RÉÉLU SECRÉTAIRE GÉNÉRAL

Le congrès du M.J.C.F. a élu un conseil national de cent vingt-sept membres (contre cent cinquante-trois dans le conseil sortant). Le conseil compte quarante-trois jeunes filles. Il comprend quarante-trois ouvriers, trente-neuf employés et vingt-deux étudiants.

Le conseil national a élu un bureau de vingt-six membres et un secrétariat de six membres : Mme Sylvie Jan, M. Jacques Planche, Mme Josiane Voyant, MM. Bernard Birsinger, Jacques Perreux et Pierre Zarka.

M. Pierre Zarka, trente et un ans, député de la Seine-Saint-Denis, a été réélu secrétaire générale du M.J.C.F., fonction dans laquelle il avait succédé à M. Jean-Michel Catala, le 16 septembre 1979.

M. Patrice Dauvin a *été élu* secrétaire national de l'Union des étudiants communistes (U.E.C.). Il remplace M. Francis Combe.

M. MARCHAIS DÉNONCE LES « MÉTHODES DE BARBOUZE » DE M. JEAN POPEREN (P.S.)

M. Jean Poperen, membre du secrétariat national du P.S., évoque, dans *Synthèse-Flash* (daté 1er février), bulletin bimensuel qu'il anime, les relations du P.C.F. avec le P.C.U.S. et notamment les « *divergences* » avec les communistes d'U.R.S.S. relevées par les dirigeants communistes français au lendemain de l'arrestation de M. André Sakharov. M. Poperen écrit notamment : « *Le bruit court obstinément de bonne source que Georges Marchais avait bel et bien été averti et que tout ce qu'il a pu obtenir, c'est que l'opération ne serait effectuée qu'après son départ* [de Moscou] ».

Interrogé dimanche 3 février par des journalistes, sur les propos du député socialiste du Rhône, M. Georges Marchais a répondu : « *Décidément, à l'issue de mon voyage à Moscou, j'aurai appris beaucoup de choses sur les lieutenants de François Mitterrand. J'ai appris que Pierre Joxe se comportait comme un paltoquet. Je sais maintenant que Jean Poperen a recours aux méthodes utilisées par les barbouzes. Triste équipe, à moins que les dirigeants du parti socialiste, dans l'impasse, ne perdent leur sang-froid.* »

UN SONDAGE IFOP-« LE POINT »

M. Giscard d'Estaing serait réélu dans toutes les hypothèses

Un sondage effectué par *l'IFOP* et publié par l'hebdomadaire *le Point* du 4 février concerne les intentions de vote des Français pour l'élection présidentielle de 1981. Il a été réalisé du 8 au 28 janvier après d'un échantillon de 5 401 personnes représentatif de la population âgée de dix ans et plus. Selon cette enquête les chances de réélection de M. Giscard d'Estaing sont plus importantes que lors de la précédente enquête réalisée en novembre 1979.

Ainsi, au premier tour, M. Giscard d'Estaing recueillerait 40 % *des suffrages* (39 % en novembre) contre 18 % à M. Mitterrand (20 % en novembre), 16 % à M. Marchais (inchangé) et 12 % à M. Chirac (inchangé). Au second tour, M. Giscard d'Estaing l'emporterait par 60 % (57 % en novembre) contre 40 % à M. Mitterrand (43 % en novembre). Face à M. Michel *Rocard, le chef de l'Etat* recueillerait au premier tour 38 % des voix (contre 35 % en novembre) et son adversaire socialiste 21 % (contre 22 % en novembre), les autres étant ichangés. Au second tour, M. Giscard d'Estaing serait réélu avec 55 % des suffrages contre 45 % à M. Rocard et avec 70 % des voix face à M. Marchais (qui passe de 36 % à 30 % depuis novembre).

L'absence de candidat gaulliste au premier tour accroîtrait l'avance du président *sortant* qui recueillerait 45 % des voix contre 20 % à M. Mitterrand et 46 % contre 22 % à M. Rocard. Ainsi, si M. *Giscard d'Estaing* était le candidat unique de la majorité, celle-ci recueillerait moins de voix qu'en cas de « primaire » au premier tour entre le président sortant et M. Chirac.

Le sondage indique que, en l'absence d'une candidature de M. Giscard d'Estaing, MM. Barre, Chirac et Mitterrand arriveraient à égalité au premier tour (22 % chacun), alors que, opposé à M. Rocard (25 %), M. Chirac recueillerait 21 % et M. Barre (20 %). Au second tour, M. Mitterrand battrait M. Barre par 54 % contre 46 %, et M. Chirac par 53 % *contre* 47 %. M. *Rocard* l'emporterait par 59 % contre 41 % à M. Barre et par 56 % contre 44 % à M. Chirac.

Enfin, le sondage indique qu'un candidat écologiste recueillerait, au premier tour, en moyenne 7 % des sufrages.

M. PONS (R.P.R.) : il faut faire une politique de nouvelle croissance

M. Bernard Pons, secrétaire général du R.P.R., a déclaré samedi 2 février, à France-Inter :

« *Pour bien fonctionner, un système économique doit connaître une certaine vitalité, et ce n'est que dans ces conditions que le jeu économique peut s'exercer normalement. Il n'est pas pensable que l'on trouve des solutions aux problèmes actuels si l'on continue à s'accommoder d'une économie qui progresse peu, et d'un chômage qui va sans cesse en augmentant, c'est-à-dire en laissant faire.*

» *Le R.P.R. est partisan de la libération des prix. Encore faut-il que l'appareil économique soit capable de la supporter. Quand les affaires marchent bien, quand la croissance est assurée, il est plus facile de contrôler la hausse des prix.*

» *Si les résultats sont actuellement mauvais*, a conclu Bernard Pons, *c'est parce que notre politique est mauvaise. On est parti d'un mauvais pied, sur l'idée de la croissance douce. Alors, voilà le résultat. Il y a davantage de chômage sans régler le problème de l'inflation. Il faut donc faire autre chose, renverser la vapeur, faire une politique de nouvelle croissance.* »

● *L'Action étudiante gaulliste* (proche de l'U.I.P.) dont le président est M. Canonge souhaite la tenue d'états généraux du gaullisme en vue de créer un « comité de liaison » entre tous les mouvements gaullistes. Ce comité devrait choisir un candidat à l'élection présidentielle.

M. SCHWARTZENBERG PLAIDE POUR UNE RÉDUCTION DE LA DURÉE DU MANDAT PRÉSIDENTIEL

M. Roger-Gérard Schwartzenberg, vice-président du M.R.G., a déclaré, dimanche 3 février, à Marseille, : « *Il est grand temps, avant l'élection de 1981, de réduire la durée du mandat présidentiel, qui est excessive pour un chef d'Etat devenu le chef quotidien de l'action gouvernementale. Conserver le septennat, qui coupe le pouvoir suprême de l'électorat sept ans durant, c'est risquer de confondre démocratie et monarchie élective, scrutin présidentiel et sacre de Reims.*

» *Dès 1973, avec sagesse, le président Georges Pompidou avait fait voter, par les deux Chambres, un projet de révision établissant le quinquennat. Il est nécessaire de l'adopter définitivement avant 1981, et de convoquer le Congrès à cet effet. Il serait paradoxal que M. Giscard d'Estaing soit opposé à cette réforme, lui qui assurait, pendant sa campagne présidentielle de 1974 : « Sept ans, » c'est trop long. » Alors, d'aventure, que faudrait-il penser d'un bail de quatorze ans à l'Elysée ?* »

DÉFENSE

Une relance de la coproduction européenne d'armements classiques

Exceptionnelle dès lors qu'elle a lieu en même temps que les entretiens au sommet de MM. Giscard d'Estaing et Helmut Schmidt, la rencontre *entre les deux ministres de* la défense, MM. Yvon Bourges et Hans Apel, n'en prend que plus de signification puisqu'elle intervient moins d'une semaine après la réunion à Londres du ministre français de la défense avec son homologue britannique, M. Francis Pym (*le Monde* du 29 janvier).

Les trois ministres s'étaient, du reste, déjà rencontrés au milieu du mois d'octobre dernier, à Hambourg, sur l'invitation de M. Apel (*le Monde* du 17 octobre 1979). Objet de toutes ces discussions à deux ou à trois : *la relance de la coopération en matière* d'études et de fabrication des systèmes d'armes classiques aéronautiques et terrestres, selon une procédure bi ou trilatérale en fonction des besoins des états-majors. La France, le Royaume-Uni et la République fédérale d'Allemagne en arrivent, en effet, à un stade de leur coopération militaire où il leur faut, désormais, accélérer le lancement de nouveaux programmes d'armements qui succéderont aux matériels en service depuis deux décennies.

C'est à cette étude du renouvellement de certains armements de leur panoplie classique que s'attachent les trois ministres de la défense lors de leurs rencontres. Sur le plan nucléaire, en effet, les convergences sont pratiquement inexistantes. L'Allemagne *fédérale*, sur le territoire de laquelle sont installés des systèmes d'armes nucléaires américains et seront entreposés, à partir de 1983, des missiles de croisière et des missiles tactiques Pershing-2 capables d'atteindre le sol soviétique, ne peut être partie prenante d'un accord nucléaire qui lui *reconnaîtrait une quelconque maî*trise d'œuvre sur de tels armements. De leur côté, la France et la Grande-Bretagne tentent de développer, chacun pour soi, de nouvelles générations d'armes nucléaires.

Dans le domaine des armements classiques, en revanche, les possibilités d'une collaboration à deux ou à trois se multiplient, avec, parfois, selon les projets, la coopération d'un autre pays européen.

Il s'agit principalement d'étudier la conception d'un nouvel avion de *combat* (*qui remplacera, après 1990*, les Jaguar, Harrier, F-104 et Phantom), de trois nouveaux modèles d'hélicoptères (lutte anti-sous-marine, lutte antichars et transport tactique) et de nouveaux types de missiles tactiques (antichars et antinavires de surface) à vitesse supersonique. L'Italie pourrait se joindre à un accord relatif à l'un des trois hélicoptères.

Les problèmes propres à de tels accords d'armements, entre des pays dont les industries sont très développées, sont souvent difficiles à *résoudre. Les ministres* doivent s'attacher non seulement à harmoniser les points de vue de leurs états-majors — qui ont des besoins différents de caractéristiques, de délais de fabrication et de performances des matériels, — mais aussi à éliminer les rivalités entre les constructeurs intéressés, qui peuvent prétendre, par leur savoir-faire technologique, diriger la conception d'un programme retenu sans l'assistance d'aucun autre partenaire.

En marge de ces discussions à trois, la France et l'Allemagne fédérale ont formé le projet commun d'un nouveau char de combat qui succéderait aux blindés actuels AMX-30 et Léopard-2. Pour sa part, la Grande-Bretagne a choisi — précisément pour des raisons industrielles — de ne pas s'associer à cette cvoopération entre Paris et Bonn, et elle s'est lancée dans un programme national de chars.

LE GÉNÉRAL VANBREMEERSCH : la France pourra utiliser ses missiles Pluton si le front européen est rompu.

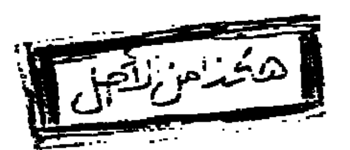
Dans une interview publiée par *l'Aurore*, ce lundi 4 février, le général Claude Vanbremeersch, commandant la Ire armée à Strasbourg, déclare, à propos des missiles nucléaires tactiques Pluton qui équipent cinq régiments d'artillerie du corps de bataille : « *Pour moi, l'alternative est très nette. Si la Ire armée combat aux côtés des Alliés et que, la cohésion des forces étant rompue, les Américains emploient leurs armes nucléaires à temps, l'engagement de nos Pluton n'aura pas de signification essentielle. Ils auront eu du moins le mérite de rendre nos forces du même pied « nucléaire » que les autres, et ceci en toute liberté de l'emploi des armes tactiques.*

» *Par contre, si les forces de l'Alliance ne tirent pas nucléaire lorsque le front est rompu, le gouvernement français pourra prendre la décision d'utiliser ses armes atomiques lorsqu'il considérera que le pays est directement menacé. Mon problème est que ces engins fassent alors le plus d'effet possible en eux-mêmes et par l'exploitation de la frappe, afin de donner un coup d'arrêt qui sera hautement significatif et très nettement distingué. Après, la Ire armée aura rempli sa mission* », conclut le général Claude Vanbremeersch.

M. COUVE DE MURVILLE : pas de défense nucléaire européenne.

M. Couve de Murville, député R.P.R. de Paris, président de la commission des affaires étrangères de l'Assemblée nationale, a exprimé, dans une interview à *Ouest-France* du 31 janvier, son « *désaccord total* » avec la proposition de M. Poniatowski de constituer une défense nucléaire européenne (*le Monde* du 29 janvier).

L'ancien premier ministre écrit : « *aPr nature, l'arme nucléaire ne peut être collective. Sa possession implique, le cas échéant, une décision de l'utiliser. Cette décision ne peut être le fait d'une conférence interétatique, mais d'un gouvernement responsable. La constitution d'un armement nucléaire européen signifie en substance une association de la France, de la Grande-Bretagne et de la R.F.A. Or il est impossible d'imaginer que cette dernière puisse détenir l'arme nucléaire. Elle est le seul pays européen à avoir une revendication nationale parce qu'elle est toujours confrontée au problème de sa réunification.* »



LE MOUVEMENT D'ÉCOLOGIE POLITIQUE CONFIRME L'EXCLUSION DE M. DELARUE

Le bureau provisoire du Mouvement d'écologie politique (MEP) s'est réuni le samedi 2 février, à Paris, pour préparer les assises constitutives du mouvement, convoquées pour les 16 et 17 février, à Versailles. Les structures proposées par le bureau provisoire sont actuellement portées à la connaissance des associations et des militants écologistes. Les assises seront ouvertes aux soixante-quatre signataires du texte appelant à la création du MEP (*le Monde* du 27 novembre) — c'est-à-dire, pour l'essentiel, les animateurs d'Europe-Ecologie — et aux personnes ayant, depuis lors, adhéré au mouvement (leur nombre est actuellement de quatre-vingts).

Les assises de Versailles discuteront également d'un « profil de candidature » en vue de l'élection pésidentielle de 1981. Le bureau provisoire doit proposer plusieurs noms de candidats possibles, dont ceux de MM. Brice Lalonde, animateur des Amis de la Terre, Philippe Lebreton (Mouvement écologique Rhône-Alpes) et Michel Politzer (Bretagne). Il a confirmé la décision d'exclusion qu'il avait prise à l'encontre de M. Jean-Claude Delarue (S.O.S.-Environnement), qui a annoncé sa propre candidature, seul M. Antoine Waechter (Alsace) se prononçant contre cette décision, sur laquelle les participants aux assises seront appelés à se prononcer.

Les assises écologistes, auxquelles seront conviées toutes les composantes du courant écologiste et qui désigneront le candidat à l'élection présidentielle, sont prévues pour les 1er et 4 mai à Lyon. Elles coïncideront avec le lancement, en France, d'une campagne internationale contre le nucléaire, organisée sous l'égide d'Ecoropa, dont les animateurs se sont réunis dimanche à Paris.

● *M. Edgar Faure réélu président du conseil régional de Franche-Comté* le lundi 4 février, par dix-huit voix contre douze à M. Kieffel (P.S.) et trois voix à M. Drouet (P.C.), tous deux représentants le conseil général du Territoire de Belfort. Il y a eu deux bulletins blancs.

Trois élections municipales

HAUTS-DE-SEINE : Issy-les-Moulineaux (2e tour).

Inscr., 28 005 ; vot., 13 853 ; suff. expr., 13 464. M. Lucien Audebert (U.D.F.-M.D.S.), 7 555 voix, *élu*. M. Guy Ducoloné (P.C.F.), député, 5 909 voix.

[Il s'agissait de pourvoir le siège de conseiller municipal devenu vacant depuis le décès, le 8 janvier, du maire de la commune, Raymond Menand (M.D.S.).

Au premier tour, les résultats avaient été les suivants : inscr., 28 013 ; vot., 12 909 ; suffr. expr., 12 736. MM. Audebert, 4 767 voix ; Ducoloné, 4 347 ; Jean-Louis Viora (P. S.), 2 349 ; Roger Follet (div. maj.), 712 ; François Givandand (div. maj.), 561.

Le net succès de M. Lucien Audebert, qui a recueilli 56,11 % des suffrages exprimés, a été favorisé par une participation des électeurs plus importante qu'au premier tour (+ 944 votants), mais aussi par un mauvais report des suffrages obtenus, le dimanche précédent, par le candidat du P. S. Le score réalisé par M. Ducoloné, député communiste de la onzième circonscription des Hauts-de-Seine, fait apparaître qu'il manque, en effet, à celui-ci, 787 voix par rapport au potentiel des suffrages globalement recueilli au premier tour par les deux candidats de gauche.

M. Ducoloné est battu de 1 646 voix par le candidat de l'U. D. F., alors qu'au *second tour des élections* municipales de mars 1977 la liste de la majorité ne l'avait emporté que par 44 voix d'avance (10 141 contre 10 097) sur celle de l'union de la gauche.

Commentant ces résultats, « l'Humanité » du lundi 4 février écrit notamment : « Le très mauvais report des voix socialistes a permis l'élection d'un homme de droite. C'est là la conséquence évidente de la campagne anticommuniste à laquelle ne cesse de se livrer le P. S. Ce dernier peut, en effet, consacrer tout son temps à s'en prendre au P. C. F. et prétendre agir valablement pour que son électorat vote, au second tour, à gauche.

Encore une fois, le parti socialiste porte donc la responsabilité d'avoir fait élire la droite.

Rejetant la responsabilité des « bavures » sur l'attitude de la direction du P. C. à l'endroit des socialistes, le secrétariat national du P.S. avait diffusé, vendredi 1er février, une déclaration accusant les communistes d'avoir « fait battre les candidats socialistes » à l'occasion de plusieurs élections partielles précédentes et de « faire tout pour empêcher que se rassemblent les forces populaires (« le Monde » daté 3-4 février).

De son côté, le Mouvement démocrate socialiste (M. D S.), que préside M. Max Lejeune, souligne que « un certain nombre d'électeurs socialistes refusent aujourd'hui de reporter leurs suffrages sur un candidat communiste ».

Les relations entre le P. C. et le P. S. étant aujourd'hui ce qu'elles sont, les résultats du scrutin n'ont rien de surprenant.]

VAL-D'OISE : Mériel (1er tour).

Incr., 2 251 ; vot., 974 ; suff. expr., 923. Mme Martine Guillot (div. maj.), 527 voix. Mme Claude Bouvard-Citrini (P.C.), 396 voix. *Ballottage.*

[Il s'agit de pourvoir le siège de conseiller municipal devenu vacant depuis que le maire de la commune, M. Eugène Alliot (P. C.), s'est démis *de son mandat, en décembre dernier*, pour des raisons de santé. En mars 1977, les électeurs de Mériel avaient élu huit conseillers socialistes, sept communistes, un P. S. U. et cinq conseillers favorables à la majorité.]

LOIRE-ATLANTIQUE : Saint-Joachim (1er tour).

Inscr., 2 974 ; vot., 1 948 ; suff. expr., 1 934.

— Liste des intérêts communaux (div. maj.), 935 voix en moyenne ;

— Liste d'union pour une gestion démocratique, soutenue par le P.C.F., 630 voix en moyenne ;

— Liste du P.S., 324 voix en moyenne.

Ballottage.

[Il s'agit de pourvoir quatre sièges laissés vacants par trois démissions et le décès, le 4 janvier, du maire de la commune, M. Julien Saulnier (ss étiq.).]

● *Le conseil de la Fédération des républicains de progrès*, dont le président-délégué est M. Pierre Dabezies, réuni samedi 2 février, « *réaffirme la nécessité de constituer une majorité nouvelle qui implique la mise en place rapide d'un dialogue de fond entre gaullistes et socialistes* ».

La Fédération ajoute : « *Dans cette perspective, la Fédération des républicains de progrès, dans les mois qui viennent, entend développer son action sur les thèmes qui sont les siens : approfondir l'examen des convergences avec les mouvements et organisations de gauche et inspirer une réflexion commune avec ceux des gaullistes qui se reconnaissent dans ces objectifs, et cela en toute indépendance organique et politique.* »

On sait que le président de la F.R.P., M. Jean Charbonnel avait été nommé le 7 janvier délégué général du R.P.R. chargé de la participation et des relations avec les autres mouvements gaullistes.

● *RECTIFICATIF.* — *Dans* notre article consacré à l'élection du président du conseil régional de Picardie (*le Monde* du 1er février), nous avons écrit par erreur que M. Charles Baur, maire de Villers-Cotterêts, est conseiller général de l'Aisne. M. Baur ne détient plus ce mandat depuis les élections cantonales de mars 1976. Il avait été battu par un socialiste, M. Brun, au deuxième tour du scrutin.

UNE ÉLECTION CANTONALE

AUBE : canton de Bouilly (1er tour).

Inscr., 5 108 ; vot., 2 696 ; suffr. expr., 2 627. MM. obert Daragon (U.D.F.-P.R.), m. de Bouilly, 903 ; Joël Ninoreille (P.C.), 620 ; Julien Revol (cent.), 428 ; Marc Thillerot (div. g.), 367 ; Guy Bourraqui (P.S.), 309. *Ballottage.*

[Il s'agit de pourvoir le siège laissé vacant par le décès de M. Philippe Vernier (maj.). Celui-ci avait été élu au deuxième tour de mars 1979 face à *M. Ninoreille (P.C.)*. Les résultats avaient été les suivants au premier tour : inscr., 5 130 vot., 3 529 ; suff. expr., 3 367. MM. Vernier, 1 656 ; Ninoreille, 902 ; Bourraqui (P.S.), 809. Au second tour : inscr., 5 130 ; vot., 3 670 ; suff. expr., 3 493. MM. Vernier, 1 886 ; Ninoreille, 1 607.

En 1979, le total des voix obtenues au premier tour par les candidats du P.C. et du P.S. était supérieur à 50 % des suffrages exprimés. M. Ninoreille avait recueilli 26,78 % des voix et M. Bourraqui, 24,02 %. *Onze mois plus* tard, ces pourcentages tombent à 23,60 pour le représentant du P.C. et à 11,76 pour celui du P.S. (total 35,36 %). Il est vrai qu'un candidat « divers gauche » obtient 13,97 % des suffrages exprimés.

Malgré le résultat global obtenu au premier tour de 1979, l'opposition avait été largement battue au second tour, puisque M. Philippe Vernier avait recueilli 53,99 % des voix face au candidat communiste.]

nous faisons baisser plus de 500 prix en France !

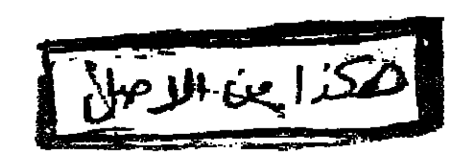
Face à l'inflation,
les adhérents INTERMARCHE
réunis le 18 janvier dernier,
ont adopté deux mesures importantes
applicables au 1er février 1980 :

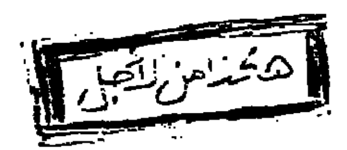
Stabilisation, jusqu'au 30 avril 1980,
des prix en épicerie, liquides, surgelés,
hygiène, parfumerie, et entretien.
Ne sont pas concernés les produits
qui subissent au cours de cette période
des hausses sur les droits et taxes.

Baisse de prix sur plus de 500 produits
de consommation courante.
Cette baisse, appliquée sur
des prix, d'ordinaire déjà très bas
chez INTERMARCHE, risque d'avoir
des répercussions très sensibles
sur le panier de la ménagère.



Les Mousquetaires
INTERMARCHÉ
en guerre contre la vie chère





LES 500 PRIX QUI FONT BAISSER LES PRIX

biscottes

Biscottes 72 tranches Réva	4,15
Biscottes 34 tranches Heudebert	2,70
Biscottes 34 tranches sans sel Heudebert	2,70
Pain grillé 24 tranches Pelletier	4,95
Pain grillé 24 tranches sans sel Pelletier	4,95
Pain grillé 26 tranches Réva	2,95
Pain grillé 26 tranches sans sel Réva	2,95

biscuiterie et dérivés

20 Pepito Belin	2,85
Granola fondant Alsacienne	2,85
Palmito Brun	1,70
Crackers Monaco Belin	1,25
Crackers Petit Pain Belin	1,25
Chipsters salés Belin	2,65
Curly arachide 50 g Bahlsen	1,45
Bipack biscuits Tuc	2,40
Fiesta fromage Alsacienne	1,40
Triquitos salés 50 g	1,50
Triquitos salami 50 g	1,50
42 boudoirs Cantreau	2,55
24 cuillers Cantreau	3,10
Etui Champagne Lu	2,60
Etui Résille d'Or Alsacienne	2,15
Etui Shocks Alsacienne	4,10
Etui 24 Casse-croûte BN	2,75
Etui Super Tchao Alsacienne	2,95
Etui 16 goûters Choco BN	3,15
Etui Prince fourré Choco Parein	3,55
Pain d'Epice Kilo Painsol	6,45
Chamonix orange Alsacienne	3,25
Barquette 3 Châtons fraise	2,10
Barquette 3 Châtons abricot	2,10
Sablés de Retz St-Michel	1,75
24 Petit Beurre Lu	2,30
24 Petit Exquis Alsacienne	1,50
Calèche Belin	6,65
1/2 tine assortiment jeux d'enfants Belin	14,55
1/2 tine assortiment spécial Belin	24,10
Assortiment Namur Delacre	4,95
1/2 tine assortiment Bocage Fosse	11,25
34 madeleines Jeannette	4,95
Petit Beurre Fosse	1,60
Beurré Normand Fosse	2,75
Katy 800 g Fosse	16,20
Langue de chat Alsacienne	2,95
Eventail or St-Michel	2,60
Eventail cigarette St-Michel	2,60
Pain Epice 400 g Painsol	3,45
Pain Epice au lait 300 g Painsol	2,90
Biscuit sucré Cortez Bahlsen	3,30
Feuilleté Beurre Bahlsen	3,95
Paquet 16 galettes de Pleyben	2,60
Palets dorés Curat Dop	1,70

cafés

Café Tradition 250 g Legal	7,50
Café Regal, kilo, J. Vabre	29,95
Café moulu 250 g Rouge Legal	8,25
Café Tradition moulu 250 g MDC	7,50
Café moulu 250 g Zinio	6,95
Café grains 100 % Robusta, 500 g Zinio	12,95
Bocal 200 g Nescafé filtre Normal	27,10
Bocal 200 g Nescafé Normal	21,40
Bocal 200 g Café soluble Zinio	15,95
Bocal 200 g Café filtre Zinio	20,25
Etui 500 g Chicorée Leroux	1,90
Bocal 200 g Café-Chicorée soluble Cicona	11,95
Bocal 200 g Café-Chicorée Zinio	10,75
Boîte 250 g Ricoré	15,00
Café grains 100 % Robusta, 250 g Zinio	6,95
Bocal 50 g café soluble Zinio	4,25
Maxwell lyophilisé 200 g filtre	25,95
Maxwell lyophilisé 200 g décaféiné	27,95
Nescoré normal 200 g	16,50

petits déjeuners

Boîte 400 g Nesquick	6,05
Bocal 800 g Benco	10,95
Tonimalt Cacao 450 g	7,75
Tonimalt Cacao 800 g	13,95

thés et infusions

50 sachets Thé Lipton	7,30
Paquet 100 g Thé jaune Lipton	4,90
25 sachets infusion Menthe Eléphant	4,50
25 sachets infusion Verveine Eléphant	4,50
25 sachets infusion Verveine/Menthe Eléphant	4,50
25 sachets infusion Tilleul Eléphant	6,95
25 sachets infusion Tilleul/Menthe Eléphant	5,95
25 sachets infusion Camomille Eléphant	5,95

chocolats

Lot 5 × 100 g Chocolat ménage lait	7,35
Lot 5 × 100 g Chocolat supérieur	7,35
Chocolat lait 200 g Côte-d'Or	4,95
Chocolat Merveilles du Monde, 125 g	3,95
Chocolat fondant 200 g Nestlé	5,75
Chocolat Galak 100 g Nestlé	2,95
Chocolat Crunch 100 g Nestlé	2,85
Milk à noisettes 100 g Suchard	2,50
Pot 400 g Nutella Ferrero	7,30
Chocolat fourré vanille 100 g Côte-d'Or	2,10
Chocoril 100 g Suchard	2,90
Chocolat blanc noix de coco 100 g Suchard	2,90

confiserie

Sac éco Regalad Kréma	6,00
Sac géant Fruidulé Kréma	2,45
Sac géant Fourré Fruit Kréma	2,45
Sac géant Mentho Kréma	2,45
Sac géant Réglisse Menthe Kréma	2,45
Sac géant Caramel Kréma	2,45
Tri Nuts	2,75
Tripack Rochers géants Suchard	3,65
Sachet Carambar Pie qui Chante	2,45
Yogolo assorti Pie qui Chante	2,46
Yonolo familial Pie qui Chante	6,00
Galopade kilo Pie qui Chante	11,95
Chamallows fraîcheur Zan	2,70
Chewing-gum 5 × 11 chloro Hollywood	6,50
Chewing-gum 5 × 11 spearmint Hollywood	6,50

entremets

Entremet chocolat Alsa	2,10
Entremet vanille Alsa	1,80
Flan pâtissier au four Alsa	2,40
Crème caramel 1/2 Y'a Bon	2,75
1/3 Y'a Bon Confifruit	2,45
1/3 Y'a Bon Caramel	2,20

laits

Lait concentré sucré bte 397 g Nestlé	3,25
Lait non sucré bte 410 g France Lait	2,15
Régilait bte 900 g France Lait	14,00
Lait poudre Pâturage de France 300 g	4,20

pâtes alimentaires

Coquillettes kilo Fiorini	3,75
Macaronis kilo Fiorini	3,75
Cheveux d'Ange kilo Fiorini	3,75
Spaghettis kilo Fiorini	3,75

farines, fécules

Farine pâtissière kilo T45	2,35
Purée 500 g Vico	7,25
Purée 500 g Mariti	6,50
Purée 125 g Marti	1,90
Purée 125 g Vico	2,05
Couscous kilo Ferrero	5,95
Couscous 500 g Ferrero	3,00

fruits et légumes secs

Riz incollable kilo Lustucru	6,80
Riz long RB kilo Belle Caroline	3,10
Brisure de riz 2 kg	4,40
Sachet 250 g arachides UK	2,80
Sachet 250 g arachides Bahlsen	4,35
Mélange apéritif 70 g UK	2,25
Amandes 70 g UK	3,80
Noix de cajou 70 g UK	3,45
Riz prétraité 500 g Charleston	3,60
Riz long Delta camargue kilo	5,55
Riz Charleston kilo	6,80
Riz prétraité USA kilo Belle Caroline	4,75
Pruneaux Agen kilo	10,00
Chevriers verts 500 g	2,95
Lingots blancs 500 g	2,35
Lentilles blondes 500 g	2,50
Lentilles vertes 500 g	1,90

potages

Sachet potage tomate vermicelle Knorr	1,35
Sachet potage bolets Knorr	1,35
Sachet potage poireaux p. de terre Knorr	1,35
Sachet potage cresson Knorr	1,35
Sachet potage pois jambon Knorr	1,35
Potage familial × 3 bolet Knorr	4,00
Potage familial × 3 tomate vermicelle Knorr	4,00
Bte 300 g bisque de homard Liebig	4,60
Bte 300 g soupe de poisson Liebig	2,65
Bte 300 g crème tomate Liebig	2,25

condiments et sauces

Bocal 85 cl cornichons St Eloi	5,85
Bocal 85 cl cornichons Christ	8,35
Bocalor 5 cornichons Amora	5,75
Bocal Amphore 35 cl olives vertes Tramier	2,40
Bocal Amphore 35 cl olives noires Tramier	2,95
Bocal 28 cl mayonnaise Bénédicta	3,95
Verre whisky moutarde forte Amora	2,80
Verre étoile 725 g moutarde Rema	2,95
Verre Astérix moutarde forte Amora	2,45
Bte 1/4 sauce Italienne Cross	2,05
Lot 2 btes 1/4 sauce tomate Buitoni	3,30
Lot 2 btes 1/8 concentré tomate Jolly	1,95
Lot 2 btes 1/4 sauce italienne Buitoni	4,35
Olives farcies cocktail Parizot	5,10
Verre whisky 28 cl moutarde Maille	2,95
Moutarde poivre vert bocal Maille	2,75
Bocal 37 cl cornichons St Eloi	3,25
Sauce béarnaise 28 cl Bénédicta	3,50
Bocal 37 cl cornichons Selles	3,75
Bocal Amphore 35 cl olives dénoyautées Tramier	2,45
Bocal 400 g mayonnaise Lesieur	5,15
Tomato ketchup 30 cl Amora	3,95
Tomato hot ketchup 30 cl Amora	3,95

sels

Sel fin bte verseuse 500 g La Baleine	1,75

huiles

Huile tournesol 2 litres Reddy	12,90
Huile d'olive 1 litre Bouton d'Or	13,90
Huile de maïs 1 litre Bouton d'Or	6,65
Huile tournesol 1 litre Bouton d'Or	5,60

confitures et fruits au sirop

Compote pomme 4/4 Andros	2,10
Confiture fraise kilo Tante Jeanne	6,50
Confiture abricot kilo Tante Jeanne	5,50
Gelée groseille kilo Tante Jeanne	5,25
Confiture fraise 750 g Bonne Maman	7,95
Confiture abricot 750 g Bonne Maman	7,25
Pot kilo Miel Gâtinais Cagec	15,95
Macédoine fruits bocal 85 cl Murville	7,95
Pêches au sirop 4/4 Les Merveilles	3,50
Abricots au sirop 4/4 Les Merveilles	3,50
Pêches au sirop 4/4 Murville	4,75
Abricots au sirop 4/4 Murville	5,65
Confiture abricot 450 g Tante Jeanne	2,75
Confiture fraise 450 g Tante Jeanne	3,30
Ananas tr. entières 3/4	2,45
Ananas tr. brisées 3/4	2,35

conserves de légumes

Asperges Pic-Nic 1/4	3,60
Pois extra fins 4/4 St Eloi	3,50
Pois très fins carottes St Eloi	3,10
Haricots verts extra fins 4/4 St Eloi	7,50
Haricots mge tout fins 4/4 St Eloi	2,50
Tomates pelées 4/4 St Eloi	2,25
Macédoine légumes 4/4 St Eloi	2,60
Champignons hôtel 1/2	4,40
Champignons 1er choix 1/2 Clarfin	5,15
Flageolets verts fins 4/4 St Eloi	3,80
Epinards branches 4/4 St Eloi	2,50
Salsifis 4/4 St Eloi	4,70
Maïs USA 1/2 Monarch	2,70
Haricots blanc naturel 4/4 Royal	2,45
Haricots blanc tomate 4/4 Royal	2,60
Pois chiche naturel 4/4 Royal	3,10
Pois carottes très fins 4/4 Lebreton	3,65
Pois cuisinés très fins 4/4 Lebreton	3,30
Pois cuisinés extra fins 4/4 Lebreton	4,15
Haricots verts extra fins 4/4 Lebreton	8,65
Haricots verts très fins 4/4 Lebreton	5,10
Haricots mge tout mi-fins 4/4 Lebreton	2,70
Macédoine de légumes 4/4 Lebreton	2,95
Pois extra fins 1/2 Lebreton	2,35
Pois très fins 1/2 Lebreton	1,90
Haricots verts extra fins 1/2 Lebreton	4,85
Haricots verts très fins 1/2 Lebreton	2,80
Macédoine de légumes 1/2 Lebreton	1,80

conserves de poissons

Sardines huile arachide 1/6 Parmentier	2,10
Sardines tomate 1/6 Parmentier	2,10
Thon naturel 1/4 Graciet	5,35
Thon à l'huile 1/5 Paulet	4,85
Filets maquereaux vin blanc 1/4 Chacun	3,60
Maquereaux entiers vin blanc 1/2 Chacun	5,85
Colin merlu 1/2 Rodell	4,25
Sardines huile arachide 1/15 Parmentier	1,25
Sardines huile arachide 1/10 Parmentier	1,60
Sardines tomate 1/10 Parmentier	1,60
Filet de maquereaux entiers tomate 1/2 Rodell	3,60
Maquereaux naturel 1/2 Rodell	2,95
Filet de maquereaux tomate 1/4 Rodell	2,70
Sardines citron 1/6 Graciet	2,55
Sardines piquantes 1/6 Graciet	2,55
Thon naturel 1/2 Graciet	9,50
Miettes de thon huile 1/10 Graciet	2,15
Pilchard hareng 1/2 Rodell	3,80

conserves de viandes

Corned Beef bte 7-oz Saupiquet	3,75
Combine 3 × 1/10 Olida	3,65

plats cuisinés

Chips sachet 200 g Vico	3,10
Cassoulet 4/4 Cassegrain	5,95
Choucroute 4/4 Cassegrain	8,50
Raviolis 4/4 Buitoni	5,25
Raviolis 4/4 Ronini	3,95
Ratatouille 4/4 Petit Jean	4,95
Couscous volaille 3/2 Saupiquet	11,75
Paëlla fruit de mer 700 g Buitoni	9,95
Cannelloni 3/4 Buitoni	5,35
Cassoulet 4/4 bocal Christ	6,35
Choucroute garnie 4/4 bocal Christ	6,95
Choucroute brasserie 4/4 Christ	3,70

produits pour enfants

Pot 130 g pomme banane fraise Blédina	1,50
Pot 130 g pomme banane myrtille citron Blédina	1,50
Pot 130 g pomme pruneaux	1,50
Pot 130 g pomme abricot	1,50
Pot 130 g pêche	1,50
Pot 130 g poire Blédina	1,50
Pot 130 g ananas pêche miel Blédina	1,50
Pot 130 g coing poire Blédina	1,50
Pot 130 g pêche fraise Blédina	1,50
Pot 130 g abricot Blédina	1,50
Pot 130 g pomme abricot Blédina	1,50
Pot 130 g pomme rhubarbe	1,50

produits pour animaux

Fido boulettes 4/4 chien	3,90
Pal 4/4 chien	5,60
Canaillou bœuf 4/4 chien	4,00
Ronron bœuf 1/2	2,20
Fido boulettes 1/2 chat	2,50
Canaillou foie 1/2 chat	1,65
Croquettes 0,4 k chat Canaillou	2,40
Ronron à croquer 0,4 k	2,75
Croquettes kilo Canaillou	5,15
Frolic à croquer 1,5 k	9,50
Litières pour chats 5 k Chanett	6,95

margarine et fromage

Margarine tournesol 250 g Bouton d'Or	2,50
Margarine 500 g Le Sommet	3,20
Végétaline, le lot de 2 pains de 400 g	8,80
Fromage fondu Entremont 8 portions	3,20
Fromage fondu Entremont 12 portions	4,30
Fromage fondu Entremont 16 portions	6,30

boissons aux fruits

Oasis boisson à l'orange 1,25 L	3,75
Oasis boisson à l'ananas 1,25 L	3,75
Oasis boisson aux pamplemousses 1,25 L	3,75
Boisson à l'orange maxi 2 L	3,95
Boisson aux citrons maxi 2 L	3,95
Orangina orange 6 × 20 cl	5,80
Orangina orange 1,25 L	3,35
Piiki boisson à l'orange 1,25 L	3,55
Piiki boisson à l'ananas 1,25 L	3,55
Piiki boisson aux pamplemousses 1,25 L	3,55
Jus d'orange Paquito 100 cl	3,95
Jus d'ananas Paquito 100 cl	3,95
Jus de pamplemousse Paquito 100 cl	3,95
Poudre instantanée Piiki orange le sachet	1,65
Poudre instantanée Piiki citron le sachet	1,65
Poudre instantanée Piiki pamplemousse le sachet	1,65
SW Tonic 6 × 25 cl	5,40
Soda orange 6 × 25 cl	5,20
Soda citron 6 × 25 cl	5,20
Guarana 6 × 25 cl	5,95
Cola 6 × 25 cl	5,20
Bitter orange 6 × 25 cl	6,05
Bitter citron 6 × 25 cl	6,05
Menthe fraîche 6 × 25 cl	5,85
Sirop William orangeade le bidon de 75 cl	5,20
Sirop William citronnade le bidon de 75 cl	5,20
Sirop William grenadine le bidon de 75 cl	5,20
Sirop William menthe le bidon de 75 cl	5,20
Sirop William pamplemousse le bidon de 75 cl	5,20
Sirop William anis le bidon de 75 cl	5,70
Sirop William menthe glaciale le bidon de 75 cl	5,75
Sirop William fraise le bidon de 50 cl	5,35
Sirop William framboise le bidon de 50 cl	5,35
Lemka citron la bouteille de 70 cl	5,75
Sirop Berger CITRIOR 100 cl	6,55
Sirop Berger anisade 100 cl	7,25
Sirop Berger cassis 100 cl	10,65
Sirop Berger citronade 100 cl	6,35
Sirop Berger orangeade 100 cl	6,35
Sirop Berger icemint 100 cl	7,25
Sirop Berger citron 100 cl	5,85
Sirop Berger orange 100 cl	5,85
Sirop Berger fraise 100 cl	8,75
Sirop Berger Mandarine 100 cl	6,85

bières

Bière Mutzig 6 × 33 cl	6,55
Bière George Killian's 4 × 25 cl	5,95
Bière Pelforth brune 4 × 25 cl	5,75
Bière "33" export 10 × 25 cl	9,20
Bière Porter 39 6 × 33 cl	7,90
Bière anglaise John Courage 3 × 33 cl	5,85
Bière Luxembourgeoise 10 × 25 cl	7,75
Bière Belle Strasbourgeoise 3 × 65 cl	7,35

vins

Vin rouge 12° Tuile Perlaux	5,70
Vin blanc de blancs 12° Perlaux	5,70
Vin gris de gris 12° Perlaux	5,70
Moumin vin de pays rouge de l'Hérault 1,25 L	5,90
Vin blanc fruit de mer 75 cl	3,90
Vin de la commanderie rouge 12° 75 cl	3,95
Pelure d'oignon 12°	3,95
Vin de pays de l'Hérault Félissou 1,50 L	4,80
Vin rouge pays des coteaux du Salagou 75 cl	3,70
Mousquetaire vin de pays rouge de l'Hérault 75 cl	3,80
Château de la bastide, corbières, vin mis en bouteille à la propriété 73 cl	5,35
Muscadet Adrien Tonelay A.C. 70 cl	6,90
Gros plant Adrien Tonelay V.D.Q.S. 70 cl	4,90
Bordeaux Baron des gravelines A.C. 75 cl	6,80
Sylvaner autrichien Burgenland 70 cl	6,85
Vin pays des Bouches-du-Rhône Mas de Longchamp 75 cl Vins mis en bouteille à la propriété	5,60
Côtes du Ventoux château St André A.C. Vins mis en bouteille au château 75 cl	6,30
Costières du Gard Domaine des consuls V.D.Q.S. Vins mis en bouteille à la propriété 75 cl	5,95
Côtes du Rhône Domaine des Bourdines A.C. Vins mis en bouteille à la propriété 75 cl	7,60
Côtes du Rhône château du Prieuré 75 cl A.C. Vins mis en bouteille au château	8,75

lavage

Persavon glycériné	3,20
Savon Perdrix blanc × 3	7,95
Lessive paquet E3 Apta	4,15
Lessive paquet E3 Skip	6,55
Lessive paquet E3 Bonux	6,05
Lessive paquet E3 Paic main	4,35
Lessive paquet 3 kg Apta	16,10
Lessive baril 5 kg Supercroix	26,45
Lessive boîte 5 kg Skip	31,95
Lessive boîte 5 kg Omo	30,25
Lessive boîte 5 kg Apta	24,80
Lessive boîte 5 kg Floride	22,55
Lessive boîte 3 kg Floride	15,40
Lessive paquet 750 g Floride	3,80
Lessive paquet éco Mir couleur	5,70
Lessive paquet éco Coral	6,00
Assouplissant 2 L Apta	6,60
Assouplissant 5 L Apta	14,50
Assouplissant 2 L Floride	5,50
Assouplissant 5 L Floride	12,80
Assouplissant 3 L Soupline	11,80
Assouplissant 1 L Soupline	4,35
Dose Javel Lacroix	0,70
Liquide vaisselle 0,91 L Paic Citron	7,50
Liquide vaisselle 1 L Apta	4,95
Dose Mir	1,30
Liquide vaisselle 1 L Floride	4,45
Liquide ammoniaqué 1 L Floride	3,30
Baril poudre à laver vaisselle Sun	37,30
Baril sel régénérant Sun	13,95
Liquide ammoniaqué 0,90 L Ajax	4,35
Liquide ammoniaqué 1 L Apta	3,50
Woolite liquide flacon moyen	9,95
Woolite poudre boîte grand modèle	15,95
Sollaine flacon 500 cc	7,95
Solvaisselle flacon 500 cc	3,25
Lessive Saint Marc 1,250 kg	3,25
Gants ménage petit modèle Velvette	2,50
Gants ménage moyen modèle Velvette	2,50
Gants ménage grand modèle Velvette	2,50
Rénovoile flacon 250 cc	9,35
Amidon bombe 18 oz Buhler	6,95
Pinces à linge bois (3 DZ)	3,30

entretien

Ajax bijavellisant modèle Eco	3,20
Ajax citron modèle Eco	2,95
Poudre à récurer citron Apta	2,20
Poudre à récurer javel Apta	2,40
Cif ammoniacal modèle Eco	5,95
Nettoyant ménager Altor (pistolet)	7,10
Nettoyant ménager Altor (recharge)	4,35
Essuie-tout blanc × 2 Noky	4,45
Essuie-tout décoré × 2 Noky	4,60
Essuie-tout assortis × 2 Scottex	4,55
Cirage Lion Noir bte n° 3 noir	1,85
Cirage Lion Noir bte n° 3 marron	1,85
Cirage Lion Noir bte n° 3 acajou	1,85
Cirage Lion Noir bte n° 3 incolore	1,85
Cirage Baranne tube 100 ml incolore	3,95
Cirage Baranne tube 100 ml fauve	3,95
Cirage Baranne tube 100 ml havane foncé	3,95
Cirage Baranne tube 100 ml acajou	3,95
Cirage Baranne tube 100 ml noir	3,95
Cirage Baranne tube 100 ml bleu	3,95
Cire liquide Johnson 2 L	17,70
Klir bidon 1 L	11,10
Pliz bombe 18 OZ n° 3	11,40
PPZ moquette bombe 24 OZ	11,10
K2 moquette bombe 18 OZ	9,50
Brillant sol plastique O'Cédar	12,60
Shampooing moquette Scotch Brite bombe	11,00
Shampooing moquette Scotch Brite flacon 1 L	12,10
PPZ vitre Vapo	3,75
Glassex multifaces (pistolet)	7,50
Glassex multifaces (recharge)	6,80
Décap four automatique bombe 18 OZ	8,75
Déboucheur liquide Destop 1 L	5,65
Harpic superactif 750 g	5,30
Détartrant gel Scratch 1 L	6,50
Désodorisant heure fraîche note fleurie (bloc)	9,25
Désodorisant heure fraîche note fruitée (bloc)	9,25
Désodorisant heure fraîche note fleurie (2 recharges)	9,45
Désodorisant heure fraîche note fruitée (2 recharges)	9,45
Désodorisant Wizard bombes assorties	6,70
Tampon à récurer duo brite Scotch	2,30
Tampon à récurer Scotch Brite vert × 2	2,95
Tampon à récurer avec éponge Scotch Brite × 2	4,40
2 Eponges Spontex "S"	3,95
Tampon Jex normaux O'Cédar bte de 12	2,75
Lacroix WC flacon géant	3,95
Désodorisant O'Flor nettoyant Verveine	3,75
Désodorisant O'Flor nettoyant Lavande	3,75
Désodorisant O'Flor nettoyant Citronnelle	3,75
Cire liquide O'Cédar 1 L	12,60
Chamoisines assorties (sachet de 2)	4,60
Dignettes assorties (sachet de 2)	5,50
Serpillères spéciales grises × 2	4,50
Serpillère bouclette blanche	4,95
Serpillères relax blanches × 2	6,50
Serpillères décor couleurs × 2	9,50
Bloc chasse d'eau bleu Bul'WC	6,95
Carrés à récurer × 5	1,70
Nettoyant WC Water Prop' appareil complet	2,95
Nettoyant WC Water Prop' double recharge	2,30
Crochet antimite Toximite	1,85
Sachet 300 g antimite parfumé Toximite	4,30
Blocs désodorisants Vitobloc lot de 3	3,60

articles de ménage

Sacs poubelles × 20 20 L	2,80
Aluminium rouleau Aptalu 8 mètres	2,90
Aluminium rouleau Aptalu 20 mètres	5,85
Aluminium rouleau Aptalu 40 mètres	10,40
Sacs poubelle Propsac × 35 20 L	7,50
Sacs poubelles Propsac × 20 50 L	14,60
Sacs poubelles Propsac × 20 100 L	20,30

beauté

Laque Elidanse M320 cheveux normaux	9,95
Laque Elidanse M320 cheveux gras	9,95
Laque Elidanse M320 cheveux secs	9,95
Laque Proset 20 oz fixation normale	5,95
Laque Proset 20 oz fixation forte	5,95
Laque Sunsilk M500 cheveux secs	12,50
Laque Sunsilk M500 cheveux gras	12,50
Laque Sunsilk M500 cheveux normaux	12,50
Crème Nivea tube 90 g	4,80
Lait démaquillant Nivea 200 ml	6,90
Flacon démaquillant yeux Scherk	5,65
Dissolvant flacon 78 cc Cutex	3,80
Eau de cologne naturelle 250 cc May	7,30
Eau de cologne naturelle 500 cc May	11,95
Eau de cologne naturelle 1 L May	20,50
Eau de cologne essences naturelles 250 cc May	7,30
Eau de cologne essences naturelles 500 cc May	11,95
Eau de cologne essences naturelles 1 L May	20,50
Eau de lavande 250 cc May	7,30
Eau de lavande 500 cc May	11,95
Eau de lavande 1 L May	20,50
Eau de cologne ambrée 250 cc May	7,30
Eau de cologne ambrée 500 cc May	11,95
Eau de cologne ambrée 1 L May	20,50
Dissolvant flacon 200 cc May	5,10
Eau de rose flacon 190 cc May	4,60
Eau de cologne ambrée 1 L Mt-St-Michel	22,50
Eau de cologne ambrée 1/2 L Mt-St-Michel	13,95
Eau de cologne fraîche 1 L Mt-St-Michel	22,50
Eau de cologne fraîche 1/2 L Mt-St-Michel	13,95
Eau de lavande 1 L Mt-St-Michel	22,50
Eau de lavande 1/2 L Mt-St-Michel	13,95

hygiène

Savon Donge amandes douces	2,20
Savon bain Palmolive Colgate	7,70
Tahiti douche verte/fleurie	6,95
Tahiti douche sport/marine	6,95
Bain mousse 500 cc Obao	12,45
Shampooing Moelle Garnier cheveux secs	5,95
Shampooing Moelle Garnier cheveux gras	5,95
Shampooing Moelle Garnier antipelliculaire	5,95
Shampooing Moelle Garnier cheveux normaux	5,95
Shampooing Dop huile	4,50
Shampooing Dop œufs	4,50
Shampooing Dop herbes	4,50
Rasoir Schick pivot	9,95
5 cartouches Schick pivot	5,35
Menen mousse à raser citron 106	5,60
Menen mousse à raser naturelle 106	5,60
Menen mousse à raser mentholée 106	5,60
Dentifrice Signal 2 taille 2	3,80
Dentifrice Tonigencyl taille 2	4,05
Narta déodorant cologne 108	9,95
Rexona déodorant cologne 175 g	8,95
Narta déodorant Supra sec	9,95
Rexona déodorant Floral 175 g	8,95
8 tampons déodorants super Playtex	3,50
30 tampons déodorants réguliers Playtex	11,10
30 tampons déodorants super Playtex	12,20
30 tampons non déodorants super Playtex	11,50
Savon toilette Gerbabi	4,10
Lait toilette 400 ml Gerbabi	11,20
Shampooing Mixa Bébé	6,50
Bain mousse lavande 1 L Sosie	4,20
Bain mousse Pin 1 L Sosie	4,20
Bain mousse Rose 1 L Sosie	4,20
Shampooing œufs 1 L Sosie	4,20
Shampooing moelle 1 L Sosie	4,20
Shampooing protéine 1 L Sosie	4,20
Shampooing algues 1 L Sosie	4,20
Bte 170 bâtonnets Cotrino	4,50
Lotion Pétrole Hahn vert 400 ml	18,50
Lotion Pétrole Hahn bleu 400 ml	19,95
Lotion Pétrole Hahn bleu 200 ml	10,95
36 couches culotte 2e âge Moltex	20,60
30 couches culotte 1er pas Moltex	23,95
80 rondines Démak-up	3,95
30 protège-slips Fémina	7,95
Eau bleu flacon 400 cc Pantène	12,80
4 rouleaux Trèfle parfumé	4,40
4 paquets Trèfle parfumé	3,60
4 paquets ouaté Noky	3,20
4 rouleaux ouaté Noky	4,05
8 paquets ouaté Scottex	5,25
6 rouleaux ouaté Scottex	6,50
Savon modèle bain Lux	1,95
Savon modèle bain Fa	1,95
Coton chirurgical 200 g Sanys	4,35
Moncoton 500 g Sedap	8,50
6 étuis de 10 mouchoirs Scottex	2,10
30 Juvénia normal	7,50
8 Juvénia maxi	3,65
30 protège-slips Kotydia	8,20
Bte 150 mouchoirs blancs Noky	3,20
Bte 150 mouchoirs couleurs Noky	3,40
50 couches jour Labell	10,90
30 couches nuit Labell	9,65
30 changes nouveau-né 3/5 kg Pampers	14,85
30 changes jour normal 5/7 kg Pampers	17,50
24 changes jour super 7/10 kg Pampers	16,10
12 changes nuit 5/10 kg Pampers	9,45
12 changes premiers pas + 10 kg Pampers	10,50
Tampons × 30 normaux Nett	9,60
Tampons × 30 super Nett	9,95
Brosse à dent adulte Signal	2,95

divers

Ruban adhésif Scotch normal	2,60
Ruban adhésif Scotch magic	2,95
Colle tous risques Scotch tube	4,70
Colle spéciale Néoprène tube Scotch	4,50
Blister 2 piles alcalines grosses rondes Ucar	9,15
Blister 2 piles alcalines moyennes rondes Ucar	7,00
Blister 4 piles alcalines petites rondes Ucar	9,95
Blister 2 piles alcalines bâtons Ucar	6,00

Tarif valable jusqu'au 30 avil 1980

INTERMARCHÉ Les Mousquetaires de la Distribution

Le Monde

société

La mort de Joseph Fontanet

Émotion et questions

Une vive émotion a suivi, samedi 2 février, l'annonce du décès de M. Joseph Fontanet, mortellement blessé, la veille, devant son domicile du 36, boulevard Emile-Augier, dans le seizième arrondissement (« le Monde » daté 3-4 février). Les réactions des milieux politiques, tant de la majorité que de l'opposition, expriment le désarroi causé par ce crime qui demeure inexpliqué. Durant le week-end, les policiers de la brigade criminelle ont vérifié les témoignages qu'ils avaient sollicités sur un incident éventuel survenu durant le trajet de retour de M. Fontanet.

Les obsèques de l'ancien ministre auront lieu mardi 5 février, à Notre-Dame-de-Passy (seizième arrondissement), et l'inhumation, le lendemain, à Brison-Saint-Innocent (Savoie), dans l'intimité familiale.

Le chef de l'Etat sera représenté aux obsèques par Mme Anne-Aymone Giscard d'Estaing, et le premier ministre par deux membres de son cabinet, anciens collaborateurs de M. Fontanet : MM. Raymond Soubie et Jean-Claude Casanova. Le gouvernement sera représenté par M. Jacques Barrot, ministre de la santé.

« Des gens nerveux, cela existe »

L'ancien ministre redescendait vers la Seine. Il allait être 0 heure, peut-être 0 h. 5, ce jeudi 31 janvier. Fatigué par sa journée de travail, M. Joseph Fontanet devait conduire avec précaution sa Renault-5, sur le pavé luisant du boulevard de Grenelle ou de l'avenue Emile-Zola. Sans odute songeait-il, en quittant son collaborateur, M. André Delasnerie, devant le 15, de la rue Violet (quinzième arrondissement) à la conférence qu'il avait donnée dans la soirée, à celles qu'il préparait pour le compte de la Société d'étude et de réalisation pour les équipements collectifs (SODEREC), dont il était directeur général depuis dix-huit mois.

Personne n'a rien vu rien entendu

Paris, d'une rive à l'autre, à *l'heure des comptes et des songes solitaires.* Paris aussi à l'heure du crime. Car, ce soir-là, un homme au moins, dans la ville conduisait avec un pistolet de calibre 11,43 dans la boîte à gants de sa voiture. Un auto*mobiliste irascible, de ceux qui* ne peuvent supporter l'idée d'être doublés ou pris de vitesse quand le feu passe au vert. Le produit détonnant d'un tireur fou et d'un chauffeur dément, ulcéré quand, à minuit, la route ne *s'ouvre pas* tout-à-fait devant lui.

Impossible rencontre de l'ancien ministre et de l'ombre au bras armé ? Les policiers de la brigade criminelle, chargés de l'enquête sur le meurtre de *M. Joseph Fontanet, semblent* pourtant de plus en plus convaincus que *« quelque chose a pu arriver sur le trajet de retour »*, entre le quinzième arrondissement et le 36 du boulevard Emile-Augier (seizième arrondissement). *Quoi donc ? « Mais n'importe quoi »*, répondent-ils. Un incident banal à un carrefour, un coup de frein sur le pont de Bir-Hakeim ou dans l'avenue Henri-Martin, une place de stationnement volée... Hypothèse absurde, bien sûr, ces choses-là n'arrivent pas aux anciens ministres.

Pourtant les policiers rencontrés ce week-end dans les commissariats des quinzeème et seizième arrondissements affirment que l'extraordinaire fait *désormais partie de la réalité* parisienne, à minuit, dans les larges avenues désertes. Qu'un destin peut très bien basculer en quelques secondes dans le fait-divers tragique. Personne n'a rien vu, rien etnendu ? On n'a signalé, pour cette *nuit*, que le lot habituel de chutes d'ivrognes, de bagarres, de petits cambriolages, de rondes de police près du parc du Trocadéro, où un ballet de voitures indique la présence d'homosexuels ? La brigade criminelle, qui sollicitait des témoignages, n'a recueilli que des dénonciations anonymes, des informations fausses ou fantaisistes ?

« Un fou en puissance »

Il n'empêche. *« Un fou en puissance pouvait très bien regagner son domicile du seizième arrondissement au moment où M. Fontanet rentrait chez lui »*, explique un inspecteur étonné de se heurter depuis quarante-huit heures à l'incrédulité générale. Par exemple, le possesseur d'un permis de détention d'arme, autorisé à garder chez lui un revolver de tout petit calibre, et qui aurait outrepassé son droit en se procurant, pour sa voiture, un 11,43 au marché noir. *« Cela s'est déjà vu. Des gens nerveux, cela existe. »*

PHILIPPE BOGGIO.

Les réactions dans les milieux politiques

● M. VALERY GISCARD D'ESTAING a adressé samedi 2 février à Mme Fontanet le télégramme suivant : *« Chère madame, je veux vous exprimer l'émotion et l'indignation ressenties par l'opinion publique devant l'odieux assassinat de votre mari.*

» Tous ceux qui l'ont bien connu, de la Savoie à Paris, appréciaient sa simplicité, sa dignité et son attachement sans faille aux valeurs spirituelles qui éclairaient sa vie.

» Je vous demande de partager avec vos enfants l'expression des condoléances très émues d'Anne-Aymone et de moi-même. »

● M. RAYMOND BARRE et son épouse se sont rendus dimanche après-midi au domicile de l'ancien ministre. M. Jacques Chaban-Delmas avait fait de même ,la veille, et avait déclaré : *« S'il y avait beaucoup de Joseph Fontanet, la France et le monde ne connaîtraient ni méchanceté, ni violence, ni haine »*. M. Alain Poher, président du Sénat, a qualifié le défunt de *« témoin le plus pur de l'idéal démocrate-chrétien »*.

● M. CHRISTIAN BONNET, ministre de l'intérieur, a estimé qu'il avait *« donné l'exemple de ce que devait être une vie consacrée à la politique »*.

● M. JACQUES BARROT, ministre de la santé, a salué : *« l'homme de devoir qui avait mis tous ses efforts et son intelligence au service du pays »*.

Dans les rangs de la majorité on relève les réactions suivantes :

● M. LECANUET, président de l'U.D.F. : *« J'ai le sentiment d'être placé devant l'incompréhensible, l'absurde ; cet homme vivait d'une doctrine qui se résumait dans la foi en l'homme. »*

● M. STASI, vice-président du C.D.S. : *« Par sa rigueur morale et sa lucidité intellectuelle il a toujours donné de l'homme politique une image exemplaire. »*

● M. DILIGENT, secrétaire général du C.D.S. : *« Un exemple. Incapable de la moindre bassesse. »*

● M. PONIATOWSKI, ancien ministre d'Etat : *« Un homme au regard clair et bon, à l'image de ce qu'il était lui-même. »*

● M. JACQUES CHIRAC, président du R.P.R., maire de Paris, a exprimé, *« au nom de tous les Parisiens, son horreur à l'égard d'un crime particulièrement odieux »* et a salué *« avec respect l'homme droit, fidèle et courageux dans ses convictions, qui fut un serviteur intransigeant de l'Etat »*.

● M. PHILIPPE MALAUD, président du C.N.I.P. : *« Ce drame frappant un homme éminemment modéré et qui n'était donc pas particulièrement désigné à susciter la violence en traduit la généralisation liée au laxisme ambiant. »*

∴

● Dans l'opposition, M. FRANÇOIS MITTERRAND, premier secrétaire du P.S., a déclaré : *« Je veux exprimer mes sentiments d'indignation et d'affliction devant ce crime odieux et absurde. J'avais une grande estime pour Joseph Fontanet dont je connaissais, depuis nos années d'études, la délicatesse de cœur et le sens des responsabilités. »*

● M. JEAN-PIERRE COT, député socialiste de la Savoie : *« C'était une grande figure de la Savoie et il aimait sa région. Tous ses adversaires politiques reconnaissaient ses qualités de cœur. Joseph Fontanet a été un grand ministre du travail et le premier à avoir tenté la voie de la concertation à un moment où la conjoncture ne s'y prêtait pas. »*

● M. FRANÇOIS LONCLE, secrétaire national du M.R.G. :

« C'était un homme d'une totale intégrité, d'une grande courtoisie, un homme qui honorait le monde politique.

» Ce nouveau crime oblige, hélas, à poser une nouvelle fois le problème de la sécurité des militants politiques et des hommes publics, ainsi que celui des carences flagrantes de la police dans la recherche des assassins. »

DU MILITANTISME SYNDICAL A LA DÉLINQUANCE

Deux jeunes chômeurs de Longwy sont arrêtés après un viol commis dans un local de la C.F.D.T.

De notre correspondant

Nancy. — Francis Colas, vingt-six ans, et Gilles Inchelin, dix-huit ans, deux jeunes chômeurs de Longwy (Meurthe-et-Moselle), soupçonnés d'avoir violé, dans les locaux de la C.F.D.T., deux étudiantes danoises, et recherchés, depuis jeudi 31 janvier, ont été arrêtés par les gendarmes et les policiers. Francis Colas a été interpellé samedi 2 février non loin de l'usine de fours à chaux d'Haudainville (Meuse) où il s'était réfugié avec son complice. Gilles Inchelin, qui était parvenu à s'enfuir a été appréhendé, ce lundi 4 février vers 9 heures, dans une ferme près de Verdun.

Dans la nuit de mercredi à jeudi deux hommes au visage dissimulé par une cagoule pénètrent dans les bureaux de l'Union locale C.F.D.T. à Longwy pour y voler de l'argent. Ils ne sont pas seuls : deux jeunes danoises étudiantes en sociologie à l'université de Copenhague venues faire une « étude sur le *terrain* » dorment là afin de réduire leurs frais d'hébergement dans la ville. Les deux hommes les brutalisent et les violent.

Une équipée...

Ils connaissent les lieux. L'un d'eux possède la clé du local. Francis Colas et Gilles Inchelin, ont été des militants actifs de la C.F.D.T. lors des événements de l'été 1979. Gilles Inchelin dont le père anime le club sportif de Longwy a fait des études d'électronique. Il a participé à l'installation de la radio-libre de la C.F.D.T. *S.O.S. Emploi* et au mois d'août il faisait partie de l'expédition des militants C.F.D.T. venus à Nantes pour dérober la Coupe de France de football *le Monde* du 11 août 1979). Les deux hommes sans doute déçus par les résultats de leurs actions « coup de poing », par leur organisation revenue à plus de discipline syndicale, eux-mêmes instables, se sont alors éloignés de la C.F.D.T. et sont entrés dans la délinquance.

Ainsi les deux jeunes chômeurs attaqueront-ils, vendredi soir, le domicile de M. et Mme Houillet, à Fresnois-la-Montagne (Meurthe-et-Moselle). Sous la menace d'un revolver et d'un fusil il emportent un sac de provisions et s'enfuient à bord de la voiture de leurs victimes. Vers 6 heures, samedi 2 février, ils pénètrent dans un bar-dancing, *le Hi-Fi Club, de Mont-Saint-*Martin, non loin de Longwy. Toujours masqués et armés, les deux hommes tirent en l'air avant de se faire remettre les 1 200 francs de la recette. Puis ils se rendent à Damvillers, dans la Meuse, où ils volent une automobile qu'ils abandonnent quelques kilomètres plus loin. Les gendarmes les situent à Pillon (Meuse) dans une fermette où ils ont trouvé refuge. Mais ils s'échappent à nouveau sous la menace de leurs armes, obligeant un automobiliste à les conduire à Fresnes-en-Wœvre, à une trentaine de kilomètres de là. A nouveau seuls, ils gagnent à pied le bois entourant le village puis Haudainville, où Francis Colas est arrêté.

Le syndicat C.F.D.T. de Longwy a commenté ainsi le viol commis dans ses locaux : *« Le syndicat exprime sa profonde indignation devant cette agression inqualifiable commise dans le plus profond mépris de la personne humaine qui porte un coup contre la C.F.D.T. et tout le mouvement ouvrier au moment même où gouvernement et patronat mènent une action virulente contre les travailleurs et la population de Longwy, en tentant en particulier de discréditer leur juste lutte. »*

JEAN-LOUIS BEMER.

CATASTROPHES

APRÈS LES DÉGATS PROVOQUÉS PAR HYACINTHE

L'île de la Réunion de nouveau menacée par le passage d'un cyclone tropical

Saint-Denis-de-la-Réunion. — Un cyclone tropical intense baptisé Jacinthe (1) se dirigeait lundi matin 4 février, à 7 heures (heure locale) (4 heures du matin en métropole), vers une zone située au sud de la Réunion. Le préfet de la région, M. Bernard Landouzy, avait déclenché lundi, à 0 heure, l'alerte n° 1 « qui constitue pour chacun une mise en garde contre le péril cyclonique ».

Jacinthe évolue sur un diamètre d'environ 350 kilomètres, dont un « œil » de 20 kilomètres, à la vitesse de 18 kilomètres à l'heure. Le cyclone se trouvait, à 7 heures (heure locale), à 375 kilomètres à l'est du département, passant non loin de l'île Maurice, où soufflent des rafales de vent de 120 kilomètres à l'heure. Selon *le centre de météorologie de la Réunion*, Jacinthe ne devait concerner qu'indirectement la réunion dans la soirée. Mais, d'ores et déjà, des pluies arrosent à nouveau les « Hauts » et l'ensemble de l'île à l'exclusion du nord. Une mer forte à grosse est prévue sur les côtes ouest, sud et est.

De notre envoyé spécial

Après le passage de Hyacinthe près de la Réunion, les pouvoirs publics sont particulièrement sensibilisés aux dégâts subis par les « Hauts ». Par opposition aux « Bas », les « Hauts » sont toutes les terres *situées au-dessus de 300 à 600 mè*tres d'altitude, ce qui représente les deux tiers du territoire du département. Depuis 1976, à la demande des assemblées régionales, l'administration locale a, en effet, conçu un plan d'aménagement des « Hauts » particu*lièrement ambitieux.* La première phase de l'opération (1980-1985) coûtera 600 millions de francs. Ce plan devrait introduire un nouveau partage agricole dans l'île : la culture de la canne à sucre sur le littoral et l'implantation d'un véritable élevage en *montagne*.

L'économie de l'île a été pendant longtemps polarisée sur le sucre.

Progressivement, et surtout depuis la départementalisation, tout un système social s'est d'ailleurs créé autour des plan*tations de cannes. Les « Hauts »* sont devenus un réservoir de main-d'œuvre que le littoral draine en permanence. Ainsi la côte, qui ne représente qu'un tiers du territoire de l'île, abrite-t-elle les cinq sixièmes de la population, laquele compte au total *près de cinq cents mille* habitants.

En 1976, les assemblées régionales et les pouvoirs publics ont donc décidé de tout entreprendre pour favoriser la « stablilisation » de quatre-vingt à quatre-vingt-dix mille habitants des « Hauts ».

Défi considérable dans la mesure où l'isolement de la population, qu'il soit routier ou téléphonique, reste important. D'autre part, les activités agricoles sont restreintes et peu productives. Elles consistent *en* quelques cultures vivrières, des essais d'arboriculture et un maigre élevage (2 000 hectares). La culture de la canne à sucre qui devrait en principe cesser au-dessus de 600 mètres d'altitude, occupe de 3 à 4 000 hectares. Enfin, les plantations de géranium (l'essence de géranium est utilisée en parfumerie) s'étendent sur 3 000 hectares. Cette dernière production fait vivre trois mille familles de « colons » (sorte de métayers).

Toutes ces cultures réunies ne représente que 10 000 hectares environ. C'est pourquoi, outre la volonté politique de fixer les habitants des « Hauts » dans les zones agricoles de montagne afin qu'ils ne viennent pas grossir les bidonvilles des agglomérations, les *autorités entendent* agrandir le domaine des terres exploitées et diversifier l'agriculture.

Nommé en 1978 par le premier ministre, le commissaire à la rénovation rurale, M. Léopold Rieul, estime que 20 000 hectares actuellement en friche peuvent *être conquis*, principalement dans le sud-ouest de l'île. La quasi-totalité de ces terres deviendraient des prairies. A ce premier objectif s'ajoute la volonté de boiser environ 10 000 hectares. Le plan d'aménagement des « Hauts », tel qu'il a été défini, repose essentiellement sur l'implantation, déjà en cours, et l'extension de l'élevage bovin.

Depuis 1975, neuf associations foncières pastorales se sont créées, qui regroupent deux cent cinquante éleveurs. Il reste cependant beaucoup à faire. Une *entreprise* d'élevage ne connaît, en effet, une gestion équilibrée qu'au bout de cinq ans, avec une quarantaine de bêtes et un investissement initial de l'ordre de 400 000 F à 500 000 F.

Parallèlement, les organismes intéressés à cette expérience ont dû définir un plan d'équipement complet englobant aussi bien la voirie, l'adduction d'eau, l'électricité, le téléphone et la création de classes scolaires. Ce programme ambitieux devra nécessairement tenir compte des conditions, principalement climatiques, de la Réunion.

Le problème foncier, en dépit de la dynamique créée par les pouvoirs publics, hypothèque cependant la réalisation du plan d'aménagement. Un grand nombre de terres arables en friche ont, en effet, été l'objet d'une spéculation *foncière par certains* possédants. Des terres, estimées de 3 000 à 4 000 francs l'hectare par le commissaire à la rénovation rurale, se sont vendues couramment quatre fois plus en 1979. La SAFER, pour sa part, est financièrement « coincée » et peut *rarement faire jouer son droit de* préemption.

Dans ces conditions, les pouvoirs publics paraissent décidés à tout faire pour bloquer la situation. Depuis le mois de novembre 1979, des groupements *fonciers* agricoles ont le droit d'être créés et pourront peut-être louer des terres. Mais, surtout, on parle de plus en plus d'appliquer la législation sur les terres agricoles laissées incultes. L'administration semble vouloir, tout au moins dans un premier temps, faire l'économie d'une épreuve de force avec les propriétaires, en leur proposant des locations-bails qui pourraient porter sur vingt ou trente années. Il n'est cependant pas exclu que des mesures plus radicales — achats et expulsions — soient prises si l'inertie se révélait trop forte, tant on estime que l'aménagement des « Hauts » est *« la dernière possibilité de développement agricole de la Réunion »*.

LAURENT GREILSAMER.

(1) *Une dépression tropicale répondant au nom d'Ivane était apparue dans la région du 24 au 26 janvier, après Hyacinthe.*

BIBLIOGRAPHIE

L'ENCYCLOPÉDIE MONDIALE DES ARMES LÉGÈRES

L'Encyclopédie mondiale des armes légères, ce grand classique des armes à feu de Smith and *Smith, est désormais disponible* en français, aux éditions Pygmalion. Cet ouvrage a déjà fait l'objet de onze éditions en langue anglaise, c'est dire le sérieux qu'on lui accorde.

Il y a peu de reproches à faire à ce livre abondamment illustré, *très documenté, très technique* aussi, qui ne laisse guère de détails dans l'ombre.

Dans un premier chapitre est étudée l'évolution des armes légères depuis 1945, y compris des armes à destination spéciale, dans un second sont étudiées les *armes réglementaires* de quarante-trois pays. On doit à Edward Clinton Ezell la mise à jour de ce volumineux document.

■ Prix : environ 350 F.

EXPLOSION DANS UN IMMEUBLE PRÈS DE CAEN

Une explosion s'est produite lundi matin 4 février, à 8 h. 30, dans un immeuble de cinq étages situé à Saint-Germain-la-Blanche-Herbe, dans la banlieue de Caen (Calvados). Selon un bilan provisoire, deux personnes ont été tuées, onze autres blessées. L'explosion, dont les causes demeurent encore inexpliquées, a eu lieu, selon les premières constatations, dans des logements du quatrième ou du cinquième étage, qui ont été totalement détruits. Un immeuble voisin a été partiellement endommagé par le souffle de cette explosion particulièrement violente et précédée, selon un témoin, d'une grande flamme orange.

Chauffé au gaz, cet immeuble de cinq étages, construit il y a une dizaine d'années, comptait vingt appartements abritant environ quatre-vingts personnes. En fin de matinée, les sauveteurs s'affairaient à déblayer les décombres pour dégager d'autres victimes éventuelles.

A VALENTON (Val-de-Marne)

La mort « accidentelle » d'un jeune Algérien tué par un policier

Au bas des quelques marches qui mènent du rez-de-chaussée à la cave, on a répandu de la sciure. Mais la flaque de sang qu'elle est censée cacher s'y lit en transparence. « Regardez : c'est ici que la balle a tapé... » *A un peu plus d'un mètre du sol, sur le mur qui fait face à l'escalier, une petite marque ronde.*

« Kader », comme l'appellent ses copains, tout le monde le connaissait bien, ici, à la cité des Polognes, un ensemble d'habitation de la rue Sacco-et-Vanzetti, à Valenton (Val-de-Marne), comme il en existe tant, avec ses carrés d'herbe miteuse, ses deux bouleaux malingres et ses bandes de gosses qui s'interpellent le plus souvent en arabe ou en portugais.

Parce qu'Abdelkader Grib, Algerien, seize ans et quelques mois, avait habité l'un de ces cubes gris avec toute sa famille, avant que ses parents se séparent. Depuis, il vivait dans un foyer de jeunes, à Arcueil, mais il venait souvent voir sa mère, qui est restée dans le quartier, et retrouver les camarades.

Le vendredi 1er février, « Kader » s'est fait un peu d'argent de poche en prêtant la main au manège d'autotamponneuses d'une fête foraine voisine. Dans la soirée, il est venu discuter avec les copains et, vers 20 heures, il s'en est allé. Ce qui s'est passé ensuite, on l'ignore. Mais on sait que, vers 1 heure du matin, samedi 2 février, les habitants de la cité sont réveillés par des sirènes de voitures de police accompagnées de motards. Ils n'y prêtent pas une attention particulière : ce genre de tapage est assez fréquent par ici.

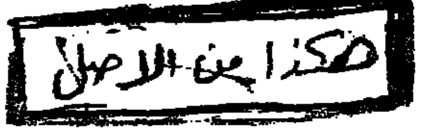
Poursuivi par des policiers, l'adolescent, qui, selon un communiqué de la préfecture du Val-de-Marne, se serait trouvé au volant d'un véhicule et « n'aurait pas obéi aux injonctions », *s'enfuit à pied, cherchant refuge dans le bâtiment 9. En habitué des lieux, il s'engouffre dans l'escalier menant à la cave, pensant pouvoir s'y cacher. Mais la porte est fermée à clef. Qu'à cela ne tienne : il sort son couteau d'électricien à lame courbe et s'apprête à faire jouer le pène quand un policier surgit, son arme au poing.*

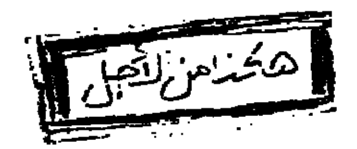
Selon la version de la police, c'est alors que le fugitif « fait face avec une arme blanche au fonctionnaire ». *Surpris, celui-ci* « recule vivement de quelques marches », *trébuche en arrière, et le coup part, accidentellement bien entendu ! Abdelkader Grib a reçu — accidentellement — une balle mortelle dans la tempe droite.*

L'inspection générale des services (I.G.S.), la « police des polices », a été saisie de l'affaire. Seul témoin du drame, le policier — dont on se refuse à indiquer l'identité — qui, en tombant en arrière dans un escalier, a tiré une balle en contrebas, à à peine plus d'un mètre du sol, là où se trouvait donc la tête d'un homme obligatoirement accroupi, mais « faisant face avec une arme blanche »...

On trébuche beaucoup, ces temps-ci, dans la police.

J.-M. DURAND-SOUFFLAND.





JUSTICE

Faits et jugements

A Marseille nouvelle expulsion d'un Mauritanien.

Marseille. — Un Mauritanien, M. Oumar Diallo, ouvrier aux Tuileries de Marseille, présent en France depuis 1963, a été expulsé par la police, le 31 janvier, et renvoyé dans son pays. M. Diallo était le dernier des onze Mauritaniens employés par cette entreprise marseillaise, qui avaient été accusés d'être en possession de faux papiers d'identité, après une perquisition organisée le 7 décembre 1979 dans les locaux où sont logés les Africains employés par l'usine. Cette perquisition avait eu lieu après un mouvement de grève qui avait été suivi par les cent cinquante travailleurs africains de l'entreprise (*le Monde* du 11 décembre 1979).

Parmi les onze personnes interpellées et gardées à vue, sept avaient été expulsées le jour même et quatre autres, dont M. Diallo, bien que frappées par l'arrêté d'expulsion, avaient été relâchées mais dépossédées de leurs cartes de séjour. Toutes quatre avaient introduit, le 12 décembre 1979, une action en référé contre la décision du préfet de police, à qui ils ne reconnaissaient pas qualité pour prendre un arrêté d'expulsion, estimant que son exécution par la police constituait une voie de fait.

Le juge des référés se déclarait incompétent, mais « *donnait acte de ce que le préfet délégué pour la police dans les Bouches-du-Rhône déclarait que les demandeurs n'étaient pas contraints par les services de police d'exécuter les arrêtés d'expulsion et qu'il appartenait aux intéressés de différer aux arrêtés d'expulsion les concernant ou de soustraire à son exécution avec les conséquences que cette infraction peut comporter* ».

M. Diallo avait introduit, le 20 décembre 1979, un recours devant le tribunal administratif de Marseille et, le 11 janvier 1980, il demandait un sursis à exécution devant le Conseil d'État. Le 24 janvier, M. Robert Pagès. *(Corresp.)*

Deux policiers attaqués par des jeunes gens.

Deux gardiens de la paix en tenue ont été agressés dans la soirée du 1er février, à Fontenay-sous-Bois (Val-de-Marne) par une dizaine de jeunes gens. Les deux fonctionaires, MM. Jean-Marie Amboise et Eugène Spinella, ont dû tirer en l'air à deux eprises pour se dégager. Quatre suspects, dont un mineur de dix-sept ans, ont été appréhendés peu après et placés en garde à vue au commissariat de police de Vincennes.

● *Corse : des coups de feu ont été tirés*, le dimanche matin 3 février à Bravone (Haute-Corse), sur la façade de la ferme exploitée par M. Jean-Robert Dumont, viticulteur rapatrié d'Afrique du Nord. M. Dumont avait été enlevé, le 10 janvier dernier, dans sa ferme, par un groupe d'hommes qui entendaient échanger le viticulteur contre des membres du Collectif nationaliste de Bastelica, emprisonnés après le rapt du commandant Bertolini et de l'armurier Alain Olliel et l'occupation de l'hôtel Fesch à Ajaccio. Il avait été libéré le lendemain soir aux environs d'Aléria.

● *Non-lieu après l'accident qui avait fait huit morts dans le mont Blanc.* — Une décision de non-lieu a été rendue, le 1er février à Annecy (Haute-Savoie), par le juge d'instruction chargé de l'information après l'accident d'alpinisme de la Tour Ronde, dans le massif du Mont-Blanc, où, le 18 juillet 1979, huit randonneurs avaient été tués et quatre autres blessés.

Une cordée d'alpinistes anglo-saxons avait dévissé dans un couloir glaciaire, entraînant dans leur chute deux autres groupes de randonneurs. L'un des rescapés de la cordée, un Irlandais de seize ans, avait été inculpé d'homicide involontaire. Le juge d'instruction, M. Francis Oget, a considéré que la responsabilité de l'accident incombait au chef de la cordée, décédé dans l'accident.

APRÈS LES SANCTIONS CONTRE M. LLORCA

Le Syndicat de la magistrature s'inquiète des « tentatives de normalisation du corps judiciaire »

L'assemblée générale extraordinaire, organisée, samedi 2 février, par le syndicat de la magistrature (S.M.), *après les sanctions* prises par le Conseil supérieur de la magistrature (C.S.M.) contre M. Philippe Llorca, *juge des enfants* à Verdun — mutation d'office et retrait des fonctions (« le Monde » daté 13-14 janvier) — a réuni quelque deux cent cinquante personnes. Le S.M. souhaitait « tirer les leçons » de cette affaire, analyser « les tentatives de normalisation du corps judiciaire » et élaborer une stratégie de résistance à cette « normalisation » qui passe, selon lui, par l'élimination des magistrats qui déplaisent, tant par leur personnalité que par leurs pratiques professionnelles.

M. Lirca a été poursuivi parce qu'il gênait, par sa personnalité et par sa façon d'exercer son métier : le S.M., depuis le début de l'affaire, n'a jamais changé de position. Les preuves selon lui sont multiples. « *D'abord la chancellerie a refusé que les dossiers de l'éducation surveillée concernant le tribunal pour enfants de Verdun soient communiqués au conseil supérieur de la magistrature et que les services de l'éducation surveillée viennent témoigner des conflits existant entre M. Llorca et le président du tribunal.* »

Ensuite le texte de la décision du C.S.M. dit notamment que M. Llorca « *a hébergé ou reçu en pleine connaissance de cause à son domicile un certain nombre de toxicomanes et de repris de justice, qu'il a aidés deux de ces personnes à quitter Verdun pour leur permettre de se soustraire à d'éventuelles recherches.* » Ces décisions confirment ce que nous avons toujours dit, commente le S.M., « *à savoir que la personne hébergée chez Philippe Llorca n'était pas recherchée par la police lorsqu'elle a quitté Verdun. D'autre part, chacun est susceptible d'être l'objet d'éventuelles recherches, et avec de telles raisons on peut aller très loin.* »

Enfin M. François Muller, président du tribunal de Verdun, ancien juge des enfants, a démissionné le 17 janvier de ses fonctions de président de l'association d'action éducative du tribunal pour enfants de Verdun (1).

L'analyse de l'affaire Llorca est pour le S.M. un signe de la « *normalisation du corps* » souhaité par la chancellerie. Si M. Llorca a été sanctionné, c'est aussi « *pour faire un exemple, pour mettre au pas les jeunes magistrats dont l'attitude personnelle met de plus en plus en cause l'image traditionnelle de la justice, pour intimider les juges des enfants* ».

La fragilité des juges spécialisés

« *La magistrature est conçue non comme une simple fonction mais comme un état*, a conclu M. Maurice Zavaro, membre du bureau du syndicat. *On n'admet pas que Llorca ait nié la frontière qui sépare les juges de ceux qu'ils condamnent* ». Le magistrat doit être une personne convenable.

Avant la poursuite du débat parlementaire sur le statut de la magistrature, le S.M. a voulu « *faire le point des menaces* » qui s'accumulent contre les magistrats. Après un débat sur la toute-puissance des chefs de juridiction, parfois abusive au regard des textes, « *ce qui veut dire qu'il est nécessaire de contrôler la légalité de leurs décisions* », le syndicat s'est interrogé sur les fonctions des juges spécialisés : juges des enfants, juges d'instance, juges de l'application des peines (JAP).

Deux JAP, Mme Anne-Marie Poirier-Chaux, à Tulle, et Michèle Langlade, à Evry, ont dû cesser leurs fonctions. On sait aussi que la chancellerie suit de près ce qu'en Lorraine on appelle l' « affaire Bidalou » — le conflit entre la cour d'appel de Metz et M. Jacques Bidalou, juge d'instance à Hayange, à propos de l'expulsion des résidents d'un *foyer Sonacotra* (*le Monde* du 26 décembre 1979). « *D'une manière générale*, a précisé un magistrat, *il existe pour les autorités des solutions simples pour se débarrasser des magistrats spécialisés qui ne leur conviennent pas. Ils sont en effet nommés pour trois ans et il suffit de ne pas les renouveler dans leurs fonctions : c'est ce qui est fait.* » Le juge d'instance est encore plus directement menacé dans son existence même par l'éventualité du rattachement des tribunaux d'instance aux tribunaux de grande instance et par l'institution des conciliateurs « *moyen d'échapper au droit, de s'arranger entre gens de bonne compagnie* ».

De toutes ces menaces, l'affaire Llorca n'aura été qu'un épiphénomène. Dans la motion votée à la quasi-unanimité à l'issue de cette assemblée générale extraordinaire, le S.M. précise que « *les procédures disciplinaires ne sont que la solution ultime dont dispose le pouvoir politique pour éliminer les magistrats gênants des fonctions* « *sensibles* ». Les aures moyens « *reposent essentiellement sur les pressions des chefs de juridiction, sur l'organisation des tribunaux et la distribution des affaires* ».

Les magistrats du syndicat ont décidé de « *porter leurs efforts par priorité sur la contestation publique des décisions à caractère administratif de la hiérarchie judiciaire, de réclamer leurs dossiers après avoir observé que des pièces très anciennes figuraient dans le dossie personnel de Philippe Llorca* ». Le Syndicat de la magistrature entend faire respecter par la hiérarchie la loi de 1970 sur la vie privée et « *demande qu'à l'occasion du prochain vote sur le statut de la magistrature un débat public soit engagé sur toutes les manipulations auxquelles sont soumis les juges* ».

JOSYANE SAVIGNEAU.

(1) « *Je savais que le Syndicat de la magistrature tirerait argument de cette démission*, nous a déclaré M. Muller. *En fait je souhaitais démissionner dès que je suis devenu président du tribunal. Mais les services assurés par cette association étaient menacés parce qu'ils n'avaient plus de financement. Je suis resté en place pour la tirer de l'ornière. Elle en est sortie. Je démissionne. La situation est redevenue normale puisque le juge des enfants intérimaire prend des mesures et fait fonctionner les services.* »

DEUX SUICIDES DE DÉTENUS

Un détenu de la maison d'arrêt de Varces (Isère), M. Christian Fleury, 29 ans, s'est pendu dans sa cellule à l'aide d'une enveloppe de matelas, le samedi 26 janvier, nous indique notre était en détention provisoire, depuis le 21 novembre 1978, accusé, d'avoir attaqué une personne âgée. Il avait déjà tenté, une première fois, de se suicider puis avait mis le feu à sa cellule. Ses parents ont l'intention de demander l'ouverture d'une procédure de recherche de responsabilité.

Au Puy (Haute-Loire), M. Georges Mangenot, 21 ans, s'est pendu avec un drap, dans sa cellule de la maison d'arrêt samedi 2 février. Il était, lui aussi, en détention provisoire après des cambriolages de pharmacie. La veille, deux autres détenus de cette maison d'arrêt avaient tenté de mettre fin à leurs jours, en avalant divers objets.

Cela porte à six, le nombre des suicidés depuis le 1er janvier.

ÉDUCATION

DANS L'ACADÉMIE DE NANCY-METZ

Le projet de carte scolaire inquiète parents d'élèves et syndicats d'enseignants

La réunion de la commission de la carte scolaire de l'académie de Nancy-Metz, le 30 janvier, a été l'occasion d'une certaine agitation dans les lycées lorrains et a déclenché des manifestations contre les regroupements de sections ou d'options prévues par le rectorat. Les syndicats d'enseignants ont déposé un préavis de grève pour le 11 février.

De notre correspondant

Nancy. — Au moment où s'est réunie la commission, et alors que trois cents élèves des lycées Fabert et Schuman défilaient dans les rues de Metz, près de deux cents manifestants se sont rassemblés devant le rectorat de Nancy. Les enseignants — tous syndicats confondus, — les parents d'élèves des fédérations Cornec et Lagarde, et les lycéens protestaient ainsi contre les mesures envisagées au rectorat pour l'élaboration de la carte scolaire. Ces mesures aboutiraient, selon eux, à la suppression d'une soixantaine de sections dans les collèges et lycées des quatre départements lorrains.

D'après des enseignants lorrains, « *l'académie de Nancy-Metz serait, cette année, une des plus pénalisées en matière de carte scolaire* ». Obligation pour de nombreux élèves de renoncer à certaines options sans changer d'établissement, aggravation des conditions de travail, appauvrissement de l'enseignement du second degré et suppression de postes, seraient les conséquences de telles mesures, estiment, dans une déclaration commune un certain nombre de syndicats de la FEN, de la C.F.D.T., de la C.G.T., ainsi que le S.N.A.L.C. et le S.N.C. (indépendants).

De fait, selon le Syndicat national des enseignements de second degré (S N E S), les principales mesures annoncées ont été confirmées au cours de la réunion de la commission. Elles se traduiraient, sur l'ensemble de l'académie, par cinquante-huit fermetures de demi-sections de lycées d'enseignement professionnel contre vingt-six ouvertures et par la disparition de langues « rares » (russe, portugais, arabe) dans certains établissements.

Pour le recteur d'académie, M. Bertrand Saint-Sernin, les décisions annoncées devraient davantage être considérées comme un réajustement que comme une spécialisation de certains établissements. « *En aucun cas*, affirme le recteur, *il n'y aura de diminution du nombre des options dans l'académie, mais un regroupement dans un même établissement de sections qui, pour plusieurs établissements d'une même ville, ne recevaient que deux ou trois élèves (sections A 1, A 2, A 3 notamment).* » Au total, les soixante ouvertures, transferts ou fusions toucheraient, selon le recteur, trois cent cinquante élèves sur les quinze mille de l'académie si les choix faits par les élèves à la rentrée prochaine étaient similaires à ceux de la population actuelle. En effet, les mesures n'entreront en application qu'à la rentrée 1981 qui sera la dernière à être marquée par une hausse d'effectifs. Pour les syndicats, la baisse démographique aurait pu se traduire autrement, notamment par une amélioration des conditions d'enseignement.

JEAN-LOUIS BEMER.

DANS UNE MATERNELLE DE COTE-D'OR

Six enseignants en quatre mois

De notre correspondant

Dijon. — Les parents d'élèves de l'école maternelle de Saint-Julien, un vilage de onze cent cinquante habitants près de Dijon, ont décidé, récemment, d'organiser une classe sauvage parce que le sixième remplaçant d'une classe de grande section vient de tomber malade.

Un malheureux concours de circonstances ? Sans doute. Mais l'administration de l'éducation nationale invoque aussi des raisons que les parents d'élèves ont du mal à comprendre.

Les bambins d'une commune voisine, Talant, (*le Monde* du 11 janvier), n'ont-ils pas dû attendre une institurice pendant tout un trimestre ? A Saint-Julien, au contraire, c'est le trop-plein... La titulaire du poste se trouvant en congé maladie le jour de la rentrée, une titulaire remplaçante est venue pour deux jours seulement.

Arrive ensuite une... institutrice sortant de l'école normale, qui tombe malade au bout d'une semaine. Un jeune collègue prend la relève.

« *Il était très bien ce garçon*, disent les parents, *pourquoi donc l'a-t-on envoyé en stage ailleurs, après deux mois passés à faire la classe à nos enfants ?* »

Ce n'est pas une institutrice mais deux que les enfants voient arriver avant les vacances de Noël. L'une d'elles reviendra à la rentrée, mais tombera malade. Son remplaçant « *tient le coup* » cinq jours seulement. Celui-ci devait revenir vendredi 1er février mais les parents ont voulu prendre leurs précautions.

« *On ne sait jamais*, confialent-ils. *En faisant cette classe sauvage nous avons tenu à attirer l'attention de l'administration. Nos enfants sont en grande section. Une année importante pour eux avant l'entrée dans la grande école.* »

A l'inspection des écoles maternelles de la circonscription, on déclarait qu'il n'y avait pas de classe sauvage à Saint-Julien. La maman qui a animé la classe à partir du 28 janvier, institutrice en disponibilité, ayant été « *habilitée verbalement* » à garder les enfants.

CHARLES MARQUÈS.

SCIENCES

UNE IMPORTANTE COMMANDE DE LA NASA A L'INDUSTRIE EUROPÉENNE

L'Agence spatiale européenne (ESA) vient de recevoir de la NASA la commande d'un nouvel exemplaire du laboratoire spatial Spacelab, destiné à prendre place dans la soute de la navette spatiale américaine. Cette commande a été convertie, le 30 janvier, en un contrat entre l'ESA et la firme allemande Erno, maître d'œuvre du projet et leader d'un groupe d'une quarantaine de sociétés réparties dans dix pays d'Europe. Le montant en est de 117,1 millions d'unités de compte, soit 655 millions de francs (*le Monde* du 23 janvier), ce qui en fait la plus grosse commande jamais passée par la NASA à l'industrie spatiale européenne.

Ce second Spacelab sera constitué d'un module habitable et de cinq plateaux porte-instruments, *les différents éléments devant* être livrés progressivement entre octobre 1981 et avril 1984.

Libres opinions

La formation professionnelle au profit de qui ?

par MAURICE PERCHE (*)

« *NOTRE préoccupation essentielle doit être de donner à tous les jeunes une formation de qualité leur permettant de s'insérer sans peine dans la vie active.* » Ainsi a parlé, vendredi 1er février, M. Giscard d'Estaing. Il s'agit d'une préoccupation toute nouvelle si l'on en juge par le bilan actuel de six années de présidence. Ce discours tranquillisant est, en revanche, singulièrement muet sur les moyens humains, matériels et financiers à mettre en œuvre. « *L'année 1980 sera le point de départ de cette nouvelle politique* », affirme M. Giscard d'Estaing. Personne ne l'avait remarqué à la lecture du budget *récemment voté. A moins que* demain l'on n'enseigne gratis !

Cela dit, M. Giscard d'Estaing reprend à son compte un constat d'évidence pour tous ceux qui se préoccupent de l'avenir de notre pays et de notre jeunesse.

Tout, aujourd'hui, appelle un élargissement de la connaissance et pose en termes nouveaux la question des rapports entre l'enseignement et la société, entre l'école et la vie économique, l'entreprise, la production. Il faudrait une conception bien passéiste pour ne pas souligner l'importance des entreprises dans la formation professionnelle. Notre parti, pour sa part, poursuit, sur ce plan, une réflexion engagée depuis plusieurs années (1).

Toute la question est de savoir au profit de qui ?

Pour M. Chotard, du C.N.P.F., c'est clair : « *La guerre économique est une réalité : pour la gagner, la formation professionnelle est une arme de choix (2).* » Pour M. Giscard d'Estaing, c'est tout aussi clair : « *La vie en entreprise exige une formation psychologique et un accueil que seuls les responsables de ces entreprises peuvent donner aux nouveaux arrivants.* » M. Beullac, ministre de l'éducation, interrogé sur le dialogue social dans l'entreprise, répond « *non pour les jeunes, oui pour les futurs maîtres* ». M. André Henry, secrétaire de la FEN, a, lui aussi, totalement ignoré les représentants de la classe ouvrière.

C'est exactement ce que le pouvoir et le patronat veulent mettre en œuvre avec les actuels stages conçus par M. Beullac, en accord avec le C.N.P.F. et la FEN.

Notre conception est diamétralement opposée, quant au contenu et quant à la démarche.

Pour nous, il s'agit de permettre aux jeunes une véritable prise de contact avec l'ensemble des relations sociales qui font la réalité des entreprises. L'expérience concrète du travail est un élément indispensable de la formation. Incluses dans l'acte pédagogique, les expériences proposées aux jeunes doivent ouvrir sur des tâches enrichissantes, diversifiées, qualifiées, et viser à la transmission, à l'assimilation du savoir-faire des travailleurs eux-mêmes.

D'autre part, l'école ouverte à la vie doit permettre d'associer dans l'école, sous des formes à déterminer, des ouvriers qualifiés, des ingénieurs, des techniciens, des représentants des organisations ouvrières. Une telle ouverture suppose que soit entièrement préservée la responsabilité du service public de l'éducation nationale, pour assurer la cohérence des formations, en garantir la qualité.

Nous préconisons une démarche démocratique associant à chaque stade, à chaque niveau, l'ensemble des intéressés : élèves, stagiaires, enseignants, syndicats ouvriers, élus, à la mise en place des différentes formations, au contrôle de leur déroulement, à leurs débouchés.

Aujourd'hui, nous appelons les jeunes, les enseignants, les travailleurs, les comités d'entreprise, les conseils d'administration des lycées d'enseignement professionnel (LEP), à se saisir de l'organisation des stages. Avec eux, nous exigeons les garanties, les aménagements indispensables pour faire réellement un pas en avant vers une meilleure liaison de l'enseignement avec la vie, une préparation réelle à l'insertion des jeunes dans la vie active.

C'est cette intervention multiple et concertée de tous les intéressés qui, en définitive, décidera du contenu et du caractère de ces stages.

L'on dit qu'il faudrait d'abord attendre la réalisation de nombreuses autres conditions avant d'entreprendre l'organisation de tels stages dans les entreprises. Mais, de toute façon, aucune de ces autres conditions ne nous sera donnée sans luttes ; c'est précisément dans la lutte immédiate pour des solutions concrètes aux problèmes concrets que se gagneront aussi les avancées vers ces autres conditions.

Le décisif étant de ne pas oublier qu'il s'agit de la lutte de classe.

(*) Directeur de la revue *l'Ecole et la Nation*, éditée par le parti communiste français.

(1) Voir la conférence de presse de Charles Fiterman du 15 janvier 1980.

(2) Assises du C.N.P.F., Deauville III, novembre 1978.

MÉDECINE

UN COLLOQUE A TOULOUSE

L'ouverture difficile du ghetto psychiatrique

Toulouse. — « C'est une règle constante que les parents doivent faire enfermer les fous. Ils sont coupables de négligence s'ils ne font pas enfermer leurs parents connus publiquement pour être fous. Ils sont obligés de les tenir attachés ou de les enfermer (...) après les avoir fait visiter par des médecins. » Ce commentaire d'une ordonnance criminelle datée de... 1670 (1) n'a, en fait, guère vieilli. Il a fallu, en effet, attendre, en France, la libération pour qu'une modification radicale s'établisse dans la perception collective de la maladie mentale. Il a fallu attendre le rejet, largement dû à la découverte des camps de l'Allemagne nazie, de toutes formes de concentration, puis l'apparition de puissantes médications du système nerveux (1952-1955) pour que s'élabore une doctrine du « non-enfermement » qui n'a pris une forme juridique qu'en 1960 et qui est loin d'avoir reçu une pleine application.

Il faudra encore attendre, sans doute, *plusieurs décennies pour que la psychiatrie* intègre véritablement le champ de la médecine, tout à la fois dans les soins et dans l'enseignement.

Les deux journées qui viennent de s'écouler à Toulouse, sous la responsabilité du professeur L. Gayral (C.H.U. de Purpan), ont largement témoigné de cette réalité, ne serait-ce que dans leur intitulé : « La psychiatrie à l'hôpital général ». Concevrait-on l'organisation d'un colloque de haut niveau consacré à la situation face au reste de la médecine d'une quelconque discipline — la cardiologie, la néphrologie — dont il va sans dire qu'elle trouve sa place à l'hôpital général ? La chose apparaîtrait baroque. Tel n'est pas le cas, loin s'en faut, de la psychiatrie, comme en témoignent quelques chiffres : la France compte quelque cent vingt mille places dans ses hôpitaux psychiatriques, mais seulement dix-sept mille lits de psychiatrie dans ses hôpitaux généraux. Le ghetto est encore une réalité.

De notre envoyée spéciale

La génération de psychiatres qui ont connu successivement l'asile d'aliénés, les « *quartiers d'agités* », la guerre ; qui ont vu mourir — de faim — près d'un tiers des malades mentaux internés sous l'occupation ; qui ont introduit le courant psychanalytique dans la psychiatrie et, *simultanément, le maniement de* médicaments du système nerveux qui rendaient inutiles la contention physique des aliénés, cette génération, proche de la retraite, ne pouvait souhaiter le maintien des structures asilaires. Elle l'a montré en imposant aux pouvoirs publics, en 1960, une nouvelle politique, dite « *de sectorisation* », qui porte aujourd'hui, aujourd'hui seulement, ses premiers fruits, vingt ans après son élaboration juridique.

Selon cette doctrine, le malade mental doit être soigné dans son milieu. l'hospitalisation ne doit être que le temps fort de son itinéraire, jalonné par les structures de prise en charge les plus diverses : appartements ou ateliers thérapeutiques, hôpitaux de jour, foyers de post-cure, dispensaires... Seul son état mental doit dicter à l'équipe « de secteur » le mode de traitement choisi, à tel moment de sa maladie. L'équipe, groupée autour d'un « chef de secteur », a en charge la santé mentale de soixante-dix mille habitants. Elle doit sortir *de l'asile, rencontrer la population* sur ses lieux de vie, hospitaliser aussi peu que possible.

Telle est la théorie. La pratique est encore tout autre. Il subsiste dans bon nombre d'hôpitaux psychiatriques toute une population désignée pudiquement du terme de « *sédiment* » au colloque de Toulouse : à savoir de grands malades mentaux de vingt, voire trente ou quarante ans de présence à l'asile ont rendu totalement inaptes à toute autre forme de vie sociale ; une forte proportion de vieillards privés eux aussi de toute autonomie ; et un certain nombre de malades même jeunes, dont les thérapeutiques actuelles, si actives soient-elles, ne pourront guère que réduire les symptômes les plus évidents.

Pour ceux-là, qui constituent, a-t-on estimé au colloque de Toulouse, *quelque 20 % de la population* asilaire, il faudra bien maintenir une structure. Il s'en profile une, dont le sigle est déjà trouvé : MAS (maisons d'accueil spécialisé), et dont la perspective inquiète bon nombre de spécialistes. songe-t-on à créer des lieux de « *défectologie* », des réduits de la folie ou de l'arriération d'où toute thérapeutique active serait bannie ?

Les psychiatres, jadis enfermés avec leurs malades dans le ghetto asiliaire, en sortent à grand-peine et n'ont pas l'intention d'y retourner. D'où la notion, qui s'impose avec de plus en plus de force et qui a motivé l'organisation du congrès de Toulouse, d'implanter solidement la psychiatrie à l'hôpital général. C'est déjà chose faite dans une centaine d'hôspitaux généraux.

Mais cette opération ne va pas sans poser nombre de problèmes encore irrésolus. Certes, chacun reconnaît aujourd'hui la nécessité d'une telle implantation : la seule Assistance publique de Paris, par exemple, a noté le professeur Jean-Marc Alby (hôpital Saint-Antoine), reçoit plus de cinquante mille urgences psychiatriques chaque année, soit 15 à 20 % de l'ensemble des urgences médicales. La pathologie « tout venant » rencontrée dans un hôpital comporte un versant psychiatrique dans quelque 30 % des cas. Les jeunes médecins, dont la formation est assurée par l'hôpital et par l'université, n'ont pourtant que des connaissances fragmentaires et théoriques en psychiatrie.

Du secteur au département

Mais l'unanimité théorique qui se dégage sur la nécessité d'une présence psychiatrique à l'hôpital gnéral n'a encore trouvé que peu d'applications pratiques, comme en témoigne la variété, voire l'anarchie, de l'organisation de cette discipline dans les hôpitaux généraux : il existe, dans certains cas, des services de psychiatrie implantés à l'hôpital sur le modèle des autres spécialités. L'Assistance publique de Paris, pour ne citer que cet exemple, en compte quelques-uns. Des consultations externes de psychiatrie dans les hôpitaux, universitaires ou non, se développent peu à peu. Enfin, bon nombre d'« attachés » de psychiatrie travaillent dans les services hospitaliers, dans les disciplines les plus diverses. Mais rien de tout cela n'est coordonné ; le plus souvent, l'harmonisation du travail psychiatrique effectué *dans les hôpitaux avec celui dont* se chargent les équipes de secteur (centrées autour des hôpitaux psychiatriques) est laissée à la bonne volonté des intéressés, et à leur degré d'initiative. En outre, un nombre croissant de psychiatres travaillent dans le secteur privé, qui souhaiteraient aussi harmoniser leur activité avec celle des hôpitaux.

Aussi une formule a-t-elle paru se dégager à Toulouse, sur l'exemple de la pratique lyonnaise (professeur Guyotat) et genevoise (professeur Garonne), qui semble donner satisfaction et pourrait servir de référence, comme l'a estimé dans ses conclusions le professeur Jean Sutter (Marseille) : celle d'un « *département de psychiatrie* », entité administrative placée sous la direction d'un psychiatre qui harmoniserait l'ensemble des activités de la discipline dans l'hôpital et assurerait la coordination avec le secteur.

Faute d'une telle structure, a estimé le docteur Brisset (hôpital Rothschild, Paris), ce qui est demandé actuellement aux psychiatres attachés est de « *débarrasser le service des malades gênant par leur agitation, leur excès d'angoisse, leur conduite délirante ou dépressive... et d'expédier ces malades perturbateurs vers les services psychiatriques sectorisés* ». Tant il est vrai que la folie dérange, si « *médicalisée* » soit-elle.

D'où l'ambiguïté et la difficulté du rôle du psychiatre, dans un milieu où de plus en plus règne la technique, difficulté qu'ont soulignée les professeurs Thérèse Lemperiere et A. Feline (hôpital Louis-Mourier, Colombes) : « *En appelant le psychiatre, on sollicite pêle-mêle celui qui sait entendre, puis dire la bonne parole ; celui qui contrôle ou dirige ; qui est censé pouvoir débloquer des conflits incompréhensibles ou inextricables ; c'est à la fois le spécialiste des basses œuvres et le professionnel de la gentillesse...* »

CLAIRE BRISSET.

(1) Cité par M. Olivier Tcherkessoff, substitut du procureur de la République, dans « Regards sur la psychiatrie », *Caisse nationale d'allocation familiale*, nº 11 (1979).

POUR PROTESTER CONTRE LES STAGES EN ENTREPRISE

Deux organisations d'élèves de l'enseignement technique préparent de nouvelles manifestations

Le « comité central de grève » des lycéens de l'enseignement professionnel a décidé d'appeler les élèves des lycées d'enseignement professionnel (LEP) à manifester, mardi 5 février, à Paris. Ce comité, animé par les trotkistes de l'Organisation communiste internationaliste (O.C.I.), avait déjà été à l'origine d'une manifestation, mardi 29 janvier (*le Monde* du 31 janvier). Selon les responsables de ce mouvement, la grève est effective dans une quarantaine de LEP de la région parisienne. Les élèves de ces établissements protestent contre les « *séquences éducatives en entreprise* » créées à partir de cette année par le ministère de l'éducation.

Deux manifestations ont eu lieu en province, vendredi 1er février, à Lyon et à Rouen.

Pour sa part, la « coordination des LEP » (C.P. LEP), organisation proche de la C.G.T., appelle les élèves à « *développer leur action décidée démocratiquement* » et à préparer une journée d'action le 7 février, date de la réunion du Conseil de l'enseignement général et technique (C.E.G.T.).

La C.P. LEP a, aussi, écrit à M. André Henry, secrétaire général de la FEN, pour protester contre une de ses déclarations, à la tribune du congrès de la FEN, à Toulouse. M. Henry avait lancé, parlant de l'agitation dans les LEP : « *Les grèves de lycéens, moi, ça me fait rigoler.* » Dans une lettre ouverte, la C.P. LEP répond : « *Que notre mouvement responsable, s'appuyant sur de justes revendications, vous fasse rigoler, n'est pas un fait à nous surprendre quand nous pensons à la lourde responsabilité que vous portez dans la mise en place de l'éducation, dite concertée, que vous avez ratifiées avec M. Beullac, et quand nous cherchons à quand remontent les dernières actions que vous avez accepté de mener pour défendre l'enseignement.* »

Le Monde

culture

LE JOUR DE LA MUSIQUE

Les carnets de Scriabine.

En Occident comme dans son propre pays, Scriabine reste assez scandaleusement ignoré, on en parle comme d'un Chopin russe illuminé ou comme d'un novateur qui n'a pas fait école, et il faut une sérieuse dose d'optimisme pour penser que ses Carnets, qui viennent d'être traduits par sa fille Marina Scriabine, vont connaître un succès de librairie : mais, comme l'écrit justement le compositeur dans ces Notes et Réflexions, *« Tu dois être toujours rayonnant. »*

Ces écrits, consignés pour lui-même dans de petits cahiers qu'il gardait toujours sur lui, ne font aucune allusion au quotidien, ni à la musique ni directement à son œuvre. Ce sont des interrogations sur l'existence, sur le monde, sur l'homme, non pas à la manière d'un philosophe en quête de système, mais parce qu'il était fait ainsi et qu'enfant déjà il se plaignait de « ses pensées qui l'empêchent de dormir ».

Marqué certainement par la découverte de Nietzsche, dont Zarathoustra, *qu'il lit en 1903, lui inspirera un opéra demeuré à l'état de projet, la pensée de Scriabine doit être comprise comme le produit d'une expérience spirituelle dans laquelle sa création musicale représentait tout autre chose qu'une simple spéculation esthétique : l'art devait, par sa puissance, conduire à l'extase finale et à l'union avec l'Un. Pour mener vers cette étape finale, Scriabine avait imaginé une œuvre totale :* l'Acte préalable, *dont on trouvera les fragments poétiques à la fin de ce volume et qui, s'il relevait sans doute de l'utopie en avait les qualités irremplaçables.*

Naturellement, il sera toujours possible d'écouter les sonates, le Poème de l'extase *ou le* Poème du feu (Prométhée) *pour la beauté étrange de la musique, mais si on veut aller plus loin que le simple plaisir de l'oreille ou que le livre de Boris de Schloezer* (Scriabine, *librairie des Cinq Continents, 1975) en ait déjà donné le goût, on trouvera dans ces textes inédits matière à réflexion et les éléments d'une compréhension beaucoup plus profonde.* — G. C.

★ Alexandre Scriabine : « Notes et réflexions », éditions Klincksieck, 120 pages, publié avec le concours du C. N. R. S.

Une revue volatile.

Les paroles s'envolent, les écrits restent. On savait les journaux périssables et l'on espérait jusqu'ici que les revues le seraient un peu moins mais personne n'avait jamais tenté le diable. Les « Mercredis du Théâtre d'Orsay », avec leur revue musicale parlée, hebdomadaire dont le premier numéro paraîtra le 6 février, lancent donc une sorte de défi. On « achète » la revue (10 francs), on peut même s'abonner (50 francs pour dix numéros) le mercredi à 18 h. 15 et quand on rentre chez soi on a l'esprit plein et les mains libres : on a entendu des opinions, des discussions, de la musique, vu des films ou des invités et l'on n'a pas le souci de trouver la place pour ranger les numéros. Si l'on veut, le vendredi suivant à 16 heures, on peut en retrouver l'écho sur France-Culture.

L'équipe de Mercredi-Musique rappelle un peu celle de Musique en Jeu : quoique la salle du Petit Orsay soit assez exiguë, elle s'adresse à un large public non spécialisé. L'actualité, les livres, les films, les disques, les concerts, tous les sujets seront abordés en une heure et demie. Le numéro un sera consacré au film d'opéra : Wozzeck, *la* Flûte enchantée, Don Juan *(celui de Fürtwaengler) ; le n° 2 (13 février) se penchera sur le* Nez *de Chostakovitch, le n° 3 sur Schoenberg avec la participation de Charles Rosen, et le n° 4 « Spécialistes grand public » promet de passionnantes discussions. A suivre.*

★ Mercredi-Musique, chaque mercredi, à 18 h. 15, au Petit Orsay, à partir du 6 février, 10 F.

■ Le pianiste Daniel Barenboïm étant souffrant, les deux récitals qu'il devait donner au Théâtre des Champs-Elysées, les lundi 4 et mardi 5 février, sont annulés. L'une de ces soirées pourra être reportée au mardi 24 juin.

THÉATRE

« Flaubert » par le Théâtre de l'Aquarium

Un hippopotame amputé

Gustave Flaubert est mort à Croisset, il y aura bientôt cent ans, le 8 mai 1880. Alléguant cet anniversaire, les comédiens du Théâtre de l'Aquarium présentent leur nouvelle création collective : un *Portrait de Flaubert par nous-mêmes*.

Le décor, sur un sol croûteux noir, est fait de grandes vitrines comme nous en voyons, par exemple, au Musée de l'homme. Dans l'une de ces vitrines, un salon bourgeois qui figure *peut-être Croisset, mais* Croisset n'était pas comme ça, l'architecture intérieure avait plus de caractère. Dans une autre, un pilier de fonte *avec les trois feux*, vert, orange et rouge, de nos carrefours urbains, une allégorie il faut croire. Dans une autre hippopotame naturalisé, *parmi des herbes, rappel des voyages* de Flaubert sur le continent africain.

Flaubert parle plutôt des crocodiles. L'hippopotame *représente* peut-être Flaubert lui-même ; y aurait-il une lettre où il se compare à cet animal ? Il avait, là-bas, beaucoup grossi. Louise Colet, dans un poème, compare Flaubert à un buffle. Lui-même écrit : *« Je suis bœuf, sphinx, butor, éléphant, baleine, tout ce qu'il y a de plus énorme, de plus empâté et de plus lourd au moral comme au physique »*, mais il a alors vingt ans (juillet 1841). Il est bien joli garçon, et dans cette lettre il fait le clown.

Entre ces vitrines nous voyons errer un lycéen, cartable au dos, censé *représenter Flaubert garçonnet*. Il regarde Flaubert adulte, nu comme un ver, à cheval sur l'hippopotame, qui se cite lui-même à haute voix.

Assise au fond sur un podium, une jeune femme dit dans un micro des textes de Flaubert mis un peu en musique. Cette chanteuse interprète « Flaubert au gueuloir », et, *en effet*, le son est assourdissant.

C'est *un peu forcé*, et l'histoire du gueuloir de Flaubert est forcée aussi. Lorsqu'on lit *Madame Bovary, l'Éducation, Trois contes,* on constate que l'écriture de Flaubert est très nuancée, très retenue, le *contraire d'une « gueulante »*, et qu'elle est faite aussi d'une infinité d'irrégularités imperceptibles de langage qui ne se prêtent pas au pathos.

Une femme dissimulée par une ombrelle

Le gueuloir, si gueuloir il y eut vraiment, a pris fin en septembre 1849 : pendant quatre jours, à raison *de huit heures par jour, Flaubert lit* à haute voix devant Louis Bouilhet et Maxime Du Camp le texte de *la Tentation de saint Antoine*, qui, *lui, est assez sonore. Quand c'est* fini, et d'après le témoignage de Du Camp, le calme et gentil Bouilhet dit : *« Tu devrais jeter ça au feu et ne plus jamais en parler. »* La prose sonore a pris fin. Flaubert va partir faire un long voyage, puis il écrira *Madame Bovary*.

Sur la scène de l'Aquarium, nous voyons passer une femme dissimulée par une ombrelle. Gustave Flaubert *la* regarde. Est-ce un rappel de l'apparition de Mme Schlesinger sur la plage de Trouville l'été 1836 ? C'est en tout cas à cela que l'on pense, mais lorsque l'ombrelle se détourne nous voyons que la promeneuse porte une coiffe de religieuse de Saint-Cincent-de-Paul. Nous allons voir ensuite Flaubert embrasser cette personne, et même bien plus. Là, le *Portrait de Flaubert par nous-mêmes* devient carrément obscur.

Le programme nous avertit que deux comédiennes, dont la coiffe de Saint-Vincent-de-Paul, figurent « Flaubert au féminin ». S'agit-il d'une repré*sentation de l'homosexualité* de Flaubert ? Mais pourquoi vouloir qu'un homosexuel soit nécessairement féminin ? Flaubert était plutôt carrément masculin. Quantité de lettres de lui *à Bouilhet, le Poittevin, Du Camp,* dénotent un climat homosexuel flagrant, et, si l'on tient à des faits, il y a par exemple la lettre du *2 juin 1850 à Louis Bouilhet dans* laquelle Flaubert raconte clairement ce qui s'est passé, dans un établissement de bains, au Caire, entre lui *et « un jeune gaillard ». Le « portrait* de Flaubert » que montre l'Aquarium évite la représentation nette de l'homosexualité. Ce n'était d'ail*leurs peut-être pas nécessaire, mais* ce qui n'est pas satisfaisant, c'est de faire les choses à moitié.

Flaubert, lui, ne faisait rien à *moitié. Il était activement hétéro*sexuel. Il était homosexuel aussi, à l'occasion.

Les moments les plus réussis de ce « Flaubert » de l'Aquarium sont les interventions de Bouvard et de Pécuchet, surtout dans un sketch où ils discutent astronomie en examinant les planètes à la lueur de deux chandelles.

Le texte de la pièce est un montage d'actualisations de cette nature et d'extraits d'œuvres de Flaubert. Le public rit beaucoup pendant la récitation d'une page très « soignée » et assez sinistre de Flaubert sur la poitrine des femmes qui se trouve dans une lettre à Louis Bouilhet du 10 février 1851.

Texte indélicat, où la misogynie de Flaubert pointe le nez, mais que la diction mesurée de Thierry Bosc atténue. A ce propos, notons que ce spectacle de l'Aquarium fait silence sur la *phénoménale grossièreté* de Flaubert lorsqu'il parle des femmes et lorsqu'il raconte ses rencontres avec des prostituées. Phrases d'une telle muflerie qu'elles furent censurées de toutes les éditions de sa correspondance jusqu'à celle de la Pléiade en 1973 qui, pour la première fois, donne l'intégralité du texte, mais seulement jusqu'en 1851.

Les « sanglants imbéciles » de la Commune

La pornographie de Flaubert dans ces pages frappe surtout par le mépris incroyable des femmes que l'écrivain manifeste avec une félicité déchaînée, presque militante. Le cas est unique dans nos lettres, à ce degré de violence, de goujaterie. Et c'est là que la démarche des comédiens de l'Aquarium est tout de même bizarre, car dans un spectacle récent, *la Sœur de Shakespeare*, ils ont pris fait et cause pour les femmes. Les *acteurs et les actrices de l'Aquarium se donnent pour « progressistes »* ; dans son contingent assidu, leur public l'est aussi ; consacrer un spectacle à l'exceptionnel « macho » que fut Gustave Flaubert sans indiquer franchement cet aspect, c'est être « réactionnaire » par omission.

Omission plus déconcertante encore de la part de l'Aquarium : celle de l'attitude de Flaubert envers les révolutions de 1848 et surtout envers la Commune.

On sait que Flaubert assista, de loin, à des événements de rue en *février 1848, sans y prendre part.* Quand Louise Colet lui demande ensuite son sentiment sur ces journées, il évite le sujet par des tournures *spirituelles. En juin 1848, il est à* Croisset, et, dans une lettre du 4 juillet, il mentionnne simplement « les atrocités qui viennent de se *passer à Paris »*.

La Commune de Paris, maintenant. *« J'ai appris ce matin que ces messieurs de l'Hôtel de Ville s'étaient emparés de la poste. Ils me paraissent si bêtes que leur règne ne sera pas long »* (31 mars 1871). *« Quels rétrogrades, quels sauvages »* (31 mars aussi). *« Je trouve qu'on aurait dû condamner aux galères toute la Commune et forcer ces sanglants imbéciles à déblayer les ruines de Paris, la chaîne au cou, en simples forçats. Mais cela aurait blessé l'*humanité. *On est tendre pour les chiens enragés et point pour ceux qu'ils ont mordus »* (vers le 18 octobre 1871). Arrêtons *les citations*, il y en aurait des pages.

Si l'on songe aux spectacles que les acteurs de l'Aquarium ont réalisés jusqu'ici, entre autres *la Jeune Lune* sur les occupations d'usines par leurs ouvriers, il ne semble pas que ces acteurs partagent ces vues de Flaubert. Le public habituel de l'Aquarium ne les partage pas non plus. Et, toute conviction mise à part, un théâtre « politique » qui fait de Flaubert le « héros » d'une soirée en jetant un voile sur ses positions politiques si tranchées commet un petit peu un abus de confiance.

Il eût été intéressant, au contraire, de poser franchement la question. Car elle concerne aussi le Théâtre de l'Aquarium, comme elle concerne tout créateur. Flaubert ne se situait pas systématiquement « à droite », on sait qu'il avait la haine des « bourgeois ». Il haïssait la population entière. *« Ah, comme je suis las de l'ignoble ouvrier, de l'inepte bourgeois, du stupide paysan et de l'odieux ecclésiastique »*, écrit-il le 6 septembre 1871 à George Sand.

Des échecs publics

D'où lui est venue cette « lassitude » d'ensemble ? Il ne l'a pas acquise en tant que citoyen, il l'a acquise en tant qu'auteur, en voyant vers quels livres, vers quelles pièces de théâtre, se portait l'engouement du grand nombre. Les grandes œuvres, du temps de Flaubert, à commencer par *l'Éducation sentimentale* furent des échecs publics dans la plupart des cas, alors que des choses de deux sous faisaient courir les foules. Estimant la masse incapable de bien lire, Flaubert l'estimait incapable de bien penser. Le glissement, pour lui, allait de soi.

Flaubert vient de lire un livre de Scribe, qui fut un « best-seller ». Il écrit : *« L'immondicité ne va pas plus loin, rien n'y manque. O public ! Public ! Il y a des moments où, quand j'y songe, j'éprouve pour lui de ces haines immenses et impuissantes, comme lorsque Marie-Antoinette a vu envahir les Tuileries »* (29 juin 1850). Ici, le glissement du littéraire au politique apparaît à l'état pur.

Jugeant le public si mauvais lecteur, Flaubert juge la masse incapable de voter. *« Le premier remède serait d'en finir avec le suffrage universel, la honte de l'esprit humain »* (8 septembre 1871). *« Le suffrage universel, tel qu'il existe, est plus stupide que le droit divin. Vous en verrez de belles, si on le laisse vivre. La masse, le nombre, est toujours idiot »* (4 ou 5 octobre 1871, à George Sand).

Les comédiens du Théâtre de l'Aquarium sont conduits à tenir compte des réactions du « public », puisqu'ils doivent faire vivre leur théâtre et continuer à s'exprimer. Après une très belle pièce, *A Quiou*, *qui fut mal comprise du public*, ils réussirent un coup de maître avec *la Jeune Lune*, œuvre d'une intelligence rare et dramatiquement ac*complie. Cet exploit leur a apporté*, à la Cartoucherie comme dans nos provinces, un public nombreux, fidèle, qui, désormais, « en redemande ». Or, depuis *la Jeune Lune*, le niveau de l'Aquarium a tendance à fléchir.

Ce théâtre, cédant à une mode mais aussi à la facilité, abandonne la *vraie création pour des montages* de lectures ou d'enregistrements au magnétophone, présentés d'une manière plaisante. Ce faisant, les dé*cors et les mises en scène de* l'Aquarium sont de plus en plus beaux, le jeu des acteurs est de plus en plus sûr, et c'est déjà beaucoup, *dira-t-on, sur ces plans la troupe* progresse. Mais l'esprit, la conscience, la tenue des œuvres, diminuent.

Avec ce « Flaubert », qui, sauf les interventions de Bouvard et Pécuchet, reste une illustration extérieure et souvent aléatoire d'un écrivain *considérable à propos duquel il fal*lait faire mieux, le Théâtre de l'Aquarium atteint la cote d'alarme, d'autant plus que, nous l'avons montré, les difficultés de l'entreprise ont été froidement évitées.

Bien sûr, c'est drôle. Bien sûr, c'est brillant. Mais le soir de la première, à voir par moments l'air plus que désemparé des acteurs devant des rires bêtes, des réactions à côté des quelques membres de leur public, il était facile de prendre la mesur d'un malentendu, d'un décalage qui déjà menacent ce théâtre. Il devra se ressaisir. Il devra estimer son public et non viser plus bas que lui.

Si ce « Flaubert » a été commenté ici d'une manière si exigeante, c'est que, avec *la Jeune Lune* et *A Quiou*, l'Aquarium s'était affirmé comme l'un des espoirs les plus sûrs, les plus généreux du théâtre de ce pays.

MICHEL COURNOT.

EXPOSITIONS

L'école de New-York chez elle

(Suite de la première page.)

Still avait vécu à Paris, où il avait pris l'accent surréaliste qu'on retrouve dans son œuvre à travers l'imagerie de ses tableaux et aussi la modestie de leur taille. Ce point est important, car le « style new-yorkais » commence avec la dimension des tableaux, qui passe pour une valeur nouvelle. L'œuvre de Still change de nature à partir de 1940. Dans ces soixante-dix-neuf toiles, presque toutes très grandes, le renouveau se perçoit par le changement du format et par la montée d'une écriture verticale et linéaire.

Il y a, dans ces tableaux, une unité saisissante, toujours à la frontière de la répétition et de la monotonie. Même montée de flammes figées dans leur mouvement, mêmes grandes Rocheuses évocatrices des pastitudes du paysage américain. De tous les peintres de l'école de New-York, Still est le seul qui soit une sorte de paysagiste, paysagiste abstrait ouvrant les portes au sentiment panthéiste de l'infini et des grands éléments : le feu et le minéral, l'eau et l'air dans un grand espace en fusion.

*Que sa peinture n'*exprime pas directement, comme chez Kline ou Pollock, la violence du milieu urbain explique peut-être que ce peintre soit *resté relativement à* l'écart de l'école new-Yorkaise. Son esthétique mesurée n'entre pas dans le système critique de l'art mêlé à la vie qui fut *l'originalité des* expressionnistes abstraits américains. Depuis 1940, Still semble peindre inlassablement le même tableau. Le parcours des lignes diffère, les couleurs changent, mais l'espace frontal, qui suit des méan*dres* arbitraires, quoique assumés avec précision, de rapports de couleurs et de formes, ne varie pas. Ce style de Still, c'est l'homme *lui même*, solitaire, fermé, habité par la foi du charbonnier en ce *qu'il fait.*

Ad Reinhardt, que présente le musée Guggenheim, sur la Cinquième Avenue, est lui aussi un cas à part dans cette école, dont la cohésion semble décidément tenir à la vitalité d'un moment et donc à une unité de temps, plutôt qu'à une unité de style. Lui non plus n'est pas de ces peintres qui liaient l'art à la vie, selon la philosophie qui a accompagné la montée new-yorkaise. Pour lui, l'art se fait avec de l'art et ne peut être que de l'art.

Le dernier tableau de Reinhart

L'œuvre de ce peintre géométrique abstrait a suivi une progression logique et presque fatale pour aboutir, par voie de simplification, à *réduire* au minimum le jeu des formes et des couleurs et ouvrir les portes à la contemplation, ultime fonction du tableau, qui deviendrait une machine à faire opérer mentalement le spectateur. Ad Reinhardt voulait peindre le dernier tableau. Un tableau après lequel il faudrait recommencer à zéro, sur d'autres bases.

Margit Rowell, l'organisatrice de cette exposition, compare le par*cours de Reinhardt à celui de Mon*drian, qui vécut ses dernières années à New-York. C'est à juste titre qu'elle retrouve chez les deux *peintres des analogies dans l'évolu*tion de leurs œuvres respectives. La figuration au début, le démantèlement de la construction cubiste par la suite, puis *l'étalement* figuratif en carrés flottants. Chez Reinhardt, ceux-ci semblent suspendus dans un papillotement poétique où se fondent les contours des formes géométriques. Mais là s'arrête le parallèle.

La peinture de Reinhardt a pris, durant les dernières années de sa vie, un virage qu'on lierait plus volontiers à Malevitch, le peintre de la sensibilité pure, avec ses tableaux aux grands carrés noirs et blancs sur blanc. Et cette exposition est précisément consacrée aux derniers tableaux monochromes, apparemment uniformément noirs, de Reinhardt, les « late paintings » selon la tradition nouvelle des musées américains, lancée par William Rubin au Moma, avec les « late Cézanne », qui connut un extraordinaire succès l'an dernier, et fut suivie par les « late Monet » puis par les « late Matisse » au Met. Plutôt que de vastes et coûteuses rétrospectives, les musées new-Yorkais tendent à multiplier ces expositions qui procèdent à l'analyse d'un moment particulier chez un artiste.

Tel est le cas pour ces trente-quatre peintures de 1950 à 1967, année de la mort du peintre, qui reprennent son ultime cheminement à travers la couleur. Quelques tableaux anciens soulignent l'aventure des carrés suspendus dans un grand tissu de picturalité claire et fondue où dominent de tendres rouges et bleus, avant la réduction progressive des couleurs jusqu'à la monochromie en noir, et des formes géométriques ramenées à la réalité du rectangle ou du carré du tableau lui-même.

Les peintures noires de Reinhardt étaient la conclusion d'une démarche qui aboutissait à mettre *tout le jeu des formes et des couleurs* au point mort. Apparemment, du moins. Il faut rester longtemps devant ces tableaux avant que l'œil n'y décèle le monde de réalités picturales, noir sur noir, dont la lumière fait apparaître les différences et les architectures internes, variant indéfiniment sur un même thème au rythme incantatoire.

Ad Reinhardt fut désigné après sa mort par les artistes minimalistes comme un précurseur de leur mouvement, alors qu'ils n'ont fait que formaliser sa démarche et plutôt simulé le purisme des formes architecturales du style *international*. Les artistes de l'école de New-York, ceux de la première génération comme ceux de la suivante, ont toujours mal assumé le manque de perspective historique. D'où cette quête de racines, d'un côté, et, de l'autre, l'affirmation d'une émergence à partir de l'expérience américaine.

David Smith avant la sculpture

Mort à l'âge de cinquante-neuf ans, à la suite d'un accident d'automobile, David Smith est considéré comme le plus important sculpteur de l'école de New-York, sculpteur soudant le fer, un morceau à l'autre, avec ce sens de l'acte direct et héroïque qui a caractérisé l'art américain des années 40. Il avait commencé par un faux pas : la peinture, qu'il réussit à faire oublier. Il dessinait aussi, mais ne le faisait pas savoir. Son œuvre sur papier, à l'encre noire ou en couleurs travaillées avec un pinceau large, dont le Whitney Museum montre cent *quarante numéros, est peu connue.* Comme Still et comme Reinhardt, David Smith s'était abreuvé aux sources de la peinture moderne en France, *au cubisme, au surréalisme*, à l'abstraction géométrique. Et, comme eux, il parlait et écrivait d'abondance sur son art. D'où *le tenait-il*, son art qui a mis *si* longtemps à monter, jusqu'à l'approche de la maturité ? Il répondit dans un poème célèbre sur les rapports de l'art et de la vie quotidienne : « De l'histoire de l'art et du mythe de l'homme ; de la moitié d'une carcasse de poulet mâché ; et de l'épine dorsale d'un maquereau salé frit... »

Cette exposition est une découverte. Ce sculpteur abstrait tout à fait héraldique a dessiné pour lui, *à la manière surréaliste, puis avec la liberté* d'un inventeur de constructions linéaires sur de blanches feuilles de papier qui étaient son *laboratoire de recherche*. Recherche de lui-même et recherche d'idées de sculptures. Il avait étudié, pendant les années 30, dans l'atelier de Jan Matulka, peintre d'origine tchèque, qui avait repris à New-York l'enseignement de Fernand Léger, dont il était proche, et auquel le Whitney consacre également une exposition. C'est Matulka qui avait initié David Smith à l'art des Picasso, des Mondrian, des Kandinsky... Smith avait également vécu, en 1937, à Paris, où il avait découvert l'œuvre sculpté de Gonzales, l'inventeur de la sculpture ouverte soudée, après en avoir reçu le choc à travers des reproductions dans les « Cahiers d'art ».

David Smith dessinait sans avoir, a-t-il raconté, conscience de son insuffisance, jusqu'au jour où, en 1935, il visita à *l'Orangerie des* Tuileries, une exposition de cinq cents dessins flamands et hollandais. C'est là qu'il réalisa l'importance d'être un bon dessinateur. *Ce qu'il ne devint pas nécessai*rement, le dessin étant pour lui un préambule à toute sculpture.

Ses dessins sont un monde d'intuitions où rien n'est *tout à fait* accompli. Tout y est ébauche, montée volcanique et structuration d'idées, de lignes et de formes. On y lit, très directes, les influences de Picasso et de Gonzales, dont il a assimilé l'art avant de s'envoler de ses ailes d'acier soudées à l'arc qui identifient la sculpture new-Yorkaise de ces années.

JACQUES MICHEL.

SPECTACLES

théâtres

Nouveaux spectacles

Théâtre Marie-Stuart (508-17-80), 20 h. 30 : Tricoter à Pontoise.

Les salles subventionnées et municipales

Opéra (742-57-50), 19 h. 30 : l'Enlèvement au sérail.
Salle Favart (296-12-20), 20 h. : Récital Colette Herzog (Berlioz, Debussy, Messiaen).
Comédie-Française (296-10-20), 20 h. 30 : Dom Juan.
Centre Pompidou (277-12-33), 19 h. 30 : Le mime Pradel ; 19 h. : L'Amérique en crise (débat).

Les autres salles

Cartoucherie, Théâtre du Soleil (374-24-08), 20 h. : Méphisto.
Comédie Caumartin (742-43-41), 21 h. : la Cuisine des anges.
Daunou (261-69-14), 21 h. : l'Homme, la Bête et la Vertu.
Fontaine (874-74-40), 21 h. : les Jeanne.
Grand Hall Montorgueil (233-80-78), 21 h. : Mascafemme.
Huchette (326-38-99), 20 h. 30 : la Leçon ; la Cantatrice chauve.
Lucernaire (544-57-34), Théâtre noir, 19 h. : En compagnie d'A. Chedid ; 20 h. 30 : Stratégie pour deux jambons ; 22 h. 15 : A la recherche du temps perdu. — Théâtre rouge, 19 h. : En compagnie de Ritsos ; 20 h. 15 : Albert ; 21 h. 30 : Dog's Dinner.
Musée des monuments français (727-35-74), 20 h. 30 : Une fille à brûler.
Nouveautés (770-52-76), 21 h. : Un clochard dans mon jardin.
Oblique (355-02-94), 20 h. 30 : le Cuisinier de Warburton.
Palais des congrès (758-27-78), 20 h. 45 : Danton et Robespierre.
Plaisance (320-00-06), 20 h. 30 : le Bleu du ciel.
Théâtre d'Edgar (322-11-02), 20 h. 45 : L'arche du pont n'est plus solitaire.
Théâtre du Marais (278-03-53), 20 h. 30 : les Amours de Don Perlimplin ; 22 h. 15 : Dracula-Waltz.
Théâtre Marie-Stuart (508-17-80), 22 h. 30 : Qui n'a pas son minotaure ?

Les chansonniers

Caveau de la République (278-44-45), 21 h. : Raymond ou Comment s'en dé... Babarrasser
Deux-Anes (606-10-26), 21 h. : Pétrole... Ane.

Le music-hall

Olympia (742-25-49), 21 h. : Susana Rinaldi.
Théâtre Marie-Stuart (508-17-80), 18 h. 30 : Vermonton-Plage.
Porte-Saint-Martin (607-37-53), 21 h. : le Grand Orchestre du Splendid.

Jazz, pop' et folk

Caveau de la Huchette (326-65-05), 21 h. 30 : Marc Laferrière.
Chapelle des Lombards (236-65-11), 20 h. 30 : M. Portal et E. Kuffler ; 22 h. 45 : Azuquita y su Melao.
Cité internationale (589-67-57), 21 h. : Beline et Blanchard, folk.
Dreher (233-48-44), 22 h. : Alain Jean Marie Quartet.
Dunois (584-72-00), 20 h. 30 : Quartet Kl.
Palace (246-10-87), 20 h. 30 : Ellen Polley.
Riverbop (325-93-71), 21 h. 30 : Aldo Romano Quintet.

La danse

Palais des sports (828-40-90), 20 h. 30 : Ensemble national folklorique polonais Mazowsze.

Les concerts

Salle Gaveau, 21 h. : Ensemble orchestral de Paris, dir. G Navarro, sol. N. Yepes (Turina, Rodrigo, Mozart, Schubert).
Théâtre de la Plaine, 20 h. 30 : P. Baubet-Gony (Liszt, Mozart, Baubet-Gony...).
Lucernaire, 19 h. 30 : T. Mercier, guitare (Fleury, Barrios...).
Salle Berlioz, 20 h. 30 : A. Munier, J.-B. Dartigolles (Chopin, Scriabine, Ravel, Duparc).
Athénée, 21 h. : M.-F. Bucquet, B. Rigutto, Ch. Helffer (Mozart, Haydn, Beethoven...).
Ranelagh, 20 h. 30 : Orchestre des Concerts Lamoureux, dir. R. Martignoni (Saint-Saëns, Landowski, Prokofiev).
Salle Cortot, 20 h. 30 : G. Bérard (Liszt, Bartok).
Radio-France, grand auditorium, 20 h. 30 : Cycle acousmatique (Dionnet, Schwarz).
Théâtre des Deux-Portes, 20 h. 30 : G. Laurens, M. Courrèges, M. Reinhard (Mozart, Schubert).

Lundi 4 février

Les cafés-théâtres

Au Bec fin (296-29-35), 19 h. 45 : le Bel Indifférent ; le Menteur ; 21 h. : Pinter and Co. ; 22 h. 15 : la Revanche de Nana.
Blancs-Manteaux (887-16-70), 20 h. 15 : Areuh = MC 2 ; 22 h. 30 : Cause à mon c..., ma télé est malade.
Caf' Conc' (372-71-15), 21 h. : Phèdre à repasser ; 22 h. 30 : Paris 80 ; 23 h. : Segelstein ; 24 h. : Contes et légendes.
Café d'Edgar (322-11-02), I, 20 h. 30 : Charlotte ; 22 h. : les Deux Suisses ; 23 h. 15 : Couple-moi l'souffle. — II, 22 h. 30 : Tallia.
Coupe-Chou (272-01-73), 20 h. 30 : le Petit Prince ; 22 h. : le Silence de la mer ; 23 h. : Pétrolimonade.
L'Ecume (542-71-16), 20 h. 30 : A. Tomé.
Le Fanal (233-91-17), 19 h. 45 : F. Brunold ; 21 h. 15 : le Président.
Petit Casino (278-36-50), I, 21 h. : Racontez-moi votre enfance ; 22 h. 15 : R. Obaldia. — II, 20 h. 45 : Abadi-don ; 22 h. 30 : R. Marino.
Sélénite (354-53-14), 21 h. : les Amitiés particulières de Verlaine et Rimbaud.
Théâtre de Dix-Heures (606-07-48), 20 h. 30 : Y. Dautin ; 21 h. 20 : les Jumelles.
Théâtre des Quatre-Cents-Coups (329-39-69), 20 h. 30 : le Plus Beau Métier du monde ; 21 h. 30 : Magnifique, magnifique.

Dans la région parisienne

Ville-d'Avray, château (926-44-02), 21 h. : Atelier-Musique de Ville-d'Avray.
Vincennes, M. J. C. (374-73-74), 21 h. : Quelle belle vie, quelle belle mort.

cinémas

Les films marqués (*) sont interdits aux moins de treize ans (**) aux moins de dix-huit ans.

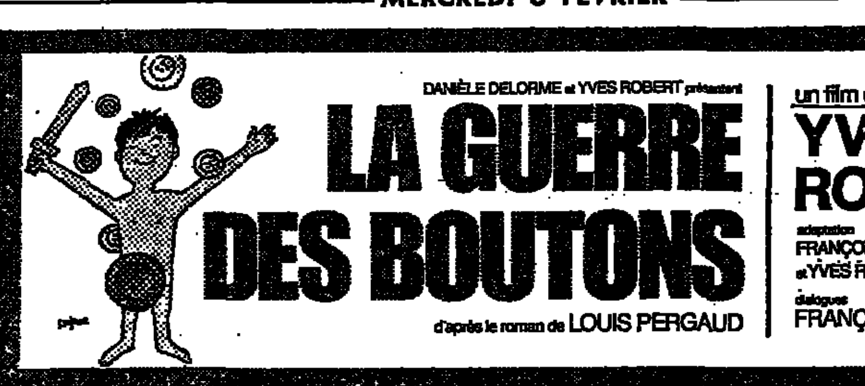
La cinémathèque

Chaillot (704-24-24), relâche.
Beaubourg (278-35-57), 15 h. et 19 h., Cinéma russe et soviétique (15 h. : la Dernière Nuit, d'Y. Raizman ; 19 h. : les Treize, de M. Romm) ; 17 h. et 21 h., Cinéma italien (17 h. : Marcher ou mourir, de G. de Santis ; 21 h. : Morire Gratis, de S. Franchina).

Les exclusivités

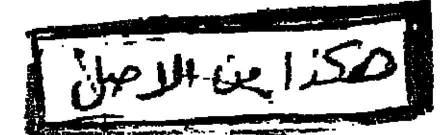
AIRPORT 80 CONCORDE (A., v.o.) : Elysées Point Show, 8e (225-67-29). — V.f. : Maxéville, 9e (770-72-86).
ALIEN (A., v.o.) : Contrescarpe, 5e v. o.) : Saint-André-des-Arts, 6e (325-78-37), U. G. C. Marbeuf, 8e (225-18-45). — V f. : Haussmann, 9e (770-47-55) ; Espace-Gaîté, 14e (320-99-34).
L'AMOUR-MENSONGE (Fr.) : Marais, 4e (278-47-86).
APOCALYPSE NOW (A., v.o.) : France-Elysées, 8e (723-71-11). — V.f : Capri, 2e (508-11-69).
LA BANDE DES QUATRE (A., v.o.) : Biarritz, 8e (723-69-23).
BASTIEN ET BASTIENNE (Fr.) : Forum des Halles, 1er (297-53-74) ; Quintette, 5e (354-35-40) ; Elysées-Lincoln, 8e (359-36-14) ; Parnassiens, 14e (329-83-11).
LES BRONZES FONT DU SKI (Fr) : U G C Marbeuf, 8e (225-18-45) ; Haussmann, 9e (770-47-55)
BUFFET FROID (Fr.) 14-Juillet-Beaugrenelle, 15e (575-79-79) ; Paramount-Marivaux, 2e (296-80-40) ; Studio-Médicis, 5e (633-25-97) ; Paramount-City, 8e (225-45-76) ; Paramount-Elysées, 8e (359-49-34) ; Paramount-Opéra, 9e (742-56-31) ; Paramount-Bastille, 11e (343-79-17) ; Paramount-Galaxie, 13e (580-18-03) ; Paramount-Montparnasse, 14e (329-90-10) ; Paramount-Maillot, 17e (758-24-24)
CABO BLANCO (A., v.o.) : U.G C. Odéon, 6e (325-71-08) ; Ermitage, 8e (359-15-71). — V.f. : Rex, 2e (236-83-93) ; Helder, 9e (770-11-24) ; U G C Gobelins, 13e (336-23-44) ; Miramar, 14e (320-89-52) ; Mistral, 14e (539-52-43) ; Magic-Convention, 15e (828-20-64) ; Paramount-Montmartre, 18e (606-34-25) ; Secrétan, 19e (206-71-33)
C'EST ENCORE LOIN L'AMERIQUE ? (Fr.), Berlitz, 2e (742-60-33) ; Montparnasse 83, 6e (544-14-27) ; George V, 8e (225-41-46) ; Saint-Lazare Pasquier, 8e (387-35-43).
C'EST PAS MOI, C'EST LUI (Fr.), Richelieu, 2e (233-56-70) ; Gaumont Les Halles, 1er (297-49-70) ; Quintette, 5e (354-35-40) ; Ambassade, 8e (359-19-08) ; Français, 9e (770-33-88) ; Fauvette, 13e (331-56-86) ; Montparnasse-Pathé, 14e (322-19-23) ; Gaumont-Convention, 15e (828-42-27) ; Victor-Hugo, 16e (727-49-75) ; Wepler, 18e (387-50-70) ; Gaumont-Gambetta, 20e (797-02-74).
C'ETAIT DEMAIN (A., v.o.), Gaumont Les Halles, 1er (297-49-70) ; Saint-Germain Studio, 5e (354-42-72) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; (v.f.), Impérial, 2e (742-72-52) ; Capri, 2e (508-11-69) ; Montparnasse-Pathé, 14e (322-19-23) ; Gaumont-Sud, 14e (331-51-16) ; Cambronne, 15e (734-42-96) ; Clichy-Pathé, 18e (522-37-41).
LE CHEMIN PERDU (Fr.), Studio Cujas, 5e (354-89-22).
CLAIR DE FEMME (Fr.), U.G.C. Opéra, 2e (261-50-32).
CORPS A CŒUR (Fr.) (*), Le Seine, 5e (325-95-99) H. Sp.
CUL ET CHEMISE (A., v. o.), Marignan, 8e (359-92-82) ; (v.f.), Berlitz, 2e (742-60-33) ; Athéna, 12e (343-07-48).
LA DEROBADE (Fr.) (*), U.G.C. Opéra, 2e (261-50-32) ; U.G.C. Marbeuf, 8e (225-18-45).
DON GIOVANNI (Fr., v. It.), Gaumont Les Halles, 1er (297-49-70) ; Quartier Latin, 5e (326-84-65) ; Gaumont Rive Gauche, 6e (548-26-36) ; Gaumont Champs-Elysées, 8e (359-04-67).
LA FEMME FLIC (Fr.), Gaumont les Halles, 1er (297-49-70) ; Berlitz, 2e (742-60-33) ; Richelieu, 2e (233-56-70) ; Saint-Germain-Village, 5e (633-87-59) ; Concorde, 8e (359-92-84) ; Fauvette, 13e (331-56-86) ; Montparnasse-Pathé, 14e (322-19-23) ; Gaumont-Sud, 14e (331-51-16) ; 14 Juillet-Beaugrenelle, 15e (575-79-79) ; Clichy-Pathé, 18e (522-37-41) ; Gaumont-Gambetta, 20e (797-02-74).
FIN D'AUTOMNE (Jap.) v.o. : Saint-André-des-Arts, 6e (326-48-18).
GENESE D'UN REPAS (Fr.), La Clef, 5e (337-90-90) ; Forum des Halles, 1er, (297-53-74).
LA GUERRE DES POLICES (Fr.) (*), Normandie, 8e (359-41-18) ; Caméo, 9e (246-66-44).
LA GUEULE DE L'AUTRE (Fr.), Colisée, 8e (359-29-46) ; Madeleine, 8e (742-03-13) ; Gaumont les Halles, 1er (297-49-70) ; Gaumont-Convention, 15e (828-42-72) ; Ternes, 17e (380-10-41).
HAINE (Fr.) (**), Colisée, 8e (359-29-46) ; Français, 9e (770-33-88) ; Parnassiens, 14e (329-83-11).
HAIR (A.), v.o. : Palais des Arts, 3e (272-62-98).
HEUREUX COMME UN BEBE DANS L'EAU (Fr.), la Clef, 5e (337-90-90).
I COMME ICARE (Fr.), Mercury, 8e (225-75-90) ; Paramount-Opéra, 9e (742-56-31) ; Nation, 12e (343-04-67) ; Paramount-Galaxie, 13e (580-18-03) ; Montparnasse-Pathé, 14e (322-19-23) ; Cambronne, 15e (734-42-96).
INTERIEURS (A.), v.f. : Calypso, 17e (380-30-11).
LA LEGION SAUTE SUR KOLWEZI (Fr.) : Rex, 2e (236-83-93). ; Bretagne, 6e (222-57-97) ; Normandie, 8e (359-41-18) ; Caméo, 9e (246-66-44) ; U.G.C. Gare de Lyon, 2e (343-01-59) ; U.G.C. Gobelins, 13e (336-23-44) ; Mistral, 14e (539-52-43) ; Magic-Convention, 15e (828-20-64) ; Les Tourelles, 20e (636-51-98).
LIES PAR LE SANG (A., v.o.) : Saint-Michel, 5e (326-79-17) ; Elysées-Cinéma, 8e (225-37-90) ; v.f. : Rotonde, 6e (633-08-22) ; Rio-Opéra, 2e (742-82-54).
LA LUNA (It., v.o.) (**) : Epée-de-Bois, 5e (337-47-57).
MAMAN A CENT ANS (Esp., v.o.) : Saint-Germain-Huchette, 5e (633-87-59).
MANHATTAN (A., v.o.) : Studio Alpha, 5e (354-39-47) ; Paramount-Odéon, 6e (325-59-83) ; Publicis Champs-Elysées, 8e (720-76-23) ; Paramount-Elysées, 8e (359-49-34) ; v.o. et v.f. : Paramount-Montparnasse, 14e (329-90-10) ; v.f. : Paramount-Opéra, 9e (742-56-31) ; Paramount-Gobelins, 13e (707-12-28) ; Paramount-Orléans, 14e (540-45-91) ; Convention Saint-Charles, 15e (579-33-00) ; Paramount-Maillot, 17e (758-24-24).
MAMITO (Fr.) : Palais des Arts, 3e (272-62-98) ; La Clef, 5e (337-90-90) ; Espace Gaîté, 14e (320-99-34) ; Moulin-Rouge, 18e (606-63-26).
LE MARIAGE DE MARIA BRAUN (All., v.o.) : 14-Juillet-Beaugrenelle 15e (575-79-79) ; U.G.C. Odéon, 6e (325-71-08) ; Biarritz, 8e (723-69-23) ; v.f. : U.G.C. Opéra, 2e (261-50-32) ; Caméo, 9e (246-66-44) ; U.G.C. Gare de Lyon, 12e (343-01-59) ; U.G.C. Gobelins, 13e (336-23-44) ; Mistral, 14e (539-52-43) ; Bienvenue-Montparnasse, 15e (544-25-02) ; Murat, 16e (651-99-75).
METEOR (A., v.o.) : Ermitage, 8e (359-15-71) ; v.f. : Rex, 2e (236-83-93) ; U.G.C. Opéra, 2e (261-50-32) ; Miramar, 14e (320-89-52) ; Secrétan, 19e (206-71-33).
MOLIERE (Fr.) : Styx, 5e (633-08-40).
MOONRAKER (A., v.f.) : Paramount-Marivaux, 2e (296-80-40).
LA MORT EN DIRECT (Fr., vers. Ang.) : Quintette, 5e (354-35-40) ; Hautefeuille, 6e (633-79-38) ; Par-

MERCREDI 6 FÉVRIER









SPECTACLES

nassien, 14e (329-83-11); v.f. : Mayfair, 16e (525-27-06) ; Colisée, 8e (359-29-46) ; Richelieu, 2e (233-56-70) ; Berlitz, 2e (742-60-33) ; Gaumont - Les - Halles, 1er (297-49-70) ; Montparnasse 83, 6e (544-14-27) ; Nation, 12e (343-04-67) ; P.L.M.-Saint-Jacques, 14e (589-68-42) ; Gaumont-Convention, 15e (828-42-27) ; Wepler, 18e (387-50-70).

NOUS ETIONS UN SEUL HOMME (Fr.) (**) : Le Seine, 5e (325-95-99).

LE PIEGE A CONS (Fr.) : Studio Raspail, 14e (320-38-98).

LES PETITES FUGUES (Fr.) : Studio Git-le-Cœur, 6e (326-80-25).

LE PULL-OVER ROUGE (Fr.) : Paramount-Montparnasse, 14e (329-90-10).

RENCONTRE AVEC DES HOMMES REMARQUABLES (Ang., v.o.) : Cluny-Ecoles, 5e (354-20-12) ; Magic-Convention, 15e (828-20-64).

REGGAE SUNSPLASH (A., v.o.) : Palais-des-Arts, 3e (272-62-98) ; Luxembourg, 6e (633-97-77) ; Elysées-Point-Show, 8e (225-67-29).

REGARDE, ELLE A LES YEUX GRANDS OUVERTS (Fr.) (*) : Saint-Séverin, 5e (354-50-91).

LE REGNE DE NAPLES (All.-It., v. o.) : Saint - André - des - Arts, 6e (326-48-18) ; La Pagode, 7e (705-12-15).

RIEN NE VA PLUS (Fr.) : Impérial, 2e (742-72-52) ; U.G.C.-Marbeuf, 8e (225-18-45).

SANS ANESTHESIE (Pol., v.o.) : Studio de la Harpe, 5e (354-34-83).

SARTRE PAR LUI-MEME (Fr.) : Studio Cujas, 5e (354-89-22). H. Sp.

LES FILMS NOUVEAUX

COMME UNE FEMME, film français de Christian Dura : U.G.C. Opéra, 2e (261-50-32) ; U.G.C. Danton, 6e (329-42-62) ; U.G.C. Biarritz, 8e (723-69-23) ; *Caméo, 9e (246-66-44)* ; Convention Saint-Charles, 15e (579-33-00) ; Bienvenuë-Montparnasse, 15e (544-25-02).

KWAIDAN, film japonais de Masaki Kobayashi (version intégrale : 4 contes), v.o. : Olympic, 14e (542-67-42).

LES PHALLOCRATES, film français de Claude Pierson : Boul' Mich, 5e (354-48-29) ; Saint-Lazare-Pasquier, 8e (387-35-43) ; Monte-Carlo, 8e (225-09-83) ; Nation, 12e (343-04-67) ; Parnassiens, 14e (329-83-11) ; Richelieu, 2e (233-56-70) ; Clichy-Pathé, 18e (522-37-41).

RETOUR EN FORCE, film *français de Jean-Marie Poiré* : Quintette, 5e (354-35-40) ; U.G.C. Gare de Lyon, 12e (343-01-59) ; Murat, 16e (651-99-75) ; Berlitz, 2e (742-60-33) ; Richelieu, 2e (233-56-70) ; Concorde, 8e (359-92-84) ; Montparnasse-Pathé, 14e (322-19-23) ; Gaumont-Convention, 15e (828-42-27) ; Clichy-Pathé, 18e (522-37-41) ; Gaumont-Gambetta, 20e (797-02-74).

HULK REVIENT, film américain de Kenneth Johnson. V.o. : Marignan, 8e (359-92-82) V.f. : A.B.C., 2e (236-55-54) ; Balzac, 8e (561-10-60) ; Madeleine, 8e 742-03-13) ; Montparnasse 83, 6e (544-14-27) ; U G.C. Danton, 6e *(329-42-62)* ; Eldorado, 10e (208-18-76) ; Fauvette, 13e (331-56-86) ; Gaumont-Sud, 14e (331-51-16) ; Cambronne, 15e (734-42-96) ; Clichy-Pathé, 18e (522-37-41).

ARRETE DE RAMER, T'ES SUR LA PLAGE, film américain de Ivan Reitman. V.o. : Paramount-City, 8e (225-45-76). V.f. : Mistral, 14e (539-52-43) ; Convention Saint-Charles, 15e (579-33-00) ; Max-Linder, 9e 770-40-04) ; Paramount-Opéra, 9e (742-56-31) ; Paramount-Bastille, 12e (343-79-17) ; Paramount - Galaxie, 13e (580-18-03) ; Paramount-Montparnasse, 14e (329-90-10) ; Paramount-Maillot, 17e (758-24-24) ; Paramount - Montmartre, 18e 606-34-25).

LE QUINTETTE DE SVEN KLANG, film suédois de Stellan Olsson (v.o.) : Studio des Ursulines, 5e (354-39-19).

LE SEIGNEUR DES ANNEAUX (A., v.o.) : J. Cocteau, 5e (354-47-62) ; Publicis Saint-Germain, 6e (222-72-80) ; Publicis Matignon, 8e (359-31-97) ; Publicis Champs-Elysées, 8e (720-76-23). — V.F. : Paramount-Opéra, 9e (742-56-31) ; Paramount-Bastille, 12e (343-79-17) ; Paramount - Orléans, 14e (540-45-91) ; Paramount-Montparnasse, 14e (329-90-10) ; Convention Saint-Charles, 15e (579-33-00) ; Paramount-Maillot, 1er (758-24-24).

SIBERIADE (Sov., v.o.) : Cosmos, 6e (548-62-25).

SIMONE DE BEAUVOIR (Fr.) : Studio Cujas, 5e (354-89-22). H. sp.

LE SOLEIL EN FACE *(Fr.)* : *U.G.C.* Danton, 6e (329-42-62) ; Biarritz, 8e (723-69-23) ; Epée de Bois, 5e (337-57-47).

LE TAMBOUR (All., v.o.) : U.G.C. Odéon, 6e (325-71-08) ; Balzac, 8e (561-10-60).

LE TESTAMENT DU DOCTEUR MABUSE (All., v.o.) : Olympic St-Germain, 6e (222-87-23) ; Olympic, 14e (542-67-42).

TESS (Fr.-Brit., v. angl.) : Hautefeuille, 6e (633-79-38) ; Elysées-Lincoln, 8e (359-36-14) ; Parnassien, 14e (329-83-11). — V.F. : Impérial, 2e (742-72-52).

TETES VIDES CHERCHENT COFFRE PLEIN (A., v.o.) : Paramount-City, 8e (225-45-76). — V.F. : Paramount-Opéra, 9e (742-56-31) ; Paramount - Montparnasse, 14e (329-90-10).

TOUS VEDETTES (Fr.) : Paris, 8e (359-53-99) ; Cinémonde-Opéra, 9e (770-01-90) ; Gaumont-Sud, 14e (331-51-16) ; Montparnasse-Pathé, 14e (322-19-23) ; Clichy-Pathé, 18e (522-37-41).

TRES INSUFFISANT (Fr.) : Marais, 4e (278-47-86) ; La Clef, 5e (337-90-90) ; Espace Gaîté, 14e (320-99-34).

UN COUPLE PARFAIT (A., v.o.) : Studio de la Harpe, 5e (354-34-83) ; U.G.C. Danton, 6e (329-42-62) ; Biarritz, 8e (723-69-23) ; Parnassien, 14e (329-83-11) ; Olympic, 14e *(542-67-42)* ; *14 Juillet*-Bastille, 11e (357-90-81) ; U.G.C Opéra, 2e (261-50-32).

LE VOYAGE EN DOUCE (Fr.) : Paramount-Marivaux, 2e (296-80-40) ; Quintette, 5e (354-35-40) ; Hautefeuille, 6e *(633-79-38)* ; *La Pagode* 7e (705-12-15) ; Montparnasse 83, 6e (544-14-27) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; Saint-Lazare Pasquier, 8e (387-35-43) ; Athéna, 12e (343-07-48) ; Paramount-Galaxie, 13e *(580-18-03)* ; 14 Juillet-Beaugrenelle, 15e (575-79-79) ; Passy, 16e (288-62-34).

Les grandes reprises

ALICE'S RESTAURANT (A., v.o.) : Opéra Night, 2e (296-62-56).

ANNIE HALL (A., v.o.) : Cinoche Saint-Germain, 6e (633-10-82).

L'ARBRE AUX SABOTS (It., v.o.) : Templiers, 3e (272-94-56).

AROUND THE STONES *(A., v.o.)* : Vidéostone, 6e (325-61-34), H. Sp. S., L.

ARSENIC ET VIEILLES DENTELLES (A., v.o.) : Mac Mahon, 17e (380-24-81).

AVENTURES DE ROBIN DES BOIS (A., v.f.) : Studio de l'Etoile, 17e (380-19-93), H. Sp.

LE CID (A., v.f.) : Broadway, 16e (527-41-16).

LES CONTES DE CANTERBURY (It., v.o.) : Actua Champo, 5e (354-51-60).

LA COLLECTIONNEUSE (Fr.) : 14 Juillet Parnasse, 6e (326-58-00)

LE CRIME DE L'ORIENT EXPRESS (A., v.o.) : Palace Croix Nivert, 15e (374-95-04).

LE DERNIER ROUND (A.) : Marais 4e (278-47-86) ; Panthéon, 5e (354-15-04).

DERSOU OUZALA (Sov., v.o.) : Templiers, 2e (272-34-56).

LES DIABLES (A., v.o.) (**) : Lucernaire, 6e (544-57-34).

UN DIMANCHE COMME LES *AUTRES (A., v. o.)* : *Ranelagh, 16e* (288-64-44). H. sp.

DROLE DE DRAME (Fr.) : Studio Logos, 5e (354-26-42).

LES ENCHAINES (A., v.o.) : Olympic, 14e (542-67-42) ; 14 Juillet Bastille, 11e (357-90-81) ; Hautefeuille, 6e (633-79-38) ; Elysées Lincoln, 8e (359-36-14) ; Parnassiens, 14e (329-83-11).

LE FAUCON MALTAIS (A., v.o.) : Action Christine, 6e (325-85-78).

FANTASIA (A., v.f.) : Lumière, 9e (246-49-07).

FRENZY (A., v.o.) : Studio Bertrand, 7e (783-64-66).

LE GRAND SOMMEIL (A., v.o.) : Ranelagh, 16e (288-64-44), H. sp.

GROS PLAN (Fr.) : Palace Croix-Nivert, 15e (374-95-04).

IF (Ang., v.f.) : *Escurial, 13e* (707-28-04).

JOURS TRANQUILLES A CLICHY (Fr.) (**) : Vendôme, 2e (742-97-52), Bonaparte, 6e (326-12-12), Balzac, 8e (561-10-60).

LITTLE BIG MAN (A., v.o.) : *Noctambules, 5e* (354-42-34).

LE LIVRE DE LA JUNGLE (A., v.f.) : La Royale, 8e (265-82-66), Bretagne, 6e (222-57-97), U.G.C. Gare de Lyon, 12e (343-01-59), Grand Pavois, 15e (554-46-85), Secrétan, 19e (206-71-33), *Napoléon,* 17e (380-41-46), U G.C. Marbeuf, 8e (225-18-45). U.G.C. Opéra, 2e (261-50-32).

LE LOCATAIRE (Fr.) : Cluny Palace, 5e (354-07-76).

LUCKY *STARS* (A., v.o.) : Action Christine, 6e (325-85-78).

MACADAM COW BOY (A., v.o.) : Luxembourg, 6e (633-97-77).

MARY POPPINS (A., v.f.) : Napoléon, 17e (380-41-46).

MONTY PYTHON, SACRE GRAAL (Ang., v.o.) : Cluny Ecoles, 5e (354-20-12).

ORANGE MECANIQUE (A., v.f.) (**) : Haussmann, 9e (770-47-55).

PAIN ET CHOCOLAT (It., v.o.) : Escurial, 13e (707-28-04).

PATTI SMITH AND THE DOORS (A., v.o.) : Vidéostone, 6e (325-60-34), dim., mardi.

PROFESSION REPORTER (Ital., v.o.) : Lucernaire, 6e (544-57-34).

LE SEXE FOU (It., v.o.) : Champollion, 5e (534-51-60).

TOMBE LES FILLES ET TAIS-TOI (A., v.o.) : Luxembourg, 6e (633-97-77) ; Elysées - Point - Show, 8e (225-67-29).

TOUT CE QUE VOUS AVEZ TOUJOURS VOULU SAVOIR SUR LE SEXE... (A., v.o.) (**) : Cinoche Saint-Germain, 6e (633-10-82).

UN AMOUR DE COCCINELLE (A., v.f.) : Rex, 2e (236-83-93) ; U.G.C.-Odéon, 6e (325-71-08) ; La Royale-Disney, 8e (265-82-66) ; U G C.-Ermitage, 8e *(359-15-71)* ; *U.G.C.*-Gobelins, 13e (336-23-44) ; Miramar, 14e (320-89-52) ; Mistral, 14e (539-52-43) ; Magic-Convention, 15e (828-20-64) ; 3-Murats, 16e (651-99-75) ; Napoléon, 17e (380-41-46).

UNE FEMME MARIEE (Fr.) : A.-Bazin, 13e (337-74-39).

LES VACANCES DE M. HULOT (Fr.) : Ranelagh, 16e (288-64-44), H. sp.

LES VALSEUSES (Fr.) (**) : Palace-Croix-Nivert, 15e (374-95-04).

LE VENT DE LA PLAINE (A., v.o.) : Kinopanorama, 15e (306-50-50).

VIVRE (Jap., v.o.) : 14-Juillet-Bastille, 11e (357-90-81) ; Racine, 6e (633-43-71) ; 14-Juillet-Parnasse, 6e (326-58-00).

Les séances spéciales

LES AVENTURES DES PIEDS-NICKELES (Fr.), Lucernaire, 6e (544-57-34), sam., 16 h. 15.

BLUE COLLAR (A., v.o.), Luxembourg, 6e (633-97-77), 10 h., 12 h., 24 h.

CHRONIQUE D'ANNA MAGDALENA BACH (All., v.o.), Le Seine, 5e (325-95-99)

L'EMPIRE DES SENS (Jap., **, v.o.), Saint - André - des - Arts, 6e (326-48-18). 24 h.

LA FEMME DU GANGE (Fr.), Le Seine, 5e (325-95-99), 18 h.

LA FICTION DOCUMENTAIRE DANS LE CINÉMA SUISSE ALÉMANIQUE, Porte de la Suisse, 9e (265-00-29).

FRITZ THE CAT (A., **, v.o.), Saint - André - des - Arts, 6e (326-48-18), 0 h 15, 12 h.

HAROLD ET MAUDE (A., v.o.), Luxembourg, 6e (633-97-77), 10 h., 12 h., 24 h.

LES LARMES TATOUÉES (A., v.o.), Le Seine, 5e (325-95-99), 16 h. 30 et 19 h. 30.

NEXT STOP, GREENWICH VILLAGE (A., v.o.), Luxembourg, 6e (633-97-77), 10 h., 12 h., 24 h.

RÈGLEMENT DE COMPTES (A., v.o.), Olympic Saint-Germain, 6e (222-87-23). 24 h.

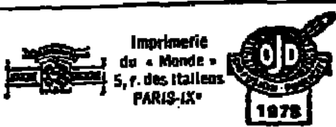
UN TRAMWAY NOMMÉ DÉSIR (A., v.o.), Olympic Saint-Germain, 6e (222-87-23), 12 h.

VIVRE SA VIE (Fr.), Saint-André-des-Arts, 6e (326-48-18). 12 h.

ZARDOZ (A., v.o.), Studio Acacias, 17e (754-97-83), sam., 24 h.

ZOO ZERO (Fr.), Le Seine, 5e (325-95-99), 12 h. 30.

Edité par la S.A.R.L. *le Monde*.
Gérants :
Jacques Fauvet, directeur de la publication.
Jacques Sauvageot.



Commission paritaire n° 57 437.

RADIO-TÉLÉVISION

VU

LA SURPRISE DES CÉSARS

Depuis 1975, Georges Cravenne, fondateur et secrétaire général de l'Académie des arts et techniques du cinéma (dont le président est Robert Enrico), s'efforce de faire de la remise des « Césars », décernés par les professionnels du cinéma français, une manifestation de prestige analogue à celle des Oscars américains. Si les cinéphiles et les critiques ne semblent pas y attacher d'importance, les usagers de la télévision donnent un succès d'audience à la cérémonie que transmet, en direct, Antenne 2, le soir des récompenses. Le Tout-Paris du spectacle est sur la scène et dans la salle, un certain suspense accompagne l'ouverture des enveloppes et la révélation du vote final. Pour cette manière d'établir la promotion du cinéma français (allant, généralement, mais pas forcément, vers les valeurs sûres plutôt que vers la découverte), la télévision est un support approprié.

On a vu, samedi, placée sous la présidence de Jean Marais, une émission bien plus au point que les années précédentes, réussie, en somme, avec ses enchaînements rapides, ses numéros de variétés, où le cinéma faisait bon ménage avec le music-hall.

La présence de Kirk Douglas, animateur de cette « nuit » avec Pierre Tchernia et Thierry Le Luron, de Ginger Rogers souriant à la France, de Jerry Lewis, retrouvé en pleine forme, coupant le sifflet à Louis de Funès, donnait à tout cela un éclat particulier. Et le plaidoyer pour le court métrage comme l'hommage au producteur Pierre Braunberger n'étaient pas seulement des attractions.

Une atmosphère presque hostile

On n'attendait pas grande surprise du vote définitif. On pensait que Jacques Doillon, le plus jeune et le plus original des réalisateurs désignés, n'irait pas plus loin que les nominations (ce fut le cas), que *Manhattan*, de Woody Allen, avait les plus fortes chances d'obtenir le César du meilleur film étranger (il l'obtint), et que les autres prix se partageraient entre les deux « géants » de la production 1979 : *Don Giovanni*, de Losey, *Tess*, de Roman Polanski, nouveaux aspects de la qualité française. Or *Tess* a récolté trois Césars importants (meilleure photo, meilleur réalisateur, meilleur film), *Don Giovanni* étant surtout distingué pour le montage, car le César du meilleur décor consacre le talent et la longue carrière d'Alexandre Trauner, plus que l'œuvre de Losey. Claude Brasseur meilleur acteur, c'était un bon choix. Mais à en juger par son accueil glacial, la salle ne s'attendait sûrement pas que Miou-Miou soit élue meilleure actrice (pour *la Dérobade, où elle est extraordinaire*). Miou-Miou l'emportant sur Romy Schneider *(Clair de femme)* et Nastassia Kinski *(Tess)*, la voilà bien la surprise des Césars 1980. Miou-Miou n'était pas là pour recevoir son trophée. C'est dans une atmosphère presque hostile que le réalisateur Daniel Duval le recueillit à sa place. Il y eut ainsi des froideurs et des grincements de dents lors de certaines remises d'Oscars. Faut-il, à ce prix, égaler le modèle américain ? Pourquoi Romy Schneider, grande actrice incontestée, qui a reçu deux fois le César d'interprétation en 1976 et en 1979, a-t-elle cru nécessaire de donner une leçon, par une déclaration personnelle et peu courtoise, aux absents de la cérémonie, c'est-à-dire à l'absente, à la nouvelle vedette ?

JACQUES SICLIER.

Lundi 4 février

PREMIÈRE CHAINE : TF 1

18 h 30 Un, rue Sésame.
19 h C'est arrivé un jour.
Le silence.
19 h 10 Une minute pour les femmes.
Travailler à l'étranger.
19 h 20 Emissions régionales.
19 h 45 Les inconnus de 19 h 45.
20 h Journal.
20 h 35 Cinéma : « la Minute de vérité ».
Film français de J. Delannoy (1952), avec M. Morgan, J. Gabin, D. Gélin, L. di Leo, D. Duranti, S. Paris. (N.)
Le jour de son dixième anniversaire de mariage, un médecin découvre que sa femme a, depuis longtemps, une liaison avec un peintre. Elle lui explique pourquoi. Etude psychologique sur le couple bourgeois, dans l'esprit des vieux drames de boulevard. Eut quelque intérêt, à l'époque, par les retrouvailles à l'écran de Jean Gabin et Michèle Morgan.
22 h 25 Portrait : Jean Delannoy.
Par Armand Panigel.
23 h 35 Journal.

DEUXIÈME CHAINE : A 2

18 h 30 C'est la vie.
18 h 50 Jeu : Des chiffres et des lettres.
19 h 20 Emissions régionales.
19 h 45 Top club.
20 h Journal.
20 h 35 Magazine : Question de temps.
La Californie : rencontre du futur.
21 h 40 Document : L'espérance en la France.
Mémoires du comte de Paris, émissions de Marcel Sullian.
Imbroglio à Alger.
22 h 35 Variétés : Salle des fêtes.
23 h 25 Journal.

TROISIÈME CHAINE : FR 3

18 h 30 Pour les jeunes.
Hebdo jeunes ; Le lièvre et la tortue.
18 h 55 Tribune libre.
Arts et traditions populaires, avec James Barrelet.
19 h 10 Journal.
19 h 20 Emissions régionales.
19 h 55 Dessin animé.
Histoire de France : Philippe Auguste le conquérant.
20 h Les jeux.
20 h 30 Cinéma public : « Quand passent les faisans ».
Film français d'E. Molinaro (1965), avec P. Meurisse, B. Blier, J. Lefebvre, Y. Clech, C. Maurier, M. Serrault. (N. rediffusion.)
Deux escrocs minables s'attaquent à un maître escroc. Celui-ci les prend à son service pour gruger un millionnaire et se trouve roulé à son tour. Vaudeville avec réactions en chaîne. Pas très original, mais bien fabriqué et porté par d'excellents comédiens.
21 h 55 Journal.

FRANCE-CULTURE

18 h. 30, Feuilleton : « Aimé de son concierge », d'après E. Chavette.
19 h. 30, Présence des arts : Le Musée d'art et d'essai au palais de Tokyo.
20 h., « Deux hommes sur une île », de J.-P. Amette, avec B. Fresson et P. Santini.
20 h. 33, « Envie de dormir », d'après Tchekhov, avec R. Bret, B. Chernel, G. Guillot, etc. Réal. J. Rollin-Weisz.
21 h., L'autre scène ou les vivants et les dieux : Histoire transcendantale de Jérusalem (le *lieu où le ciel se replie sur la terre*).
22 h. 30, Nuits magnétiques : Jean Rhys.

FRANCE-MUSIQUE

18 h. 2, Six-huit : jazz time (jusqu'à 18 h. 30).
20 h., Les chasseurs de son : Chœur Saint-Georges Karykis d'Athènes.
20 h. 30, Concert de l'Union européenne de radio-diffusion (en direct de Stockholm) : « Figure humaine », cantate pour double chœur mixte a cappella (Poulenc) ; « Trio pour cordes en sol *majeur*, *opus 9 n° 1* » (Beethoven) ; « A riverder le Stelle » (Lidholm) ; « Deutsche Motette » (R. Strauss), par le Petit Chœur de la Radio suédoise, dir. E. Ericson, avec le Trio Reger.
22 h. 30, Ouvert la nuit : le vingtième siècle : *Ferruccio Busoni*, par *Pierre-Antoine Hure*. « Konzertstück pour piano et orchestre » ; « Concerto pour violon » ; « Rondo Arlecchinesco » ; « Fantasia Contrappuntistica » ; « Sarabande et Cortège du docteur Faust », et des enregistrements de Bach, Chopin et Liszt, par Busoni (1922).

Mardi 5 février

PREMIÈRE CHAINE : TF 1

12 h 15 Réponse à tout.
12 h 35 Midi première.
13 h Journal.
13 h 45 Les après-midi de TF 1.
Le regard des femmes, d'E. Ruggieri.
13 h. 50, Etre à la une ; 14 h. 05, Les chênes de Colbert ; 14 h. 25, Variétés : Julie chante « Merci » ; 14 h. 30, Série : « Amicalement vôtre » (dixième épisode) ; 15 h. 20, Variétés : Julie chante « Magdalena » ; 15 h. 25, Regard des femmes sur la société : « Les relations mères-filles » ; 16 h. 25, Chant et contre-chant : Pauline Julien et F. Lodéon ; 16 h. 50, Mardi guide ; 17 h. 10, Séquence littéraire ; 17 h. 30, Vie pratique ; 17 h. 35, Variétés ; 17 h. 40, Cuisine ; 17 h. 55, Variétés : Gilles Naudin.
18 h TF 4.
18 h 30 Un, rue Sésame.
18 h 55 C'est arrivé un jour.
Charité mal ordonnée.
19 h 10 Une minute pour les femmes.
Nos enfants : pourquoi sont-ils si lents ?
19 h 20 Emissions régionales.
19 h 45 Les inconnus de 19 h 45.
20 h Journal.
20 h 35 Variétés.
Patrick Sébastien à l'Olympia.
21 h 35 Conflits : Stratégies de l'espace.
Emission de Paul-Marie de la Gorce.
Points de vue historiques et prospectifs sur les réalisations spatiales et leurs conséquences.
22 h 20 Les mystères du monde végétal : Mutants et chimères.
Emission de R. Clarke et N. Skrotzky.
23 h 20 Journal.

DEUXIÈME CHAINE : A 2

12 h 5 Passez donc me voir.
12 h 30 Série : Le temps d'aimer.
12 h 45 Journal.
13 h 35 Emissions régionales.
13 h 50 Face à vous.
14 h Aujourd'hui madame.
L'année de l'enfance... et maintenant ?
15 h Emissions pédagogiques.
16 h 30 Libre parcours.
Libre cours.
La préhistoire.
17 h 20 Fenêtre sur...
Des regards américains.
17 h 50 Récré A 2.
Papivole ; Mia Mia O ; Discopuce ; Mes mains ont la parole ; Les quat'z'amis.
18 h 30 C'est la vie.
18 h 50 Jeu : Des chiffres et des lettres.
19 h 20 Top club.
20 h Journal.
20 h 40 Les dossiers de l'écran : Les temps héroïques de la télévision.
Il y a trente ans, les techniciens cédaient la télévision aux « créatifs »... Un montage de Gilbert Larriaga, constitué de documents puisés à l'INA et commenté par Léon Zitrone, fait revivre les grandes heures des programmes commençants.
22 h Débat.
En direct de Monte-Carlo.
Avec Pierre Sabbagh, Pierre Desgraupes, Claude Barma, Léon Zitrone, Jean Nohain, Catherine Langeais, Jacqueline Joubert, Pierre Tchernia, Roger Couderc ; H. Spade ; deux téléspectateurs, Mme M. Rodet, M. J. Derville ; M. Cratipus, ingénieur, et M. J. d'Arcy, ancien directeur de l'O.R.T.F.
23 h 30 Journal.

TROISIÈME CHAINE : FR 3

18 h Ministère des universités.
18 h 30 Pour les jeunes.
Les couleurs du temps.
18 h 55 Tribune libre.
Peinture et sculpture, avec M. Laclotte et M. Brandebourg.
19 h 10 Journal.
19 h 20 Emissions régionales.
19 h 55 Dessin animé.
Histoire de France : Bouvines.
20 h Les jeux.
20 h 30 Cinéma pour tous : « Marqué au fer ».
Film américain de R. Maté (1950), avec A. Ladd, M. Freeman, C. Bickford, R. Keith, J. Calleia, P. Hanson. (Rediffusion.)
Mélo-western, pour les admirateurs inconditionnels d'Alan Ladd (mort en 1964). C'est habilement mené, mais l'acteur ne tient pas ici un de ses meilleurs rôles.
22 h Journal.

FRANCE-CULTURE

7 h. 2, Matinales.
8 h., Les chemins de la connaissance : Au cœur des Alpes (renaissance d'un village, Bonneval-sur-Arc) ; à 8 h. 32, Les soleils domestiques : premiers systèmes de feux chauffants ; à 8 h. 50, L'écorce des jours.
9 h. 7, La matinée des autres : La mort en Afrique (la mort divertie).
10 h. 45, Un quart d'heure avec... P. Debray-Ritzen.
11 h. 2, Les musiciens français : Claude Arrieu.
12 h. 5, Agora : Des patrons pour quoi faire ? avec Y. Gattaz.
12 h. 45, Panorama.
13 h. 30, Libre parcours variétés.
14 h., Sons : Eaux (la partie de campagne).
14 h. 5, Un livre, des voix : « Dickie-roi », de F. Mallet-Joris.
14 h. 47, Magazine international : Point fixe sur l'avance des déserts.
16 h. 35, Contacts (et à 17 h. 25).
17 h. 32, Les musiciens français : Alain Bolzemblat.
18 h. 30, *Feuilleton : « Aimé de son concierge »*, d'après E. Chavette.
19 h. 30, Science et défense : Les satellites militaires.
20 h., Dialogues avec... A. Daniélou et E. Fulchignoni : l'Europe, enfant prodigue de l'Asie.
21 h. 15, Musiques de notre temps : Denis Dufour.
22 h. 30, Nuits magnétiques : Bruits de pages.

FRANCE-MUSIQUE

7 h., *Quotidien musique* ; 8 h. 30, Kiosque.
9 h. 2, Le matin des musiciens : Purcell, « Didon et Enée », « The Tempest » et « Musiques de scène ».
12 h., Musique de table : les auditeurs ont la parole ; 12 h. 35, Jazz classique : tout Duke ; 13 h., Les métiers de la musique.
14 h., Musiques : *les chants de la terre*, introduction à la musique tzigane ; 14 h. 30, Les enfants d'Orphée (pour les enfants de sept à neuf ans) ; 15 h., Musique du Haut-Moyen Age : par le Early Music Consort of London, dir. David Munrow, et le Florilegium Musicum de Paris, dir. J.-Cl. Malgoire ; 16 h., Les cercles musicaux : Schubert, ses amis, ses élèves, œuvres de Kalliwoda, Tomaschek et Schubert.
18 h. 2, Six-huit : jazz time ; 18 h. 30, Récital de piano André Gorog, en direct de Radio-France ; « Huitième Sonate opus 13, Pathétique » (Beethoven) ; 20 h. Actualités lyriques (françaises et internationales) : « Roméo et Juliette », à Monte-Carlo, avec A. Vanzo et I. Cotrubas.
20 h. 30, Concert (en direct de Radio-France) : « Quatuor en sol mineur opus 25 » (Brahms), « Trio à cordes en la majeur opus 58 » (Roussel), « Quatuor n° 1 en ut mineur opus 15 » (Fauré), par le Nouveau Trio Pasquier, avec Michel Béroff, piano.
22 h. 45, Ouvert la nuit : domaines de la musique française : transcriptions d'opéras pour clavecin ; 23 h. 15, Un siècle de vie musicale à Paris (après la guerre de 1914) : « Œuvres pour piano et « Relâche » (Satie), « Quintette » (Le Flem), « le Bœuf sur le toit » (Milhaud), « Noces » (Stravinski) ; 1 h., Douces musiques : œuvres d'Ibert, Honegger, Sauguet, Jolivet, Chaynes.

Le Monde

sports

RUGBY

LA FRANCE BATTUE PAR L'ANGLETERRE 17 A 13

La leçon des « All Whites »

Humiliée par les Gallois, quinze jours auparavant, l'équipe de Jean-Pierre Rives l'a été une nouvelle fois, samedi 2 février, au Parc des Princes, par les quinze Anglais de Bill Beaumont. Depuis plus de vingt ans, les avants français n'avaient pas été pareillement surclassés. Un essai de Rives (2e minute), un but de Caussade (15e minute) n'entretinrent pas longtemps l'illusion : après le but de Hare (12e minute), les Anglais deux essais en puissance par Preston (26e minute) et Carleton (35e minute) et deux drops de Morton (40e minute et 43e minute). Menant 17 à 7, le quinze à la Rose se cantonna alors dans un jeu prudent qui permit aux Français de dominer durant les dix dernières minutes. Mais l'essai d'Averous (73e minute) fut insuffisant pour renverser le cours du match. Tirant un peu rapidement les leçons de ce nouvel échec, les sélectionneurs français ont remplacé Manuel Carpentier par Michel Clemente au poste de troisième ligne centre et ont changé la paire de demis Gallion - Caussade par Adrien Mournet de Bagnères à la mêlée et Pierre Pedeutour de Bègles à l'ouverture en vue du match du 16 février à Edimbourg contre l'Ecosse.

De quoi est-ce fait un Anglais ? Et de quoi un Français ? Il y a des jours où, en entrechoquant un garçon de Birmingham et un jeune homme d'Aquitaine, on devrait entendre le bruit que peut faire un obus entrant dans un nuage. Il est d'autres jours, c'est vrai, où les terriens de Gascogne, les fantassins de Lannes et les avants de Jean Prat pèsent plus lourd, tranchent plus fort que les marins de Bristol, les grenadiers de Wellington ou le pack de Peter Robbins.

Mais ce samedi 2 février 1980, où trente garçons venus en nombre apparemment égal du nord de la Manche et du sud de la Loire s'affrontaient sur l'herbe fragile d'Auteuil, les uns et les autres ne semblaient pas faits de la même matière. Un solide et un liquide. Du bois dont on fait les arcs et de celui dont on fait les flûtes. Une bille de plomb et une bulle d'air. Des mangeurs de steak et des amateurs de poulet.

Bon *aficionado* de rugby, le sociologue béarnais Pierre Bourdieu distingue entre les mangeurs ceux qui dégustent leur filet de sole entre les lèvres et le palais, et ceux qui mastiquent leur côte de bœuf entre les molaires et la glotte. C'est un résumé possible du match de samedi.

On dit — plus dans la presse d'outre-Manche que dans la nôtre d'ailleurs — que nos deux pays, Angleterre et France, sont entrés dans la guerre du mouton, nos éleveurs s'opposant, en dépit des règles européennes, à l'importation en France des ovins britanniques. Samedi, on aurait plutôt pensé à une guerre du bœuf, tant la viande rouge semblait interdite aux fragiles citoyens français présents sur la pelouse. Les Anglais de ce 2 février avaient mastiqué, dégluti et digéré leur entrecôte. Et ils l'avaient fait, un livre à la main.

Parce qu'il serait facile de faire de leur triomphe, dont le score final 17 à 13 donne une faible idée, celui du muscle dopé à la viande rouge sur l'asthénie des pauvres mangeurs de poule. Ce fut cela aussi. Mais ce fut mieux encore celui d'une organisation, d'une discipline, d'une force aux qualités dominées par une pensée. Pas de génie dans cette formidable machine, pas d'éclairs comme ceux que firent briller sur la pelouse de Cardiff, hier un Phil Bennett et un Gareth Davies aujourd'hui. C'est vrai. Les joueurs à la rose ne travaillent pas dans le génie. C'est le triomphe de la méthode, de l'esprit de géométrie.

Il paraît que ce match n'a pas trop plu à nos concitoyens, qui n'aiment pas recevoir de leçons étrangères, fût-ce des philosophes allemands, des chanteurs italiens, des judokas japonais ou des rugbymen britanniques. Il m'a personnellement envoûté. N'y a-t-on pas vu se dérouler un cours magistral du jeu d'avants, un des plus beaux qu'on ait jamais donnés en France depuis la visite des All Blacks de Brian Lochore en 1967 — au point qu'on parlerait volontiers ici, compte tenu de la couleur des maillots anglais des All Whites. On y a admiré aussi un des plus beaux redressements jamais opérés par une équipe surclassée, celle des tricolores, qui, en dix minutes, s'arrachant d'en dessous d'un rouleau compresseur, à coups de cœur, d'énergie et de talent, faillit ridiculiser la logique et arracher une impossible et injuste victoire qui ne l'aurait pas été beaucoup plus que celle du quinze de Fouroux à Twickenham en 1977, également corrigé, ballotté avec son pack de C.R.S. géants par les précurseurs du quinze de Bill-Beaumont.

Ce Beaumont... Il faut le regarder ce héraut d'armes des Plantagenets, formidable avec sa moustache d'otarie dans la large face blafarde, comme s'il sortait d'un internement à la tour de Londres, cette carrure de porteur d'eau, cette allure d'envahisseur normand, que dut bien avoir un de ses ancêtres venus piétiner les Saxons, comme hier lui et ses boys piétinèrent courtoisement Languedociens, Basques et Corréziens. Quand

> **DEMIS SACRIFIÉS**
>
> Derrière un pack de carton-pâte qui s'écrase, recule, tourne, que peuvent faire les demis ? Sauver les meubles ! Or, il nous a bien semblé que, dans ce rôle de pompiers des lignes avant incendiées, ni Gallion ni Caussade n'ont démérité.
>
> Pourquoi, dès lors, tant de hâte à leur couper la tête, à appeler en remplacement pour le prochain match — contre l'Ecosse — la paire Mournet-Pedeutour ?
>
> Nous n'avons rien contre ces deux-là. Mais enfin le mal du XV de France n'est pas là. Il est... devant.
>
> Devant, Elie Pebeyre a appelé Michel Clemente, l'Oloronais qu'on avait repoussé l'an dernier à cause de sa trop petite taille. Comment les Salas, Duhard et Maleig ont-ils sauvé leur place ? *« Par manque de concurrence »*, a répondu le patron de la commission de sélection. Alors, au temps des chevau-légers du blond Rives, on se prend à regretter les Palmié, Imbernon et Bastiat. Et, finalement, la Fédération est bien venue de se donner un temps supplémentaire de réflexion avant d'exécuter le « sacrifice ». — A. G.

Trop naïf ?

Quelle leçon de rugby mes amis ! Quelle maîtrise... Rugby à neuf ? Peut-être. Les « Beaumont boys » nous ont, samedi, rendu la politesse de quatre ans de suprématie du pack où brillaient sobrement quelques colosses — molosses ? — dressés au combat de près. Ces triomphes tricolores portaient en eux leur fin dans la mesure où ils appelaient les revanches subies aujourd'hui de Cardiff à Paris. Ce Rives « gentil dauphin » et ses amis, qui paient aujourd'hui des mains de rudes lascars formés au plus récents combats de cette guerre de cent ans bientôt qu'est le tournoi le prix des humiliations subies naguère au pays du Prince Noir.

Sur quatre-vingts minutes, en passer un peu plus de soixante sans ballon, c'est une épreuve. C'est celle qu'ont subie samedi les joueurs tricolores. Epreuve différente de celle de Cardiff, où avait joué à fond un effet de surprise dû à une maturité d'abord, à une violence ensuite qu'on n'attendait pas de l'équipe galloise.

Rien de plus attendu au contraire que la formidable maîtrise, la puissance du pack anglais. Cette fois, on savait. Il n'y avait qu'à considérer les visages et l'allure des quinze joueurs français, descendus samedi, à 13 h. 30, du car qui les amenait de Rueil au Parc des Princes, livides et contractés comme jamais peut-être on ne les avait vus auparavant. On dit que ce genre d'angoisse a fait les grands héroïsmes. Peut-être. Mais les lois de la physique élémentaire et du jeu de rugby sont là, où le pot de terre a peu de chances de tenir contre le pot de fer.

En tout cas s'il n'y met pas quelque malice. De malice, l'équipe de Rives n'en eut guère, acceptant l'épreuve de force qu'on voulut lui imposer et y perdant ses tripes, surclassée non seulement en force pure, mais dans ces manigances, truquages et attrapes que permet ce jeu inventé par des gentlemen si bêtes qu'ils ont donné au monde le discours sur la chute des pommes, les sorcières de Macbeth, le thé au citron et la pénicilline.

Alors procès à Rives, trop naïf, trop « gentil » ? L'inquisition n'est pas loin.

Au dossier du procès, je voudrais verser ces propos que me tenait samedi le grand Gareth Edwards, devenu journaliste dans la tribune de presse du Parc des Princes : *« C'est votre meilleur joueur, votre meilleur capitaine et notre meilleur ami : comment vous priveriez-vous de Jean-Pierre Rives ? »* Mais peut-être nos gardiens de la flamme verront-ils dans ces propos l'espoir sournois des Britanniques de pouvoir faire indéfiniment joujou avec ces insouciants Gaulois à la tête légère ?

JEAN LACOUTURE.

SKI

Derrière Perrine Pelen, le vide ?

De notre envoyé spécial

Chamrousse. — Quittant la veille des compétitions ses cours dispensés à la faculté de médecine de Grenoble où elle poursuit des études pour devenir kinésithérapeute, Perrine Pelen a chaussé ses skis, samedi 2 et dimanche 3 février, pour remporter, très aisément, les titres de championne de France de slalom géant et de slalom spécial. Dans la première épreuve, elle a distancé de près de deux secondes Fabienne Serrat qui, l'an passé, à Auron, était déjà sa seconde.

A quelques jours de l'ouverture des Jeux olympiques de Lake-Placid, tous les espoirs du ski français reposent actuellement sur les épaules de la jeune Grenobloise de vingt ans, ancienne élève du Grenoble université club (GUC), et qui fut en 1976 triple championne de France cadette avant de décrocher la saison suivante son « coq » après sa deuxième place derrière Lise-Marie Morerod dans le slalom spécial d'Aprica (Italie) où elle portait le dossard numéro quarante-cinq. Elle devait quelques semaines plus tard triompher dans trois slaloms de coupe du monde. Elle apparut comme la principale révélation du ski français, qui n'a vu éclore depuis lors aucune autre skieuse de cette qualité.

Aux championnats du monde de Garmisch en 1978, Perrine Pelen ne parvint à décrocher qu'une quatrième place en slalom spécial, résultat qui n'était pas alors à la mesure de ses ambitions et de sa volonté de vaincre. La saison dernière, elle a le plus souvent frôlé les premières places et ne remporta qu'un slalom en coupe du monde à Furano, quelques jours avant de raccrocher ses skis et de retrouver ses études.

Cet hiver, depuis le début des compétitions de ski, Perrine a incontestablement le « *punch* » et ses récentes victoires en slalom spécial de Berchtesgaden et à Saint-Gervais lui ont donné confiance, et la tête du classement de la Coupe du monde dans cette spécialité. Si elle redoute toujours Hanni Wenzel (Lichtenstein), Erika Shées (Suisse) et Anne-Marie Moser-Proell (Autriche), elle sait aussi qu'elle peut les menacer en slalom géant où elle les a talonnées, voire battues en se classant seconde dans les « géants » de Val-d'Isère, de Berchtesgaden et de Megève.

Rien ne semble avoir jamais troublé la sérénité de Perrine Pelen. Elle est une véritable antivedette. Elle fuit les rencontres avec les journalistes. En revanche, elle accepte, timidement, les propositions de son public, qui souhaite poser auprès d'elle, « *à condition de faire vite* », demande Perrine, qui rejoint aussitôt après ses huit frères et sœurs.

« C'est une fille simple, adorable, qui vit pour le sport et qui ne se pose pas trop de questions quand ses adversaires vont plus vite qu'elle. C'est la preuve que le métier rentre », précise Jacky Fourno, directeur des équipes féminines. Une médaille d'or fera-t-elle changer son caractère ? *« Sûrement pas. Cela la rendra encore plus méchante sur ses skis. »*

Dans les portes des slaloms du championnat de France, Perrine Pelen s'est une nouvelle fois battue. Elle a attaqué sans cesse, évitant à trois reprises des chutes et se relançant avec rage après chaque courbe, démontrant son exceptionnelle maîtrise et sa parfaite technique en slalom ainsi que sa très bonne condition physique.

Perrine avoue se sentir bien dans le *« cirque blanc » « le plus agréable dans tout cela ce sont les balades que nous faisons dans le monde entier »*, avoue la championne, qui est aujourd'hui la « locomotive » des skieuses françaises. Peu cependant semblaient capables de s'accrocher à ses spatules.

Les récents championnats de France n'ont pas permis de découvrir de nouveaux espoirs. Perrine Pelen et Fabienne Serrat dissimulent-elles un vide profond ? Ce serait alors bien inquiétant. On pourrait craindre que, rapidement, le ski français ne rejoigne dans sa médiocrité l'équipe masculine de ski.

CLAUDE FRANCILLON.

NATATION

Champions de tous gabarits

Il n'y a pas vraiment de morphologie type en natation. On l'a bien vu vendredi, samedi et dimanche à Amersfoot, aux Pays-Bas, où avait lieu la traditionnelle réunion internationale de natation qui marque chaque année les débuts de la saison en grand bassin.

Petite, presque menue et cependant tout en muscles, telle est l'apparence de l'Américaine Cynthia Woodhead, victorieuse de cinq courses le temps d'un week-end. Cynthia Woodhead a tout raflé en nage libre : 50 mètres (26 sec. 84), 100 mètres (56 sec. 91), 200 mètres (2 min. 1 sec. 13), 800 mètres (8 min. 38 sec. 21), performances qui constitueraient, est-il besoin de le dire, d'exceptionnels records de France. Son talent mis à part, ce petit bout de jeune fille n'a, dans l'eau, qu'une religion. Y croire dur comme fer, oser pour réussir. En somme, rien n'est impossible à qui le veut.

50 mètres et grandes épreuves

Tout en contrastes, voici Chris Cavanaugh, un nouveau venu parmi les vedettes de l'équipe des Etats-Unis. Cavanaugh, dix-sept ans lui aussi, perché sur son 1,93 mètre, a une bonne tête et un début d'épaules de plus que Woodhead. La natation n'est donc pas seulement une affaire de « géants ». Pour son intronisation, Chris Cavanaugh a frappé un grand coup en nageant le plus rapide 50 mètres de toute l'histoire de ce sport : 23 sec. 66. Si son exploit n'a pas eu une meilleur résonance, c'est que le 50 mètres n'est pas une distance olympique et ne donne lieu à aucun record officiel. C'est pourtant la course de sprint par excellence, le 100 mètres, qui reste l'épreuve la plus courte, ayant une durée (49 sec. 44 pour le plus rapide) dépassant de loin le cadre de l'effort bref. Un jour ou l'autre, le 50 mètres recevra de la Fédération internationale l'attention et les égards qu'il mérite, mais ce sont d'autres Cavanaugh qui en tireront profit. Le temps passe vite en natation.

S'il est dommage que le 50 mètres n'ait pas encore droit de cité dans les grandes épreuves, c'est que la reconnaissance officielle du sprint court pourrait donner naissance à une nouvelle catégorie de nageurs dont l'efficacité reposerait, pour l'essentiel, sur les qualités athlétiques. Beaucoup de ceux qui ont eu de grandes dispositions pour ce type d'effort n'ont jamais vraiment percé sur 100 mètres, et rien ne dit que Cavanaugh échappera à la règle (1). Le plus connu des exemples est celui d'un autre Américain, Zac Zorn, toujours en tête aux 50 mètres, rarement premier aux 100 mètres. Zorn, malgré son palmarès, n'a pas eu la carrière qu'il méritait, faute précisément de pouvoir nager sur la distance pour laquelle il avait les meilleures dispositions.

A l'opposé de Chris Cavanaugh, Cynthia Woodhead a déjà un palmarès de champion. Elle a compté dans l'équipe américaine qui a taillé en pièces, en 1978, les Allemandes de l'Est aux championnats du monde de Berlin. Avec Tracy Caulkins, Linda Jezek, Joan Pennington et quelques autres, Cynthia Woodhead forme aujourd'hui la plus forte équipe féminine olympique dont les Etats-Unis ont jamais disposé. Pour le moment, tout indique que ces jeunes filles regarderont les Jeux de Moscou à la télévision.

Un jeune Français, Frédéric Delcourt, a le même âge, à peu de chose près, que Cavanaugh et Woodhead. En un an, il a battu par quatre fois le record de France du 200 mètres dos et, samedi à Amersfoot, s'est classé troisième dans la finale, sur cette distance, en 2 min. 6 sec. 29". Il entre dans la poignée de nageurs et de nageuses nationaux qui n'ont pas tout à fait perdu le contact avec l'élite internationale.

FRANÇOIS JANIN.

(1) A Amersfoort, Chris Cavanaugh a aussi remporté le 100 mètres, mais en 52 sec. 39, soit à près de 3 secondes du record du monde.

ATHLÉTISME

Marita Koch prépare en hiver ses records du printemps

Il ne faisait pas de doute que les athlètes de la République démocratique allemande (R.D.A.) devaient faire une seule bouchée des sélectionnés français samedi 2 février, à Grenoble, tant le rapport des forces était déséquilibré. Pourtant, les athlètes nationaux ont opposé une belle résistance qui a permis à Jean Poczobut, directeur technique national (D.T.N.), de dire : « Je suis particulièrement satisfait du comportement combatif de jeunes garçons comme Richard sur 50 mètres, Bégouin sur 1 500 mètres ou Daniel sur 3 000 mètres. Quant aux filles, elles ont tout de même battu neuf de leurs records personnels et amélioré à trois reprises certaines des meilleures performances françaises en salle. » Finalement les hommes ont perdu (69 à 51), les femmes ont été largement dominées (64 à 24), tandis que l'Allemande de l'Est Marita Koch battait par deux fois la meilleure performance en salle sur 50 mètres.

Détentrice des records du monde en plein air du 200 mètres et du 400 mètres, Marita Koch a été la grande vedette de la rencontre. Elle a, en effet, amélioré par deux fois la meilleure performance mondiale, en salle, du 50 mètres qui appartenait depuis 1974 à sa compatriote Renate Stecher en 6 sec. 19/100 : au cours de la première manche elle a couru en 6 sec. 16/100 et en 6 sec. 11/100 au cours de la seconde.

Ces performances hivernales sont révélatrices des ambitions de la championne. Depuis qu'elle court au plus haut niveau, Marita Koch a pour principe d'améliorer sa vitesse sur les courtes distances en hiver pour en recueillir les bénéfices au printemps sur ses distances de prédilection, les 200 mètres et 400 mètres. En 1979, cela s'était traduit par un temps de 21 sec. 85 sur 200 mètres avec un vent favorable de 2,60 m/s, le 27 mai, et par un éblouissant record du monde de 21 sec. 71 le 10 juin. Quelques semaines plus tard, Koch devait porter le record du monde du 400 mètres à 48 sec. 89, puis à 48 sec. 60.

En gagnant les deux manches du 50 mètres à Grenoble, elle a révélé ses nouveaux progrès en vitesse. En effet, s'il lui est arrivé dans le passé de battre en salle sa compatriote Marlies Goehr, détentrice du record du monde du 100 mètres en plein air, jamais elle ne l'avait dominée de la sorte sur une aussi courte distance.

La verra-t-on donc ajouter le 100 mètres à son registre dans les prochains mois ? *« Je n'en ai pas l'intention »*, a-t-elle dit après sa double victoire. *« J'adore le 400 mètres et si je participe à des compétitions en salle, c'est uniquement pour améliorer mon départ et ma mise en action. »* Son objectif est de courir un jour un tour de piste en quarante-huit secondes.

TENNIS

Effondrement de la France en Coupe du roi

La Coupe du roi, disputée depuis des lustres en l'honneur du roi Gustave V de Suède, épreuve hivernale par équipes en deux rencontres aller et retour, aura été cette année fatale à la France. Celle-ci, d'abord représentée par ses juniors, collectionna les contre-performances, ce qui était normal étant donnée l'audace (justifiable) des sélectionneurs, qui voulaient aguerrir nos jeunes espoirs. Mais bientôt l'équipe de France ne lutta plus que pour éviter une cuisante relégation en deuxième division.

Le match de la dernière chance était la rencontre contre la Grande-Bretagne, qui jouait elle aussi pour demeurer en première division. Au cours du match aller, jeudi, à Gloucester, la France l'avait emporté par 2 à 1. Hélas ! Le match retour, disputé dimanche 3 février au Mans, devait être catastrophique pour les couleurs nationales : Jarrett prenait de justesse sa revanche sur Bedel (7-6, 7-6), et Pascal Portes, devant Buster Mottram, s'inclinait sans gloire par 6-4, 6-3.

Quant au double pour lequel la paire numéro un française Moretton-Haillet avait été appelée à la rescousse, l'équipe britannique David-Lloyd-Jarrett n'eut aucun mal à la terrasser (6-4, 6-2). Il faut dire que Moretton, séduit par les mirages (et les dollars) Caraïbes, débarquait de Porto-Rico.

C'est finalement la Tchécoslovaquie, représentée par Smid, Lendl et Slozil, qui a conservé la Coupe du roi, dont elle est détentrice depuis 1978, aux dépens de l'équipe de Hongrie.

RÉSULTATS

Basket-ball

CHAMPIONNAT DE FRANCE
(Vingt-troisième journée)

*Tours bat Caen	88-83
*Villeurbanne bat Le Mans	90-81
*S.F. Evry bat Limoges	91-77
*Monaco bat Orthez	80-68
*Nice bat Antibes	87-84
Mulhouse bat *Berck	76-72
*Vichy bat CRO Lyon	88-79

Classement

1. Tours, 62 pts ; 2. Villeurbanne, 59 ; 3. Le Mans, 52 ; 4. Caen, 51 ; 5. S.F. Evry, 50 ; 6. Orthez, 49 ; 7. Monaco, Mulhouse, 47 ; 9. Antibes, 43 ; 10. Limoges, 42 ; 11. Nice, 41 ; 12. Lyon, 39 ; 13. Vichy, 37 ; 14. Berck, 25.

Boxe

L'Américain Harry Holmes a conservé son titre mondial des poids lourds, version W.B.C., en battant, le 3 février à Las Vegas, l'Italien Lorenzo Zanon par k.o. au sixième round. Harry Holmes a gagné ses trente-trois combats, dont vingt-quatre avant la limite. Au cours de la même soirée, le Porto-Ricain Wilfredo Gomez a également conservé son titre mondial des poids coqs, version W.B.C., en battant le Colombien Ruben Waldez par arrêt de l'arbitre à l'appel du septième round.

A Phoenix (Arizona), le Mexicain Salvador Sanchez est devenu champion du monde des poids plumes, version W.B.C., en triomphant de l'Américain Danny Lopez par arrêt de l'arbitre au treizième round.

Football

CHAMPIONNAT DE FRANCE DE PREMIERE DIVISION
(Vingt-quatrième journée)

*Monaco bat Lens	2-0
*Sochaux bat Saint-Etienne	4-1
*Nantes bat Bordeaux	4-1
Paris-S.-G. bat *Brest	4-0
*Lille bat Strasbourg	2-0
*Lyon bat Nîmes	2-1
*Metz bat Valenciennes	1-0
Nancy bat *Laval	1-0
*Marseille bat Angers	3-1
*Bastia bat Nice	3-0

Classement

1. Monaco, 37 pts ; 2. Nantes, 35 ; 3. Saint-Etienne, 34 ; 4. Sochaux, 33 ; 5. Paris-S.-G., 28 ; 6. Strasbourg, 26 ; 7. Nîmes, Valenciennes, 25 ; 9. Laval, Lens, 24 ; 11. Bordeaux, 23 ; 12. Lille, Angers, Nice, 22 ; 15. Metz, 20 ; 16. Nancy, Bastia, Lyon, 19 ; 19. Marseille, 15 ; 20. Brest, 8.

DEUXIEME DIVISION
(Vingt-troisième journée)

GROUPE A

*Guingamp et Tours	1-1
*Besançon et Rennes	0-0
*Nœux bat Rouen	4-1
Reims bat *Le Havre	2-0
*Limoges et Angoulême	1-1
*Dunkerque et Orléans	1-1
*Blois et Quimper	1-1
*Lucé bat Chaumont	2-1
*Châteaur. et Montm.	2-2

Classement

1. Tours, 33 pts ; 2. Rennes, 32 ; 3. Guingamp, 30 ; 4. Nœux, Reims, 28 ; 6. Besançon, 26 ; 7. Angoulême, Le Havre, Rouen, 23 ; 10. Dunkerque, Orléans, Quimper, 21 ; 13. Limoges, 19 ; 14. Chaumont 18 ; 15. Montmor., Lucé, 17 ; 17. Châteauroux, Blois, 15.

GROUPE B

Gueugnon bat *Avignon	3-0
*Béziers et Auxerre	1-0
Cannes bat *Saint-Dié	3-0
*Thionville et Thonon	2-2
*Martigues bat Paris F.C.	2-1
*Ajaccio et Montpellier	2-2
*Toulouse bat Tavaux	5-1
*Alès et Montluçon	0-0
*Toulon bat Mulhouse	4-2

Classement

1. Avignon, 30 pts ; 2. Cannes, Auxerre, 28 ; 4. Thonon, 27 ; 5. Martigues, 26 ; 6. Toulouse, 25 ; 7. Montpellier, Paris F.C., 24 ; 9. Béziers, 23 ; 10. Gueugnon, 22 ; 11. Montluçon, Thionville, 20 ; 13. Ajaccio, Saint-Dié, 19 ; 15. Alès, Tavaux, Toulon, 18 ; 18. Mulhouse, 17.

Handball

CHAMPIONNATS DU MONDE C AUX ILES FEROE
Première journée

POULE A : Italie bat Iles Féroé, 24-23 ; Autriche bat Luxembourg, 22-16.

POULE B : Israël bat Belgique, 18-15 ; Portugal bat Grande-Bretagne, 28-10.

Deuxième journée

POULE A : Autriche bat Iles Féroé, 27-18.

POULE B : Israël bat Grande-Bretagne, 36-16 ; Belgique bat France, 22-20.

Voile

Le Soviétique Potapov a remporté, le 3 février à Auckland, le championnat du monde des Tornados devant l'Autrichien Pruck et l'Allemand de l'Ouest Spengler.

Europa

Le Monde DE L'ÉCONOMIE

SUPPLÉMENT ÉCONOMIQUE PUBLIÉ SIMULTANÉMENT PAR LA STAMPA, THE TIMES ET DIE WELT

« Nous ignorons ce qu'implique pour la Grande-Bretagne le fait d'avoir pour monnaie une pétro-devise »

nous déclare Sir Ian Gilmour

La Grande-Bretagne entrera-t-elle dans le système monétaire européen ? Elle attend de connaître les conséquences de la levée du contrôle des changes et les effets des découvertes de pétrole en mer du Nord qui font coexister dans ce pays un taux d'inflation et une monnaie forte, au détriment des exportations. Ancien secrétaire d'Etat à la défense dans le gouvernement de M. Heath, garde du petit sceau, et, en fait, secrétaire adjoint au Foreign Office, chargé plus particulièrement des questions européennes, auteur de deux ouvrages sur la pensée conservatrice, ancien directeur de l'hebdomadaire « Spectator », Sir Ian Gilmour se distingue du commun des hommes politiques par son peu de loquacité. Il répond ici à nos questions d'une manière très... britannique.

« Avez-vous toujours été ce que l'on pourrait appeler un bon Européen ?

— Je l'espère.

— Les Européens les plus convaincus se montrent aujourd'hui, en Grande-Bretagne, quelque peu critiques vis-à-vis de la C.E.E. Ainsi se réduit le fossé entre pro et anti-Européens. Est-ce à votre avis un avantage ?

— Non. Aucune institution n'est parfaite, et, de toute évidence, il y a dans la C.E.E. des aspects qu'il est juste de critiquer. Lorsque la Grande-Bretagne aura, comme je l'espère, résolu ses problèmes de budget, elle adoptera, je crois, une autre attitude. On a tendance à oublier qu'au référendum sur l'adhésion à la C.E.E., en 1975, les deux tiers de la population ont voté pour l'Europe.

— Avant les élections générales de l'année dernière, on pouvait lire dans le manifeste tory : « Le prochain gouvernement conservateur rétablira l'influence du Royaume-Uni, car il saura convaincre nos partenaires de notre détermination à œuvrer pour le succès de la Communauté européenne. » Pensez-vous que le gouvernement ait fait beaucoup dans ce sens ?

— Nous avons progressé, je crois. Et nos partenaires se rendent parfaitement compte de l'engagement total qui est le nôtre dans la Communauté. Ils sont également conscients du fait que nos relations avec la C.E.E. sont plus fructueuses qu'elles ne l'ont été du temps de nos prédécesseurs — pour l'Europe aussi bien que pour nous-mêmes. Mais, naturellement, notre adhésion est encore récente et la discussion budgétaire a été éprouvante.

— Quel rôle « majeur et constructif », pour reprendre ici les termes de votre manifeste, voudriez-vous voir la Grande-Bretagne jouer dans la C.E.E. ?

— Un rôle majeur et constructif dans le domaine de la coopération politique, mais également dans une restructuration du budget pour le rendre plus rationnel, et dans la gestion des excédents créés par la politique agricole commune.

— Vous avez écrit dans votre dernier livre que le patriotisme n'excluait pas l'internationalisme. Etant données cependant les difficultés que rencontrent la Grande-Bretagne et la C.E.E., y a-t-il quelque espoir de ranimer l'enthousiasme pour l'idée européenne ?

— Je crois que oui. La Grande-Bretagne, en partie par sa faute, mais en partie seulement, n'a pas vécu les grandes heures de la Communauté dans les années 60. Son entrée dans l'Europe a coïncidé avec l'apparition de la dépression et de l'inflation à l'échelle mondiale, mais également avec la présence au pouvoir d'un gouvernement travailliste incapable de faire face aux difficultés. Ainsi ces dernières ont-elles été, dans l'esprit des gens, associées à l'Europe. Je crois cependant que, lorsque nous aurons réussi à mettre un peu d'ordre chez nous et à résoudre les problèmes budgétaires qui se posent, l'idée européenne prendra une tout autre coloration.

— Quel genre d'avantages recherche la Grande-Bretagne ?

— Nous ne cherchons pas d'avantages. Nous cherchons simplement à résoudre les problèmes. Le premier ministre a expliqué que nous étions favorables à un compromis authentique, mais que notre marge de manœuvre était restreinte.

— Etant donnée la chance que représente pour le Royaume-Uni le pétrole de la mer du Nord, certains de ses partenaires ne trouvent-ils pas les allégations de pauvreté des Britanniques peu convaincantes ?

— Le pétrole de la mer du Nord entre, bien sûr, dans notre P.N.B. ; mais il n'en a constitué que 2 % l'année dernière, ce qui est un pourcentage inférieur au taux de croissance de certains pays. Le pétrole de la mer du Nord ne fait pas de la Grande-Bretagne un pays riche.

— Il aide cependant à équilibrer la balance des paiements ?

— D'une certaine manière car il nous dispense d'importer mais, en gonflant artificiellement notre monnaie, il gêne considérablement nos exportations.

— Certains partenaires de la Grande-Bretagne pensent qu'elle tire profit de la hausse des prix de l'OPEP ?

— Il y a eu, je crois, certains malentendus à ce sujet. Ils sont aujourd'hui quelque peu dissipés. Le fait est que le pétrole de la mer du Nord doit être vendu aux prix du marché. S'il ne l'est pas, quelqu'un d'autre le vendra aux prix du marché. Ce qui veut dire qu'un revendeur gagnera énormément d'argent.

— Les excédents de la politique agricole commune étant au cœur du problème budgétaire, pourquoi le gouvernement britannique s'est-il montré si hostile — comme dans le cas des produits laitiers et du sucre — aux efforts entrepris par la commission afin que soient réduits ces excédents ?

— Nous ne nous sommes pas montrés hostiles à ces tentatives. Nous avons simplement estimé que certaines des méthodes proposées ne conviennent pas à la situation. Il est vrai qu'un prélèvement sur les produits laitiers — dont il avait, d'ailleurs, à l'origine, été question — aurait porté un grave préjudice à la Grande-Bretagne.

— Le Royaume-Uni est-il aujourd'hui, comme en 1973 sous le gouvernement de M. Heath, favorable à la création d'un fonds de développement national qui aiderait à corriger les différences ?

— Oui. Nous sommes favorables, dans le cadre d'une restructuration du budget, à la création d'un important fonds régional et d'un certain nombre d'autres fonds plus modestes qui interviendraient dans d'autres secteurs.

— Ce qui veut dire prélever sur la politique agricole commune pour distribuer aux régions ?

— Oui.

Il faut que la C.E.E. débourse davantage pour notre pays

— Pensez-vous que les Britanniques ont tendance à faire porter à la C.E.E. la responsabilité de leurs propres difficultés ?

— Oui. (Rire.)

— Il y a là quelque chose du bouc émissaire !

— Nous avons tous nos boucs émissaires. Nous en avons même beaucoup. La C.E.E. en est un.

— Quelle sorte de liens aimeriez-vous voir unir les membres de la C.E.E. ?

— Je ne crois pas à la recherche d'un objectif institutionnel. Je préfère laisser les institutions évoluer d'elles-mêmes. Je pense par ailleurs que la C.E.E. constitue une expérience unique, *sui generis* ; et je ne crois pas que l'on puisse, pour ce qui la concerne, raisonner en termes de fédération ou de confédération.

— L'actuel affrontement entre super-puissances à propos de l'Afghanistan fait-il la preuve de la nécessité pour le Royaume-Uni d'appartenir à la Communauté européenne ?

— Oui. Ce qui est arrivé en Afghanistan renforce le besoin d'unité de l'Occident, et la Grande-Bretagne au sein de la Communauté européenne est un élément nécessaire à cette unité.

— Comment les partenaires du Royaume-Uni ont-ils accueilli la politique du gouvernement britannique — à laquelle vous avez amplement participé — à l'égard de la Rhodésie et de son indépendance ?

— Favorablement, je crois. Ils ont été soulagés de ce qui s'est passé. La Commission européenne s'est montrée particulièrement coopérative et le conseil des ministres a accepté d'accorder à la Rhodésie un régime de faveur pour ses échanges commerciaux. Elle jouit des privilèges d'un pays membre et dispose d'un libre accès pour son tabac, ses produits industriels, etc.

— Venons-en à présent aux aspects négatifs des relations entre le Royaume-Uni et la C.E.E. Les négociations ont-elles avancé sur la question de la trop lourde contribution de la Grande-Bretagne au budget européen ?

— Le conseil de Dublin a montré la voie à suivre. Une contribution de 350 millions a été proposée, même si elle n'a pas été acceptée ; et le communiqué final a enjoint à la Commission européenne d'augmenter la part tout à fait insuffisante que la Grande-Bretagne reçoit de la Communauté. Autrement dit, il faut que la C.E.E. débourse davantage pour notre pays.

Une réorientation de nos relations commerciales

— La Grande-Bretagne n'est-elle pas en train de chercher à élaborer une politique communautaire d'un type nouveau qui lui serait exclusivement favorable ?

— C'est une solution. Distribuer les fonds un peu partout, cela veut dire dépasser la limite de 1 % de la T.V.A. Or, si le problème se pose en termes d'insuffisance de rentrées pour notre pays — ce qui est le cas, — on ne le résoudra que par une augmentation de ses recettes.

— Cela n'est-il pas contraire à l'esprit communautaire ?

— Non, parce que l'argent sera dépensé à des fins communautaires.

— N'est-ce pas un peu, en fait, la faute du Royaume-Uni s'il importe trop et n'exporte pas assez ?

— Si vous parlez de notre commerce extérieur en général, cela est vrai. C'est un signe de déclin de notre économie. Nous n'avons pas suffisamment produit, et nous avons trop acheté. Mais ce n'est pas le cas vis-à-vis de la Communauté européenne. Il y a eu, en fait, une modification considérable de nos échanges au cours de ces dix dernières années. Nos importations en provenance de la C.E.E. sont passées de 26,1 % à 38 %. Il y a donc une réorientation très importante de nos relations commerciales.

— Sur le plan de l'agriculture surtout, n'est-ce pas ?

— Beaucoup de ces échanges sont agricoles, c'est exact.

— Le grand problème budgétaire, cependant, est sans rapport avec cet état de fait ?

— Il tient, comme je l'ai expliqué, au fait que nous n'obtenons pas la moitié de la subvention moyenne par habitant dans la Communauté. Cela n'a rien à voir avec la réorientation des échanges et n'a de rapport qu'avec la politique agricole commune et notre modeste agriculture.

Propos recueillis
par **ROGER BERTHOUD.**

(Lire la suite page 23.)

Le « socialisme autogestionnaire » yougoslave

Originalité et ambiguïtés d'un système économique

L'opération du maréchal Tito a placé de nouveau la Yougoslavie sur le devant de la scène politique. Karl Gustav Stroehm, de nationalité allemande, qui a séjourné presque constamment à Belgrade, expose ici l'originalité et les ambiguïtés du système économique yougoslave, qui cherche à emprunter aux systèmes de l'Est et de l'Ouest ce qu'ils semblent avoir de meilleur dans une optique de respect à la fois des individus et de la collectivité. Une expérience riche et difficile dont on suivra l'évolution avec beaucoup d'intérêt.

BEAUCOUP de communistes yougoslaves — jusqu'aux plus hauts sommets du parti — se contredisent. Il est toutefois certain, d'un point de vue historique, que le modèle yougoslave est le produit d'un conflit entre Belgrade et Moscou. Lorsqu'en 1948 Tito s'est opposé à Staline et que la Yougoslavie s'est trouvée exclue du bureau du Kominform (l'union des partis communistes de l'époque, contrôlée par les Soviétiques), le système économique de Belgrade était alors une réplique assez exacte de l'exemple soviétique. Tito se trouvait à la tête d'un Etat plus ou moins stalinien et d'un parti qui ne l'était pas moins dans son organisation.

Les communistes yougoslaves ont d'abord fait de nécessité vertu, cherchant, après leur rupture avec Moscou, une légitimation idéologique à leur défection. C'est alors qu'ils ont exhumé les traditions anti-centralistes, syndicalistes et associationnistes du mouvement ouvrier. Ce n'est pas un hasard si, plus tard, la critique soviétique a lancé le concept de « révisionnisme yougoslave » à propos de la « ligne Tito ». Ce dernier, ou plutôt les exécutants formés à son idéologie (Kardelj, Kildric, Bakaric et Djilas) ont essayé de partir des lignes directrices du mouvement communiste et socialiste pour résister à Staline et au despotisme soviétique.

C'est ainsi qu'apparut la formule magique des « conseils ouvriers », pour gérer les usines à la place des bureaucrates centralistes. En 1950 fut promulguée la première loi sur l'autogestion ouvrière. Pour la première fois, l'économie jouissait, dans un pays communiste, de certaines prérogatives par rapport à la politique. Pour la première fois, on pouvait constater, en régime communiste, une certaine autonomie des entreprises par rapport aux instances politiques.

Les compétences des « conseils ouvriers », élus par l'ensemble des salariés, ont été d'abord insuffisantes. Le socialisme autogestionnaire yougoslave souffre d'ailleurs encore de la position ambiguë du parti communiste, à la fois à côté et au-dessus d'un système autogestionnaire spontané et à tendance anti-hiérarchique. Ce système est encore rendu plus complexe dans la mesure où il n'y a pas un parti national mais six partis communistes régionaux, qui doivent d'abord « se coordonner » eux-mêmes.

Dès la réforme économique de 1965, les organes autogestionnaires ont vu leurs compétences accrues. Les décisions relatives à la planification de la production, aux investissements et à la politique des prix (avec des limites pour cette dernière, toutefois) purent être prises non plus dans les services centraux de l'Etat mais au niveau des entreprises.

(Lire la suite page 25.)

KARL GUSTAV STROEHM.

Soyons sérieux

A trouble-free menu for the Summit

Begin with Afghan salami tactics, and blanch. Leave Olympic game hanging, but otherwise fritter, chicken out, and rabbit on until in complete pickle. If short of oil, butter up and curry favour with hard-boiled eggs *à la russe*. Let American upside-down cake simmer in hot water until of jelly-like consistency, then top with well-blown raspberries. Make hash of Jugoslav baby beef and fudge of Persian honey, being careful not to add too much ginger.

Meanwhile, prepare champignons *à la grecque*, Spanish omelette, and potage portugais ; but hold back turkey, and duck.

Spend as much time as you can on *assiette anglaise* : chop finely, whip up as much as possible, then beat Brussels sprouts, sage and high liver together, and crab for ten minutes. Add sweet-and-sour sauce to make savoury *tarte à la crème*.

For sweet, offer a choice of *charlotte russe* or Chinese figs. Serve milk and water throughout the meal, and above all delay punch until after final bombe surprise.

Pangloss.

Danger : déflation à l'horizon...

par
ROBERT BECKMAN (*)

IL semble que la question ne se pose plus de savoir *si* la faillite, la déflation et la dépression mondiales se produiront, mais *seulement quand*. Les forces déflationnistes qui continuent à s'exercer sont bien plus fortes que tout ce que nous avons jamais vu dans l'histoire, comme l'est le niveau colossal de l'endettement mondial. Les forces capables de déclencher *une telle catastrophe* pratiquement du jour au lendemain sont constamment présentes.

Si le monde connaît réellement une déflation et une dépression graves pendant les années 80, cela pourrait bien se révéler comme la plus grande débâcle économique de l'histoire — et comme un tournant majeur dans *bien* des tendances qui caractérisent l'entreprise humaine depuis la seconde guerre mondiale. Les auteurs de *prévisions économiques*, qui fondent leurs estimations pour la décennie sur des projections linéaires des tendances d'après guerre, risquent de voir leurs prévisions totalement démenties.

Beaucoup de gens prétendent qu'une dépression à l'échelle des années 30 et la déflation inhérente ne se produiront plus jamais. Ils *affirment que l'environnement est* totalement différent aujourd'hui de ce qu'il était dans les années 30 et que nous possédons un mécanisme régulateur, fourni par les pouvoirs publics, qui empêchera *le* renouvellement d'une liquidation des dettes à une telle échelle. L'économie keynésienne et les mesures monétaires des années 50 et 60 sont *citées* comme preuve que les forces récessionnistes peuvent être contrôlées. C'est totalement erroné.

L'environnement d'aujourd'hui, bien que fort changé par rapport à celui des années 30, n'a aucun rapport non plus avec celui des années 50 et 60. *Pendant les années 30*, l'économie mondiale voyageait, semble-t-il, sur un territoire non repéré sur les cartes, ce qui a pris les banquiers internationaux par surprise. Une fois de plus, nous sommes sur un terrain qui paraît sans précédent. Il y a de fortes raisons de croire que les mécanismes conçus pour faire face à des forces récessionnistes modérées seront totalement insuffisants pour affronter le potentiel déflationniste des économies *mondiales à l'heure actuelle*.

La gravité des dépressions dépend totalement du fait que très peu de gens s'y préparent ou en admettent *la* possibilité. Les pouvoirs publics, les entreprises et les particuliers devraient commencer à *envisager la manière de se préparer* contre la menace de déflation massive, tout simplement parce que cette éventualité aurait de toute évidence des conséquences énormes. Reconnaître *l'importance* de la préparation des plans à appliquer en cas d'urgence est une question de bon sens.

Il y a, bien sûr, beaucoup de gens qui croient que, si nous pensons à la dépression, cela va la provoquer. Sans aucun doute, il y a des ge[ns] tout aussi nombreux pour penser que *les planificateurs de la défense* risquent de provoquer la guerre en réfléchissant sur ses possibilités. Mais les mesures de planification et *de précaution* ne provoqueront certainement pas une récession mondiale ; au lieu de cela, les planificateurs peuvent être capables de calculer des façons d'en atténuer les effets si les forces planétaires deviennent inexorables.

Ceux qui attireront les pires désastres, ce seront les gouvernements et les conseillers économiques qui refuseront de reconnaître le potentiel déflationniste. C'est la raison pour laquelle nous publions *ici quelques éléments d'information* destinés à éveiller l'attention.

(Lire le dossier page 23.)

(*) Economiste à *Investors Bulletin Limited*.

LES CLÉS DE LA CONJONCTURE

L'Allemagne et le Japon souffrent plus que la France

Le panorama des gestions à court terme comparées de l'Allemagne de l'Ouest, de la France, de la Grande-Bretagne et de l'Italie est réalisé par une équipe de conjoncturistes européens avec la participation de Cégos-Economie.

Ont été sélectionnés six indicateurs (taux de croissance de la production industrielle, prix à la consommation, taux de chômage, équilibre des échanges commerciaux, goulets de production et investissement, degré de sensibilité au marché international). Les quatre premiers font l'objet de graphiques, de manière à montrer aussi nettement que possible la position relative de chaque pays. Ce qui permet ensuite de les noter (pour les deux derniers indicateurs, on se limitera à ces notes).

Ces appréciations seront obtenues par le regroupement des résultats autour des trois objectifs majeurs d'une bonne gestion à court terme : a) Croissance la plus forte possible ; b) Croissance de bonne qualité (inflation et taux de chômage limités) ; c) Croissance pouvant être *maintenue* (rythme d'investissement suffisant, échanges équilibrés, degré de sensibilité au marché international limité).

Alors que les hausses pétrolières commencent à faire sentir leurs effets, la contrainte de l'équilibre extérieur revient au premier plan. Les taux de couverture des importations par les exportations de nos quatres grands pays européens se sont détériorés. En Allemagne, cela est vrai depuis presque un an déjà, en France depuis mai 1979, en Italie tout récemment avec un déficit record en novembre. En Grande-Bretagne, au-delà des grèves qui ont perturbé les statistiques, la détérioration menace aussi.

Les pays réputés « forts », l'Allemagne et le Japon, qui se *signalaient par des excédents* exceptionnels, irritants pour leurs partenaires, sont maintenant beaucoup moins bien placés. Ainsi l'Allemagne a-t-elle vu son surplus commercial s'amenuiser considérablement. Sur les onze mois 1979 il n'est plus que de 21,7 milliards de deutschemarks, contre 37,4 milliards en 1978. Mais un chiffre beaucoup plus significatif — bien que malheureusement moins souvent disponible — est celui de la balance des paiements courants, qui ajoute aux *marchandises « visibles »* des statistiques douanières les « invisibles » des services et des revenus, dont le poids est de plus en plus important. Cette balance est déficitaire pour 1979 de près de 9 milliards. Et ce déficit, d'après M. Karl Otto Poehl, nouveau président de la Bundesbank, devrait s'alourdir à 12 milliards pour l'ensemble de l'année, constituant le premier du genre depuis 1960.

Comment expliquer ce retournement ? M. Poehl l'attribue à la facture pétrolière, qui est passée à plus de 50 milliards de deutschemarks en 1979. Certes, le pétrole a pesé ici comme ailleurs, bien que la dépendance énergétique allemande soit moins forte que celle de la France, et surtout qu'en Italie et au Japon. Mais son effet a pu jouer autant parce que la réévaluation du deutschemark n'a pu l'atténuer, comme en 1978. L'Allemagne a connu en 1979 une activité nettement plus forte que les autres pays industriels, puisque d'après les dernières statistiques officielles son P.N.B. a augmenté de 4,4 % (contre 3,7 % pour la France et 2,3 % pour les Etats-Unis), ce qui a eu pour effet d'accélérer les importations par rapport aux exportations.

Au Japon, la dégradation est encore plus forte. La balance commerciale est en fort déficit. Novembre 1979 a même battu un record avec 2 milliards de dollars, et, d'après M. Haruo Mayakowa, *gouverneur de* la Banque du Japon, le trou devrait continuer à se creuser en 1980. La balance des paiements courants, de son côté, présente sur les onze mois 1979 un déficit de 9 milliards en 1978. Bien sûr, on accuse, ici aussi, le renchérissement pétrolier bien que, comme l'a souligné une récente étude du ministère nippon de l'industrie et du commerce international, le Japon ait réussi à diminuer sa *forte dépendance*.

Comme en Allemagne, d'autres facteurs ont certainement aussi renforcé cette dégradation. D'abord une très forte dévaluation du yen qui a perdu plus de 30 % par rapport au dollar, augmentant d'autant la facture pétrolière. Cette dernière a aussi été gonflée par les achats sauvages des sociétés japonaises, accusées d'être les plus grands spéculateurs des marchés « libres » de Rotterdam et d'ailleurs. De plus, le taux de croissance de l'exercice *1979-1980 a été à 6 %* le plus élevé de tous les pays industriels, ce qui a accéléré les importations. A cela, il faut ajouter que le Japon, sous la pression de ses partenaires *commerciaux* irrités par ses excédents, a accepté de prendre, juste avant les événements pétroliers, toute une série de mesures (comme des importations de matières stratégiques), qui ajoutent maintenant leurs effets.

Paradoxalement, les pays moins « forts », et même ceux réputés « faibles », ont encaissé relativement mieux le choc du pétrole. Le cas de la France est particulièrement intéressant à analyser. Malgré une facture énergétique passée de 62 mil*liards de francs* en 1978 à 83 milliards en 1979, elle a réussi à limiter son déficit annuel de 1979 à 10 milliards, grâce à une progression particulièrement rapide de 20 % de ses exportations, ce qui lui a permis de ravir de peu au Japon la place de troisième exportateur mondial.

Les résultats de novembre et décembre ont même favorablement surpris M. Jean-François Deniau, le ministre du commerce extérieur. Contrairement à l'Allemagne, la France a, en 1979, une balance des paiements excédentaire d'environ 10 milliards de francs grâce aux « invisibles » (*grands travaux, engineering*). D'où un renforcement du franc et une atténuation de la facture pétrolière. Certes, la croissance française a été plus faible que l'allemande, ce qui a facilité les choses. Mais cela ne diminue pas les mérites de ce retour au « cercle vertueux ».

L'Italie a elle aussi réussi sur la plus grande partie de l'année 1979 de bonnes performances, assez étonnamment associées à un rythme d'activité élevé, puisque le P.N.B. a augmenté d'environ 4,5 %. Les résultats les meilleurs ont été obtenus pour la balance des paiements courants avec un excédent probable de 1 200 milliards de lires, grâce à l'apport du tourisme, et la lire est restée pendant de longs mois stable par rapport au dollar. Malheureusement l'Italie n'a pas pu, comme la France, maintenir cette amorce de « cercle vertueux ». Le nouveau choc pétrolier, auquel son taux de dépendance la rend plus sensible, l'a ébranlée. La lire est *maintenant* plus fragile et l'équilibre est menacé comme le montrent les résultats de novembre, balances des paiements courants et commerciale étant en déficit, respectivement de 415 et de 1 500 milliards de lires.

La Grande-Bretagne, bien que produisant un *tonnage* croissant de pétrole qui doit la rendre *autosuffisante* en 1980, n'en voit pas pour autant sa situation extérieure s'améliorer. Son déficit commercial s'est réduit entre 1978 (3,49 milliards de livres) et 1979 (3,23 milliards). En revanche, sa balance des paiements courants est passée de l'excédent (0,71 milliard) au déficit (2,42 milliards). Cette évolution décevante est due pour une bonne partie aux « invisibles », qui rapportaient en 1978 plus de 100 millions de livres par mois, et dont l'apport est tombé de moitié ou même plus. Les autorités attribuent cette baisse à l'excessive contribution versée au Marché commun, et aussi aux redevances payées aux compagnies étrangères qui participent à l'exploitation des gisements de la mer du Nord.

Plus récemment, la balance commerciale a été pénalisée par le ralentissement des exportations, qui ont subi à la fois l'effet des grèves et la perte de la compétitivité des produits anglais, laminée entre une inflation virulente et une livre en hausse considérable. D'où l'inquiétude du patronat, qui vient de lancer à la C.E.E. un appel nettement protectionniste.

En 1979, les pays européens, même les faibles, ont pu, tant bien que mal, défendre leurs positions externes. En 1980 la tâche s'annonce beaucoup plus difficile, non seulement à cause de la surcharge pétrolière résultant des augmentations décidées avant ou après la réunion de l'OPEP à Caracas, mais aussi des nouvelles offensives probables de pays cherchant à *réduire* leurs déficits. Déjà les produits américains, dopés par la sous-évaluation du dollar, ont permis aux Etats-Unis d'améliorer leur position et d'annoncer, pour la première fois depuis trois ans, une balance des paiements courants excédentaire de près de 1 milliard de dollars au troisième trimestre 1979. De son côté, le Japon, aidé par la faiblesse du yen, va certainement relancer ses exportations. Dès lors la lutte sera dure, d'autant plus que le *recyclage* des pétrodollars, donc le financement des déficits, pose d'ores et déjà de gros problèmes.

MAURICE BOMMENSATH.

NOTATION DES GESTIONS À COURT TERME COMPAREES

	TAUX DE CROISSANCE	QUALITÉ DE LA CROISSANCE: Prix	QUALITÉ DE LA CROISSANCE: Emploi	MAINTIEN DE LA CROISSANCE: Capacité de production	MAINTIEN DE LA CROISSANCE: Echanges	MAINTIEN DE LA CROISSANCE: Sensibilité (1) internationale
ALLEMAGNE	+	—	—	++	+	++
(tendance précédente)	+	—	—	++	+	++
FRANCE	+	— —	— —	+	—	+
(tendance précédente)	+	— —	— —	+	—	+
ITALIE	++	— — —	— —	—	— —	—
(tendance précédente)	+	— —	— —	—	+	—
GRANDE-BRETAGNE	—	— —	— —	— —	+	+
(tendance précédente)	—	— —	— —	— —	—	+

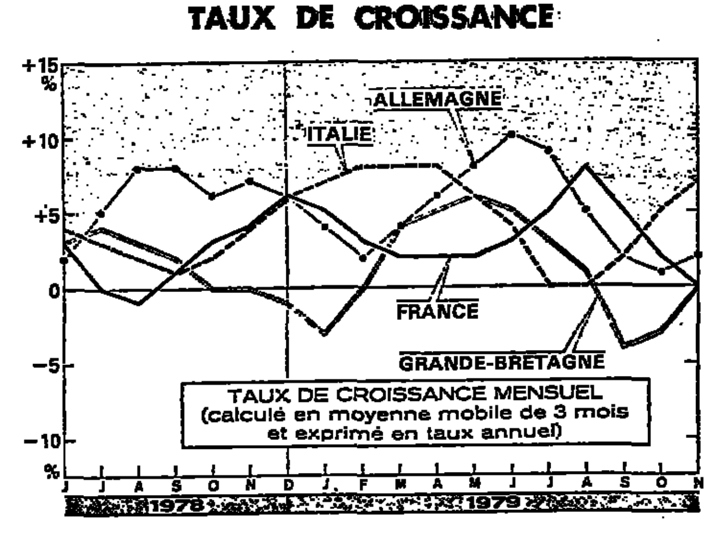
+++ excellent ++ bon + assez bien — médiocre — — mauvais — — — très mauvais (souligné) tendance précédente

(1) La sensibilité internationale, appréciée par rapport à la structure des échanges, n'est pas comparable d'un pays à l'autre. Plus elle est élevée, plus elle constitue un handicap pour la gestion à court terme.

ÉTATS-UNIS : SITUATION ET INCIDENCES

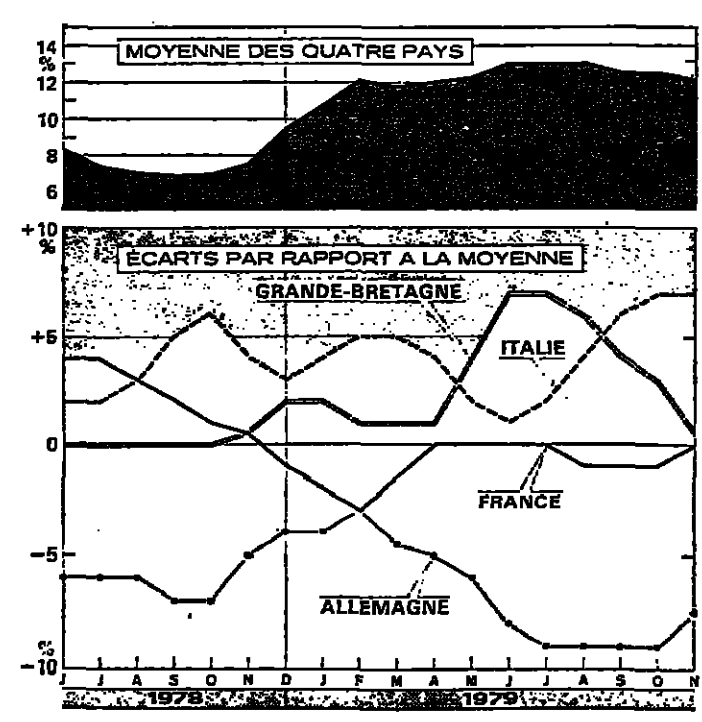
CROISSANCE	— (—)	En dépit du recul constaté dans les deux secteurs piliers de l'automobile et du logement, la croissance globale se maintient encore. Ainsi le rythme du P.N.B., qui a été de 3,1 % au troisième trimestre 1979, a encore atteint 1,4 % au quatrième. On peut noter, en particulier, une progression de 1,1 % des ventes au détail et de 0,3 % de la production industrielle de décembre.
PRIX	— (—)	Les prix de gros ont marqué, en décembre, une nette décélération (0,8 % contre 1,3 % en novembre), et le rythme calculé sur trois mois est redescendu de 15,8 % à 13,1 %. Cependant, les prix de détail, eux, ne décélèrent pas, et leur rythme reste de plus de 13 % sur les trois derniers mois, et de 12,6 % sur douze mois.
CHOMAGE	— (—)	Le taux de chômage, par rapport à la population active, corrigé des variations saisonnières, a légèrement augmenté, de 5,8 % en novembre à 5,9 % en décembre. Finalement, sur les derniers mois, il est resté pratiquement stable. En revanche, la population active, elle, augmente toujours nettement : elle s'est accrue de 353 000 en novembre et de 304 000 en décembre.
CAPACITE	— (—)	Le taux d'utilisation des capacités productives tend maintenant à diminuer : il est passé de 85 % en octobre à 84,4 % en novembre et décembre, notamment sous l'effet de la baisse de la production automobile. C'est là le plus bas niveau depuis un an et demi !
ECHANGES	— (—)	Le déficit de la balance commerciale, calculé Fob/Fob et corrigé des variations saisonnières, a continué à se contracter. Ainsi, il est passé successivement de 2,83 milliards de dollars en septembre à 2,02 milliards, en octobre et 1,42 milliard en novembre.
MONETAIRE ET FINANCIER		Aux Etats-Unis, la masse monétaire s'accroît beaucoup moins vite, le taux au jour le jour a baissé et le prime rate reste de 15,25 %. Dans les quatre grands pays européens les taux d'intérêt sont restés dans leur ensemble stables.
ECONOMIQUE		Le dollar, ayant beaucoup baissé, favorise les exportations américaines, ce qui gêne les pays européens dont la monnaie a le plus augmenté, Allemagne et Grande-Bretagne.

TAUX DE CROISSANCE



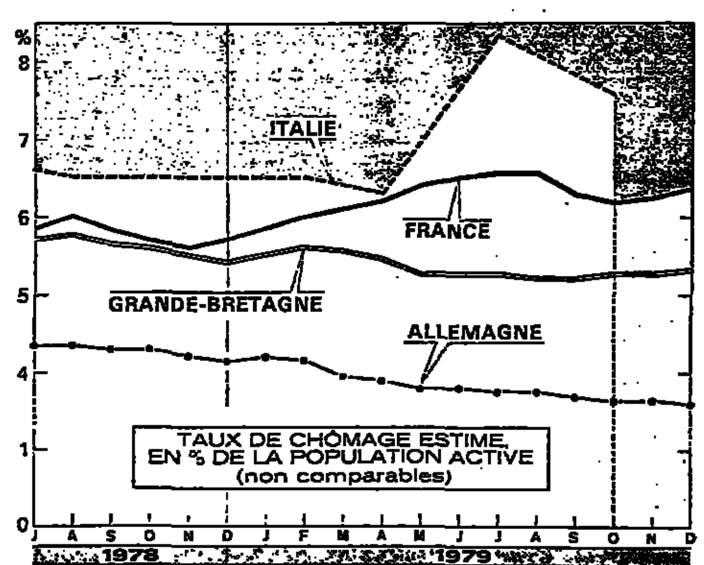
Entre octobre et novembre, la croissance industrielle s'est stabilisée en France (0 %). Elle a légèrement repris en Allemagne (+ 2 %) et s'est accélérée en Italie (7 %). En Grande-Bretagne, après le recul des mois précédents, on note une récupération.

ÉVOLUTION DES PRIX



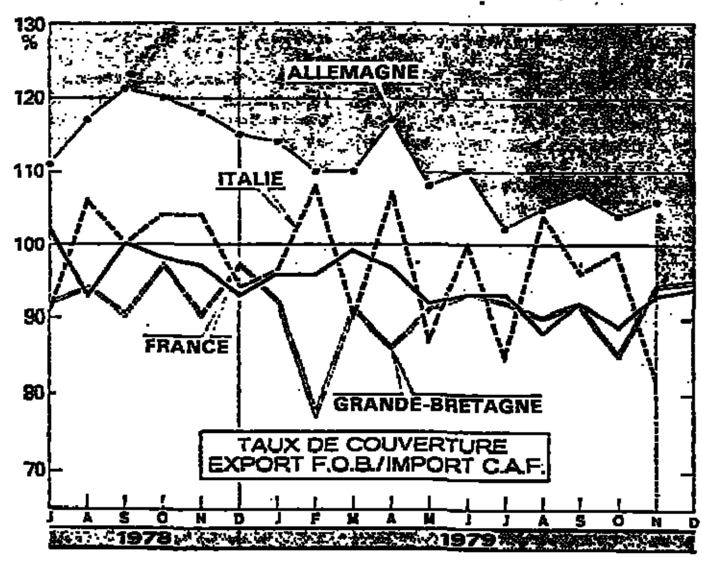
L'inflation moyenne des quatre grands pays européens a encore une fois diminué de 12,5 % à 12,1 %. Ce recul est surtout dû à la Grande-Bretagne dont le rythme des prix est repassé à 13 %, alors qu'en France il est resté à 12 % et en Italie à 20 %. En revanche, il a sensiblement augmenté en Allemagne, de 3 % à 4,5 %. Rappelons que ces taux sont calculés sur les trois derniers mois. Evalués sur douze mois, ils sont de 5,7 % en Allemagne (et de 5,4 avec le nouvel indice), de 11,8 % en France, de 17,3 % en Grande-Bretagne et de 19,8 % en Italie.

NIVEAU DE CHOMAGE



Entre novembre et décembre, le taux de chômage par rapport à la population active, corrigé des variations saisonnières, a diminué encore une fois en Allemagne de 3,60 % à 3,55 %, mais a augmenté de nouveau sensiblement en France de 6,25 % à 6,35 %, et plus légèrement en Grande-Bretagne de 5,25 % à 5,30 %. En Italie, ce taux a nettement diminué de 8,30 % au troisième trimestre à 7,60 % au quatrième.

ÉCHANGES EXTÉRIEURS



Les taux de couverture des importations par les exportations (calculés Fob-Cab et corrigés des variations saisonnières) de la France et de la Grande-Bretagne sont légèrement remontés entre novembre et décembre, respectivement de 93 % à 94 % et de 94 % à 95 %. Il en est de même de celui de l'Allemagne, qui est passé entre octobre et novembre de 104 % à 106 %. En revanche, celui de l'Italie a considérablement chuté, de 99 % à 82 %, à la suite d'un déficit record de 1 500 milliards de lires.

LES RISQUES DE LA COMMUNAUTÉ FINANCIÈRE INTERNATIONALE

La Communauté financière internationale ne dissimule pas son inquiétude devant le volume extraordinaire de dettes accumulées partout. De Zürich à New-York en passant par Londres, Paris et Tokyo, banquiers, hommes d'affaires et économistes du monde politique se *félicitent de l'évolution relativement équilibrée du* système financier depuis le début des années 70 en dépit de l'augmentation du nombre des euro-dollars, à la suite des déficits américains, de l'accroissement des dettes du tiers-monde et des pays de l'Est, des problèmes nouveaux posés par le recyclage des pétro-dollars, etc. Mais, simultanément, ils se demandent *comment, à l'avenir,* une gestion nouvelle des économies, conformément aux règles de plus grande austérité, qui risque de finir par s'imposer, pourra ne pas entraîner de graves perturbations parmi les opérateurs engagés dans l'actuelle fuite en avant. Ils craignent aussi que quelque grain de sable, comme certaines créances iraniennes, ne conduise au grippage de la machine, dont l'équilibre, à peu près assuré dans le mouvement, est fragile. Il ne s'agit pas ici d'encourager, par une vision pessimiste de cette évolution, les réactions de défiance que chacun aurait à déplorer, mais de refléter des préoccupations qui existent. C'est pourquoi nous avons demandé à un économiste londonien, Robert Berckman, de brosser le tableau de la situation dans l'optique du dicton selon lequel « un homme averti en vaut deux ».

De l'inflation à la déflation via une montagne de dettes

TANDIS que les autorités, *fascinées par les indices* nationaux des prix à la consommation, poursuivent une politique de restrictions monétaires conçue pour juguler l'inflation, une menace bien plus grave se profile à l'arrière-plan : celle de la déflation. Toute l'attention se concentre sur l'inflation, mais celle-ci n'est en réalité qu'un problème passager, significatif de la brève période des années 70. Les vrais problèmes des années 80 seront la panique financière, les récessions et, finalement, la déflation.

Pendant près de quarante ans, la croissance et l'état des recettes ont occupé l'avant-scène. Nous arrivons au jour du bilan, où la survie prendra le pas sur la croissance.

Ce que la plupart des faiseurs de plans ne voient pas, c'est que, dans le passé, la déflation a fait partie, de façon bien plus permanente que l'inflation, de notre système économique. Comme le montre l'histoire des prix depuis l'époque de saint Thomas d'Aquin, nous avons connu plus longtemps des périodes de baisse que de hausse des prix. Dans le long terme, la contraction des dettes a dépassé leur expansion.

La déflation signifie un chômage élevé, des faillites, des paniques, l'épuisement du capital, des banques qui s'effondrent, et elle a été *mortellement* redoutée pendant une plus longue période que l'inflation ne l'a jamais été. Mais, maintenant, la crainte de l'inflation remplace celle de la déflation, et le manque de préparation pour contrer les forces déflationnistes représente une part importante de la menace qui plane. Les facteurs déflationnistes sont à l'œuvre dans tout le système, pratiquement *sans qu'on s'en rende compte.*

Que les impôts soient déflationnistes, c'est indiscutable. La plupart des indices de prix au détail sont faussés par l'impôt et exagèrent donc le taux réel d'inflation. La montée de la dette et sa liquidation potentielle sont également déflationnistes, comme les restrictions monétaires. S'il y a une chose sur laquelle John Kenneth Galbraith et Milton Friedman sont d'accord, c'est que les hausses des prix du pétrole sont déflationnistes. Galbraith le dit dans le dernier chapitre de son livre sur l'argent. Milton Friedman le répète chaque fois qu'il en a *l'occasion.*

On a estimé que les hausses des prix du pétrole représentent de 25 à 50 % de l'inflation totale dans le monde, chiffre accepté avant les hausses récentes en décembre. Mais ce concept est totalement erroné. Sur la base de l'interprétation la plus simpliste de la théorie quantitative de la monnaie, les hausses des prix du pétrole entraînent un *vaste retrait de fonds des économies mondiales.* Ces fonds deviennent improductifs et ne sont pas recyclés.

Le résultat, c'est qu'il y a moins d'argent dans l'économie mondiale pour acheter une quantité graduellement croissante de marchandises, ce qui exerce sur la structure des prix une pression vers le bas. Bien sûr, si les pouvoirs publics décident de faire marcher la planche à billets pour *financer les hausses des prix pétroliers* et si la croissance monétaire s'étend au-delà de la hausse des prix du pétrole, le résultat sera fatalement inflationniste, puisque davantage d'argent est créé pour financer la même quantité de marchandises exerçant une pression ascendante sur la structure des prix.

Mais les gouvernements ont découvert ces dernières années que le procédé du financement par le déficit conduit à son propre échec. Le résultat net d'une croissance monétaire excessive a été l'abaissement de la monnaie, l'OPEP contrebalançant simplement la tendance par de nouvelles hausses du brut pour compenser le déclin du pouvoir d'achat que ses membres acceptent en paiement de leur pétrole.

Désormais, les gouvernements, dans le monde entier, ont décidé d'être stoïques, renonçant au financement par le déficit, laissant *le système monétaire* dans une situation où les hausses des prix pétroliers agissent en fait comme multiplicateur des tendances monétaires négatives. En d'autres termes, nous avons *moins d'argent, poursuivant* un approvisionnement relativement constant de marchandises et de services résultant du transfert de la richesse dans des dépôts de l'OPEP qui ne circulent pas, phénomène exacerbé par la différence entre le niveau de la croissance monétaire et le taux d'inflation des prix à la consommation.

Les tendances actuelles conduisent le système mondial à un manque de liquidité où de nouvelles augmentations de la structure de la dette créeront des problèmes de mauvais risques et une explosion déflationniste. Après avoir vécu pendant des décennies au-dessus de leurs moyens, les collectivités du monde entier manquent cruellement aujourd'hui de liquidités. Le coût du service de la dette, au niveau tant national qu'inter*national*, plus la *nécessité* d'amortir la dette existante, vont imposer au monde entier un lourd fardeau. Les intéressés découvrent que la croissance du service de la dette a été plus rapide que celle des revenus, tandis que les banques ont vu disparaître leurs liquidités. La qualité des recettes bancaires s'est nettement détériorée, tandis que leur ratio des fonds propres *sur l'endettement est tombé en* flèche.

C'est le manque de liquidités du secteur privé dans divers systèmes économiques qui est le premier responsable du marasme économique des dernières années. Les forces du marché libre apparaissent désormais pour corriger les excès, et ce à quoi nous assistons, c'est à une transition graduelle de l'expansion du crédit à sa contraction (volontaire ou *involontaire). Jusqu'ici, la* récession mondiale en est à ses débuts, et la portée de cette contraction se limite à quelques sociétés privées de premier plan dans le monde entier. Il faut s'attendre que les tendances actuelles aboutissent à un élargissement du processus pendant l'année qui vient.

Dans les prochains mois, les emprunts publics et privés vont sans doute se contracter. Lorsque le total des emprunts se contracte et qu'une portion des recettes courantes est consacrée au remboursement des obligations de dettes antérieures, la demande tombe au-dessous de l'approvisionnement en marchandises, phénomène qui conduit à la déflation. Comme le secteur privé des grandes économies mondiales reste imposant, les pressions déflationnistes résul*tant de la contraction du crédit* feront plus que compenser les forces inflationnistes engendrées par le secteur public. Ainsi, même si les déficits budgétaires continuent à s'enfler, nous avons *atteint une situation où* l'impact sur les prix pourrait encore être totalement annulé par une variation même minime du niveau de la dette en cours.

La contraction pure et simple *du crédit deviendra de plus en* plus prononcée à mesure que les forces récessionnistes mondiales s'affirmeront pendant l'année qui vient. Les consommateurs privés seront forcés de rembourser les emprunts en cours avec des revenus réduits en termes de pouvoir d'achat. La consommation privée sera alors substantiellement réduite et les faillites se multiplieront dans le secteur privé. Les banques ordinaires, ébranlées par un nombre excessif de mauvaises dettes, auront du mal à survivre. Mais l'expérience des années 30 est encore fraîche dans les esprits du milieu bancaire, et, comme l'a montré le sauvetage de certains établissements vers le milieu des années 70 par les banques centrales, on peut compter sur celles-ci comme prêteur de dernier ressort..., mais seulement tant qu'une crise bancaire internationale pourra être évitée.

ROBERT BERCKMAN.

La hausse des taux d'intérêts peut être un remède pire que le mal

LE monde reste dominé par *la psychose de l'inflation.* Elle continue d'être le souci majeur de la plupart des autorités monétaires, la plus grave menace contre les citoyens dans chaque communauté. En Grande-Bretagne, elle évolue vers un sommet de quelque 20 % pour le premier semestre de 1980. En Italie et en France, les taux d'inflation sont de 17 % et 11,5 %.

Bien que le Royaume-Uni, l'Italie et la France soient seuls actuellement aux prises avec l'inflation à deux chiffres, dans d'autres économies de première importance les principaux indicateurs statistiques laissent clai*rement prévoir que bien* des pays se trouveront bientôt dans la même situation : à mesure que 1980 progressera dans un contexte de prix pétroliers en hausse et d'objectifs de croissance monétaire dépassés dans un pays après l'autre.

La hausse de la structure de la dette mondiale depuis la dépression des années 30 est phénoménale, et, au cours des deux dernières années, l'accélération de l'endettement a débordé dans les domaines de la consommation. Le taux d'augmentation de la dette a dépassé de loin la production, tandis que l'endette*ment des consommateurs s'élève* bien au-delà de la progression des revenus de toute la Communauté européenne. Il serait totalement irréaliste d'attendre qu'une aussi lourde dette tant *sur le plan international* que dans la consommation interne, se maintienne beaucoup plus longtemps. Il serait tout aussi téméraire de compter sur l'apparition soudaine de politiques gouvernementales coordonnées qui tireraient le monde de ce malaise qui s'entretient lui-même. D'abord, les déséquilibres mondiaux sont le fruit de plusieurs décennies de mesures excessives et déraisonnables. Une intervention supplémentaire de la part d'un gouvernement central quelconque ne ferait que gêner la nécessaire correction par le marché libre.

La plupart des conseillers économiques sont parvenus à la conclusion que, pour freiner l'inflation, il faut limiter la croissance de la masse monétaire. La sagesse traditionnelle et la théo*rie monétaire classique* indiquent que le moyen de restreindre la croissance monétaire est d'utiliser le mécanisme des taux d'intérêt. En conséquence, la psychose inflationniste en Europe et ailleurs a provoqué une véritable surenchère, guerre des taux d'intérêt.

La mesure la plus notable a été le relèvement de 3 % du taux *minimum de prêt au* Royaume-Uni, tandis que les taux d'escompte des banques centrales étaient également relevés en Norvège et en Suède à la fin de l'année. Si, aux Etats-Unis, en France et en Allemagne, les taux d'intérêt semblaient se stabiliser, dans d'autres régions, la tendance était nettement à la hausse.

Pourtant, malgré des taux d'intérêt records et une très large utilisation du mécanisme des taux d'intérêt, la masse monétaire a continué, dans la plupart des grandes économies, à dépasser les objectifs fixés à l'avance et semble financer l'inflation plutôt que contribuer à la guérir. En Grande-Bretagne, il apparaissait très clairement que les agrégats monétaires avaient échappé à tout contrôle. Bien que les chiffres bancaires de novembre aient traduit une légère amélioration, ceux d'octobre n'étaient rien moins que désastreux.

Sur une base annuelle, la progression de la masse monétaire sterling M 3 s'élevait à 24 %, tandis que la croissance des prêts bancaires au secteur privé atteignait le chiffre excessivement élevé de 35 %. Ailleurs, la croissance de la masse monétaire était plus modérée, mais, dans les principales économies mondiales, les grands indicateurs économiques suggéraient toujours que l'inflation continuerait à augmenter avant de baisser, nécessitant une politique monétaire plus restrictive. Tout simplement, le niveau de l'économie ne s'est pas encore suffisamment ralenti pour constituer un sommet généralisé des taux d'intérêt, et aucun pays, dans aucune partie du globe, ne peut encore se permettre de revenir aux politiques d'argent facile sans provoquer une chute grave de la valeur extérieure de sa monnaie.

La recette du krach

La hausse des prix pétroliers ajoute aux difficultés. Les pays de l'O.C.D.E. non exportateurs de pétrole seront parmi les plus touchés par une récession mondiale, mais les effets seront bien plus graves sur les pays sous-*développés non producteurs de* pétrole. En 1979, les déficits en compte courant de ces pays dépasseront 45 milliards de dollars. Les récentes hausses de prix de l'OPEP menacent de pousser *ce déficit au-delà de 80 milliards* de dollars en 1980. Un financement du Fonds monétaire international est à la disposition de ces pays, mais la condition en est fréquemment la dévaluation de la monnaie. Celle-ci n'a jamais été considérée comme un moyen satisfaisant de corriger le déficit en compte courant d'un pays sous-développé.

Il est difficile, pour les volumes d'exportations et d'importations, de réagir exactement à la dévaluation. Le résultat net de celle-ci tend à être un niveau d'inflation plus élevé, sans l'amélioration attendue de la balance des paiements. On peut donc s'attendre à voir les pays les moins développés s'efforcer d'éviter chaque fois que ce sera possible le financement du F.M.I., ce qui se traduira par une pression croissante sur les marchés d'eurodevises, qui subissent déjà de graves tensions et manquent de liquidités.

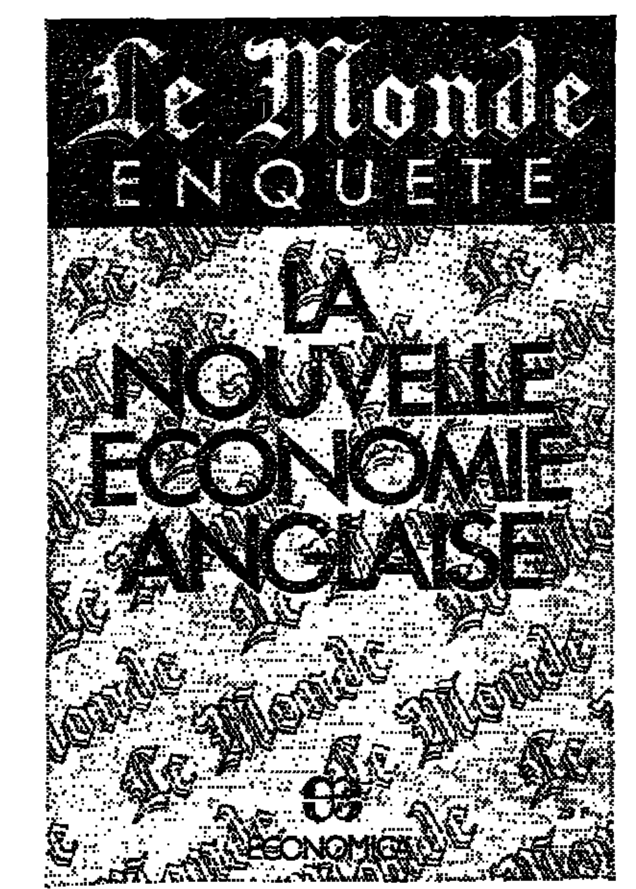
A la menace d'une crise bancaire internationale, s'ajoute la croyance très répandue que le système bancaire international s'aventure depuis quelque temps sur les chemins non commerciaux pour maintenir tout simplement à flot des débiteurs qui *risqueraient sans cela d'être dé*faillants. On note une tendance marquée à rechercher des dépôts auprès des pays producteurs de pétrole riches en liquidités puis à recycler ces dépôts à court *terme* dans du long terme au profit des pays sous-développés, dans le but d'allonger le remboursement de leur dette. A travers l'histoire, la recette d'un krach bancaire a toujours été d'« emprunter court pour prêter long ».

En Amérique, au Japon et en Europe, les banquiers se sont entendu dire par leurs organismes de tutelle qu'il serait dangereux pour la santé de leur système financier d'accepter beaucoup plus de dettes de la part des pays les moins développés. Le recyclage de la dette des pays sous-développés est perçu comme représentant un danger inhérent, et pourtant, si les crédits renouvelables ne sont pas prolongés, si la dette n'est pas étalée et refinancée, le système bancaire international sera menacé par une défaillance majeure d'un *ou plusieurs* de ses débiteurs, ce qui pourrait être encore plus dangereux.

R. B.

L'Iran, source d'une crise bancaire ?

A la suite de la crise entre les Etats-Unis et l'Iran, la menace d'une crise bancaire mondiale est plus réelle que la plupart des gens ne veulent l'envisager. Les Iraniens sont censés devoir jusqu'à 6 milliards de dollars aux banques américaines. Les avoirs qui ont été mis sous séquestre par les Etats-Unis dans des agences bancaires en Amérique et à l'étranger représenteraient un total de 12 milliards de dollars. On pense que l'Iran a l'intention de faire défaut pour les 6 milliards de dollars, tout en retirant la totalité des 12 milliards de dollars et en les plaçant dans d'autres monnaies et dans des banques hors des Etats-Unis. Le résultat net sera un retrait de 18 milliards de dollars du réseau bancaire américain, ce qui, sans aucun doute, déclenchera une réaction en chaîne parmi les banquiers ayant des dettes iraniennes en cours. Bien que les banques en Amérique, en Allemagne et en Suisse *soient les plus exposées* aux 6 milliards de dettes iraniennes, celles qui seront touchées en fin de compte recouvrent un éventail bien plus large. La plupart des syndicats bancaires internationaux ont participé avec les banques américaines à des prêts iraniens, et il est douteux qu'un seul des grands banquiers internationaux échappe aux conséquences d'une crise bancaire mondiale. Il est clair que beaucoup des banques de moindre importance se trouveront devant un moratoire qui exercera une pression sur les *plus grands* établissements. Il faut se souvenir que les sommes en cause font apparaître, par comparaison, la crise bancaire immobilière de 1974 aux Etats-Unis et en *Grande-Bretagne* comme le découvert d'un poissonnier de quartier.



Un entretien avec Sir Ian Gilmour

(Suite de la page 21.)

— Considérez-vous le Parlement européen comme l'allié de la Grande-Bretagne lorsqu'il réforme la politique agricole commune et accroît les dépenses dans les autres domaines ?

— Je ne sais pas si le Parlement européen est ou non l'allié de la Grande-Bretagne. Je suis sûr qu'il ne se considère pas comme tel. Nous n'attendons d'ailleurs pas de lui qu'il partage notre point de vue ni nous le sien. Mais il a quelques idées intéressantes, sans aucun doute.

— Pourtant le gouvernement britannique semble avoir fait preuve d'une attitude tout à fait équivoque face à certaines suggestions du Parlement lorsqu'il s'est agi de l'amélioration de la balance des dépenses.

— Nous nous sentons effectivement tiraillés, parce que sur le fond nous partageons les conceptions du Parlement européen alors qu'en même temps nous refusons un affrontement constitutionnel au sein de la Communauté.

— L'adhésion de la Grande-Bretagne au système monétaire européen serait sans doute considérée comme un pas en avant. Quels obstacles majeurs empêchent la Grande-Bretagne de faire un tel pas ?

— Comme vous le savez, nous participons à tout ce qui touche au système monétaire européen, à l'exception du mécanisme des taux de change. Avant de nous engager, nous tenons à connaître les effets de la suppression du contrôle des changes. Mais, surtout, nous ignorons encore ce qu'implique exactement pour un pays le fait d'avoir pour monnaie une pétro-devise.

— Et comment cela ?

— Malgré un taux d'inflation élevé, la monnaie d'un pays peut prendre de la valeur parce que ce pays détient du pétrole.

— Comment voyez-vous l'adhésion, pour l'an prochain, de la Grèce à la Communauté ?

— Très favorablement. J'ai moi-même proposé la seconde lecture de la loi de ratification.

— Cette adhésion n'est cependant pas sans inconvénients. Elle accroîtra par exemple les effectifs des traducteurs-interprètes attachés aux institutions communautaires...

— Les avantages politiques contrebalanceront, je pense, les inconvénients.

— Partagez-vous les craintes de M. Roy Jenkins de voir l'Europe écrasée entre l'industrie montante de pays en développement tels que la Corée et les économies avancées des Etats-Unis et du Japon ?

— Je les partagerais si nous ne nous employions pas à adapter notre industrie. Mais j'ai confiance en l'Europe. Je crois qu'elle saura éviter cet écueil.

— Une tendance cependant se fait déjà sentir dans ce sens, dans le domaine de l'acier par exemple...

— La situation est, d'une certaine manière, la même aux Etats-Unis.

— Pensez-vous que certains des problèmes que connaît la Grande-Bretagne vis-à-vis de la C.E.E., et en fait ses problèmes économiques en général, sont nés à l'époque où son commerce se faisait avec les marchés captifs que représentaient les pays du Commonwealth ?

— Nos difficultés économiques dans leur ensemble s'expliquent en partie par le déclin industriel que nous connaissons depuis un certain temps déjà.

— En partie également par le fait que le Royaume-Uni a été le premier pays où est apparue la révolution industrielle et que son industrie n'a pas été complètement détruite durant la dernière guerre, contrairement à ce qui s'est passé pour certains de ses concurrents.

— Ce raisonnement m'a toujours semblé excessif. Avoir toutes ses installations détruites n'est pas nécessairement un immense avantage. Je crois qu'il y a eu, de notre part, un certain manque de détermination.

Propos recueillis par ROGER BERTHOUD.

TROMPE-L'ŒIL

Contracter mariage avec sa cuisinière fait diminuer le revenu national

Parmi les notions les plus courantes du vocabulaire économique, certaines reflètent pour l'opinion commune une réalité qu'elles n'ont jamais eue ou qu'elles ont perdue. Dans notre rubrique « Trompe l'œil », nous tenterons de démystifier un certain nombre de ces « idées reçues ».

LES Suisses ont été vraiment émus d'apprendre que la Société de banque suisse les avait placés en tête de la liste des pays ayant, par habitant, le produit national le plus élevé. Leur revenu par tête d'habitant avait augmenté en 1978 de 3 890 dollars, passant ainsi à 13 853 dollars ; mais ils ne s'en étaient guère aperçus...

La Suisse doit son bond dans les statistiques essentiellement à une nouvelle évaluation fortement en hausse du franc suisse (de plus de 34,4 % en moyenne annuelle). Telle est l'analyse de la Banque suisse. Le produit brut réel n'a, toutefois, augmenté que de 0,2 %. Les hommes politiques jonglent avec les « produits nationaux bruts », mais leurs marges d'erreurs sont considérables. Car la valeur de tous les biens et services produits en une année, déduction faite de la valeur des biens utilisés au cours de leur production, ne peut être déterminée directement. Le volume est calculé à l'aide d'informations fournies par les entreprises, les services de statistiques, ou les organisations professionnelles. Et les insuffisances des recencements sont bien connues...

Tout cela n'est guère important lorsque le produit social est examiné sur une période courte, ou tout au plus à moyen terme. Des erreurs s'y glissant à nouveau chaque année, le taux d'accroissement reflète en moyenne assez bien les fluctuations du développement de l'économie. Mais les comparaisons sur de longues périodes sont problématiques, car la transformation de la structure de l'économie nationale a une influence sur le produit social en tant qu'indice de l'économie globale.

En principe, seules les transactions conclues sur le marché sont répertoriées. C'est aussi le cas pour la majorité des Etats industriels. Mais il y a lieu de recourir à certaines hypothèses. Et leur importance se modifie avec le temps.

C'est le cas du travail de la ménagère, dont il n'est pas tenu compte dans le calcul du produit national, alors que le salaire de la cuisinière est inclus Contracter un mariage avec sa cuisinière fait donc diminuer le revenu national. En revanche, si des travaux comme le blanchissage sont plus souvent effectués à l'extérieur du foyer, le produit national augmente.

Les prestations de l'Etat, pour lesquelles il n'y a pas de prix de marché, ne peuvent être prises en considération que par un artifice. Cela s'applique également à l'auto-consommation des patrons et à l'utilisation des appartements par les propriétaires.

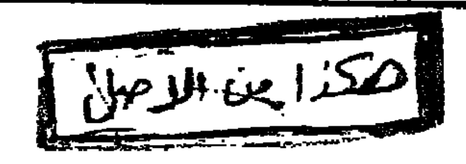
La comparaison internationale est plus problématique encore, bien que dans l'opinion publique elle soit suivie avec attention. On enregistre le fait que la République fédérale soit passée de la huitième à la cinquième place et qu'elle ait échangé sa position avec celle des Etats-Unis, que l'Italie occupe la vingt-troisième place, un rang derrière la R.D.A. Mais de telles comparaisons peuvent être tout au plus des points de repères. Les indications nationales étant transformées en dollars pour la comparaison, les fluctuations des cours du change ont une influence considérable sur la place occupée. Cela est également valable pour les taux différents d'inflation, dans la mesure où ils ne sont pas neutralisés par des modifications des taux du change.

Dans le tiers-monde, les bases statistiques font presque entièrement défaut. Il est impossible de répertorier le chiffre d'affaires d'un bazar. A la campagne, où, très souvent, il n'y a pas du tout d'économie monétaire, les instances de l'Etat sont réduites à des estimations vagues. Selon les indications de l'économiste hambourgeois Karl-Wolfgang Menk, lors de tels calculs, dans les pays en voie de développement, il n'est tenu compte, au mieux, que de 40 % des hommes. Certains pays donnent sciemment des indications plus élevées, pour impressionner leur propre population. D'autres donnent des chiffres inférieurs afin de pouvoir bénéficier d'une aide plus avantageuse pour leur développement.

Un produit national brut de 80 dollars par an et par habitant du Bouthan (selon les statistiques de la Banque mondiale pour 1977, cet Etat occupe la dernière place) indique tout simplement que ce pays est très pauvre. L'écart de 10 dollars qui existe par rapport au Bangladesh ne peut être interprété. Un tel revenu ne signifie pas obligatoirement que les hommes souffrent de la famine lorsque, par exemple, l'agriculture produit suffisamment pour alimenter la famille, alors que presque rien n'est vendu sur le marché.

Les objections contre le produit national par habitant comme critère de la prospérité d'un pays sont traditionnelles, mais on attend encore les fameuses batteries d'indices sociaux annoncées depuis longtemps pour le remplacer. Pour l'heure, la répartition des revenus n'est pas prise en considération. Une augmentation des tarifs des parcmètres accroît le produit social, mais n'augmente guère la prospérité. Si le prix à la pièce est le même, cent pains entrent dans les calculs pour une même valeur que cent colliers de chiens. Il n'est pas non plus tenu compte du temps de travail, ni de l'exploitation des gisements de matières premières propres. Un revenu relativement élevé par habitant — par exemple en Allemagne de l'Est — n'apporte pas toujours une indication sur le fait qu'il existe suffisamment de marchandises à acheter, alors que c'est cela qui est déterminant.

HANS JUERGEN MAHNKE.



LE FONCTIONNEMENT DU COMMERCE EXTÉRIEUR PAR PAYS

Les exportateurs traditionnels se passent de l'aide publique

La valeur globale des échanges extérieurs des quatre grands pays de la Communauté européenne (R.F.A., France, Grande-Bretagne et Italie), dépasse 600 milliards de dollars par an. Ce chiffre représente environ le quart du commerce mondial et, pour les exportations uniquement, correspond en moyenne à 22 % du Produit intérieur brut de chaque pays, d'un minimum de 16,3 % pour la France à un maximum de 23,6 % pour l'Italie. Pourtant, seules la France et l'Italie ont un ministre du commerce extérieur. En Grande-Bretagne, le ministère du commerce a divers départements « mixtes » et une direction pour le commerce outre-mer « British overseas trade board ». En R.F.A., le commerce extérieur dépend du ministre de l'économie alors que, avec un chiffre d'affaires de plus de 260 milliards de dollars, celle-ci est au second rang mondial après les Etats-Unis...

LE « mépris » de grands pays comme l'Allemagne et l'Angleterre à l'égard du commerce extérieur est bien sûr une façade plus qu'une réalité. Mais il est représentatif d'un « détachement » qu'on repère aussi dans les instruments dont disposent certaines administrations publiques pour gérer et développer les échanges avec l'extérieur. Il n'y a qu'en France et en Italie où un organisme public ou parapublic accompagne le gouvernement dans les tâches de soutien du commerce extérieur.

En Grande-Bretagne, les départements et directions que nous avons mentionnés s'occupent aussi bien de crédits et d'assurances aux exportations que de recherches de marchés et de participation des entreprises aux manifestations commerciales. Une quinzaine de bureaux régionaux entretiennent les contacts avec les entreprises exportatrices locales. Les ministères, celui de la santé comme celui de l'agriculture, ont chacun un bureau *particulier pour* l'exportation dans leurs secteurs respectifs. Par ailleurs, les chambres de commerce bilatérales ou mixtes, italo-britanniques par exemple, sont très actives, et les ambassades ont leurs conseillers commerciaux. C'est une structure efficace. Mais il n'existe pas d'organisme affecté spécialement au commerce extérieur. On se souvient de la formule qui courait à Londres, et qui court peut-être toujours : *« Il neige sur la Manche, le continent est isolé. »*

En Allemagne, les échanges extérieurs se fondent pratiquement sur les chambres de commerce. Une quarantaine dans trente-six pays : quatorze en Amérique latine, douze en Europe, cinq en Amérique du Nord, cinq en Asie, trois en Afrique et une en Australie. Ce sont des associations privées à tous les niveaux, du budget à la gestion, mais le gouvernement peut intervenir, et il le fait, pour financer des initiatives d'importance particulière. Un réseau bien articulé : les trois quarts du commerce extérieur allemand, et plus de 90 % des investissements dans les deux sens s'effectuent avec les pays où il y a des chambres de commerce bilatérales. Mais on peut aussi en donner une autre interprétation : *« S'il n'y a pas de chambre de commerce bilatérale dans un pays c'est qu'il ne présente pas d'intérêt commercial pour l'Allemagne. »*

Venons-en aux deux pays dans lesquels un organisme public *s'occupe de la promotion* du commerce extérieur en dehors des structures gouvernementales et des structures privées comme les chambres de commerce bilatérales.

Le Centre français du commerce extérieur établit une liaison entre *l'administration publique* et les exportateurs.

— Du côté de l'administration publique, le Centre a des liens au niveau politique avec le ministre du commerce extérieur, et au niveau opérationnel avec la direction des relations économiques extérieures qui relève du ministère de l'économie et des finances. D'autres contacts sont établis par l'intermédiaire des conseillers commerciaux qui dépendent des affaires étrangères quand ils sont à l'étranger et du ministère de l'économie et des finances s'ils sont en France.

En effet le C.F.C.E. n'a pas de bureaux à l'étranger, mais des représentants qui travaillent dans les bureaux commerciaux des ambassades. Enfin, le C.F.C.E. agit en liaison étroite avec les cabinets ministériels, comme celui de l'agriculture qui proposent et accueillent des initiatives et des informations d'intérêt commercial, eux aussi par l'intermédiaire des ambassades.

— *Du côté des entreprises* exportatrices, le C.F.C.E. est en contact direct avec les entreprises intéressées et avec les *organisations d'entreprises*, y compris les chambres de commerce franco-étrangères. A ce niveau, en France, sept représentants régionaux du C.F.C.E. travaillent avec les regroupements de régions et entretiennent des contacts avec les organisations sectorielles et professionnelles d'entreprises. C'est un système *identique à celui* mis en place aux Etats-Unis par la réforme récente de M. Carter, qui a organisé des bureaux commerciaux spécifiques dépendant du ministère du commerce extérieur.

Quatre directions se partagent les tâches du C.F.C.E. : la direction pour l'information, pour la promotion et l'organisation de foires et d'expositions à l'étranger, pour les liaisons géographiques et sectorielles, et pour l'exportation des produits agricoles. Le C.F.C.E. instruit en outre les dossiers de crédit à l'exportation, organise la signature d'accords commerciaux entre la France et les autres pays, négocie les grands contrats clés en main qui ont une importance économique particulière.

Un institut italien rénové

L'Instituto italiano per il commercio estero (ICE), enfin, est un *office* parapluie, *créé* avant la guerre, qui n'avait à l'origine qu'une fonction de contrôle phyto-sanitaire et qualitatif des exportations agricoles exclusivement. *Au cours des trente* dernières années est venue s'ajouter la promotion des ventes à l'étranger de produits industriels italiens, ce qui représente 90 % des exportations italiennes.

L'ICE est constitué de trois départements plus ou moins *équivalents, qui emploient* chacun environ six cents personnes : le siège central de Rome, avec une quarantaine de bureaux, l'organisation régionale italienne, avec une *quarantaine* de bureaux, et l'organisation à l'étranger, avec soixante sièges répartis dans cinquante pays. Ses attributions sont nombreuses, mais la restructuration de l'ICE, mise en place depuis deux ans, a précisé quatre directions, en dehors de sa fonction de contrôle agricole : l'information technique et commerciale, surtout pour les petites entreprises, la formation des jeunes à intégrer dans des entreprises à vocation exportatrice, l'assistance aux études des marchés étrangers et la promotion des ventes italiennes à l'étranger.

Le changement d'orientation de l'ICE concerne surtout la promotion. La conception défensive qui consistait à ajuster les fonds aux marchés conquis par l'Italie a été remplacée par une conception offensive de conquête des marchés à plus ou moins long terme auxquels les P.M.E. ne peuvent pas penser. Parallèlement les anciennes tâches d'assurance de l'ICE ont été confiées à la nouvelle SACE, Società Assicurazioni Crediti all'Esportazione, les opérations financières étant assurées par le Mediocredito, l'Institut central italien pour le crédit à moyen terme.

Dans leurs domaines respectifs, l'ICE et la SACE regroupent les deux séries de moyens d'action du ministère italien du commerce extérieur qui se limite à des fonctions de surveillance *et à être présent dans les deux* conseils d'administration. Le mécanisme paraît bien fonctionner dans les limites, étroites, du domaine parapublic et avec toutes les difficultés que cela comporte en Italie. Le saut de qualité que pourrait être la transformation de l'ICE en « agence d'affaires » donnerait un nouvel élan aux exportations de l'Italie qui a, plus que tout autre pays, besoin de cette soupape pour ne pas étouffer.

MARIO SALVATORELLI.

L'autogestion en Yougoslavie

(Suite de la page 21.)

C'est ainsi qu'est née ce que les Yougoslaves appellent l'« économie du marché socialiste », dans laquelle le gouvernement central n'exerce plus que des compétences limitées dans l'élaboration d'un plan-cadre.

Les hommes politiques du sommet ont, bien sûr, conservé certaines compétences dans le domaine de l'infrastructure, des transports, de la communication et de l'industrie lourde. Jusqu'en 1974, le système autogestionnaire yougoslave avait essentiellement un caractère *social et économique*. Avec la nouvelle Constitution de 1974 et les lois sur le « travail associé » qui en découlent, le concept autogestionnaire vient s'intégrer dans le système politique du pays. Les délégués élus dans les entreprises et les différents secteurs économiques forment, dans la commune, la République et la Fédération, leur propre « Chambre » au sein des Parlements respectifs. Ils sont, en quelque sorte, des fractions socio-économiques *représentant* des intérêts spécifiques.

L'application de cette législation autogestionnaire pose néanmoins quelques problèmes.

Quels sont les instruments socio-économiques dont disposent les travailleurs dans les entreprises pour pouvoir réaliser les *droits que leur donne la loi ?*

Comme dans beaucoup d'autres domaines en Yougoslavie, on constate une nette différence entre le Nord et le Sud : en Slovénie, en Croatie et *dans la* région autonome de Vojvodine, qui fait partie de la Serbie, où le mouvement ouvrier jouit d'une tradition et d'une expérience plus que centenaires, la législation sur l'autogestion est prise au sérieux. C'est également dans le Nord que les ouvriers sont le plus capables *d'en épuiser* les possibilités. Au nord et à l'ouest du pays, le directeur est un organe d'exécution. Dans le Sud, en revanche, dans les régions et les républiques sans *tradition ni* expérience industrielles, le directeur est souvent le véritable « patron », qui manipule le conseil ouvrier.

Les critiques du système yougoslave affirment que les idéologues de Belgrade n'ont pas — volontairement — résolu une *contradiction décisive* : la polarité qui existe entre un parti communiste monopolistique, d'une part, et les intérêts économiques et sociaux pluralistes, d'autre part, *tels qu'ils se manifestent* dans les conseils ouvriers et le système des délégués.

Cette polarité débouche en permanence sur des heurts entre intérêts divergents. La question reste donc posée : comment des structures de parti monolithiques politiquement peuvent-elles *ne pas être constamment* en conflit avec les intérêts des ouvriers et des directeurs au niveau de la gestion ? A la longue, le parti ne risque-t-il pas de vider l'autogestion de sa substance, ou réciproquement ?

Il existe des syndicats organisés qui, légalement, ont pour tâ*che de défendre* les *droits* des travailleurs, notamment contre les gestionnaires et les directeurs. Les syndicats yougoslaves sont en principe différents des syndicats des pays de l'Est. *Dans la* pratique, toutefois, le parti maintient les activités de quelques syndicats dans certaines limites.

La question de la propriété n'est pas non plus résolue, ni théoriquement ni pratiquement.

D'après la philosophie économique de Belgrade, toutes les *entreprises* et toutes les usines appartiennent « à la société ». Une partie est à la disposition des ouvriers « associés » dans l'entreprise.

La commune ou la collectivité locale dispose d'une partie du résultat d'exploitation de l'entreprise de « travail associé » qui décide de s'installer sur son sol et à la disposition de laquelle elle met du terrain, une infrastructure et des facilités sociales et fiscales. Viennent s'ajouter les grands « octroyeurs » de crédit comme les banques, ou d'autres entreprises qui, par des manipulations financières, se trouvent en position de force par *rapport aux* entreprises autogestionnaires demandeuses de capitaux, ce qui n'est pas du tout prévu en « théorie » dans le système autogestionnaire.

Bilan politique plutôt positif

On peut considérer le système autogestionnaire yougoslave sous deux angles : du point de vue de son efficacité économique, et en fonction de ses conséquences politiques. Economiquement, les spécialistes occidentaux critiquent vertement les nombreuses lacunes du système ; celui-ci a néanmoins fait ses preuves en tant qu'instrument politique.

Bien évidemment, la complexité du système yougoslave présente un point faible. La décentralisation peut conduire à une sorte d'égoïsme économique au niveau d'une région ou d'un service. Il y a eu, par exemple, des difficultés d'approvisionnement au cours de l'hiver 1978-1979, telles que la pénurie soudaine de lait à Belgrade : les services gérant l'approvisionnement en lait préféraient exporter vers la Grèce, en échange de devises, plutôt que de le conserver pour la capitale. La même chose se produisit pour les poudres à laver parce qu'une entreprise slovène de détersifs (tout *naturellement* aussi égoïste) a dépensé ses devises de façon anticipée et ne pouvait plus acheter de matière première.

Les fonctionnaires yougoslaves reconnaissent que, *jusqu'ici*, le pays a vécu au-dessus de ses moyens. L'inflation et la crise qui touchent les matières premières frappent, venant de l'Ouest, tout le système. *Dans un* système économique mi-libéral, mi-socialiste — qui rencontre les difficultés des deux systèmes — les Yougoslaves traverseront cette crise. Mais cette crise ne semble pas sans issue. En attendant, les autorités yougoslaves ne semblent pas vouloir s'orienter vers un retour aux méthodes de planification centralisée ; on semble penser que cette situation est transitoire et que l'on reviendra à une situation plus stable. Un point reste obscur : bon nombre de partis communistes — le parti communiste chinois, mais également le parti italien et le parti espagnol — ont repris certains éléments de l'idéologie autogestionnaire yougoslave dans leur programme. Il ne fait donc aucun doute que ce modèle, volontairement ou non, présente un *défi sérieux* au modèle communiste soviétique, qui porte la marque de Moscou.

CARL GUSTAV STROEHM.

EUROPE EUROPA

Conseil de rédaction : Pierre Drouin, Jacqueline Grapin (« le Monde »), Piero de Garzarolli, *Mario Fasanotti* (« la Stampa »), John Greig, David Spanier (« The Times »), Ingeborg Schewohl, Walter Spiegel (« Die Welt »).

Rédaction en chef : Jacqueline Grapin.

Publicité : Yves *Morvan* (« le *Monde* »), Danto Secchia (« la Stampa »), *Bryan* Todd (« The Times »), Dietrich Windberg (« Die Welt »). Coordonnateur : Eric Wolfensohn.

COMPARAISONS PAR DESSUS LES FRONTIÈRES

A BOLOGNE, STUTTGART, TOULOUSE ET NEWCASTLE

L'Europe des habitudes n'est pas faite

Les loisirs et les dépenses personnelles varient encore beaucoup d'une nation à l'autre en Europe, en dépit des pressions à l'uniformité qui s'exercent chaque jour sur le consommateur. Telle est l'une des conclusions que l'on tire, par exemple, des longs séjours dans des villes comme Bologne, Stuttgart, Toulouse et Newcastle. J'en ai fait l'expérience, avant de rédiger un livre comparatif sur la vie dans l'Europe d'aujourd'hui...

LES différences viennent autant des traditions locales que des niveaux de revenus. Ainsi le riche mais économe Souabe de Stuttgart fait-il passer le confort dans sa maison et son épargne avant toute chose. Au contraire le Toulousain et le mineur de Newcastle sont, chacun à sa manière, de grands hédonistes qui dépensent sans compter pour des joies passagères. Le Bolognais, enfin, met un point d'honneur dans son élégance vestimentaire : *« bella figura... »*

On serait stupéfait, à Newcastle, de connaître la vérité. L'Italien des classes moyennes achète chaque année deux à trois costumes et plusieurs paires de chaussures ; dans l'Angleterre houillère, on porte ses chaussures jusqu'à l'usure et l'on achète, au plus, un costume par an. Mais c'est là une question d'habitudes sociales plus que de pouvoir d'achat. « *Si je ne mets pas du soin à ma toilette*, explique une jeune Bolognaise, *on me rejettera. Je ne serai plus invitée nulle part. Les gens vous regardent de travers si vous portez n'importe quoi.* »

Les Souabes, bien qu'avec moins de flair et de passion qu'à Bologne, dépensent aussi beaucoup pour s'habiller. Dans un style plus lourd cependant. Comme en Italie, l'intégration sociale peut dépendre de la mise. « *Il faut être élégant mais sans excès*, commente un habitant de Stuttgart. *Ce que l'on vous demande ici, c'est d'être présentable.* » A Toulouse, en revanche, un style plus décontracté fait son apparition, mais avec des conventions.

A Newcastle, dont le désert gastronomique n'entame en rien la gaieté des habitants, on se soucie moins encore de cuisine que d'élégance et l'on consacre à ce poste du budget une part inférieure à celle qui lui est réservée dans les trois autres villes étudiées : les rares restaurants acceptables de l'agglomération sont soit indiens, soit italiens.

On sait pourtant se divertir à Newcastle, et pour pas cher. Malgré la fermeture des pubs à 23 heures, la ville offre une vie nocturne plus animée que nulle part ailleurs — boîtes discos, jeux de bingo, groupes de théâtre amateurs, petites formations musicales, pubs où l'on chante, clubs pour messieurs, banquets dans le style médiéval. Ajoutez à cela la passion bien britannique du « hobby », avec ses dizaines de rencontres canines, ses concours du plus beau dahlia, ses réunions des astiqueurs de cuivres. Si aux mineurs britanniques manque le charme latin, ils se rattrapent par l'exubérance, en partie peut-être pour compenser la tristesse de cet environnement qui est le leur et qui ne cesse de se dégrader.

Baignée de soleil, Toulouse la méridionale déborde, elle aussi, de vie la nuit, dans un style plus ouvert sur la rue. Les grandes terrasses des cafés sont encore bondées à 1 heure du matin, des guitaristes barbus chantent des ballades occitanes dans des caves aux lumières tamisées, la cuisine est une affaire sérieuse, malgré l'apparition de « grill-pubs » et autres drugstores. Les Toulousains, qui aiment leur plaisir, emploient leurs loisirs et leur argent à bien manger, faire du sport, se cultiver et voyager.

Beaucoup de familles possèdent une résidence secondaire à la campagne — deux fois plus qu'à Bologne et dix à quinze fois ce qu'elles sont à Stuttgart ou Newcastle. On y passe tous les week-ends quand on ne va pas au bord de la mer ou à la montagne. Même après l'augmentation du prix de l'essence, la voiture reste la préoccupation majeure des Toulousains, qui ne se défont pas de leur bougeotte.

Les Bolognais sont plus sédentaires. Peut-être sont-ils plus alourdis aussi par leur riche cuisine. La capitale mondiale de la pasta est la seule ville italienne qui puisse prétendre égaler sur le plan gastronomique presque toutes les cités françaises. Le grassouillet Bolognais consacre presque autant d'argent, d'efforts et de passion à la subtile préparation d'un plat de crémeux tortellini et autres délices locales qu'il n'en réserve à son habillement ; et les longs repas où l'on bavarde — chez soi ou à la trattoria — constituent, à Bologne, la principale activité de loisir. Les cafés, en revanche, sont, curieusement, rares et peu accueillants. Quant à la vie culturelle, elle semble (à l'exception des arts visuels) moribonde.

La devise fameuse de Stuttgart est celle-ci : « *Schaffe, schaffe, Häusle baue* » = Peine ! peine, et construis ta maisonnette ». Les loisirs ne sont pas faits que pour la détente. On s'y montrera actif et utile. Ainsi le premier passe-temps à Stuttgart est-il le bricolage et l'aménagement de la maison. Celle-ci est d'ailleurs, dans sa conception et sa décoration (bien que pas toujours du meilleur goût), beaucoup plus moderne et confortable que celle des autres Européens.

Un nouveau culte, pourtant, a envahi Stuttgart, celui de l'exercice physique en plein air. Peu de sports d'équipe ou de récréation, en fait, plutôt ceux qui maintiennent en forme, comme la marche ou le cross à travers bois : les Souabes n'auraient jamais pu s'adonner à un sport aussi statique que les boules.

L'exercice physique, tout comme le travail à la maison, vise à l'amélioration de son état. Il en est de même de la culture. Opéras, concerts et, bien sûr, ballets, sont les sorties les plus nobles. Les classes moyennes — pour lesquelles elles sont aussi une occasion de s'habiller — les considèrent presque comme un devoir moral, en même temps qu'une manière de tenir son rang dans la société.

Des efforts et du soleil

L'éthique puritaine encourage à faire fortune, mais à condition de ne pas le montrer. L'étalage des richesses est de mauvais goût à Stuttgart. Aussi n'est-il pas rare de voir un industriel millionnaire laisser au garage l'énorme Mercedes qu'il n'utilise que pour les promenades familiales à la campagne, tandis qu'il se rend tous les jours à son bureau dans une petite Volkswagen, plus discrète devant ses ouvriers. Valeurs qui ne sont guère de mise à Munich ou à Hambourg, et, *a fortiori*, à Bologne. Les Souabes ont cependant des côtés moins sérieux et, dans les classes modestes, on chante dans les tavernes en buvant de la bière ou du vin.

Pour les habitudes de vacances, les différences entre les villes sont frappantes. Les Souabes se montrent les plus hardis. J'ai rencontré des familles d'ouvriers parties en voiture camper en Norvège ou en Roumanie, et, à tous les niveaux de l'échelle sociale, on se risque, en groupes, jusqu'au Mexique ou en Thaïlande. Comme les Souabes, beaucoup d'habitants de Newcastle partent également en voyage organisé vers les plages du Sud et surtout vers l'Espagne. Ils descendent généralement dans des hôtels de catégorie inférieure à ceux des Allemands.

A Stuttgart et Newcastle, on prend deux à trois semaines de vacances d'été. Les Latins partent en général plus longtemps : quatre semaines et davantage. A Toulouse, où l'on n'a pas besoin d'aller loin chercher le soleil, on reste beaucoup chez soi dans sa maison de campagne du sud de la France. Une minorité grandissante cependant, surtout parmi les jeunes, s'aventure à présent à l'autre bout du monde.

C'est à Bologne enfin que l'on est le moins audacieux lorsqu'il s'agit de s'évader. On passe généralement ses vacances sur les bords de l'Adriatique, à une centaine de kilomètres de l'autoroute. Ainsi les famille issues des classes moyennes retournent-elles chaque année dans la même maison ou le même petit hôtel, où elles restent souvent les trois mois pleins que durent les vacances scolaires, tandis que les maris font la navette le week-end. Rares sont en fait les Bolognais qui passent les frontières. Après tout, ces vacances bon marché leur permettent d'économiser l'argent de leurs chaussures Gucci et des soufflés de pâtes aux truffes.

JOHN ARDAGH.

★ Auteur de A Tale of Five Cities (Cinq Villes), Secker and Warburg, Londres. La cinquième de ces villes, Ljubljana, met en relief les contrastes ; mais, extérieure à la C.E.E. et obéissant à une économie non occidentale, elle ne figure pas dans cet article.

Chômage : les attitudes varient d'un pays à l'autre

Le monde européen du travail est comme une bouteille dont on peut également dire qu'elle est à moitié vide ou à moitié pleine. Sur un échantillon multinational de neuf mille personnes interrogées dans une enquête conduite par Mme Hélène Riffault, à la demande de la direction générale de l'emploi et des affaires sociales de la Commission des Communautés, 13 % ont vécu personnellement l'expérience du chômage et 36 % l'ont connue dans leur entourage immédiat. Cela revient à dire que près d'un Européen sur deux a eu, entre 1975 et 1978, une certaine expérience personnelle, directe ou indirecte, du chômage ou de la recherche de l'emploi. Le phénomène touche environ les deux tiers de la population âgée de vingt à trente ans, et la moitié des adultes de plus de soixante ans, alors qu'il ne concerne qu'une personne sur dix entre trente-quatre et soixante ans. Dans l'ensemble, c'est beaucoup.

LES situations, et les attitudes vis-à-vis du chômage varient sensiblement d'un pays à l'autre. Si deux Européens sur trois expriment un avis pessimiste sur la situation de l'emploi dans la région qu'ils habitent, leur opinion varie sensiblement selon le lieu où ils se trouvent. En moyenne, l'état du moral est bon en Allemagne fédérale, assez bon au Danemark et aux Pays-Bas, mauvais en Italie et très mauvais en France. Sans doute y a-t-il à cela des raisons qui tiennent non seulement à la conjoncture économique, mais aussi à l'équilibre politique et social différent dans chaque pays.

Au total vingt-six millions de personnes auraient été au chômage ou auraient cherché du travail sans en trouver dans la Communauté européenne, au cours des trois dernières années. Et parmi elles, environ 40 % se seraient trouvées dans cette situation pendant un an et plus. Le taux est particulièrement élevé au Royaume-Uni, en Irlande, en Italie et en France. Aujourd'hui, quatre sur dix ont trouvé un emploi, deux sur dix ont renoncé à chercher et se sont résignés (dont les trois quarts sont des femmes parmi lesquelles se trouvent un tiers de chefs de familles), et les quatre dixièmes restants demeurent des « chercheurs d'emploi ».

Indemnités et travail noir

Le rôle des indemnités est souvent dénoncé comme un encouragement parfois abusif à l'inactivité. Mme Hélène Riffault a cherché, dans son enquête, à y voir plus clair. Deux tiers des Européens qu'elle a interrogés disent connaître personnellement ou avoir entendu parler de personnes qui sont enregistrées comme chômeurs, mais ne cherchent pas sérieusement à travailler. Toutefois, en sens inverse, la moitié des mêmes Européens disent connaître personnellement ou par ouï-dire des gens qui ne sont pas enregistrés comme chômeurs, et voudraient pourtant travailler s'ils trouvaient un emploi.

C'est aux Pays-Bas, puis en Italie, que s'exprime le plus fréquemment le sentiment qu'il y a des abus dans l'un et l'autre sens. Mais dans tous les pays la distribution des opinions sur cette question varie peu selon qu'elles émanent de personnes qui n'ont jamais connu de difficultés d'emploi ou qui en ont eu.

Concrètement, plus d'un tiers des enquêtés qui ont vécu au cours de ces trois dernières années une période de chômage ou de recherche infructueuse d'emploi disent n'avoir jamais été enregistrés comme chômeurs, et la moitié disent n'avoir reçu aucune indemnité de chômage ni aide financière des pouvoirs publics. Paradoxalement, l'examen des seuls répondants qui disent avoir été chômeurs un an ou davantage montre qu'ils ont été moins souvent enregistrés que les autres comme chômeurs et qu'ils ont reçu moins d'indemnités que les autres.

Il n'existait jusqu'à maintenant aucune donnée chiffrée sur l'étendue des pratiques telles que le cumul d'emplois et le travail noir dans l'ensemble des pays européens. A en croire l'expérience du public d'après cette enquête, le travail noir est presque aussi répandu que la pratique des heures supplémentaires, et le cumul d'emplois n'est pas rare.

L'opinion est partagée à l'égard de ces pratiques. Elle est plutôt favorable aux heures supplémentaires, nettement hostile au cumul d'emplois et presque divisée à égalité en ce qui concerne le travail noir. Ceux qui ont eu l'expérience du chômage ne sont pas plus hostiles que les autres au cumul d'emploi ni au travail noir, mais ils sont nettement plus opposés aux heures supplémentaires. C'est en Italie que culminent ces pratiques, alors que la majorité des travailleurs s'y déclare hostile, surtout au cumul d'emplois. L'Allemagne est nettement favorable au travail noir, et c'est le pays où l'on observe le moins de cumuls d'emplois. En Irlande et au Royaume-Uni, qui viennent immédiatement après l'Italie pour la fréquence des phénomènes, on est nettement en faveur des heures supplémentaires et moins hostile que dans les autres pays au cumul d'emplois.

La France est, apparemment, le pays où ces trois formules de travail sont le moins répandues. On y est nettement hostile au cumul, plutôt contre le travail noir, et en faveur des heures supplémentaires. Cependant, une large entente se fait pour admettre que le conseil de « travailler au noir », comme celui de transiger sur le type de travail espéré, sont de mauvais conseils à donner aux chômeurs : il vaut mieux les inciter à apprendre un autre métier et à réduire leurs exigences.

Ce sont les femmes et les jeunes qui souffrent le plus du chômage. L'attitude discriminatoire des employeurs vis-à-vis des premières joue surtout en Allemagne, en Italie et au Danemark. Le déclin des industries qui emploient surtout des femmes est invoqué principalement en Italie, en Allemagne et au Luxembourg, et leur manque de formation professionnelle au Royaume-Uni, aux Pays-Bas et en France. L'avantage que peuvent trouver les femmes à toucher une indemnité plutôt qu'à travailler domine de très loin, en Belgique, toutes les autres explications.

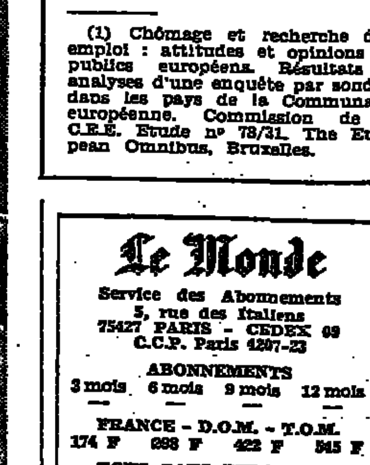
La fin de l'opprobre

Chez les jeunes une raison s'impose : le désir des employeurs d'embaucher de préférence des salariés qui sont déjà expérimentés. Mais l'inadéquation qualitative entre les postes offerts et les ambitions des jeunes qui cherchent du travail est fréquente, surtout en Allemagne fédérale. En Italie, en France et au Danemark, la réticence des employeurs à créer de nouveaux postes de travail compte beaucoup. Et au Royaume-Uni, l'on se plaint pour les jeunes comme pour les femmes de l'insuffisance de la formation professionnelle.

Le pire, pour quelqu'un qui n'arrive pas à trouver du travail, est l'insuffisance des revenus, la perte de confiance en soi, et la perspective de difficultés en famille. La crainte de l'opprobre social est extrêmement rare. Le risque d'être mal jugé par ses amis et connaissances compte peu. Comme l'indique Mme Riffault (1) : on aimerait disposer des résultats d'un même sondage lancé il y a dix ans, vingt-cinq ans, ou cinquante ans, pour pouvoir mesurer l'évolution des attitudes sur ce point.

JACQUELINE GRAPIN.

(1) Chômage et recherche d'un emploi : attitudes et opinions des publics européens. Résultats et analyses d'une enquête par sondage dans les pays de la Communauté européenne. Commission de la C.E.E. Etude n° 78/31. The European Omnibus, Bruxelles.



Le Monde

Service des Abonnements
5, rue des Italiens
75427 PARIS - CEDEX 09
C.C.P. Paris 4207-23

ABONNEMENTS

	3 mois	6 mois	9 mois	12 mois
FRANCE - D.O.M. - T.O.M.	174 F	298 F	422 F	545 F
TOUS PAYS ETRANGERS PAR VOIE NORMALE	300 F	550 F	800 F	1 050 F
ETRANGER (par messageries) I. — BELGIQUE-LUXEMBOURG PAYS-BAS	203 F	355 F	508 F	660 F
II. — SUISSE - TUNISIE	250 F	450 F	650 F	850 F

Par voie aérienne
Tarif sur demande

Les abonnés qui paient par chèque postal (trois volets) voudront bien joindre ce chèque à leur demande.

Changements d'adresse définitifs ou provisoires (deux semaines ou plus) : nos abonnés sont invités à formuler leur demande une semaine au moins avant leur départ.

Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

Veuillez avoir l'obligeance de rédiger tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

GUERRE FROIDE ET COMMERCE MONDIAL

Quelles seront les conséquences de la nouvelle tension internationale sur la vie commerciale mondiale ? Les premières décisions prises à Washington en matière agro-alimentaire vis-à-vis de l'Union soviétique, et, sur le plan financier à l'égard de l'Iran, permettent d'affirmer qu'elles *ne seront pas nulles sans pour* autant qu'on puisse encore en mesurer la portée possible. Michel Boyer et Jacques Mallet donnent ici deux coups de projecteur, l'un sur *le commerce* Est-Ouest-Sud, *en constatant que,* s'il a été permis par la détente, il n'implique pas sa poursuite ; et l'autre en exprimant l'opinion selon laquelle les vicissitudes de cette « *détente* » *seront* d'autant *moins ressenties* qu'elle n'a jamais été totale.

LES ÉCHANGES EST-OUEST-SUD

Une résultante et non une politique volontariste

DE longue date déjà, les dirigeants *de l'Est* et *les* hommes d'affaires occidentaux ont noué des liens commerciaux et financiers que la crise a rendus, en l'absence d'une remise en cause du modèle économique, à la fois plus nécessaires et plus vulnérables. Les uns ont besoin des machines et de la technologie qui permettent de faire tourner les usines des autres ; mais cet apparent équilibre des intérêts s'est traduit par un déficit des échanges des pays à économie centralisée qui les a conduits d'abord à augmenter leur endettement, puis à freiner leur achats.

La collaboration Est-Ouest a donné naissance à une certaine forme de complicité entre responsables d'un camp à l'autre ; mais elle n'exclut en rien les *affrontements* et les *conflits* internationaux, contrairement à ceux qui pensent que le commerce est un facteur de rapprochement des peuples et de paix. Les événements récents le prouvent, s'il le fallait. Elle a notamment été analysée, de façon colorée et critique, dans un livre du syndicaliste international Charles Levinson, au titre accrocheur : *Vodka-Cola*, et qui marque, d'une certaine façon, l'intrusion du roman policier dans l'analyse économique.

Cette coopération industrielle s'est exercée aussi sur le champ de manœuvres du tiers-monde, au titre ou non du redéploiement. Jouant de leur absence dans le dialogue Nord-Sud pour en rejeter l'échec sur le néo-colonialisme, les pays de l'Est, en fait, participent à des opérations industrielles tripartites (1), qui consistent, en commun avec des firmes occidentales, à implanter des usines dans les nations en développement. Une telle coopération vient d'être analysée à partir de 192 cas dans une étude publiée par le bureau d'informations et de prévisions économiques (BIPE) et l'Ecole des hautes études en sciences sociales sur « *le rôle des pays de l'Est dans la division internationale du travail* ».

Le tiers-monde intervient pour environ 15 % dans les exportations des pays de l'Est et pour 11 % dans leurs importations. En revanche, ces pays, qui ont, ces dernières années, perdu du terrain, représentent moins de 7 % des *achats des nations* en développement et de 4 % de leurs exportations. De 1970 à 1975, les importations de l'Est en provenance du tiers-monde ont augmenté plus vite que les exportations, contrairement à l'évolution enregistrée de 1965 à 1970. Dès lors, les Etats à économie centralisée, qui utilisent l'excédent réalisé avec le Sud pour compenser le déficit enregistré à l'égard de l'Ouest, ont cherché à sortir de leurs difficultés au sein d'une coopération triangulaire, « reproduction élargie » des relations industrielles Est-Ouest et qui s'est développée surtout à partir de 1965.

Jusqu'ici, souligne l'étude, la pratique de la coopération industrielle tripartite (C.I.T.) « *ne semble pas refléter les à-coups qui ont pu caractériser l'exercice de la détente* ». Pour deux raisons : « *le champ d'action est avant tout micro-économique* », donc infra-politique ; « *le redéploiement industriel apparaît comme une nécessité* ».

L'idéologie en tout cas a fait long feu. Seules les apparences sont respectées. « *Inacceptable idéologiquement parlant* », la coopération Est-Ouest-Sud fait l'objet d'un « silence quasi total » dans la presse soviétique, alors que l'exploitation du Sud *par l'Ouest est classiquement* dénoncée.

La réalisation conjointe par l'ingénierie occidentale et les firmes de l'Est d'ensembles industriels, avec la participation plus ou moins importante d'entreprises locales, s'est effectuée dans de nombreux pays, en dehors de tout impératif politique. Ce sont logiquement les pays pétroliers (Algérie, Irak, Iran, Koweït) qui ont *été* le plus le théâtre d'opérations *triangulaires*. L'Amérique latine n'a été intéressée que par quelques *grands projets à investissements* lourds (équipement hydro-électrique), alors que l'Afrique (Nigéria, Cameroun, Guinée) a relativement été peu concernée, chacun cherche sur ce continent à préserver sa sphère d'influence. Enfin, en Asie, les réalisations ont été fortement concentrées sur l'Inde.

Une caution

Accélérée par le renchérissement *du prix des hydrocarbures*, qui a permis, par le recyclage des pétrodollars, de multiplier les projets, la mise en œuvre d'opérations triangulaires impliquait une double normalisation : normalisation des relations internationales, d'une part, normalisation internationale des techniques de l'autre. Mais si la détente a permis l'éclosion de tels projets, ce dernier phénomène n'entraîne pas nécessairement un renforcement de cette détente.

En outre, comme le souligne *l'étude, l'Est comme* l'Ouest *ont* le souci « *de maximiser les gains ou de minimiser les pertes* ». Le troisième pôle du triangle, le Sud, est « *perçu comme client plutôt que comme partenaire. Il est avant tout un enjeu autant économique que politique, dans la mesure où il représente pour chacun une possibilité d'étendre sa sphère d'influence* ». La coopération tripartite peut être fructueuse pour l'un et l'autre camp, en donnant à chacun d'eux dans la sphère d'influence *adverse* « *une* caution politico-morale » qui n'a même pas besoin d'être « affichée ».

En fait, ce sont les pays du sud « riches » détenteurs de matières premières et d'énergie et relevant de la sphère occidentale, qui recourent activement à la coopération triangulaire. Certains en ont déduit que celle-ci ne ferait que favoriser l'expansion internationale des pays de l'Est. La conclusion est peut-être un peu rapide.

Les opérations peuvent, par ailleurs, aboutir à une démobilisation des pays tiers. Ainsi les centrales de l'Est spécialisées dans le montage d'usines les proposent à des coûts très bas, assortis de conditions financières sans concurrence ; ce dumping entraîne les pays en développement à préférer la rentabilité immédiate à une participation effective, profitable seulement à terme. Il s'agit alors d'une action Est-Ouest sur pays tiers, et d'une « véritable » coopération, d'autant que les ensembles industriels sont destinés le plus souvent à produire pour l'exportation, et non à industrialiser en profondeur le pays. L'impérialisme de l'Est rejoint celui de l'Ouest pour renforcer la dépendance des pays en développement.

MICHEL BOYER.

(1) La coopération tripartite représentait environ 35 milliards de dollars pour les projets réalisés jusqu'à l'été 1975.

FORUM

LA FIN DES ILLUSIONS

par

JACQUES MALLET (*)

L'INVASION de l'Afghanistan par les armées soviétiques marque-t-elle la fin de la détente ? L'alignement sur Moscou du parti communiste français indique-t-il un changement fondamental d'attitude ? C'est bien plutôt la fin des illusions sur la détente, et sur le parti communiste français. Ce double événement devrait normalement avoir des conséquences importantes sur l'évolution de la politique française et européenne.

Tout se passe comme si, pour l'U.R.S.S., la détente n'avait jamais été que la guerre froide *continuée par d'autres moyens*. De fait, elle s'est accompagnée d'un renforcement continu de la puissance militaire soviétique, d'une persistance de la lutte idéologique et de la conquête — directe ou indirecte — de positions stratégiques en Afrique, au Proche-Orient, en *Asie centrale*, en Asie du Sud-Est.

Moscou a-t-il jamais vu dans les accords d'Helsinki autre chose que la reconnaissance du *statu quo*, un droit de regard sur les affaires européennes ainsi que la voie d'accès à une coopération économique avantageuse ? Les dispositions de la « troisième *corbeille* » — relatives au respect des droits de l'homme, à la libre circulation des hommes et des idées — sont pratiquement restées lettre morte. Les autorités communistes d'Europe orientale ont durci, presque partout, leur répression contre les dissidents, un instant encouragés par ces accords.

La politique de détente reste nécessaire dans la mesure où elle constitue l'alternative à un affrontement armé direct entre les deux superpuissances, comportant des risques d'escalade nucléaire, ce que l'on veut à tout prix éviter à Moscou comme à Washington. Mieux vaut négocier que s'entretuer, et commercer que se combattre. Et il faut inlassablement poursuivre les efforts en faveur de la réduction et du contrôle des armements.

Mais les événements actuels *nous le rappellent avec brutalité* : la détente n'exclut pas des conflits locaux, plus ou moins étendus. Elle repose en définitive sur le maintien d'un équilibre des forces entre l'Est et l'Ouest. Ce qui la met aujourd'hui en péril, c'est une brusque rupture d'équilibre au profit de l'U.R.S.S. Toute négociation sur le désarmement ne peut s'engager sans risque qu'à partir d'une situation d'équilibre. Un petit coup d'arrêt vient d'être donné à l'expansionnisme des Soviétiques. Gageons qu'ils se le tiendront pour dit pendant un certain temps, jusqu'à la prochaine occasion. Sera-ce en Yougoslavie, après la mort du maréchal Tito, en Roumanie, à Berlin ou ailleurs dans le tiers-monde ?

Dans ces conditions, le risque de guerre ne résulterait pas de la fermeté, mais de la faiblesse des Occidentaux. Spéculant sur leur « non-riposte », l'U.R.S.S. a avancé ses pions, c'est-à-dire ses armées ou ses mercenaires. Arrive le moment où les Etats-Unis, qu'on croyait inertes, estiment ne plus pouvoir reculer et se décident à réagir. Si leur résolution — et la nôtre — pouvait être mise en doute, c'est alors que surgiraient des risques de dérapage et que des engrenages redoutables pourraient se mettre en mouvement.

Telle est l'« âpre réalité ». Elle invite les pays européens membres de l'alliance atlantique — qu'un retour à la guerre froide affecterait particulièrement — à réexaminer leur conception et leur pratique de la détente ainsi *que les problèmes spécifiques de* leur défense. Elle devrait également conduire les partis qui ont partagé hier les même illusions à revoir leur stratégie politique. Il faut éliminer certaines fictions, s'adapter aux réalités.

Certains épigones du général de Gaulle semblent l'avoir oublié : leur maître à penser était un grand réaliste. Chaque fois que des initiatives soviétiques ont menacé la paix mondiale, il s'est rangé immédiatement et sans hésiter aux côtés des Etats-Unis. C'est ce qu'il a fait lors de la crise de Berlin et de la crise de Cuba.

Nul ne peut dire ce qu'il ferait maintenant. Mais on a de sérieuses raisons de penser qu'il se rapprocherait des Etats-Unis. Et il appellerait sans doute les Français et les Européens à unir leurs forces pour assurer leur sécurité et leur indépendance face à la menace prioritaire, qui est celle de la domination russe sur l'ensemble de l'Europe et non celle de l'hégémonie américaine.

N'en va-t-il pas de même pour les partis socialistes ? Ils ne pourront longtemps encore s'obstiner à nier les faits. Des divergences majeures les divisent et les séparent des communistes sur l'évaluation de la politique mondiale. D'une telle ampleur qu'elles relèguent en France l'union de la gauche, l'idée même d'un programme commun de gouvernement au magasin des accessoires.

Le coup de Kaboul réveillera-t-il les Européens, comme l'avait *fait en 1948 le coup de Prague* ? La montée des périls provoquera-t-elle un sursaut de l'Europe ?

Puissent les responsables des nations libres de notre continent prendre conscience des exigences des temps nouveaux et tirer ensemble, sans retard, les leçons de la crise. Elle appelle un nouveau langage, de nouvelles actions, bref une réponse commune qui soit à la mesure des événements.

Souvenons-nous : c'est l'esprit de Munich qui ouvre les portes de la guerre. C'est l'effort, c'est l'union de tous les démocrates — par-delà les préoccupations électorales et partisanes, — c'est le courage qui les ferment.

(*) Membre du bureau politique du parti populaire européen, secrétaire national du C.D.S.

ANNONCES CLASSÉES

	La ligne	La ligne T.C.
OFFRES D'EMPLOI	51,00	59,98
DEMANDES D'EMPLOI	12,00	14,11
IMMOBILIER	35,00	41,16
AUTOMOBILES	35,00	41,16
AGENDA	35,00	41,16
PROF. COMM. CAPITAUX	95,00	111,72

ANNONCES ENCADRÉES	Le m/m col.	T.C.
OFFRES D'EMPLOI	30,00	35,28
DEMANDES D'EMPLOI	7,00	8,23
IMMOBILIER	23,00	27,05
AUTOMOBILES	23,00	27,05
AGENDA	23,00	27,05



emplois internationaux (et départements d'Outre Mer)

Pour faire face à son expansion un Groupe Français de notoriété internationale dans le secteur du

BATIMENT

RECRUTE UN

DIRECTEUR ETRANGER

capable d'assurer le développement de plusieurs filiales ; aujourd'hui en **AFRIQUE** *et au* **MOYEN ORIENT**, *demain dans d'autres parties du monde. Soucieux d'une saine gestion, il coordonne les activités commerciales et les travaux.*

Il participe à la définition de la politique générale du Groupe et la fait appliquer.

C'est un généraliste et un animateur, bon négociateur.

Ingénieur ou autodidacte, parlant anglais, c'est aujourd'hui un responsable d'agence à l'étranger ou un directeur d'une entreprise exportatrice dans le Bâtiment qui souhaite donner la pleine mesure de ses moyens dans un Groupe qui lui en offre la possibilité.

Les candidats, après avoir brièvement rappelé leur carrière, indiquent dans une lettre rédigée les raisons pour lesquelles ils estiment correspondre à ce poste, sous No 43382, à CONTESSE PUBLICITE, 20, avenue de l'Opéra, 75040 PARIS cedex 01 q.tr.



recherche

ingénieurs technico-commerciaux

POUR COMPOSANTS AUTOMOBILES

FORMATION : DIPLOME INGENIEUR MECANICIEN OU ELECTRICIEN

ayant au minimum 2 à 3 années d'expérience technique ou de vente dans une activité liée à l'automobile.

- Capables de s'exprimer en français, anglais et allemand
- Désireux de s'expatrier en Allemagne pour une durée minimale de 2 à 3 ans puis ultérieurement dans un pays du marché commun.

Possibilités de formation et conditions de travail intéressantes.

Adresser C.V., *photo et prétentions* au Service du Personnel YM - 5, Boulevard Galliéni - 92231 GENNEVILLIERS.



Département de Recherche, Section Pharmacocinétique et Métabolisme des Médicaments

CHERCHE

Dr ès SCIENCES

SPÉCIALISTE EN CHIMIE ORGANIQUE ANALYTIQUE

pour diriger son Groupe de Bionalyse

Le candidat aura la responsabilité de la mise au point des méthodes de dosage de produits pharmaceutiques nouveaux et de leurs métabolites dans les liquides biologiques.

La réussite dans ce poste suppose :

- une très bonne expérience dans l'analyse quantitative en trace (en utilisant entre autres des techniques de pointe telles que la chromatographie gazeuse, à haute performance et en couche mince) ;
- un intérêt pour les problèmes de biopharmacie ;
- *une bonne* aptitude à diriger ;
- des connaissances pratiques de l'anglais et de l'allemand, avec la possibilité de se perfectionner dans l'une de ces deux langues.

Les personnes intéressées sont priées d'envoyer leur offre manuscrite sous la référence Le Monde 22/80, au Département du Personnel du

F. HOFFMANN-LA ROCHE et Cie - CH 4002 BALE.



SOCIÉTÉ D'INGÉNIEURS-CONSEILS

CHERCHE

INGÉNIEUR EN TÉLÉCOMMUNICATIONS

Nos activités couvrent tous les domaines des télécommunications et en particulier la planification, l'étude et le dimensionnement de réseaux et de liaisons hertziennes ou par câbles. Développement possible dans le domaine téléinformatique.

Nous conduisons les études, établissons spécifications et dossiers d'appel d'offres, effectuons la réception du matériel et surveillons les travaux.

Nous cherchons un ingénieur qui, à titre de chef de projet ou spécialiste, puisse préparer les offres de service, procéder aux études, assurer le suivi des projets. Une expérience de 5 à 10 ans est souhaitée.

Anglais courant (parlé et écrit) indispensable.

Missions à l'étranger.

Lieu de résidence : Genève ou région genevoise.
Ecrire au chef du personnel.

SGI Société Générale pour l'Industrie
71, av. Louis-Casaï, case postale 158
CH - 1216 COINTRIN/GENÈVE

SPIE BATIGNOLLES

recherche

POUR CHANTIER MOYEN-ORIENT

DIRECTEUR DE TRAVAUX

- Ingénieur diplômé.
- De préférence électromécanicien.
- Il aura à mener à bien un important chantier de montage d'équipements électromécaniques et réseaux divers.

IL DEVRA AVOIR :

- 33 ans minimum ;
- une bonne expérience de la conduite des chantiers ;
- le sens de l'organisation, de la gestion et du commandement ;
- la pratique de l'anglais parlé et écrit.

- Il pourra se déplacer avec sa famille.
- Bonnes possibilités d'évolution de carrière dans la société en cas de réussite dans ce premier poste.

Envoyer C.V., photo et prétentions à :
DIVISION SPIE - Service SPC
202, quai de Clichy, 92111 CLICHY Cedex.

CHEF MAGASINIER
8.200.000 C.F.A.

Compagnie Minière Afrique Equatoriale

Une compagnie minière (4 000 p.) implantée en Afrique équatoriale recherche un Chef Magasinier pour son magasin rattaché à la division chemin de fer. Sous l'autorité du Directeur de cette division, il sera responsable de la gestion complète de son magasin (22 000 références) à l'aide de documents fournis par le service informatique. Il réceptionnera, classera et contrôlera les pièces et matériels entreposés en magasin ou sur parc. Il tiendra rigoureusement à jour différents documents (entrées-sorties) en vue de l'établissement des listings de commandes par le service achats. Il coordonnera et surveillera les activités d'une vingtaine d'Africains. Le candidat retenu, âgé d'au moins 35 ans, de formation technique (mécanique et électricité), aura une expérience pratique de la gestion de magasins de matériels variés (engins, véhicules industriels...). La lecture de l'anglais technique est souhaitée. A la rémunération s'ajouteront les avantages liés à l'expatriation. Ecrire sous réf. 322 M à :

G.R.H. Conseils
3, avenue de Ségur, 75007 PARIS.
Toutes les candidatures seront traitées confidentiellement.

SOCIETE recherche

COST CONTROLEURS
COST CONTROLE MATERIEL

Expér. pétrole off shore.
Anglais courant exigé.
Lieu de travail :
GOLFE PERSIQUE

Env. C.V. et prétentions A.M.P. sous réf. 8.338/F, 40, rue Olivier-de-Serres, Paris-5e, qui transmettra.

SOCIÉTÉ D'INGÉNIERIE DE 1er PLAN

recherche pour son activité

« CLEFS EN MAIN »
« INDUSTRIE LÉGÈRE »

son futur

DIRECTEUR COMMERCIAL MOYEN-ORIENT

- Agé de 35 ans min., ayant l'esprit d'entreprise ;
- Parfaite maîtrise de l'anglais ;
- Grande disponibilité ;
- Expérience des démarches commerciales si possible au Moyen-Orient ;
- Connaissances des industries de transformation (notamment agro-alimentaires appréciées).

Ecrire avec C.V., photo et prétent. à : n° 42.438, CONTESSE Publ., 20, av. de l'Opéra, PARIS (1er).

POUR LA HOLLANDE
INGENIEURS
AERONAUTIQUE
Longue durée.
INTERTECH. 293-46-02.

---

roset

leader français du mobilier contemporain de haut de gamme recherche pour sa

filiale allemande
roset — Möbel GmbH
(C.A. : 12 millions de DM)

L'ADJOINT DU DIRECTEUR GENERAL

Diplômé d'une grande école commerciale — ESSEC, HEC, ESCP, SUP de CO, ... — parfaitement bilingue ayant si possible expérience de la distribution des produits de consommation acquise de préférence en Allemagne.

Il secondera le Directeur dans toutes ses activités et devra prouver son efficacité sur le terrain, avec le recul suffisant pour oeuvrer dans le sens d'une action à moyen et long terme.
Poste à pourvoir dans la région de STUTTGART.

(référence 139)

RESPONSABLE DE SECTEUR COMMERCIAL

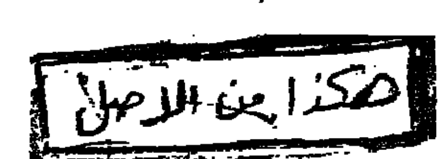
Poste convenant parfaitement à un jeune diplômé de l'enseignement commercial supérieur possédant parfaitement la langue allemande.
Animateur d'un réseau de négociants ameublement, chargé de la prospection et capable d'assurer contacts à haut niveau. Il sera le responsable du développement sur son secteur et participera à l'élaboration de la politique commerciale.
Poste à pourvoir dans la région de MUNICH.

(référence 142)

Pour ces deux postes rémunération élevée + véhicule + frais de déplacements.

Ecrire, sous référence correspondante au Cabinet GATIER, 32 rue Barrème, 69006 Lyon.

média-system



Ce poste pourrait être confié en particulier à un important groupe industriel suisse, actif dans le domaine de la microtechnique, cherche pour son département « Propriété Industrielle », rattaché à la Direction générale, un

INGÉNIEUR-CONSEIL EN BREVETS

physicien ou à un électronicien (ingénieur grande école ou formation universitaire équivalente) ayant quelque sannées de pratique dans le secteur de la propriété industrielle.

Langue maternelle française ou allemande, avec connaissance de l'autre langue et bonnes notions d'anglais.

Envoyer offres avec C.V. à EBAUCHES S.A., case postale 1157, 2001 Neuchâtel, Suisse.

Société Pétrolière région de SFAX

Filiale d'un Groupe International recherche

UN JEUNE INGÉNIEUR TUNISIEN

Venant d'une Grande Ecole ou de l'Ecole Centrale de Paris ou des Arts et Métiers.

Expérience de 2 ou 3 années souhaitées.
Dégagé des obligations militaires.

RÉMUNERATION ATTRACTIVE
LOGEMENT ASSURE.

Ecr. avec C.V., photo et prétent. à M. ASSEMAN, 113, avenue de la Liberté, TUNIS.

L'Institut Universitaire Européen
FLORENCE

recrute

à partir du 1er septembre 1980 quelques

PROFESSEURS, MAITRES DE CONFÉRENCES, MAITRES - ASSISTANTS ET ASSISTANTS

- histoire et civilisation
- sciences économiques
- sciences juridiques
- sciences politique et sociales.

Seuls les candidats occupant une position comparable dans une Université ou Institution de *recherche seront pris en considération.*

Dépôt des candidatures : avant le 1er mars 1980.

Une feuille d'information peut être obtenue auprès du service académique de l'I.U.E. BADIA FIESOLANA - I-50016 SAN DOMENICO DI FIESOLE ITALIE.
Tél. : 55-477931 - Telex 571528 I.U.E.

---

emplois internationaux

Cette classification permet aux sociétés nationales ou internationales de faire publier pour leur siège ou leurs établissements situés hors de France leurs appels d'offres d'emplois.



emplois régionaux

Région Centre
IMPORTANTE SOCIETE DE MECANIQUE ELECTRIQUE ET ELECTRONIQUE
recherche
pour l'une de ses usines de fabrication :

UN JEUNE INGENIEUR

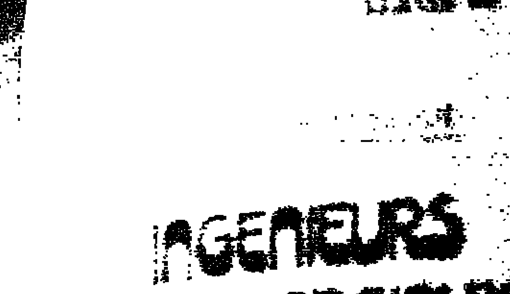
Arts et Métiers
Ayant quelques années d'expérience

Pour lui confier la responsabilité :
- de la qualité
- des prix
- des délais

d'un ou plusieurs produits de faible diffusion mais de haute technicité.
La préférence sera donnée à un candidat de valeur particulièrement intéressé par la machine outil.

Adresser votre lettre de candidature accompagnée d'un C.V. + photo et prétentions sous réf M 315 à

PUBLISCOPE JUNIOR
11, rue Royale 75008 PARIS
(qui transmettra)





emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux



emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux

Le Groupe français en position de leader sur son marché

BATIMENT et TRAVAUX PUBLICS

cherche à intégrer plusieurs personnalités du secteur TRAVAUX PUBLICS

Vous êtes aujourd'hui patron d'un centre de profit, responsable commercial d'une ligne de produits ou d'un secteur géographique en France ou à l'étranger, Directeur d'une agence ou d'une filiale Génie Civil,T.P.

Vous êtes aujourd'hui en position de force dans une entreprise où vous ne pouvez réaliser vos ambitions.

Vous avez un tempérament d'entrepreneur et les moyens de vos ambitions.

VENEZ NOUS REJOINDRE

Nous accueillons :

un NEGOCIATEUR INTERNATIONAL

bilingue français-anglais ou espagnol. Il a la responsabilité de la recherche et du montage d'opérations de grande envergure au Moyen-Orient, en Afrique, sur le continent Américain, en Asie.

Il a le sens des études de prix et la finesse des dialogues difficiles. Inégnieur ou autodidacte, peu importe, son expérience des chantiers est suffisante pour asseoir sa fiabilité.

Il se sent capable, après avoir négocié une affaire, d'en diriger l'exécution, si besoin est.

un DIRECTEUR du Département Terrassement

No 1 d'une nouvelle structure, il crée son organisation commerciale, études et travaux.

Véritable patron de son unité, il choisit ses hommes et ses moyens en bénéficiant de l'appui de services existants (Méthodes, Etudes, Matériel).

C'est un homme de grands chantiers qui fera la preuve de ses capacités en France et étendra son activité à l'étranger.

deux RESPONSABLES Travaux Publics de filiales régionales

Nos sociétés françaises sont capables aujourd'hui de prendre un nouveau tournant en confiant la création d'activités Travaux Publics à des spécialistes de la profession.

Connaissant bien le marché local, s'appuyant sur une solide formation technique, ils négocient, décrochent des affaires intelligentes, dirigent leurs équipes de travaux et gèrent leur unité avec un souci réel de rentabilité.

Régions : CENTRE, SUD-EST, immédiatement - SUD-OUEST et BRETAGNE à moyen terme.

Adresser un dossier détaillé en précisant la référence du poste à no 43357 CONTESSE PUBLICITE 20, avenue de l'Opéra 75040 PARIS CEDEX 01, qui transmettra. Il sera répondu à toutes les candidatures.

S.S.C.I. SUD-OUEST
EN PLEINE EXPANSION

(recrutement de plus de 70 collaborateurs et associés en moins de trois ans)

spécialisée dans :
- le conseil et la formation en informatique,
- le logiciel pour plusieurs marques et types de matériel,
- la délégation des spécialistes en informatique,
- l'installation « clés en main » de systèmes informatiques

RECHERCHE TOUTE URGENCE

INGÉNIEUR COMMERCIAL
CONFIRMÉ

Age minimum : 26 ans.

Formation : Enseignement supérieur, formation gestion souhaitée.

Expérience minimum : Pratique technique de l'informatique deux ans au moins.
- Pratique de la vente de services en informatique ou de matériel pendant deux ans au moins avec résultats prouvés.

Mission : En relation directe avec la direction générale.

1. — Participer à l'élaboration et à la mise en œuvre de la politique commerciale ;
2. — Assurer les relations commerciales, les propositions, les négociations de contrat et le suivi commercial ;
3. — Possibilité d'évolution rapide vers poste de direction commerciale.

Lieu de travail : Bordeaux, secteur géographique région Sud-Ouest.
Position : Cadre et (après période probatoire) associé.
Rémunération : Fixe (selon expérience acquise..
+ Intéressement aux résultats personnels
+ Intéressement aux résultats de la société.

Envoyer C.V. manuscrit + photo et prétentions à Société CIREL, M. Canne - Bât. 5, Centre 1 Cadera, avenue Kennedy - 33700 Mérignac.

---

directeur commercial fournitures de second-œuvre
Val de Loire

Nous vendons des fournitures pour le second-œuvre du bâtiment dans toute la France et nous arrivons à une taille (100 MF, 100 collaborateurs au service commercial) où nous regardons l'avenir avec détermination. Notre nouveau directeur commercial est, bien sûr, homme à animer, à organiser et à gérer l'existant ; mais nous lui demandons aussi de développer notre action (par exemple, par la mise en place de canaux nouveaux) et de préparer, sur le plan commercial, ce que seront nos activités demain. Nous souhaitons à ce poste un **directeur d'une quarantaine d'années, qui a fait ses preuves commerciales avec des produits assez techniques destinés au bâtiment.**
Notre consultant, J.P. DOURY, vous remercie de lui écrire (réf. 3733 LM).



ALEXANDRE TIC S.A.
10, RUE ROYALE - 75008 PARIS
LYON - LILLE - BRUXELLES - GENEVE - LONDRES

MEMBRE DE SYNTEC

Dans l'Ouest, pour une de ses usines à la campagne, 1000 salariés 300 millions de C.A., important groupe industriel recrute

1- Pour les méthodes

Ingénieur Débutant
60-90 000 F/an

2- Pour l'ordonnancement-Lancement

Ingénieur Confirmé
85-110 600 F/an

Nous recherchons des candidats dynamiques, disponibles, particulièrement motivés par des réalisations concrètes et l'amélioration de la *productivité. Hommes de contact, leurs qualités* essentielles seront le sens de l'organisation, l'esprit de décision la rigueur du jugement et l'adaptabilité. Larges possibilités d'évolution à l'intérieur du groupe.

Adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions à notre conseil qui répondra à chaque candidat.

Michel AUBRY 10, Impasse Pierre Loti 85000 La Roche sur Yon

MEDIA 84

Votre étape régionale :

La Bretagne Nord ou Sud, dans une agréable ville moyenne littorale. Notre société de fabrication et de négoce de matériaux de construction appartient à un grand groupe industriel français. Nous employons près de 400 personnes et notre C.A. est supérieur à 200 millions de Francs. Nous avons 4 agences régionales qui supervisent 28 centres et sommes fort bien implantés et en développement en Bretagne, région pour laquelle nous avons décidé d'engager un

Directeur d'agence et patron de la région
140/160.000 F +

Votre formation supérieure, complétée par une expérience réussie d'une dizaine d'années d'opérationnel commercial et gestion, si possible comme responsable d'une unité décentralisée vous aura préparé à cette fonction. Votre aptitude aux relations humaines, commerciales et publiques, votre rigueur en matière de gestion, votre volonté de vous installer en Bretagne, d'y travailler et d'y réussir avant d'accéder à de plus hautes responsabilités, seront déterminantes dans notre décision.
Voiture de fonction et autres avantages sont liés au poste.

Jean Bousser vous remercie de lui adresser votre dossier de candidature sous réf. B 2894, 1 rue de Berri 75008 Paris, et garantit le secret des informations.



Bernard Julhiet Psycom

Membre de Syntec

IMPORTANTE SOCIETE DU SECTEUR AGRICOLE

dans le cadre d'une diversification de ses activités

recherche

directeur commercial adjoint

Ingénieur Agro, ou diplômé d'une école supérieure de commerce.
Age minimum 28 ans.
Résidence : ville côtière de BRETAGNE.
Déplacements fréquents.
Rémunération de départ : 100.000 +

Adresser CV et photo sous N° 7483 à
PARFRANCE Annonces
4, rue Robert Estienne 75008 Paris - qui transmettra



LE CREDIT AGRICOLE de la Vendée à LA ROCHE-S/YON

recherche

UN CHEF DU SERVICE JURIDIQUE ET FISCAL

Le candidat devra :
- être diplômé de l'enseignement supérieur (maîtrise de Droit Privé)
- avoir une expérience minimum de 2 ans dans un service juridique et fiscal de préférence dans le milieu bancaire.

Si vous êtes intéressés, adressez une demande manuscrite avec curriculum vitae et photo à :

M. le Directeur de la C.R.C.A.M. de la Vendée
BP 22 X Route d'Aizenay
85001 LA ROCHE-SUR-YON CEDEX

---

acheteurs

L'établissement industriel de Belfort (2000 personnes) de la Compagnie Internationale pour l'Informatique CII HONEYWELL BULL recherche plusieurs acheteurs électroniciens. Selon le niveau technique des intéressés et leur expérience, ils seront orientés :
- soit vers les achats :
  - de pièces mécaniques sur plan
  - de composants électroniques et de matériels électriques
  - ou d'équipements de tests et de contrôle
- soit vers une fonction de négociation de contrats d'achats et d'introduction de produits nouveaux auprès des études.

Ces postes peuvent être éventuellement proposés, après une période de formation interne, à des débutants, titulaires d'un DUT/BTS ou d'un diplôme d'ingénieur, de préférence dans les spécialités électroniques/électromécaniques, ayant une pratique satisfaisante de l'anglais, désireux d'orienter leur début de carrière vers un métier prometteur dans un contexte économique, technologique et humain motivant.

Adresser votre candidature
au Service Recrutement
6, avenue des Usines
90001 BELFORT.
Tél. (84) 22.82.00



Cii Honeywell Bull

MATRA

recherche pour son Centre à SALBRIS

INGENIEUR ELECTRONICIEN

Sa mission :

Etudes, mesures, réalisations d'antennes et d'équipements hyperfréquences.

Ce poste conviendrait à un ingénieur Grandes Ecoles (ESE - Télécom. . .) et possédant un goût pour la mécanique.

Adresser CV, rémunération souhaitée et photo en indiquant la référence SM 555

MATRA B.P. N° 1 – 78140 VELIZY

RESPONSABLE DE PROGRAMME

Une des plus importantes sociétés françaises de promotion et de construction de maisons individuelles en secteur groupé, recherche : RESPONSABLE DE PROGRAMME.

Il a, après une période d'adaptation, la responsabilité complète de la gestion financière, administrative et commerciale d'un, puis de plusieurs programmes en ALSACE. Il bénéficie de l'appui des services techniques de la société. Il dispose d'une large autonomie du fait de sa forte expérience de la maison individuelle et notamment du secteur aidé.

Ce poste basé à STRASBOURG offre de larges perspectives d'évolution, une rémunération et des avantages intéressants.

Les candidats intéressés adressent un dossier sous réf. : RP/CD à France Cottages - 204, Rond Point du Pont de Sèvres - TOUR AMBOISE - 92100 BOULOGNE

France Cottages

IMPORTANTE SOCIETE DOMAINE MARQUAGE ETIQUETAGE offre postes régions :
ORLEANS - DIJON - CLERMONT-FERRAND à :

AGENTS TECHNICO-COMMERCIAUX

D.U.T. - B.T.S. section T.C. ou équivalent.
- 1 à 2 ans références si possible
- Voiture personnelle et tél. nécessaires. Fixe 3 500 F + primes + frais, avant. sociaux.
- Stage de formation rémunéré.

Adr. C.V. à COMPTO, rue Farman Z.I., 78530 BUC ou tél. pour rendez-vous 956-30-22.

Unilever France Services

recherche pour une usine (située près de Lille) fabriquant des détergents

responsable bureau d'études

A partir d'éléments présentés par le responsable nouvelles installations et par d'autres secteurs de l'usine, il formule les objectifs recherchés lors d'un projet.

Placé sous l'autorité de l'ingénieur nouvelles installations, il est en contact avec tous les services de l'usine, les fournisseurs et l'administration. Directement responsable du travail de 10 dessinateurs.

Le candidat retenu sera *INGENIEUR GRANDE ECOLE (ENSAM, ICAM, ECAM, HEI ...)*, aura acquis 5 à 10 ans D'EXPERIENCE dans les bâtiments et procédés au sein d'un service technique important et parlera couramment l'anglais.

Importantes possibilités d'évolution en France ou à l'Etranger.



Adresser C.V. et prétentions (référ. VI/80) au Département Central du Personnel, UNILEVER FRANCE SERVICES, 8, Avenue Delcassé - 75384 PARIS CEDEX 08.



emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux



Dans nos usines de l'Ouest, nous possédons un outil de production particulièrement bien adapté à la réalisation de grandes séries d'éléments plastiques (nombreuses presses à injecter), électro-mécaniques (ateliers spécialement adaptés, personnel rôdé) et électroniques (chaines automatisées, bancs-tests très bien équipés).

Cet ensemble, pour se développer, a besoin d'être "nourri" par un

responsable commercial hyper actif

L'homme que nous cherchons est un chasseur, découvreur, négociateur de contrats de

SOUS TRAITANCE

Il a l'expérience de cette forme de vente, le goût de la bagarre commerciale qui est âpre dans ces secteurs, la santé nécessaire au développement de clientèle sur tout le territoire national et des connaissances techniques suffisantes pour être un pont entre nos usines et cette même clientèle.

Les opportunités de carrière ne manquent pas dans notre groupe pour qui sait faire preuve d'efficacité professionnelle.

Envoyer C.V. détaillé sous réf. 9519-M à I.C.A. qui transmettra.

I.C.A. International Classified Advertising
3, RUE D'HAUTEVILLE - 75010 - PARIS

POUR TROIS DE SES FILIALES
implantées dans
le NORD, le MORVAN et le LYONNAIS
un groupe industriel à vocation nationale
recherche

3 JEUNES INGÉNIEURS

- Ils recevront une formation au sein du Groupe, prendront des fonctions polyvalentes dans des postes importants (domaines technique, administratif et recherche), ou se verront confier des missions de développement à l'étranger.
- Ils sont destinés à évoluer vers des responsabilités de Direction dans les différents Etablissements.
- Toutes Grandes Ecoles d'Ingénieurs. Connaissances approfondies dans les secteurs mécanique, électro-mécanique, électronique et automatique. Expérience papetière souhaitée mais non indispensable. Large initiation à la gestion et à l'informatique.
- Age minimum 25-28 ans. Excellente pratique de l'anglais indispensable. Possibilité d'un premier emploi, mais expérience appréciée.

Adresser c.v. détaillé avec photo si possible, sous référence 084, à CABINET GENEVAY - LPA 11, square Jasmin, 75016 PARIS

P.R.B.

MERCK SHARP et DOHME CHIBRET

Filiale de l'un des tout premiers Laboratoires pharmaceutiques mondiaux, poursuit le développement de son nouveau Centre de Recherche situé à RIOM, Puy de Dôme, et propose pour son Département de Toxicologie de nouveaux postes

d'anatomo-pathologistes

à des Vétérinaires ou Médecins certifiés, ayant une bonne expérience de la Pathologie des animaux de laboratoire, confirmée par des publications scientifiques.

Une pratique courante de l'Anglais est indispensable.

Un stage d'environ un an est prévu au Etats-Unis.

Toutes les candidatures seront examinées avec la plus grande discrétion.

MSD
MERCK SHARP & DOHME CHIBRET

Merci d'envoyer une lettre manuscrite avec curriculum vitae détaillé en indiquant vos prétentions à la Direction du Personnel, 200, Bd Etienne-Clémentel 63018 Clermont-Ferrand Cedex (France)

CHEF COMPTABLE
120.000 F

Consignation Transit Manutention
Port Méditerranéen

Une société française spécialisée dans la consignation de navires, la manutention et le transit international, recherche un Chef Comptable pour l'une de ses agences situées dans un port méditerranéen. Sous l'autorité du Directeur de l'agence il sera responsable de la comptabilité (bilans, comptes de résultats) et de la comptabilité analytique avec analyse des écarts. Il sera chargé des déclarations fiscales et sociales. Il s'occupera des problèmes administratifs relatifs au personnel (paie...). Il suivra avec attention la trésorerie et assurera les relations avec les banques et les compagnies d'assurances. Le candidat retenu aura au moins trente-cinq ans, le D.E.C.S. et une dizaine d'années d'expérience dans un poste semblable acquise si possible dans une société exerçant ses activités dans le secteur maritime. Ecrire sous référence 321 M à

G.R.H. Conseils
3, avenue de Ségur, 75007 PARIS
Toutes les candidatures seront traitées confidentiellement.

Grand Centre dans l'est de la France secteur tertiaire équipé de gros matériel, télétraitement, base de données et informatique R.
recherche pour ses
DEPARTEMENTS DEVELOPPEMENT et SYSTEME

- **INGÉNIEURS SYSTÈME ET ANALYSTES PROGRAMMEURS SYSTÈME**
  expérience M.V.S., OS/VS ou I.M.S. souhaitée.
- **INFORMATICIENS PROJET EXPÉRIMENTÉS**
- **PROGRAMMEURS, ANALYSTES, CHEFS DE PROJET**
  diplômé d'études supérieures ingénieurs ou universitaires.
- **JEUNES INFORMATICIENS**
  formation ingénieurs ou universitaires.
- **JEUNES INGÉNIEURS DÉBUTANTS**
  sans formation de base informatique.

Réponse avec C.V. dét. ss le nº 7.465 à « le Monde » 5, rue des Italiens, 75427 Paris cedex 09, qui tr.



Assistant Finance-Gestion

RHONE-ALPES - Un groupe français en forte expansion sur le plan national et international (C.A. 1 milliard de F., 3 200 personnes, 7 établissements en France, 5 à l'étranger) fabriquant et commercialisant des produits industriels, recherche un Assistant au Secrétaire Général du Groupe. Il assurera des missions d'études et d'intervention portant sur la gestion, les aspects financiers, juridiques et fiscaux. De plus, il sera responsable de l'audit interne sous tous ses aspects (gestion, comptabilité, fonctionnement,...). *Ce poste devant évoluer à moyen terme,* conviendrait à un candidat de formation supérieure (HEC, ESSEC, ESC,...). Il possèdera une première expérience réussie de 4 ans environ dans un cabinet d'audit anglo-saxon ou un groupe industriel important. Des connaissances juridiques et fiscales seraient appréciées ainsi que la pratique de l'anglais ou de l'allemand. La rémunération annuelle de départ, de l'ordre de 120 000 F, pourra être supérieure si l'expérience le justifie.
Merci d'adresser votre candidature sous référence 810 M à A. RICHARD qui traite confidentiellement cette recherche.



CENTOR RHONE-ALPES
17, rue Louis Guérin
69100 VILLEURBANNE
Tél. : (78) 89.37.16

Importante société internationale électronique grand public recherche pour le département développement d'un de ses centres industriels (950 personnes) région OUEST 200 km Paris :

INGÉNIEURS ÉLECTRONICIENS

(ENSERG, ISEN, ISEP, ENSEEIHT, ESEO...)

FONCTIONS PROPOSÉES :

Etudes et pré-développement électronique de matériel audio grand public (fonctions nouvelles, B.F., H.F., logique).

Ces fonctions impliquent une bonne connaissance en micro-processeurs.

Postes évolutifs ouverts à des candidats ayant une première expérience ou débutants libérés des O.M.

Documentation sur postes et région à la demande.

Envoyer lettre manuscrite, C.V. détaillé, photo, prét. et date disponibilité nº 43.975 Contesse Publ., 20, avenue de l'Opéra, PARIS-1er, qui transmettra.

Importante société d'ingénierie Froid et Agro-Alimentaire, dépendant d'un grand groupe, recherche le

responsable

de son agence de Toulouse en cours de création

Cet ingénieur, de 30 ans minimum, de formation A et M, T.P., ENSIA, devra avoir une solide expérience génie civil et, si possible, du froid et l'habitude de la négociation.

Il aura pour mission de développer l'activité dans tout le Sud-Ouest, (20 départements) : coordination des études, supervision de chantiers, relations avec l'administration et les industriels.

Lieu de résidence : Toulouse.

Nombreux déplacements à prévoir sur le secteur (voiture fournie).

Veuillez écrire sous référence 6784 à

INTERCARRIÈRES
5, rue du Helder 75009 Paris

OSMOR — média-system

IMPORTANTE USINE
COTENTIN
recherche

INGÉNIEUR ÉLECTRONICIEN

Pour MÉTHODES CONTROLE
(moyens de tests, suivi de la qualité)

Expérience souhaitée.
De préférence libéré des O.M.
Restaurant d'entreprise.

Adresser curr. vitae et prétentions à nº 43.653, CONTESSE Publ., 20, av. Opéra, Paris-1er, qui tr.

SOCIÉTÉ CONSTRUCTION
MATÉRIEL DE TRAVAUX PUBLICS
région stéphanoise

recherche pour renforcer
SON DEPARTEMENT INFORMATIQUE
(IBM 4341 - DOS VS/E - TELETRAITEMENT)

1 INGÉNIEUR ANALYSTE

Expérience gestion de production

1 ANALYSTE-PROGRAMMEUR

Connaissances souhaitées : COBOL, DL1, CICS
Postes à pourvoir de suite

Env. C.V. et prétent. nº 44.034 CONTESSE Publicité 20, av. Opéra, 75040 Paris Cedex 01, qui transmet.

CIBA-GEIGY S.A.
USINES DE SAINT-FONS (RHONE)
recherche

INGÉNIEUR A. et M.

SERVICE ENTRETIEN

Responsable service méthode ordonnancement.
30 ans minimum.
Quelques années d'expérience de maintenance d'une usine chimique.

Anglais ou allemand lu et parlé.

Ecrire avec C.V. : Département du Personnel, B.P. 47 - 69190 SAINT-FONS.

INGÉNIEUR DIPLOMÉ

Recherché par Centre Technique Industriel

POSTE :

- études bibliographiques ;
- analyse documentaire (textes scientifiques) ;
- rédaction des publications ;
- participation à commissions techniques.

CONNAISSANCES :

- industrie du béton ou bâtiment, T.P.
- allemand et anglais, autres langues appréciées ;
- techniques de créativité ;
- informatique appréciée.

APTITUDES :

- esprit d'analyse ;
- faculté de synthèse ;
- relations humaines.

Situation stable dans Centre technique industriel.

Courrier man. et C.V. + photo s/réf. 8.757 à P. LICHAU S.A., B.P. 220, 755063 PARIS CEDEX 02, qui transmettra.

LE RESPONSABLE EN POITOU CHARENTE
d'un ORGANISME FINANCIER
recherche son

ADJOINT INGENIEUR CONSEIL

Le candidat aura plusieurs années d'expérience dans l'industrie ainsi qu'une bonne connaissance des problèmes économiques et financiers de l'Entreprise.

Sa mission consistera principalement
- sur un plan technique :
  - Etablissement de diagnostics d'entreprises.
  - Recherche et propositions de solutions financières adaptées.
- sur un plan plus général :
  - Il participera à l'action commerciale de la délégation régionale.
  - Il assistera son délégué dans sa fonction administrative et relationnelle.

Envoyer C.V., photo et prétentions à :
M. DUBANTON — SODECCO
12 rue Lafayette 75009 Paris.

ELEKTOR
Publications d'électronique pour labo et loisirs cherche

UN (E) RÉDACTEUR (RICE) TECHNIQUE

Pour compléter son équipe rédactionnelle
- responsable de l'élaboration de notre mensuel et de nos livres ;
- connaissance en électronique et possédant des dispositions pour rédiger des thèmes rédactionnels ;
- parlant couramment soit l'anglais, soit l'allemand, soit le néerlandais ;
- disponible très rapidement ;
- lieu de travail : une région très agréable du Nord.

Envoyer C.V. et prétentions, à : Robert SAFIE, ELEKTOR, réf. R.T., B.P. 59, 59940 ESTAIRES.

GROUPE INTERNATIONAL
VINS ET SPIRITUEUX
région SUD-OUEST

Nous créons, au sein de l'équipe de notre département « Information de Gestion », le poste de :

RESPONSABLE modèles et études prévisionnels

chargé d'élaborer des plans prévisionnels d'exploitation économique, comptable et financière.
Le candidat, susceptible de répondre à notre attente, débute et a :

- 25 ans environ ;
- une formation supérieure (H.E.C., E.S.S.E.C. ...) ;
- des dispositions réelles pour les mathématiques et les techniques statistiques ;
- de bonnes connaissances de base en économie, finance et comptabilité ;
- le goût et le sens de l'informatique.

Adresser C.V. man. et photo à REGIE PRESSE, sous référ. nº T 17.881 M - 85 bis, rue Réaumur, 75002 PARIS.

RECHERCHONS

INGÉNIEUR TECHNICO-COMMERCIAL

Export pour vente machines

Europe Ouest et Est

Age 35 ans environ. Formation Ingénieur Mécanicien.

Anglais parlé courant exigé. Allemand souhaité.

Ecrire avec C.V. man. + photo s/réf. 2.399 à *P. LICHAU S.A., 41, rue Paul-Chenavard, LYON-1er,* qui transmettra.

Fläkt Entreprise
rech. pour son Bureau régional de BESANÇON

TECHNICO-COMMERCIAL

TECHNICIEN SUPERIEUR
(Niveau BTS ou Ingénieur).

Connaissances requises en *chauffage, ventilation,* climatisation, dépoussiérage appréciées.
Ayant expérience des relations avec clientèle industrielle pour poste *Technico-Commercial* en BOURGOGNE et FRANCHE-COMTE.

Lieu de travail BESANÇON.

Envoyer C.V. détaillé et prétentions à
Fläkt Entreprise,
26, Quai Carnot
92212 - SAINT-CLOUD.

Société de Conseils juridiques et fiscaux, région Nord, recherche CONSEIL FISCAL expérim. Ecrire avec C.V. Nº 7486 « Le Monde - Publicité » 5, r. Italiens, 75427 Paris ced. 09

BASTIA - *Haute Corse* Mutuelle cherche opticien diplômé, expérimenté. Bon salaire. Ecr. Union *Mutualiste* de Corse 15, bd Paoli, 20200 Bastia.

Le District de POITIERS *recherche pour la mise* en place d'une Société d'Economie *Mixte* de Transports Urbains un Chargé de Mission auquel seront confiées plus spécialement :

- la rédaction des statuts et la création de la Société.
- l'élaboration du Cahier des Charges réglant les rapports entre le District et ladite Société.

Des connaissances juridiques, financières et fiscales sont exigées, une expérience en matière de transports urbains souhaitée.

Possibilité d'intégration en qualité de Cadre au sein de la future Société.

Rémunération mensuelle nette, *comprise entre 6.000 et 8.000 F* suivant références.

Dépôt des candidatures : 1er mars 1980 (date limite) à adr. à la mairie de POITIERS *Service du Personne* 86021 POITIERS

Sté industrielle proximité MARSEILLE rech. JEUNE

CADRE COMMERCIAL

30 ans env. formal. SUP de CO Anglais courant, espagnol ou allemand. Déplacts 50 % env. Introduction auprès d'indus*tries du pétrole et du gaz* serait un atout.
Envoyer C.V. et prétentions à : Nº T 17985 M Régie Presse, 85 bis, rue Réaumur - Paris-2e.

Organisme de Formation Pro*fessionnelle situé proximité* LYON (Villette d'Anthon), *recherche*

JEUNE INGÉNIEUR

(INSA, Violet, ECAM...)

capable en tant qu'instructeur et Conseiller de faire évoluer les techniques d'OST dans les activités transport.
Aptitudes pédagogiques. Intérêt *pour l'organisation du travail.* Une formation lui sera assurée en matière de techniques transport. (Réf. 518 M)

SECRÉTAIRE

COLLABORATRICE DE LA DIRECTION :
- Suivi, organisation, stages de formation.
- Contacts commerciaux.

BTS + *expérience* indispensable *Secrétariat de Direction* (Réf. 520 M)

Envoyez vos candidatures sous réf. du poste à LTM Consultants - 52, quai National - 92806 Puteaux.

Institut de Mécanique des Fluides de Lille désirant renforcer une équipe travaillant sur modélisations mathématiques et traitement de données expérimentales recherche un *ingénieur* spécialisé en mathématiques appliquées, analyse numérique, statistiques et probabilités. Aptitudes complémentaires requises : Physique générale. *Mécanique - Programmation* - FORTRAN. Anglais.
Adr. dossier de candidature à : IMFL, Service du Personnel *5, bd P.-Painlevé, 59000* LILLE.

ARTISTE, CRÉATEUR

Sont les deux principales qualités que nous demandons au responsable Création de notre Faïencerie située dans le Nord.

Avec de l'imagination, un sens *esthétique développé mais aussi* une sensibilisation aux tendances de la mode dans le domaine des arts de la table (contacts avec les salons, magasins *pilotes...*), son rôle consis*tera à* proposer de nouveaux produits susceptibles d'être commercialisés par l'Entreprise.

La fonction est rattachée à la Direction Générale avec des liaisons très directes aux niveaux *Commercial* et *Technique*. Une formation Beaux-Arts semble indispensable.
Aménagements d'horaire possibles.
Merci d'envoyer votre candi*dature au Nº 7461 « le Monde »* Publicité, 5, rue des Italiens 75427 PARIS CED. 09 qui trans.

Coopérative Agricole de production animale SITUÉE EN NORMANDIE *offre place de*

DIRECTEUR

à candidat niveau B.T.S. ou ingénieur possédant 6 à 7 ans d'expérience positive dans la *commercialisation des bovins,* ovins, porcins, ayant de bonnes notions gestion administrative et comptable, capable d'organiser et d'animer une équipe.
Possédant permis V.L. et P.L. Disponible rapidement.
Env. lettre manuscr. et C.V. à CAPA EURE Abattoirs du Neubourg BP 73, 27110 Le Neubourg.



SNECMA

CENTRE D'ETUDES ET D'ESSAIS
DE VILLAROCHE PRES MELUN

recrute

jeunes ingénieurs mécaniciens

Responsables calculs de dimensionnement des pièces moteurs statiques et dynamiques.

ingénieurs B.E. conception

Responsables de la définition et du dessin de sous-ensembles pièces et modules moteurs.

ingénieurs études aérothermiques

Responsables de la définition par les méthodes modernes de calcul de la thermique des turboréacteurs.

Les candidats retenus, diplômés d'une grande école d'ingénieurs (X, Centrale, Sup. Aéro, ENSTA...), seront débutants ou présenteront une première expérience industrielle dans la mécanique et posséderont la maîtrise de la langue anglaise parlée.

Adresser lettre manuscrite, C.V. avec photo à SNECMA, Département Encadrement - 2, boulevard Victor 75724 PARIS CEDEX 15.

---

intel une société pas comme les autres

Notre apport technologique au monde du semi-conducteur fait de nous le «leader» dans le domaine des microprocesseurs, mémoires et autres types de composants et systèmes électroniques sophistiqués. Grand nombre de nos produits sont reconnus aujourd'hui comme «standard» et sont utilisés pour toutes sortes d'applications dans des secteurs comme les télécommunications, l'informatique et le domaine industriel. Notre croissance est toujours aussi rapide (+ 65 % en 1979) bien que notre taille devienne respectable (15.000 employés dans le monde), faisant de nous l'un des trois grands du semi-conducteur. Cette croissance permet d'offrir des possibilités exceptionnelles de carrière au sein d'une société jeune, dynamique et ... en pleine santé.

Nous recherchons afin d'étoffer notre équipe parisienne des :

ingénieurs commerciaux
ingénieurs technico-commerciaux

Le poste :
- Responsabilité, pour l'ensemble de nos produits, soit de clients existants ou potentiels, soit d'un nouveau secteur de l'industrie.
- Liaison permanente avec notre quartier général Européen et notre société mère en Californie (déplacements possibles).
- Rémunération en rapport avec l'expérience : salaire de base + intéressement + voiture de fonction.

Le candidat :
- Formation de base électronique.
- Expérience industrielle soit technique soit commerciale dans des domaines comparables (composants, systèmes informatiques, matériels électroniques).
- Bonne connaissance de l'anglais. Désir de réussir et d'évoluer.

média-system

Si vous souhaitez vous joindre à nous afin de faire un pas en avant dans votre carrière, envoyez lettre manuscrite, curriculum vitae, photo et prétentions à : INTEL CORPORATION 5, place de la Balance Silic 223 94528 RUNGIS. Ou bien téléphonez à Marie-Claude Letourneux 687.22.21. qui vous donnera tous renseignements complémentaires concernant les postes à pourvoir.

intel

GROUPE CHIMIQUE MULTINATIONAL
recherche
pour sa division
MATERIAUX PLASTIQUES BATIMENT

UN INGENIEUR TECHNICO-COMMERCIAL

de Formation ENSI ou équivalent.

Il aura pour mission le soutien technique de la force de vente ainsi que la recherche et le développement de produits nouveaux.

La pratique de l'Anglais est nécessaire.

Adresser CV et photo à No 43.653 Contesse Publicité 20, av. Opéra 75040 Paris Cedex 01 qui transmet.

IMPORTANTE SOCIETE FRANCAISE D'INGENIERIE recherche pour participer à des études de projets ou de réalisation de complexes industriels

INGENIEUR

Thermicien charbon ayant une bonne connaissance en chaudières, utilisant des combustibles solides.
Age indifférent dans la mesure où il s'accompagne d'une expérience certaine dans le domaine conception, travaux neufs ou éventuellement exploitation.
Anglais indispensable.
Poste basé à Paris comportant des déplacements de courte durée.

Adresser C.V. + photo sous réf 275 M à
PUBLISCOPE JUNIOR
11, rue Royale 75008 Paris
(qui transmettra)

Un groupe de 45 000 personnes, 1er constructeur mondial d'ordinateurs interactifs, peut-il vous offrir à la fois une responsabilité bien spécifique au départ et des perspectives d'évolution très ouvertes ensuite ?
Posez la question à Digital, surtout si vous êtes l'un de ces

3 ingénieurs commerciaux

micro
Réf. M 019

Mission : suivre et développer une clientèle de labo d'études de grandes entreprises électroniques et de distributeurs spécialisés.
Etendre cette clientèle par la prospection, sur un marché très concurrentiel. Jouer un rôle d'information, de conseil et de support marketing.

cao-fao
Réf. M 020

Mission : vendre à des Directeurs Techniques ou d'Etudes, ou à des conseils cao internes de grandes sociétés industrielles, des PDP-11 et des VAX pour leurs applications dans le domaine de la conception et de la fabrication assistées par ordinateurs.

téléphonie
Réf. M 021

Mission : vendre des systèmes (petits et gros ordinateurs) sur le marché de la téléphonie, dont le développement fantastique fera de plus en plus appel à l'informatique.
Diriger des projets "communications". Et à plus long terme : négocier les contrats OEM et Telco-OEM.

Ces trois postes conviennent à des spécialistes ayant une formation technique supérieure, acquise en école d'ingénieurs ou en université, une expérience de 2 à 3 ans dans un milieu industriel proche, technique ou commercial, et une bonne connaissance de l'anglais.

Vous trouverez chez Digital une responsabilité réelle, une atmosphère de perfectionnement permanent, et des perspectives d'évolution incomparables.

Nous attendons votre demande d'information ou votre offre de collaboration, adressée sous la référence choisie à la Direction du Personnel,
DIGITAL EQUIPMENT FRANCE

digital

18, rue Saarinen
Silic 225
94528 RUNGIS cedex

LABORATOIRE CENTRAL DE TÉLÉCOMMUNICATIONS

recherche dans le cadre du développement de ses activités radar

INGÉNIEURS ÉLECTRONICIENS

GRANDES ÉCOLES

(E.N.S.A.E. - E.N.S.T. - E.S.E. ou équivalent)
Ayant quelques années d'expérience.
Au sein d'équipes chargées de l'étude et de la réalisation de systèmes radar faisant appel aux techniques les plus avancées, ils participeront à la définition et à la conception de ces systèmes.

Anglais indispensable. — Allemand apprécié.

— Déplacements épisodiques à l'étranger possibles ;
— Nationalité française exigée.

Ecrire avec C.V. sous référence n° 43 548 à L.C.T., B.P. 40 — 78140 VELIZY-VILLACOUBLAY.

Importante Société

recherche

UN INGÉNIEUR-CHIMISTE

SPÉCIALISATION : RECHERCHE avec thèse de Docteur d'Etat dans le domaine de la Chimie ou de la Bio-Chimie des matériaux lignocellulosiques.

Ecr. avec C.V. et prét. n° 43.400 Contesse Publ., 20, avenue de l'Opéra, 75040 PARIS CEDEX 01.

Ingénieur Technico-Commercial

Généraliste ou Mécanicien
(60 km au Sud-Ouest de Paris, près de Rambouillet)

GRACE, leader dans le monde pour le développement, la fabrication et la commercialisation de PROCEDES D'ETANCHEITE pour les industries de l'EMBALLAGE METALLIQUE et du BOUCHAGE, recherche pour sa filiale française (plus de 950 personnes et 400 millions de C.A. en 1979) un INGENIEUR TECHNICO-COMMERCIAL.

Basé à Epernon où sont implantés le siège et l'usine, il sera chargé en FRANCE, BENELUX, SUISSE :
- de promouvoir et de commercialiser des procédés d'étanchéité (MATERIELS D'APPLICATIONS et JOINTS),
- d'assurer le suivi technique en clientèle,
- et de développer de nouveaux procédés avec le laboratoire, l'usine et le centre de développement européen.

Nous souhaitons rencontrer un INGENIEUR A & M, IDN, ENSI... parlant couramment l'Anglais, justifiant de 2 à 5 années d'expérience, de préférence dans une fonction similaire et prêt à voyager entre 50 et 60 % de son temps.

Nous proposons une rémunération fixe en rapport avec l'expérience, une voiture de fonction, le remboursement des frais réels et un STAGE DE FORMATION EN ANGLETERRE.

La réussite à ce poste permet d'envisager d'intéressantes perspectives d'évolution au sein du groupe.

MEDIA PA

GRACE

Merci d'adresser très rapidement votre dossier de candidature à Monsieur RAMON
Société GRACE
B.P. 10 - 28230 EPERNON

SELTRA BEZONS

Entreprise
Location de véhicules Industriels
en expansion (130 véhicules)
recherche

directeur exploitation

âgé au minimum de 30 ans, de formation supérieure (Ecole d'Ingénieur) et possédant une première expérience de l'exploitation, de la gestion et de la mécanique (développement clientèle, organisation du fonctionnement, gestion d'exploitation).
Responsabilités importantes dans le cadre d'une délégation effective et évolutive.

Envoyer C.V. détaillé, photo et prétentions sous la réf. 683 M à Annick DENYS
397 ter, rue de Vaugirard - 75015 PARIS

50.000 personnes à former...

Notre organisation professionnelle regroupe au plan national plus d'un millier d'adhérents, de taille moyenne pour la plupart. Au total, c'est une famille de près de 50 000 personnes, dont les besoins en formation sont bien spécifiques.

Au sein de l'instance qui a en charge cette importante fonction, les responsables détectent et analysent ces besoins, puis conçoivent et mettent en œuvre les actions, orientent et assistent au plan pédagogique les intervenants. Mission politique autant que technique, qui réclame ouverture, souplesse, aptitude à la négociation et pouvoir de conviction.

Pour étoffer une équipe déjà bien rodée, nous recherchons deux formateurs. L'animation des stages est pour eux un acquis, bien qu'ils n'auront à exercer cette compétence que très ponctuellement. L'un aura approché directement ou indirectement le vécu de la maîtrise d'ouvrage dans l'immobilier. A l'autre, on demandera une expérience approfondie en matière d'organisation, de communication, de problèmes sociologiques.

Si vous vous reconnaissez dans l'un de ces profils et que l'orientation sociale de notre activité correspond à vos motivations, écrivez sous réf. 805 345 MO aux consultants du cabinet SIRCA qui nous présenteront votre candidature. Vous travaillerez à Paris, mais prévoyez des déplacements fréquents en province.



Sirca
11, avenue Delcassé - 75008 PARIS.

MEMBRE DE SYNTEC

---

jeune ingénieur

économies d'énergie

Nous sommes une société d'engineering spécialisée dans les problèmes d'environnement et de lutte contre les nuisances et nous avons créé un département "Economies d'Energie".

Pour le développement de ce département nous recherchons un Ingénieur à qui sera confié :
— l'étude et la réalisation d'investissements économisant l'énergie,
— le développement et l'industrialisation d'un produit nouveau.

Cet Ingénieur Grande Ecole débutant (CENTRALE, IDN, A et M, etc...) sera thermicien. Une expérience dans le domaine des fours industriels serait appréciée. Le candidat devra avoir une bonne maîtrise de la langue anglaise, et une aptitude aux contacts commerciaux.

Les candidatures seront adressées sous référence 315 à :
Monsieur X. AUGUSTIN — Société ECOPOL
26, rue du Château des Rentiers - 75013 PARIS



LA MEDICALE DE FRANCE

Société d'assurances et de crédit, filiale d'un très important groupe financier, nous nous adressons par vocation aux professions médicales et paramédicales.
Nous renforçons notre équipe de spécialistes sinistres et recherchons un

Juriste assurances HF

Il prendra en charge l'analyse de la gestion d'accidents mettant en cause la responsabilité civile professionnelle de nos assurés. Il sera intégré à une petite cellule de haute technicité au sein de laquelle chacun a de larges responsabilités sur toutes les étapes des affaires qu'il gère.

Notre préférence ira vers un candidat de formation juridique supérieure (maîtrise + 1 à 2 ans) et une expérience de l'assurance, même courte. Il saura associer la qualité du contact avec le client et la rigueur intellectuelle nécessaire à une bonne gestion.

Nicole Manchez vous remercie de lui adresser votre dossier de candidature sous référence A 4903, 1 rue de Bern 75008 Paris.



Bernard Julhiet
Psycom

Membre de Syntec

AMPEX
AMPEX FRANCE
21 rue du Dôme 92100 BOULOGNE
Leader mondial de l'enregistrement magnétique
recherche pour développer les ventes de son département informatique

INGENIEUR TECHNICO-CCIAL

- expérience de la vente d'équipements de haute technicité
- responsable auprès du Directeur Commercial pour la France et la Belgique de la diffusion de nos

MINI-ORDINATEURS

- le candidat devra posséder une formation d'ingénieur d'une école d'électronique. Une formation complémentaire sera assurée par la société.
- sérieuses connaissances en anglais.

Prévoir déplacements (France - Belgique)
En plus d'un salaire Fixe x 13, un intéressement motivera un candidat sérieux.

Envoyer C.V. photo et prétentions à J.Y. SCHULTZ

offres d'emploi — offres d'emploi — offres d'emploi — offres d'emploi

ingénieurs physico-chimistes
DÉBUTANTS

Usine de semi-conducteurs
REGION PARISIENNE SUD
offre plusieurs postes
d'Ingénieurs Physico-Chimistes débutants.

Connaissances :
— requises en technique du vide, plasmas, dépôt de films minces, résines photo-sensibles,
— souhaitées en langue anglaise.

● Restaurant d'entreprise. ● Avantages sociaux et intéressantes possibilités de carrière.

Les candidats(tes) adresseront leur C.V. détaillé sous référence 5340 à :

QP organisation et publicité
2 RUE MARENGO 75001 PARIS/QUI TRANSMETTRA

— SG2 —

Société Générale de Service et de Gestion, filiale de la Société Générale

recherche des

Ingénieurs Systèmes:

Moniteurs Temps réel, système de gestion de base de données sur gros ou mini matériel.

Ingénieurs Informaticiens

connaissant le matériel CII HB Type 64 et/ou 66 (IDS et TDS) et/ou matériel IBM (IMS, CICS).

Analystes Programmeurs PL 1, DL 1, CICS

appelés à prendre progressivement des responsabilités de chef de projet.

Ecrire avec C.V. et prétentions sous Réf. FAP/2/80 à SG 2
12-14, avenue Vion-Whitcomb - 75016 PARIS.

HAVAS CONTACT

SG2

GROUPEMENT PROFESSIONNEL
Secteur Assurances
IBM 370/148/VM/CMS

recherche

pour postes stables dans ses locaux

1) ANALYSTES-PROGRAMMEURS PL/1
2) PROGRAMMEURS PL/1

Ces postes conviendraient à candidats de niveau DUT expérimentés ou débutants

- *Horaires mobiles*
- *Restaurant d'entreprise*

Envoyer C.V. et prétentions annuelles à :
Monsieur VERRIEZ - AGSAA
118, rue de Tocqueville, 75850 Paris Cedex 17

bleu

LE LABORATOIRE NATIONAL D'ESSAIS
cherche

INGÉNIEUR EN MÉTROLOGIE

2 ans d'expérience en thermique et mesures électriques de précision, responsable d'un groupe température étalonnage et évaluation d'instruments de mesure de température.

Envoyer C.V. et prét. 1, rue Gaston-Boissier, 75015 PARIS sous référence 80 DEI 01.

DIRECTEUR INFORMATIQUE
220/260.000 F an

Nous sommes la filiale française (1,2 milliard de C.A. annuel) d'une très importante multinationale (produits de grande consommation). Pour remplacer notre actuel Directeur Informatique appelé à d'autres fonctions dans le groupe, nous recherchons un INFORMATICIEN DE HAUT NIVEAU ayant l'expérience du milieu industriel international, de l'encadrement du personnel informatique et le sens de la rentabilité de son outil en fonction des objectifs de marketing et des impératifs budgétaires de la société.
Il aura à prendre en charge un effectif de départ de 40 personnes et un équipement performant tant au siège qu'en télétraitement. IL DEVRA POUVOIR TRAVAILLER EN FRANÇAIS COMME EN ANGLAIS.
Ce poste est à pourvoir en Banlieue Parisienne Ouest.
Envoyez votre CV sous référence M 783 AK aux consultants de GFC chargés de cette recherche.
Discrétion absolue et réponse assurée.

GFC 350, rue de Vaugirard 75015 Paris

Grand Groupe Industriel Français
recherche pour sa HOLDING
située à Paris

JEUNES CADRES ORGANISATION GESTION FILIALES

dépendant du Service
« ORGANISATION DES COMPTABILITÉS ET DU CONTROLE DE GESTION »

Ils participeront à des interventions effectuées à la demande des filiales françaises en matière d'organisation administrative et de gestion.
A moyen terme (3 ans), des responsabilités opérationnelles leur seront proposées en filiale (contrôle gestion, secrétariat général...).
Les candidats recherchés seront titulaires de l'un des diplômes suivants :
H.E.C. - E.S.S.E.C. - E.S.C.P. - I.E.P. + D.E.C.S.
Ils auront de préférence acquis en entreprise une expérience d'environ 2 ans.
Ils sont disponibles pour de fréquents déplacements de plusieurs jours par semaine.

Adr. C.V. man. et prét. à n° 43.639, CONTESSE P., 20, av. de l'Opéra, 75040 PARIS CEDEX 01.

GRANDE BANQUE PRIVEE PARIS
recherche

ADJOINT AU CHEF DES SERVICES COMPTABLES

Il participera à l'élaboration des bilans et des comptes d'exploitation mensuels, ainsi qu'à la définition et à la mise en œuvre des procédures comptables en liaison avec l'informatique.

Il devra avoir une formation supérieure complétée par une bonne formation comptable, et une expérience bancaire ou de cabinet.

Adr. curriculum vitae, prétentions et photo à HAVAS CONTACT
156, bd Haussmann, 75008 PARIS, ss référence 34.116

TOTALGAZ

Compagnie Française des Gaz Liquéfiés
84, rue de Villiers
92300 LEVALLOIS-PERRET

recherche

ANALYSTES-PROGRAMMEURS

Expérience indispensable :
- des mini-ordinateurs
- des micro-processeurs
- des langages GAP 2 et COBOL

Libres très rapidement

Téléphoner : 758.12.11 (P. 38.29)

bleu

IMPORTANTE SOCIETE
DE PRODUITS CHIMIQUES (Paris 8e)
recherche

jeune cadre études commerciales

FONCTION PROPOSEE :
- Etude et mise en place des procédures d'administration des ventes et d'analyse des résultats commerciaux, leur perfectionnement, en liaison avec les services Informatique, Contrôle de Gestion, Comptables et Financiers ; Participation à l'établissement du budget et des résultats commerciaux de la Société, et au contrôle de certaines filiales.
- Poste évolutif.
- Déplacements dans Agences et Usines.

FORMATION ET EXPERIENCE :
- Diplôme ESC ou équivalent (options : Gestion - Comptabilité - Informatique, etc...)
- Expérience de quelques années dans un domaine similaire souhaitée.

Adresser dossier de candidature en précisant la rémunération souhaitée à No 42975, CONTESSE Publicité 20, av. Opéra 75040 Paris Cedex 01, qui transm.



THOMSON-CSF

Division Télécommunications

* * * * * * *

INGENIEURS, GRANDES ECOLES : X, Sup Télécom, ESE, ...

POUR DES POSTES D'

• ingénieurs d'études confirmés et débutants

pour les activités suivantes :
- équipements de contre-mesures
- équipements à transmissions protégées, utilisant des traitements numériques de pointe
- études théoriques et conception d'équipement de numérisation et de traitement de la parole
- études et réalisations (avec les unités semi-conducteurs du groupe) de composants spéciaux
- études de systèmes de télécommunications
  Dans cette activité, des ingénieurs confirmés de 5 ans d'expérience sont particulièrement recherchés
- équipements de télécopie et périphériques de télématique
- antennes.

• ingénieurs d'affaires

chargés de l'élaboration des propositions de projets de réseaux et du suivi de chantier d'installation de systèmes de télécommunications radio.
(Anglais indispensable - connaissance 2ème langue appréciée).

* * * * * * *

INGENIEURS ELECTRONICIENS, GRANDES ECOLES & CADRES DIPLOMES D'ECOLES DE COMMERCE (HEC, ESSEC, SUP de CO Paris, ESCAE)

POUR DES POSTES D'

ingénieurs commerciaux

chargés du marketing et de la vente de matériel radiotéléphone.

* * * * * * *

INGENIEURS, GRANDES ECOLES : ENSAM, MINES, INSA, IDN, ECL

POUR DES POSTES D'

ingénieurs de développement

Conception et définition de l'architecture mécanique des produits ainsi que leur industrialisation.

Envoyer C.V., photo et prétentions en précisant bien le poste choisi : Division Télécommunications - DERP Recrutement Cadres, 66, rue du Fossé-Blanc - 92231 GENNEVILLIERS.

offres d'emploi — offres d'emploi — offres d'emploi — offres d'emploi

Importante Société de Construction et d'Entreprises Electriques

RECHERCHE

UN DIRECTEUR

Responsable du budget, de la coordination des services commerciaux et techniques. Le candidat, âgé d'au moins 40 ans, ingénieur diplômé, et ayant une forte dominante commerciale, à l'expérience confirmée du marché, de la négociation avec les différents donneurs d'ordres, de l'exportation. C'est un homme d'initiative et d'entregent, rompu aux problèmes de diversifications, de développement, de la gestion complète d'une unité opérationnelle.

REF. 101

UN RESPONSABLE DES AFFAIRES A L'EXPORTATION

Ayant au moins cinq ans d'expérience dans un poste semblable. Le candidat, âgé d'au moins 38 ans, ingénieur diplômé, sait concevoir une politique d'exportation et réaliser les objectifs conformément à un budget. Il doit avoir de solides relations d'affaires, notamment au Moyen-Orient, et la connaissance des procédures Coface, des projets internationaux et de leur financement. Anglais exigé. Déplacements fréquents. Expérience de la négociation des affaires industrielles sur devis exigée.

REF. 102

UN INGÉNIEUR D'AFFAIRES POUR LE MARCHÉ EXPORTATION

Très introduit dans les pays du Moyen-Orient, l'Afrique francophone et anglophone, l'Afrique du Nord, âgé d'au moins 35 ans, parlant obligatoirement l'Anglais et pouvant se déplacer fréquemment. Expérience de la négociation des affaires industrielles sur devis exigée.

REF. 103

UN INGÉNIEUR D'AFFAIRES POUR LE MARCHÉ FRANÇAIS

Très introduit dans l'industrie, auprès des ingénieurs conseils, des sociétés d'ingénierie, diplômé école d'ingénieurs, mais ayant une mentalité de commerçant, habitué à la négociation des affaires industrielles sur devis. Le candidat, âgé d'au moins 35 ans, est disponible pour des déplacements fréquents.

REF. 104

Prière d'adresser votre C.V. détaillé en spécifiant la référence du poste pour lequel vous postulez, et joindre photo récente ainsi que références sous n° 43.364 à CONTESSE Publicité, 20, avenue de l'Opéra, 75040 Paris cedex 01, qui transmettra. - Discrétion absolue garantie.

INGENIEURS COMMERCIAUX télécommunications

Notre Société conçoit, produit et commercialise des systèmes et réseaux de télécommunications mettant en œuvre des techniques de pointe :

Pour renforcer nos équipes, nous recherchons :

– 2 INGENIEURS COMMERCIAUX (région parisienne) Réf. M1
Ils seront responsables du développement d'un important portefeuille de clientèle (administrations et grandes sociétés).
Aptes à négocier à haut niveau, ils devront également élaborer des propositions complexes et assureront la maîtrise d'œuvre des affaires importantes.

– 1 INGENIEUR COMMERCIAL (région Normandie) Réf. M2

– 1 INGENIEUR COMMERCIAL (région Provence Cote d'Azur) Réf. M3
Assistés d'une petite équipe et disposant d'une large délégation, ils seront responsables du lancement d'un produit nouveau, appelé à un grand développement.

Ces postes impliquent des contacts à haut niveau sur le plan régional, un goût affirmé pour l'animation commerciale (notamment auprès de distributeurs) et un sens profond de l'organisation.

Ces postes sont basés dans les provinces respectives.

Les candidats retenus seront diplômés de l'enseignement supérieur et âgés d'au moins 28 ans.

Ils posséderont des connaissances approfondies en électronique.

La dimension de notre Société ouvre de larges possibilités d'évolution de carrière pour des hommes de valeur.

Adresser C.V., photo et prétentions sous No 43542, CONTESSE PUBLICITE, 20, avenue de l'Opéra, 75040 PARIS cedex 01 q.tr.

answare

Société de Services et de Conseils en Informatique de tout premier plan

FILIALE THOMSON

recherche dans le cadre de son expansion des

analystes - programmeurs chefs de projets

(IUT - MIAGE - ECOLES D'INGENIEURS)

pour le développement d'importants travaux informatiques en **FRANCE** et en **ALGERIE**.

• rémunération motivante, • avantages sociaux, • possibilité d'absence pour les congés 80 • et surtout de réelles opportunités de carrière.

Envoyez sous référence UI/YV3 votre C.V. détaillé, photo, prétentions et délai de disponibilité à

ANSWARE 135, rue de la Pompe - 75116 Paris.

Association Loisirs Sportifs, vocation sociale recherche pour siège Paris

CHARGÉ MISSION PROSPECTION/PROMOTION

pour :
- Mener une action de promotion régionale auprès de groupes collectivités.
- Assurer sur objectifs une action de prospection méthodique et soutenue auprès collectivités (C.E. et mairies), province et Paris.
- Assurer les études et analyses nécessaires au développement de son secteur.
- Une formation supérieure (Ecole de Commerce) et expérience personnelle de l'animation de la promotion des ventes de 2 à 3 ans.
- Une réelle motivation pour le secteur associatif et la pratique sportive sont indispensables.
- De fréquents déplacements en province sont à prévoir.
- Libre rapidement.

UN CHARGÉ MISSION RELATIONS PUBLIQUES ET PRESSE

apte à entreprendre une action dynamique d'information, propagande avec presse et média, et prévoir plan de lancement des produits.

- Sera chargé constitution dossiers presse détaillés, photothèque et recherche d'outils de propagande.
- Devra développer contacts presse et média niveau régional et trouver réseau support de Presse d'entreprise.
- Des qualités de dynamisme, d'organisation, d'expression écrite et orale ainsi que le goût des contacts diversifiés sont indispensables.

Expérience professionnelle minimum 3 à 4 ans.

Une motivation personnelle pour le sport est souhaitée.

Libre rapidement.

Ecrire en précisant poste souhaité, C.V. + photo + prét. à Nº 35340 P.A. S.V.P., 37, rue du Général-Foy - 75008 Paris.

Administration Parisienne cherche

ÉCONOMISTE

avec bonnes connaissances droit privé et commercial pour traiter des problèmes d'importation. Adresser C.V. man. + prétent. s/réf. 5805 à P. LICHAU SA B.P. 220, 75063 Paris Cedex 02 qui transmettra.

Association nationale de Tourisme social recherche

RESPONSABLE

de son service rénovation et construction centres de jeunes, motivé par secteur social. Age minimum : 30 ans. Posséder expérience des problèmes d'aménagement d'un réseau sur plan régional ou national. Formation supérieure financière et comptable. Statut cadre. Adr. CV et prétentions F.U.A.J. 6, rue Mesnil, 75116 PARIS.

Secrétariat général Homme, expérience HEC, Sciences PO, chargé de missions juridiques, fiscales et politiques. EUSELEC, 18, av. Victoria - 1er Mº Châtelet - 236-89-75 + 76

Importante Société recherche pour place stable ANALYSTE PROGRAMMEUR PL 1. 292-06-77 demander Madame KRAUSSE

SCHENCK

Filiale française d'une importante société allemande, nous recherchons, pour notre département «MACHINES A EQUILIBRER INDUSTRIELLES» un jeune

ingénieur électro-mécanicien

basé en région parisienne et souhaitant s'orienter vers une fonction

TECHNICO-COMMERCIALE.

Après une formation technique de plusieurs mois en usine en Allemagne, il se verra progressivement confier la responsabilité d'un secteur de clientèle en France (prospection, élaboration des offres, négociation).

- *Nombreux déplacements à prévoir.*
- *Pratique de l'Allemand indispensable.*
- *Voiture de fonction prévue.*

Envoyer C.V. détaillé, photo et prétentions sous la référence 690 au :

Cabinet Jean-Claude MAURICE
Conseil en Gestion du Personnel
397 ter, rue de Vaugirard - 75015 PARIS

ingénieurs-informaticiens

Nous sommes une Banque Privée importante, située à Paris et réputée pour son dynamisme. Le développement de nos activités amène à étoffer nos effectifs informatiques et à rechercher 2 ingénieurs-informaticiens.

Ingénieurs diplômés d'une grande Ecole scientifique, DEBUTANTS ou POSSEDANT QUELQUES MOIS D'EXPERIENCE, les candidats devront être attirés par une carrière informatique. Une formation complète sera assurée par la banque. Poste fortement évolutif, dans une informatique de pointe tant par ses matériels que par ses méthodes. Nombreux avantages liés au secteur bancaire.

Adressez C.V., photo et salaire actuel sous la référence 66.10/II/260 à ADEQUATION, 62-64 avenue Emile Zola, 75015 Paris.

Adequation
CONSEIL EN RECRUTEMENT

Sté de Promotion de dimension nationale dans le domaine du logement recherche

le directeur de son service juridique

Missions: Directement rattaché au Directeur Général, il devra:
- être le garant de la parfaite conformité de tous les actes juridiques de la société au regard des textes légaux en vigueur,
- superviser la rédaction des contrats pour en supputer toutes les implications notamment sur le plan juridique,
- prendre en charge l'ensemble du contentieux de la société,
- superviser le service assurances,
- conseiller les directions pour les problèmes juridiques courants, rédaction d'actes, procès verbaux d'assemblées...
- prendre une part active aux négociations importantes en liaison avec la Direction Générale.

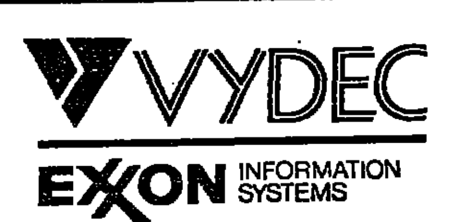
Ce poste convient à une personnalité dynamique, de formation sciences politiques et/ou licence en droit, diplôme ICH indispensable, 32 ans mini., ayant des connaissances théoriques et une bonne pratique du droit des sociétés, du droit immobilier, acquis de préférence chez un promoteur, dans un service immobilier, (banque, assurances...).

Lieu de Travail: Paris. Déplacements de courte durée à prévoir.

sélé CEGOS — Adresser lettre manuscrite, C.V. détaillé, photo et rémunération souhaitée sous référence 73.511/M. à Mme CLERE, SELE-CEGOS, 33, quai Galliéni - 92152 SURESNES.

Abidjan, Barcelone, Bruxelles, Dusseldorf, Lisbonne, Londres, Lyon, Madrid, Milan, Munich, New York, Sao Paulo, Séville, Tunis.

Membre de SYNTEC



EXXON INFORMATION SYSTEMS

DIRECTEUR TECHNIQUE

(maintenance et assistance technique)

La compagnie: Nous sommes la filiale française de VYDEC INC, membre de EXXON Information Systems, spécialisés dans le traitement de texte. Dans le marché en expansion rapide de la bureautique, nous occupons une position de leader. Avec plus de 10 000 unités installées, le système VYDEC de traitement de texte à écran pleine page est le plus vendu dans le monde. Nous étendons notre gamme avec deux machines étonnantes. Présentées au dernier SICOB.. Notre croissance est supérieure à 50 % par an dans le monde.

Le poste: Votre objectif est la satisfaction de nos clients. A cette fin, vous êtes responsable de la maintenance et de l'assistance technique (matériel, logiciel, télécommunication). Vous avez la charge d'une équipe, petite aujourd'hui, mais qui croît rapidement.

Vous: Le poste présente trois dimensions: la technique, les hommes, la gestion. Techniquement, vous maîtrisez les microprocesseurs, leurs périphériques, leur logiciel, les communications. Humainement, vous savez recruter, former, diriger une équipe, dialoguer avec nos clients. Gestion, vous avez la responsabilité financière de votre département, des revenus comme des ressources engagées.
Les contacts fréquents avec notre Q.G. à Genève et notre usine aux U.S.A. exigent une bonne pratique de l'anglais.
L'expérience d'un poste similaire est utile mais pas indispensable. Nous sommes ouverts aux candidats qui sauront montrer ce qui, dans leur personnalité, leur formation, leur expérience, conduira avec notre participation, à une réussite durable.

Ecrivez ou téléphonez-moi:
Jean-Louis GASSEE
Directeur général VYDEC-FRANCE
Les Mercuriales 93176 BAGNOLET Cedex
Tél. (1) 362.17.17 +

publival



vous êtes jeune et vous avez des ambitions professionnelles

Une importante Société Industrielle vous propose un stage rémunéré pour pourvoir à 20 postes de technico-commerciaux à Paris et dans ses agences régionales.
Ce stage vous permettra d'acquérir une formation complémentaire axée sur la technique et la vente.
Vous apprendrez à connaître et à commercialiser les appareils de mesure et de régulation fabriqués par cette Société.
Vous deviendrez un spécialiste et un négociateur compétent.
Pour pouvoir participer à ce stage de formation il suffit que vous ayez moins de 25 ans, que vous soyez titulaire d'un bac C, D, F ou d'un bac technique et libéré des obligations militaires.
Clôture des inscriptions le 25.2.80.
Début de stage le 1.3.80.
Une information plus précise vous sera donnée en appelant uniquement du lundi au vendredi, de 8 à 19 heures, 609.95.95 sous référence 125.
Vous pouvez aussi vous inscrire en adressant lettre et dossier de candidature à : M. Berthier 18, rue Volney 75002 Paris.

Information Téléphonée
Emplois et Entreprises
609.95.95

SOCIETE MATERIEL MEDICO-CHIRURGICAL recherche pour son Service ETUDES-DEVELOPP.

JEUNE INGÉNIEUR ÉLECTRICIEN

GRANDE ECOLE
Esprit pratique, connaissant bien matériels électromécaniques, électroniques, hydrauliques, asservissements. Anglais nécessaire, allemand souhaité.

Adr. photo, C.V. et prétentions sous réf. A. 215, à TELEX P.A., 34, bd Haussmann, 75009 Paris, qui transmettra.

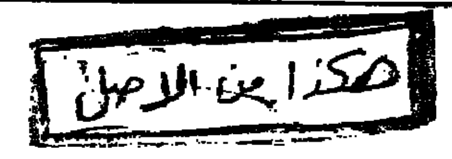
Organisme de Formation rech. VACATAIRES INDEP. comptabilité, finances, budgets. Env. C.V., tél., prétentions, à REGIE PRESSE, nº T 018009 M. 85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris

LE LABORATOIRE NATIONAL D'ESSAIS recherche

INGÉNIEUR MÉCANICIEN

de formation mais ayant connaissances dans d'autres disciplines.
Expérience de quelques années au sein des services études, qualité des produits, technico-commercial dans l'industrie de grande consommation.
Anglais indispensable, notion allemand souhaitée.

Envoyer C.V. et prétentions, 1, rue Gaston-Boissier, 75015 PARIS sous référ. 80 DE 04.



Entreprise Internationale de Travaux Publics
recherche pour son Siège

un Chargé de Recrutement

Diplômé en psychologie industrielle, le candidat aura acquis une première expérience (1 à 2 ans maximum) en cabinet ou en Entreprise (si possible dans la branche B.T.P.).

Il prendra en charge progressivement la responsabilité de l'activité Recrutement France et Etranger.

Permettant une large autonomie dans les méthodes de sélection et un contact direct avec l'ensemble des responsables pour lesquels le Siège est un prestataire de service, le poste requiert dynamisme, adaptabilité, rapidité de réaction.
Un élargissement des tâches vers d'autres aspects de la fonction «Personnel» est envisageable.

Lieu de travail : proche banlieue ouest (métro)

Adresser CV, photo et rémunération souhaitée sous réf. 4490 à L.T.P. 31, Bd Bonne Nouvelle 75082 Paris Cedex 02 - qui transmettra

Levi Tournay Pub.

ASSISTANT CONTROLLER - 100.000 F

Le premier constructeur européen
de systèmes de freinage pour véhicules automobiles

recherche

pour son usine française récemment implantée dans la banlieue est de Paris, un assistant controller qui aura la responsabilité de la gestion comptable et financière de l'établissement et du reporting vers la société mère.

Quelques années d'expérience des méthodes comptables anglo-saxonnes ainsi qu'une parfaite connaissance de l'anglais sont exigées.

Notions d'allemand appréciées.
Age souhaité : 30 ans.

Env. lettre et C.V. détaillé ss la réf. n° T. 017.998 M REGIE-PRESSE, 85 bis, rue Réaumur, 75002 PARIS

GROUPE HELI UNION, PARIS

L'un des principaux exploitants d'hélicoptères au plan mondial.

Recherche
POUR SA FILIALE HELI PRESTATIONS

SECRETAIRE GENERAL

30 Ans Minimum. Anglais impératif.
Formation Supérieure exigée-Droit + Sciences Po, ou Grande Ecole + Droit.

Il s'intégrera à l'équipe actuelle de Direction, assistera et contrôlera les filiales à l'étranger, gérera le personnel expatrié, initiera et négociera les contrats de service. Poste très polyvalent et mobile.

Pour informations complémentaires immédiates et rendez-vous éventuel, appelez 763.11.15 Information Carrière aux heures de bureau.

INFORMATION CARRIERE SVP

Réf. 846

On peut aussi adresser son dossier à : SVP RESSOURCES HUMAINES, 7, rue de Logelbach, 75017 Paris

CHAMBRE SYNDICALE NATIONALE DES CONSEILS EN RECRUTEMENT (CSNCR)

Filiale d'un important groupe papetier multinational
Kimberly - Clark,
la Société

sopalin Kleenex

recherche pour
son Service Contrôle de Gestion

CADRE

Lieu de travail : SAINT-CLOUD

Ce poste convient à un (e) diplômé (e) d'études commerciales supérieures possédant, dans le domaine de la gestion, un ou deux ans maximum d'acquis professionnel en entreprise ou en cabinet.

L'anglais courant est nécessaire.

Il (elle) participera aux activités d'analyse quotidienne et de préparation des plans financiers.

Il (elle) utilisera un ensemble de méthodes de gestion budgétaire extrêmement développées.

Son temps est partagé entre les études et les relations avec les gestionnaires de budgets.

Voulez-vous adresser votre dossier de candidature (C.V., salaire) à F. ROBERT Bureaux de la Colline 92213 ST-CLOUD nous vous assurons d'une réponse dans les 3 semaines.

COMPAGNIE NOUVELLE D'ASSURANCES
recherche

JEUNE INGÉNIEUR
DIPLOMÉ

Minimum 2 ans expérience dans l'assurance.

— Anglais souhaité.
— Pour vérifier et analyser les risques à assurer (incendie, bris de machines, perte d'exploitation) et collaborer avec une équipe de souscripteurs jeunes et dynamiques.

Envoyer C.V., photo, prétentions à C.N.A., 5, rue de Turin, 75008 PARIS.

NANTES
SERVICES INFORMATIQUES

INGENIEUR COMMERCIAL

Cette entreprise est une des premières sociétés françaises de service informatique et téléinformatique. Implantée au niveau national, elle recherche pour son agence nantaise un Ingénieur Commercial confirmé.

En collaboration avec le Chef d'agence et assisté par une équipe technique légère, il est chargé de gérer, d'optimiser et de développer la clientèle locale.

Nous souhaitons rencontrer un professionnel du «Service informatique» crédible au niveau technique et capable de réaliser un développement commercial. La rémunération offerte, l'autonomie du poste et les perspectives d'évolution sont de nature à intéresser un professionnel compétent.

Merci d'adresser C.V. complet, photo et prétentions sous référence M 7267H à

egor promotion
8 rue de Berri 75008 Paris

média-system

WATERMAN

AREA SALES MANAGER
U.S.A.

Waterman S.A. est un des leaders mondiaux dans son domaine : les instruments à écrire de haute qualité. La société pratique également une politique active de diversification (montres, briquets ...). Sur le marché U.S., la société souhaite maintenant accentuer sa présence et crée le poste d'Area Sales Manager.

Basé à New-York, le titulaire du poste visite les points de vente sélectionnés sur tout le territoire.
Il développe les ventes et, simultanément, il étudie les possibilités de développement commercial.

Nous souhaitons rencontrer un jeune diplômé de l'enseignement commercial supérieur. Parfaitement bilingue, il a vécu aux USA et a une expérience de la vente (de préférence produits de luxe).

Pour recevoir informations complémentaires, écrire sous référence M 423 BW à

egor international
8 rue de Berri 75008 Paris

média-system

INGENIEUR ELECTRONICIEN, THERMICIEN OU OPTICIEN

Cette société est le leader mondial incontesté des produits thermo-rétractables, qu'elle développe, fabrique et commercialise dans le monde entier. Plus particulièrement dans le domaine de la connexion électronique, elle étudie et conçoit le matériel spécial (machines et outils) qui permet la mise en oeuvre de ces produits et en multiplie les applications.

Sous l'autorité du Directeur de l'Ingénierie industrielle, sa mission est double. Il étudie la faisabilité des différents projets avec le Marketing Industriel Européen et le Service Développement des produits. Il dirige une équipe légère de techniciens compétents.

Nous souhaitons rencontrer pour ce poste évolutif, un jeune ingénieur justifiant de quelques années d'expérience industrielle qui a nécessité l'application, au moins, d'une des connaissances techniques requises.
Il maîtrise la langue anglaise car il dialogue avec des clients internationaux. Lieu de travail : grande banlieue Nord-Ouest.

Pour informations complémentaires, écrire sous réf. M 7288 G à

egor 8 rue de Berri 75008 Paris

média-system



EQUIPEE DE 2 IBM 370
158 et 3032 MVS
TELETRAITEMENT
IMS - VTAM

VOUS SOUHAITEZ :

- *Concourir au développement d'un réseau de plus de 1000 terminaux.*
- Acquérir ou développer vos compétences dans les logiciels modernes de gestion de réseau VTAM multisystème et NCP.
- Maîtriser la mise en œuvre des logiciels de télétraitement IMS et CICS et de base de données DL1.
- Participer au développement des sytèmes de gestion conversationnels mettant en œuvre les techniques modernes de télétraitement.
- Valoriser votre potentiel technique et humain et pouvoir prendre des responsabilités.

NOUS RECHERCHONS DES :

ingénieurs système
CONFIRMES OU DEBUTANTS Réf. 01
expérience MVS ou IMS/DB (DL1) souhaitée

analystes programmeurs système
CONFIRMES Réf. 02
DUT ou BTS informatique, possédant au minimum 3 ans d'expérience. Connaissance sur DL1 appréciée

analystes programmeurs
CONFIRMES, Réf. 03
DUT ou BTS informatique, possédant au minimum 3 ans d'expérience.

Adresser un dossier de candidature à :
SPI - Service du Personnel
98, bd Victor Hugo - 92115 CLICHY.

PECHINEY UGINE KUHLMANN

HOUSE ORGAN ET COMMUNICATION

Société française du secteur agro-alimentaire, implantée dans 25 pays, recherche, pour améliorer la communication interne et externe à l'entreprise un Responsable de la communication et de l'Information.

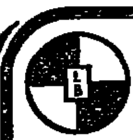
En collaboration avec le Secrétaire Général dont il dépend, cet homme a pour mission de rédiger l'house organ international ainsi que les publications destinées aux organismes du secteur agro-alimentaire.

Ce poste conviendrait à un homme d'environ 35 ans, capable de susciter l'information et de la faire circuler au sein de l'entreprise. Préférence sera donnée à une personne justifiant d'une expérience significative, acquise dans le domaine de la communication et parlant couramment l'anglais.

Merci d'adresser C.V. manuscrit + photo et rémunération actuelle sous référence M 896 C.

egor promotion
8 rue de Berri 75008 Paris

média-system



LOUIS BERGER INTERNATIONAL INC.
Groupe International d'Ingénieurs Conseils et de Consultants
recherche, pour le développement de ses équipes pluridisciplinaires, en Afrique notamment, plusieurs

ECONOMISTES DU DEVELOPPEMENT

Les candidats devront avoir l'un des trois types d'expérience suivants:

- ECONOMIE DES TRANSPORTS : Expérience des études de factibilité d'infrastructures de transport, ou expérience des projets de planification multimodale, ou expérience d'études économiques dans le domaine des transports. (Réf. ET)
- AGRO-ECONOMIE : Expérience des projets de Développement Rural Intégré, ou de l'analyse des coûts et des revenus dans le Secteur Rural, et des enquêtes agricoles. (Réf. EA)
- PLANIFICATION DU DEVELOPPEMENT : 10 ans d'expérience des études macro-économiques en pays non-industrialisés. (Réf. EP)

Les candidats, Ingénieurs ou titulaires de diplômes du 3ème Cycle dans ces différents domaines, auront l'expérience de l'OUTRE-MER et la pratique de la langue anglaise.

Une première affectation, dans une des agences du groupe ou sur un important projet de développement, sera proposée dans un délai très bref aux candidats retenus.

Merci d'adresser C.V. très détaillé et prétentions sous réf. M 6863 à

egor international
8 rue de Berri 75008 Paris

média-system

ROCHE BIOÉLECTRONIQUE

CHEF DE BUREAU D'ETUDES

Roche Bioélectronique est un des leaders mondiaux dans son domaine : l'électronique médicale. Cette société, filiale d'un des plus puissants groupes européens, conçoit, développe et fabrique en petites et moyennes séries des appareils techniquement très performants.

Le Directeur du service «moyens généraux» met, entre autres, à la disposition des Divisions opérationnelles, un B.E. Celui-ci comprend 3 groupes : mécanique, électronique, industrialisation ayant chacune un ingénieur à sa tête.
Le Chef du Bureau d'études, poste en création, coordonne, anime et gère l'ensemble (25 personnes).

Nous souhaitons rencontrer un *ingénieur de 30 ans minimum* ayant une formation mécanique originelle. Il a, par expérience, acquis des connaissances en électronique.
Homme de dialogue et de rigueur, il a, durant sa vie professionnelle (8 ans minimum) déjà exercé en BE des responsabilités techniques, économiques et humaines.

Le poste est basé à Vélizy jusqu'en mai 1980 puis à Montigny le Bretonneux (78).

Pour recevoir informations complémentaires, écrire sous réf. M 4209M

egor industrie
8 rue de Berri 75008 Paris

média-system

Cie GÉNÉRALE de GÉOPHYSIQUE

Une des premières sociétés mondiales de géophysique appliquée à la recherche pétrolière et minière,
recherche pr son siège social

à MASSY - 91

CADRE ADMINISTRATIF

Formation licence ou maîtrise en droit.

Expérience quelques années *souhaitée, notamment* en matière rédaction clauses générales. Contrats internationaux et assurance risques entreprises opérant sur plan international.

Connaissance anglais.
Envoyer C.V. et prétentiosn C.G.G., 6, rue Galvani 91301 MASSY

IMPORTANT ORGANISME ADMINISTRATIF
Région Parisienne
recherche :

JEUNE DIPLOMÉ
DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR :

- licence en droit, sciences *économiques ou équivalent.*
- Notions d'informatique souhaitées pour :
— Etude et mise en place de fichiers et tables de données.
— Elaboration de nouveaux contrats.
— Gestion administrative d'un groupe de travail.

Env. C.V., prétentions et photo à n° 43.625 Contesse Publicité 20, av. Opéra, 75040 Paris ced. 01

Important Groupe français de l'EMBALLAGE
recherche
pour son siège social

COMPTABLE
titulaire D.E.C.S.
Poste d'avenir si capable et dynamique.
Le candidat doit être libre très rapidement.
Adr. lettre manuscr. av. C.V., photo et prét. à : CHARFA, Direction comptable financière, 75, rue d'Amsterdam, Paris-8e.

ANVAR recherche

INGÉNIEUR-BREVET
formation supérieure en physique. Bonne expér. en propriété industrielle.
Envoyer C.V. prétent. ANVAR M. Combaldieu, 13, rue Madeleine-Michelis 92522 Neuilly-sur-Seine cedex.

NANTERRE

FILIALE D'UN PUISSANT GROUPE INDUSTRIEL FRANÇAIS
très active sur les Marchés Etrangers
offre dans son service

EXPORTATION (80 % du C.A.)
bonne situation stable et d'avenir à

JEUNE CADRE COMMERCIAL

Ce poste conviendrait à candidat de 28 ans minimum, ayant expérience de 5 ans au moins dans la vente de produits industriels à l'Exportation.

Parlant très couramment l'anglais
et ayant de bonnes notions d'allemand.

— Ce collaborateur sera initialement chargé d'assurer la coordination technico-commerciale à l'intérieur de la Société.
— Il devra faire preuve d'esprit logique lui permettant d'allier réflexion, concertation et action.
— En fonction des résultats, ce poste est susceptible d'évoluer vers des actions plus directement commerciales.

Il sera répondu à toute lettre manuscrite accompagnée d'un C.V. détaillé indiquant derniers émoluments perçus, adressée sous la référence N-J ORBIS, 28, av. Franklin-Roosevelt, 75008 PARIS.

PHILIPS

recherche pour son Département Publicité situé Avenue MONTAIGNE

1 Chef de Publicité

pour assurer la responsabilité de budgets importants.

Le candidat de formation HEC, ESSEC, SCIENCES PO, SUP DE CO, devra avoir une expérience marketing d'environ 2 ans.



Envoyer lettre manuscrite, C.V. photo et prétentions s/No 488 au Département du Personnel 50, avenue Montaigne, 75008 PARIS.

IMPORTANTE SOCIÉTÉ de CONSTRUCTION MÉCANIQUE recherche

chef de projet informatique

de formation supérieure, âgé au minimum de 30 ans et possédant une première expérience en milieu industriel.
Il contribuera à la mise en place d'un projet qui consiste à reprendre la totalité de l'informatisation du système de gestion industrielle (autour de plusieurs 43xx).
Le titulaire participera à la conception des sous-systèmes, assurera l'analyse, la coordination de la réalisation et la formation des utilisateurs dans les différentes unités de production.
Lieu de travail : 50 km N.E. de Paris.
Envoyer C.V., photo et prétentions en précisant la réf. 686 M sur l'enveloppe au :

Cabinet Jean-Claude MAURICE
Conseil en Gestion du Personnel
397 ter, rue de Vaugirard - 75015 PARIS

DIRECTEUR DE PROGRAMMES IMMOBILIERS

Votre expérience dans le domaine de la Promotion Immobilière privée n'est plus à faire.
Nous voulons vous confier la réalisation d'opérations immobilières soit en résidences principales, soit en résidences de loisirs.

- Nous attachons une grande importance à l'homme, sa formation supérieure, son sens de la réussite, son esprit de décision, ses qualités d'organisation et d'efficacité, ses facilités de contacts à tous niveaux.
- Nous lui demandons une grande compétence, capacité d'appréhender tous les aspects de la gestion des opérations, de la négociation foncière à la coordination des contraintes juridiques, techniques, commerciales et financières.

Si vous vous reconnaissez dans ce profil, écrivez-nous, nous vous offrons la possibilité d'un poste de responsabilités, à large autonomie au sein d'une équipe de professionnels dans un groupe dynamique.

Merci de nous envoyer C.V. et prétentions à :
VINCI Service Recrutement - Tour d'Asnières 92606 ASNIERES cédex

VINCI

SOCIÉTÉ NATIONALE ELF AQUITAINE PRODUCTION

recherche

COMPTABLES QUALIFIÉS

Dégagés des obligations militaires.
Ayant obligatoirement DUT ou BTS (option finance-comptabilité) ou certificat comptable du DECS.
4 à 5 ans d'expérience en comptabilité analytique ou générale dans une entreprise industrielle.
Bonnes connaissances de l'anglais indispensables.

Pourront être affectés suivant besoin du Groupe dans une filiale à l'étranger, après un premier poste à Paris.

Ecrire avec C.V. détaillé, photo et prétentions sous N° 44.001 à S.N.E.A.P.
D.C. Recrutement
26, avenue des Lilas (Tour 12.04), 64000 PAU.

Responsable production puis...

Vous avez une dizaine d'années de production de très grande série sur des machines automatiques. Vous raisonnez en centaines de millions de pièces par an. Vous êtes capable de prendre en charge une ligne importante de produits avec sa fabrication, son ordonnancement-planning, ses magasins et stocks, ses relations avec les services commerciaux. Vous coopérez positivement avec différents services de l'unité d'études et de maintenance. Vous sentez bien qu'après avoir fait vos preuves, vous serez capable de faire encore mieux chez nous...

Avant de nous écrire, il faut que vous sachiez que notre usine, dans une proche banlieue agréable, est spécialisée dans le montage de petites pièces et que notre productivité tient à des machines automatiques "Maison" et à un excellent personnel en majorité féminin qui ne demande qu'à progresser en autonomie. Le poste est à pourvoir dans une optique d'investissement en cadres pour permettre au directeur de l'usine de dégager du temps pour répondre encore mieux à un marché très porteur.

Nous pourrons donc nous permettre d'être exigeants sur vos références professionnelles et vos qualités de "patron". C'est donc avec beaucoup d'intérêt que nous étudierons le dossier que vous voudrez bien adresser aux consultants de SIRCA qui nous aident dans cette affaire. Référence 804 347 M.

Sirca
11, avenue Delcassé - 75008 PARIS
MEMBRE DE SYNTEC

BONGRAIN GERARD

CAPRICE DES DIEUX, TARTARE, GERAMONT...

recherche

contrôleur de gestion

- Dépendant du Directeur Administratif et Financier et en étroite liaison avec le Directeur Général et les Directions Opérationnelles, il sera responsable de la formulation des **plans à long terme, des budgets, de la comptabilité analytique.**
- une expérience similaire dans une société industrielle de biens de grande consommation est indispensable.
- déplacements de courte durée Province et Europe.
- lieu de travail : proche Versailles.

Ecrire avec C.V. détaillé et prétentions à GUILLON Sélection sous réf. 3307-M (réponse et discrétion assurées) CSNCR CHAMBRE SYNDICALE NATIONALE DES CONSEILS EN RECRUTEMENT

guillon sélection
23, AV. DE LIVRY - 93340 LE RAINCY

Si vous deveniez notre secrétaire général?

Diplômé (e) d'études supérieures de gestion, après quelques années de pratique professionnelle dans l'immobilier, vous aimeriez créer votre fonction de secrétaire général dans une PME. Par goût. Parce que vous aimez le travail personnel du généraliste soucieux tour à tour d'affaires de vente, d'achat, de location, de comptabilité, de juridique, de personnel, etc. Et aussi, il faut bien le dire, parce que vous préférez apporter votre appui aux ingénieurs d'affaires que d'être aux prises avec les clients " sur le terrain ", mais vous entendez que votre compétence soit reconnue...

Notre petite équipe, spécialisée dans le financement de l'immobilier commercial, a besoin d'assurer ainsi ses "arrières" pour maîtriser son expansion. Il ne nous suffit pas de décrocher des affaires, il faut que les dossiers suivent, que nos collaboratrices ne soient pas tiraillées entre de multiples urgences, etc, etc. Il faudra donc organiser sans alourdir, éventuellement informatiser, participer aux opportunités de développement hors de France si elles se présentent. En clair travailler beaucoup, comme nous-mêmes, à Paris.

Nous voulons vraiment coopter notre secrétaire général et retenir un cadre de bon niveau *pour qui notre affaire sera vraiment une chance.* Adressez un curriculum vitae avec photo aux consultants de SIRCA en étant complet sur vos références professionnelles, vos prétentions en matière de traitement. Référence 804 346 M

Sirca
11, avenue Delcassé - 75008 PARIS.
MEMBRE DE SYNTEC

INGÉNIEURS

X - MINES - ECP - AM

Vous avez déjà une expérience industrielle confirmée avec des réalisations dans le domaine de l'organisation et du développement. Vous souhaitez acquérir la maîtrise de méthodes modernes de management.

Vous êtes attiré par des réalisations variées au sein des états-majors de grandes sociétés. Vous êtes un homme d'action et avez une très bonne aptitude à la communication.

Nous sommes une équipe multidisciplinaire de CONSEILS D'ENTREPRISES — 20 années d'activité. Membre de Syntec. Nous vous offrons une carrière professionnelle de caractère libéral, bien rémunérée et ouverte sur le changement et la prise de responsabilités étendues (Ingénieur en Chef - Directeur d'études).

Déplacements limités à la métropole.
Bases possibles : PARIS-LYON-MULHOUSE.

Veuillez adresser lettre manuscrite, C.V. et photo sous référence 4.330, à AXIAL Publicité, 91, faub. Saint-Honoré, 75008 Paris, qui transmettra.

SSCI - 100 personnes - 30 M.F. de C.A. - région parisienne
en forte croissance - très bonne base financière
spécialisée «clés en mains» gestion -
réseau T.P. sur ordinateurs IBM

recherche

Chef de département études informatiques

diplômé d'une grande école de gestion ou d'ingénieurs, âgé de 33 ans minimum, ayant requis une expérience de préférence dans une SSCI, il animera et sera responsable des réalisations d'un groupe d'une trentaine de personnes.

Le salaire élevé est en rapport avec la dimension de ce poste dépendant de la Direction Générale.

Merci d'adresser votre candidature avec C.V. détaillé à N. 5686
PUBLICITES REUNIES
112, Bd Voltaire - 75011 Paris qui transmettra - Discrétion assurée

Adjoint au Responsable des Etudes Informatiques

- C'est le poste que nous souhaitons vous confier très rapidement, après vous avoir vu assurer la Direction simultanée de plusieurs projets.
- Notre service informatique :
  . Deux ordinateurs IBM 370 et 4300,
  . DOS/VSE, ICCF, COBOL, ASSEMBLEUR,
  . DL/1, CICS.
- Votre profil :
  . formation grande école scientifique ou équivalent,
  . 25 ans minimum,
  . une expérience de l'informatique de gestion, qui vous a notamment permis de pratiquer la programmation.

Envoyer Curriculum Vitae détaillé et prétentions à la Direction du Personnel



GROUPE ZURICH/FRANCE
Compagnies d'assurances
14, Boulevard Poissonnière
75009 PARIS

MEDIA BA

Nous sommes une importante société française d'ingénierie.
Nous recherchons un

INGENIEUR GRANDE ECOLE (Mines, Centrale ou équivalent)

possédant de préférence une expérience industrielle de 2 à 3 ans et maîtrisant parfaitement la langue anglaise.
Si vous correspondez à ce profil nous nous proposons de vous confier, au sein d'une équipe de direction de grands projets industriels, la responsabilité des aspects organisation et gestion : coûts et délais.
Le poste est à pourvoir pendant les deux premières années à Paris, à l'étranger ensuite.

Adressez impérativement c.v., photo et prétentions s/réf. 4343 à AXIAL Publicité, 91, Fbg St-Honoré 75008 Paris, qui tr.
Il sera répondu à toutes les candidatures qui seront traitées confidentiellement.

GROUPE INDUSTRIEL

Proche banlieue Est de Paris
leader dans sa profession
offre à UN INGÉNIEUR
ESME - EEMI ou équivalent
UN POSTE

d'INGÉNIEUR TECHNICO-COMMERCIAL

Responsable de secteur manutention mécanique et automatismes
Placé sous l'autorité du directeur commercial, le candidat possède une expérience en biens d'équipement de préférence dans une société d'Ingénierie et désire évoluer vers une fonction commerciale.
Le poste sédentaire impose quelques déplacements de courte durée en France et parfois à l'étranger.
Anglais-Allemand vivement souhaités.
Les activités principales liées au poste comprennent :
— documentation des prospects ;
— préparation et établissement des propositions techniques et financières avec la clientèle ;
— conclusion des contrats ;
— *relations après-vente ;*
— animation des représentants.

Adr. C.V. compl., photo et prétent. à n° 43.914 CONTESSE Publicité,
20, av. de l'Opéra, 75040 PARIS CEDEX 01, q. tr.

chef de projets marketing

Filiale (350 personnes – 200 MF) d'un groupe industriel puissant, nous produisons des matériaux destinés à économiser l'énergie et nous développons vite sur un marché porteur. Notre directeur du marketing souhaite s'adjoindre un chef de projet capable d'assumer la responsabilité complète du lancement d'un ou de plusieurs projets retenus. Il participe à la recherche d'accords industriels, déclenche, coordonne et contrôle l'action des différents services de la société, et assure le suivi du développement commercial.
Ce poste s'adresse à un ingénieur grande école ayant conduit de façon indépendante des opérations de développement dans l'industrie et capable de s'intégrer à une structure légère.
Basé à Paris, proche banlieue Ouest, il effectue de fréquents déplacements en France et à l'étranger et maîtrise l'anglais.
Notre consultant, Mme M.C. TESSIER, vous remercie de lui écrire (réf. 3679 LM).



ALEXANDRE TIC S.A.
10, RUE ROYALE - 75008 PARIS
LYON - LILLE - BRUXELLES - GENEVE - LONDRES

MEMBRE DE SYNTEC

ORGANISME FINANCIER

recherche

CHEFS DE PROJETS APPLICATIONS BANCAIRES

Dans le cadre de réalisations en temps réel, les départements Organisation et Informatique recrutent 2 Ingénieurs informaticiens répondant si possible aux critères suivants :
– diplôme d'ingénieur grandes écoles scientifiques
– ancienneté de 3 à 7 ans en informatique de gestion
– aptitudes et volonté d'encadrement d'équipes de réalisation.

Envoyer c.v., lettre manuscrite et prétentions sous réf. 501 à J. ANDREAN, 50 bis, rue Pièplu, 78700 Conflans-Ste-Honorine.
Pour assurer une discrétion totale, le cabinet de recrutement demande aux candidats d'indiquer au dos de l'enveloppe le nom de ou des sociétés à qui la candidature ne doit pas être transmise.

LABORATOIRE CENTRAL DE TÉLÉCOMMUNICATIONS

recherche

INGÉNIEUR GRANDES ÉCOLES - Débutant

(E.N.S.E.R. Grenoble - E.N.S.E.M. Nancy
E.N.S.E.E.I.H. Toulouse - E.S.E.)
Pour systèmes avancés de traitement de signal

— Goût de la synthèse ;
— Esprit méthodique ;
— Travail en équipe.

Electronique avec bonnes bases nécessaires en informatique.

Anglais lu - Nationalité française exigée

Ecrire en précisant la référence 43.857 à L.C.T.
B.P. 40 - 78140 VELIZY-VILLACOUBLAY.

Gaumont

recherche POUR SON CIRCUIT DE SALLES DE CINEMA
à Paris, dans les principales métropoles régionales et à l'étranger

RESPONSABLE du SERVICE ARCHITECTURE et TECHNIQUE

POUR DIRIGER LES TRAVAUX NEUFS, LA RENOVATION ET LA MAINTENANCE DU PARC DE SALLES ET DE SES INSTALLATIONS TECHNIQUES (image et son).

INGENIEUR DE FORMATION (Centrale, Bâtiment, Arts et Métiers...) âgé de 35 ans minimum, le candidat familiarisé avec les Techniques Audiovisuelles, justifiera d'une expérience professionnelle bâtiment d'une dizaine d'année et aura dirigé des équipes de collaborateurs de bon niveau.

Anglais courant.

Grande disponibilité pour fréquents déplacements en France et à l'étranger.

Envoyer CV détaillé, lettre manuscrite, photo récente et prétentions à : Michel LOUBEAU - Chef du Personnel - GAUMONT - 30, avenue Charles de Gaulle 92200 NEUILLY sur SEINE.
Discrétion et réponse assurées.

offres d'emploi — offres d'emploi — offres d'emploi — offres d'emploi

Nous sommes un groupe international leader mondial des plastiques thermo-rétractables progressant à un rythme de 30 % par an.

Nous recherchons

• pour Cergy-Pontoise

adjoint directeur administratif et financier (référence : 217 TA)

Le candidat retenu, de formation grande école (ESSEC, HEC, IEP, SUP de CO Paris, INSEAD, MBA ...) sera âgé de 28 ans environ, et pourra justifier d'une pratique courante de l'anglais.
Il sera chargé :

- du secrétariat général : contrats, conseils d'administration, assemblées, assurances, gestion des constructions ...
- du suivi des systèmes administratifs et financiers,
- du cost saving,
- ainsi que des nombreuses missions ponctuelles telles que fusions, suivi des gros investissements, etc ...

Son potentiel devra lui permettre une rapide évolution de carrière.

• pour la région de Senlis

adjoint chef comptable (référence : 218 TA)

De formation supérieure type SUP de CO, DECS, le candidat retenu devra pratiquer l'anglais courant. Débutant ou ayant un an d'expérience, il sera chargé de la mise en place des procédures anglo-saxonnes après une période de formation aux méthodes du groupe.

Son potentiel devra lui permettre de répondre à des possibilités de développement rapide au sein du groupe.

Pour ces 2 postes nous offrons :
- l'opportunité de réaliser une large expérience à travers des opérations concrètes,
- une réelle autonomie dans le cadre des missions fixées,
- une ambiance de travail ouverte et dynamique,
- une rémunération attractive.

SCOTI

Adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions en précisant la référence du poste choisi à 33 rue de Miromesnil 75008 Paris. Discrétion assurée.

média-system

Nous sommes une société de transformation de papier de taille moyenne, implantée depuis longtemps sur le marché. Notre notoriété et notre dimension actuelle nous amènent à structurer notre développement et à donner une nouvelle ampleur à la *fonction commerciale*.

A cet effet, nous créons le poste de

Directeur commercial

150 000 F +

qui s'intégrera dans l'équipe de direction générale.

Vous mettez en place les études d'analyse et les outils d'évaluation nous permettant de mieux nous situer sur le marché et de tracer la politique commerciale nécessaire.

Vous encadrez et animez notre équipe de commerciaux et n'hésitez pas à vous engager *personnellement dans la négociation de contrats* importants.

Vos qualités d'homme d'action et de réflexion, votre expérience réussie de la vente (biens de consommation) et de l'animation d'une équipe et votre connaissance des circuits détaillants, grossistes et grande distribution font de vous un candidat potentiel.

Si vous pratiquez l'anglais, c'est un atout supplémentaire.

Jacqueline Join-Dieterle vous remercie de lui adresser votre dossier de candidature sous réf. B 6896, 1 rue de Berri 75008 Paris.

Bernard Julhiet Psycom

Membre de Syntec

FILIALE D'UN GROUPE ALLEMAND
demi-produit en métaux non ferreux cherche pour Paris un

ATTACHÉ COMMERCIAL

Bilingue, expérimenté

pour assurer la vente d'une de ses lignes de produits dans la partie nord de la France.
Rémunération élevée, statut cadre et voiture de fonction.

Ecrire n° T. 017.979 M., REGIE-PRESSE, 85 bis, rue Réaumur, 75002 PARIS.

La Société EL PASO
qui gère des contrats de liquéfaction en ALGERIE
recherche pour
son bureau de Paris (LA DEFENSE)

Un chargé de recrutement

IL DOIT :
- avoir 2 à 5 ans d'expérience si possible dans le recrutement de personnel expatrié pour le secteur PETRO-CHIMIQUE
- être parfaitement bilingue anglais
- accepter des voyages occasionnels en Europe et en Algérie.

Envoyer C.V. au Service Recrutement EL PASO Tour GAN 92082 PARIS LA DEFENSE

VOUS ETES UN HOMME DE MARKETING NOUS SOMMES DES INFORMATICIENS

L'informatique, c'est la vocation de notre société. Notre division "Produits Logiciels" commercialise, en effet, des produits orientés système. Nous les avons nous-mêmes conçus, ils viennent aussi des U.S.A. Le Marketing c'est l'outil de développement nécessaire. Aussi, recherchons-nous notre **responsable marketing de division.** Un HEC, un ESCP.... Il a environ 3 ans d'expérience passée de préférence chez un constructeur d'ordinateurs. Il lancera nos campagnes promotionnelles, mettra en place nos supports de vente, établira les contacts avec les média, procèdera à des études de rentabilité, recherchera les opportunités de développement pour nos nouveaux produits. Et préparera notre implantation en Amérique du Nord.

Merci d'envoyer une rapide lettre à Yves-Michel Duval - CAP SOGETI LOGICIEL - Immeuble Périsud, 5, rue Louis Lejeune 92128 Montrouge cédex (Tel. 539.22.25).



LEADER EUROPÉEN FREINAGE P.L.
région PARIS-SUD

recherche

TECHNICO-COMMERCIAL

spécialisé et expérimenté dans la GARNITURE de freinage P.L. pour promouvoir produit.
Poste semi-sédentaire.
Avantages sociaux.

Envoyer C.V. manuscrit, prétentions et photo sous référence 82600 M à : BLEU Publicité - 17, rue du Dr Lebel 94300 VINCENNES

Nous prions instamment nos annonceurs d'avoir l'obligeance de répondre à toutes les lettres qu'ils reçoivent et de restituer aux intéressés les documents qui leur ont été confiés.

RANK XEROX FRANCE
recherche
pour sa DIRECTION MARKETING VENTES un

SPECIALISTE PREVISIONS PLANS

Il a pour mission la prévision des résultats commerciaux et il contribue étroitement à l'élaboration des plans à court et moyen terme.
Très à l'aise dans la manipulation d'outils mathématiques et le traitement de données complexes, il participe à la définition des grands axes de notre politique commerciale, en collaboration avec les différents Services du Siège.
Cette fonction, de par son aspect stratégique, nécessite :
– une formation supérieure scientifique ou commerciale + M.B.A.,
– une aptitude réelle à la négociation à très *haut niveau*,
– une première expérience professionnelle dans le domaine Marketing.
Toutefois, les candidatures des débutants seront examinées avec attention.
La connaissance de la langue anglaise est indispensable.

Mireille DIAZ vous remercie de lui adresser votre lettre de candidature + C.V. sous réf. C. O2 à RANK XEROX - Sce Orientation, Recrutement - 93607 AULNAY-SOUS-BOIS CEDEX.

RANK XEROX

Plain Champs

Société industrielle, leader sur son marché recherche

SON RESPONSABLE MÉTHODES

En liaison étroite avec le Directeur des usines, il sera chargé d'améliorer le fonctionnement de nos services méthodes, de mettre en place des techniques nouvelles.

Le candidat devra :
— être âgé de 30 ans minimum ;
— être diplômé (Arts et Métiers, ICAM ou équivalent) ;
— posséder une formation d'ELECTRO-MECANICIEN ;
— justifier d'une expérience d'au moins 5 années dans un service méthodes et, si possible, dans équipement automobile moyennes et grandes séries ;
— être un meneur d'hommes ;
— savoir motiver et stimuler ses collaborateurs.

Lieu de travail :
REGION PARISIENNE NORD.

Adresser lettre manuscrite, curriculum vitae détaillé, photo et prétentions sous la réf. 9078 à :
VALENS CONSEIL
59, rue de Richelieu, 75002 PARIS.

Vous êtes

ingénieur débutant

Vous avez reçu une formation de mécanicien et thermicien

(ECP, Mines, ENSTA, AM, ENSEM, IDN)

Vous recherchez une vie active au cours de laquelle vous serez amenés à vous déplacer tant en France qu'à l'Etranger à l'occasion de longs séjours
Vous recherchez un poste dans lequel vous POURREZ ET DEVREZ FAIRE PREUVE D'INITIATIVES
Vous parlez la langue anglaise et/ou allemande.

Nous sommes une grande ENTREPRISE DE MECANIQUE LOURDE
Nous pouvons vous assurer une solide formation
Nous disposerons de grandes possibilités d'évolution de carrière au sein d'un GROUPE DE TAILLE INTERNATIONALE.

Alors pourquoi nos routes respectives ne convergeraient-elles pas ?

Aussi vous conseillons-nous de prendre rapidement contact avec nous en écrivant à CONTESSE PUBLICITE 20, av. de l'Opéra, 75040 Paris Cedex 01, qui transmettra sous référence 43.345.

Il va de soi que nous prendrons le temps de répondre à toute candidature reçue.



POSTES, TÉLÉCOMMUNICATIONS ET TÉLÉDIFFUSION
DIRECTION DU PERSONNEL

Sélections sur concours le 11 mars 1980

Chefs de projet informatique

- Responsables de la mise en œuvre de 10 000 terminaux
- Agés de moins de 30 ans, formation ingénieur *ou titulaires* d'un DEA ou DESS d'informatique
- Formation complémentaire assurée
- Postes à pourvoir en **région parisienne**

Renseignements : (1) 200 34 34*

Cadres supérieurs services techniques

- Agés de moins de 30 ans formation ingénieur, HEC, ESSEC, ESCP, ENSAE (division 1), ou titulaires d'un DEA ou DESS d'économie ou de gestion

Renseignements : (1) 543 43 43*

Inscriptions pour ces deux sélections avant le 21 février 1980

* appel gratuit en automatique

STAGE DE FORMATION PROFESSIONNELLE
rémunéré par l'Etat en

GESTION COMPTABLE et FINANCIERE

pour jeunes demandeurs d'emplois 18 à 26 ans.
Niveau d'entrée : Bac + 2 années d'Etudes Supérieures.
Durée : 5 mois 1/2
Ce stage prépare à des emplois de cadre en entreprise.
Insertion professionnelle réussie à 80 % pour les sessions 78-79.
Il débutera le 18 Février 1980.
POUR ETRE CANDIDAT : APPELER :
Mr GUILLOSSON AU 043.51.54

Centre de Formation de la Chambre de Commerce et d'Industrie de Versailles - Immeuble Honeywell 4, rue Ampère 78390 BOIS D'ARCY. (gare St-Quentin en Yvelines)

ÉDITEUR PUBLICITAIRE
Conseil en information et communication à Paris, recherche

ATTACHÉ DE DIRECTION

— chargé de suivre et développer une clientèle existante en étroite liaison avec les services de conception, de création et techniques de l'entreprise ;
— de formation supérieure aimant les contacts humains, expérience similaire appréciée ;
— possibilité de promotion rapide et gain important pour candidat ayant le sens des responsabilités, combatif et ambitieux.

Adr. lettre manuscrite, C.V. et photo à n° 44.109 CONTESSE Publicité, 20, av. de l'Opéra, Paris-1er.

---

analystes programmeurs ingénieurs système

FILIALE chargée de la mise en oeuvre des SYSTEMES INFORMATIQUES d'un très important GROUPE D'ASSURANCES recherche

des analystes (référence 6737 A)
des programmeurs (référence 6737 P)
et des ingénieurs système (référence 6737 IS)

pour le développement d'importants projets informatiques utilisant des bases de données et un réseau de télétraitement.

Le matériel actuellement installé se compose de :
— DEUX 3033 - 12.000 K chacun,
— UN 3033 - 8.000 K,
— UN 370/168 AP - 8.000 K,
— 1000 terminaux de télétraitement.

GIE

Envoyer CV, en précisant la référence du poste choisi, au Service du Personnel, Tour Franklin, Cédex 11, 92081 PARIS La Défense.

média-system

offres d'emploi

RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE

MINISTÈRE DU TRAVAIL ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE

REPRÉSENTATION ONAMO AUPRÈS DE L'AMBASSADE D'ALGÉRIE

ALGÉRIENS, ALGÉRIENNES ÉMIGRÉS

vous qui désirez retourner dans votre pays pour participer à son développement économique, l'ONAMO vous propose des stages de formation rémunérés, en France, pour le compte du Ministère du Travail et de la Formation Professionnelle et des Sociétés Nationales sous tutelle des Ministères de l'Urbanisme, de la Construction et de l'Habitat, et de l'Industrie.
Ainsi vous pouvez recevoir une formation de :

— PROFESSEUR D'ENSEIGNEMENT PROFESSIONNEL
dans les branches suivantes :
- MAÇONNERIE ETENDUE ET BETON ARME
- PLOMBERIE SANITAIRE
- ELECTRICITE BATIMENT
- PEINTURE BATIMENT
- CHAUFFAGE CENTRAL
- ASCENSORISTE
- SECRETARIAT STENO-DACTYLOGRAPHIE
- COMPTABILITE

— CONDUCTEUR DE TRAVAUX
— COORDONNATEUR DE TRAVAUX
— CHEF DE CHANTIER (gros œuvre et second œuvre)
— CHEF D'ÉQUIPE (gros œuvre et second œuvre)
— MONTEUR DE GRUES
— ÉTANCHEUR
— MÉCANICIEN RÉPARATEUR D'ENGINS
— MÉCANICIEN DIÉSÉLISTE POIDS LOURDS
— CONDUCTEUR D'ENGINS
— MÉTREUR TECHNICIEN EN PRIX
— SOUDEURS HAUTE PRESSION
— MAINTENANCE CHALUTIERS - PÊCHES (Ajustage - Tournage - Soudure...)

Les stages sont ouverts à tous les Algériens (nes) émigrés (ées) justifiant d'une expérience professionnelle d'une ou plusieurs années, ou de diplômes spécifiques aux spécialités indiquées ci-dessus.

NOMBREUX AVANTAGES
SITUATION D'AVENIR ASSUREE
REINSERTION DANS DE BONNES CONDITIONS

Pour faire acte de candidature, adressez-vous à nos services aux adresses suivantes :
PARIS : Représentation ONAMO, 9, rue Guénot - 75011 Paris.
MARSEILLE : Représentation ONAMO, Building de la Bourse, 2, rue Beausset, 13001 Marseille.

URGENT - LABO rech.
UN JEUNE INGENIEUR
même débutant, mécanicien même déb., mécanicien connais. chimie. Ecrire avec C.V. à HAVAS, 81, rue République, 69002 LYON - Référ. 8341

CENTRE de DOCUMENTATION rech. VACATAIRES :
JEUNES INGENIEURS
(nationalité française)
Rég. Paris. Lisant angl., all. ou russe pr travaux signalétiques en électroniques, mécaniques constructions navales aérospatiales.
Envoyer C.V. au nº 23.484, Centrale d'Annonces, 121, rue Réaumur, 75002 PARIS

Cabinet Juridique et Fiscal (17e arrondissement) cherche :
COLLABORATEUR
3-4 ans d'expérience en cabinet. Droit des sociétés Contrats - Contentieux
Téléph. pour RV : 380-23-52

Très important cabinet de groupe offre situation intéressante à :
SPÉCIALISTE
DROIT DES SOCIETES
notamment bonne pratique des formalités de constitution et des assemblées. Débutants s'abstenir. Ecrire sous la référence 2 898 M, à : P. LICHAU S.A., B.P. 220, 75063 Paris, Cedex 02, qui transmettra.

Important Groupe Chimique recherche pour son département BOUES DE FORAGE à VELIZY (Yvelines)
UN AGENT TECHNIQUE
SON ROLE :
— Assurer la gestion d'un fichier analytique forage et le suivi d'un fichier ciment.
— Préparer des synthèses de fins de puits.
Déplac. éventuels à l'étranger pour missions de courte durée.
— Connaissance des boues de forage et expérience chantiers pétroliers indispensable.
— Connaissances en programmation informatique et anglais souhaitées.
Env. lettre manuscrite + C.V. à Sté CECA S.A. Direction du Personnel, 46, r. Jacques-Dulud, 92200 NEUILLY-SUR-SEINE.



juriste — 135.000 francs

Vous connaissez les avantages de votre profession: contacts, variété des travaux à traiter, pouvoir d'orientation. Vous l'ayez choisie pour toutes ces raisons et parce que vous pensez que c'est une position idéale pour s'informer, influencer les actions quotidiennes et les projets. Chez Ford, votre rôle est essentiel et vous viendrez étoffer une équipe déjà en place.

Nous vous proposons un poste de juriste spécialement consacré à nos activités CRÉDIT. Vous devez rédiger et surveiller les contrats passés avec nos clients et notre réseau, en particulier dans la prise de garanties. Vous protégerez les intérêts de notre société dans les actions de recouvrement et vous nous assisterez dans les négociations avec les autorités monétaires. Vos conseils seront aussi demandés dans le domaine fiscal et social.
Sur le plan interne vous veillerez à l'application des procédures et au respect de la législation.

Votre évolution passera par un élargissement de votre activité à d'autres secteurs. Elle pourra intervenir en France ou à l'étranger.

Vous connaissez la législation sur la protection de l'acheteur à crédit, vous avez une formation en droit (Doctorat ou DES) éventuellement complétée par Sciences Po, HEC, ESSEC... Votre expérience est d'au moins 2 ans et de préférence dans un établissement de Crédit à la consommation, une société financière ou dans le service contentieux d'une banque.

La maîtrise de l'anglais est indispensable sur ce poste:

Envoyez C.V. à FORD FRANCE SA, Développement du Personnel, 344, av. Napoléon Bonaparte, 92506 RUEIL MALMAISON CEDEX.

La filiale française d'un Groupe spécialiste mondial des techniques du vide, cherche un

ATTACHE TECHNICO-COMMERCIAL

Il participera au développement de la vente d'une gamme complète de matériels destinés aux industries et aux centres de recherche scientifique dans la partie Est de Paris et dans les départements 10, 77, 89 et 94.

Il bénéficiera d'une formation technique de type I.U.T. qu'il pourra compléter par des stages. Il aura, au moins, un an d'expérience commerciale.

Ecrivez sous référence M3898 à Hélène REFREGIER qui étudiera confidentiellement votre candidature.

SERTI SELECTION — 49, av. de l'Opéra 75002 Paris

BANQUE PRIVÉE

QUARTIER CHAMPS-ELYSEES
recherche pour renforcer son

CONTROLE DE GESTION
UN COLLABORATEUR
DIPLOME
ESC

pouvant justifier de quelques années d'expérience en comptabilité ou contrôle de gestion.

Il participera au sein d'une petite équipe (5 personnes, âge moyen 30 ans) :
— au contrôle des résultats qu'il synthétisera dans des tableaux de bord trimestriels ;
— à l'élaboration des plans ;
— à des travaux divers de statistiques.

Le candidat devra allier le goût du travail précis et l'aptitude à la synthèse.

Avantages banque, horaires variables, restaurant d'entreprise.

Envoyer lettre manuscrite avec C.V., photo et prétentions sous réf. 5379 à PLAIN CHAMPS, 5, rue du Helder, 75009 PARIS.

CENTRE DE RECHERCHE DU GROUPE SCHLUMBERGER

pour son activité

MESURE ET RÉGULATION

Nous nous attachons à développer des activités dans des domaines de pointe. Nous avons besoin de collaborateurs de valeur avec un fort potentiel, pour des postes permettant une évolution rapide.

Nous recherchons un

INGÉNIEUR RESPONSABLE D'UN SYSTÈME DE C.A.O.

Il aura une expérience de 2 à 5 ans dans une entreprise industrielle (secteur de l'électronique et de l'informatique). Il sera chargé de mettre en place un système de C.A.O., d'en optimiser l'utilisation, et il contribuera à la formation des utilisateurs. En liaison avec les différentes unités du groupe, il devra apprécier ses compétences : méthodes et sens du contact.

Si vous êtes intéressé par le poste, adressez un dossier de candidature à

Marie-José VILLOING - 12, place des Etats-Unis - B.P. 121, 9214 MONTROUGE CEDEX.

GIERS
Schlumberger

SOCIETE INGENIERIE recherche
UN SECRÉTAIRE-TRADUCTEUR
TRILINGUE
FRANÇAIS-ARABE-ANGLAIS
dactylographie arabe notions gestion.
Travail : BOULOGNE-s/Seine. *Missions au Moyen-Orient.*
Ecr. nº 43.723, Contesse Publ., 20, av. de l'Opéra. - Paris-1er.

ENTREPRIE Nº 1 EN FRANCE EN CHAINES MECANIQUES
recherche pour
LEVALLOIS
Jeune DIPLOMÉ INGÉNIEUR
BTS ou EQUIVALENT MECANIQUE
Parlant parfaitement allemand.
Intéressé par la vente à l'exportation de produits industriels en Europe.
Personnalité et bon contact.
Déplacement fréquents
Adresser C.V., photo et prét. à nº 43.602, CONTESSE Publicité, 20, av. Opéra, Paris-1er, qui tr.

IMPORTANT GROUPE AÉRONAUTIQUE FRANÇAIS

recherche
dans le cadre de l'expansion permanente des activités informatiques du Groupe

PROGRAMMEURS

ayant une première expérience et des connaissances PARMI les techniques suivantes :
— COBOL ou assembleur IBM ;
— système DOS/VS ou CII-HB GCOS6 ;
— SGBD TOTAL ;
— moniteur de télétraitement CICS ou DTP.

Ces postes s'adressent à des candidats motivés souhaitant utiliser les techniques les plus évoluées.

Les candidats retenus bénéficieront d'une formation complémentaire pour adapter leurs connaissances aux besoins exacts.

Env. C.V., photo et prét. à nº 43.444, CONTESSE Publicité, 20, avenue de l'Opéra, PARIS (1er).

PRET-A-PORTER PARIS

Importante Société de Distribution assurant la gestion de plusieurs filiales recherche

COMPTABLE
(H ou F)

apportant une formation DECS, 2-3 ans d'expérience si possible en cabinet. Il (elle) devra [illegible] une jeune équipe de 6 comptables responsables de la comptabilité générale, clients et fournisseurs et assurer la sortie de 6 bilans par an.

Rémunération annuelle 78.000 F +.

Envoyer CV + lettre manuscrite s/réf. 047 à :

degré Conseil — 11 rue La Boétie 75008 PARIS

Organisme de Formation recherche
SES CONSEILLERS EN FORMATION
ayant pour mission de :
— Prospecter les entreprises.
— S'entretenir avec les directions de personnel et de la formation.
— Proposer des programmes de formation.
Ils seront : DEBUTANTS, DIPLOMES de L'ENSEIGNEM. SUPER. (Ecole de Commerce appréciée) et motivée par la vente de Services. Formation assurée.
Pour rendez-vous AFRAMP, 31, r. d'Amsterdam, 75008 PARIS. Tél. : 285-14-15.

Organisme de formation recherche
PROFESSEURS
ANGLAIS ou AMERICAIN
obligatoirement de langue maternelle, possédant expér. formation adultes et enseignement audio-visuel.
Ecrire à : I.F.P.C., 26, rue Cl.-Bayard, 92300 Levallois-Perret

---

SOCIETE REGION DAUPHINOISE recherche pour son bureau de Paris
UN PROJETEUR-CHIFFREUR
en installation de matériel concassage, criblage et manutention.
Adress. C.V., photo et prétent. sous nº 1.367 - B.P. 297, 38044 GRENOBLE qui transm.

UFB LOCABAIL

FRANCE
(Missions d'intervention)

jeunes commerciaux

■ Notre rôle :
Financer l'équipement des entreprises, PME, PMI et leur permettre ainsi de se développer.

■ Votre activité :
Conseiller et VENDRE aux chefs d'entreprise, commerçants, artisans et professions libérales la meilleure formule de financement (crédit et leasing).
Vous ferez partie d'une équipe d'intervention dont le rôle consiste à effectuer des missions de remplacement ou de renforcement auprès de nos 70 agences en France. Ce poste, très formateur, occupé pendant 2 ans minimum, vous permettra d'évoluer vers des postes de plus grande responsabilité.

■ Votre formation :
Débutant ou première expérience, un BAC + 2 à 3 années d'études supérieures, une grande souplesse d'adaptation, le goût de la négociation commerciale et la mobilité géographique sont nécessaires pour réussir dans le poste.

Envoyer C.V. + photo sous référence 422 à : COMPAGNIE BANCAIRE - Service Orientation-Recrutement - 5, avenue Kléber - 75116 PARIS.

compagnie bancaire

L'ACEREP organise des actions de formation orientées vers l'emploi pour des publics de jeunes chômeurs. Elle recherche :
pour son antenne de Bobigny (93)

UN RESPONSABLE
chargé d'animer une petite équipe de formateurs, de gérer des actions et de définir et de mettre en place des actions nouvelles en fonction des créneaux d'emploi du marché local.

pour son antenne de Besançon

UN ANIMATEUR - FORMATEUR
chargé d'encadrer une ou plusieurs actions et d'assister le responsable à définir et à mettre sur pied des actions nouvelles.

Profil recherché pour les deux postes :
— Formation supérieure, expérience de la formation, expérience professionnelle en entreprise, ouverture sur les problèmes de l'emploi.

Envoyer lettre manuscrite, C.V., rémunération souhaitée, photo à Mme Thomas, ACEREP, 12-14, rue de l'Eglise, 75015 Paris.

TRÈS IMPORTANT LABORATOIRE DE PRODUITS PHARMACEUTIQUES

Banlieue Sud, 15 km de Paris par autoroute
recherche

ANALYSTE-PROGRAMMEUR EXPÉRIMENTÉ
IBM 370 - DOS - CICS - 041 - COBOL

Formation 8100 assurée par l'entreprise. Il lui sera confié la maintenance et le développement d'une chaîne de traitements BATCH et TP.
CONVERSION sur 8100 « PREVUE ».

Restaurant d'entreprise.

Adresser C.V. manuscrit, prét. et photo nº 43.803 CONTESSE Publicité, 20, avenue Opéra, Paris-1er.

SOCIÉTÉ DE SERVICES

FILIALE D'UN GROUPE INTERNATIONAL
recherche

CADRE DÉBUTANT (H. ou F.)
POUR LA FONCTION PERSONNEL

Le candidat retenu aura une formation supérieure, de préférence juridique ou psychologique.

Il sera, dans un premier temps, en charge de tâches de paie et d'administration, ainsi que du tableau de bord, des statistiques et du suivi de la formation.

Le poste proposé est à pourvoir en région parisienne.

La mobilité géographique est requise pour pouvoir évoluer vers les fonctions de chef du personnel dans le Groupe.

Ecrire avec C.V. dét., photo et prétent. à nº 43.557, CONTESSE Publ., 20, av. de l'Opéra, PARIS (1er).

SOCIETE DE PROMOTION ET DE FINANCEMENT IMMOBILIERS

cherche pour PARIS

— **UN RESPONSABLE DE PROGRAMMES**
(niveau cadre élevé).

— **UN (E) RESPONSABLE DE GESTION DES VENTES**
(niveau E.T.A.M.).

Les candidats devront avoir une solide expérience professionnelle, en particulier dans le déroulement de toutes les phases d'un programme de construction.
Ils seront plutôt diplômés H.E.C., D.E.A. DROIT, SCIENCES PO, SUP. de CO, ESSEC.
Ce poste, outre la stabilité et une haute rémunération, offre de larges perspectives d'évolution à l'intérieur du groupe si sens responsabilités et initiatives.

Envoyer C.V. sous nº 827.856 M, à REGIE-PRESSE, 85 bis, rue Réaumur, 75002 PARIS, qui transm.

IMPORTANTE SOCIÉTÉ

Banlieue Parisienne
Réalisant des matériels de petites séries faisant appel aux technologies de l'électronique, de l'optique et de la mécanique.

recherche

UN CHEF DE PRODUCTION

pour lui confier la responsabilité de ses :
— Ateliers.
— Plateformes de montage et d'essais.
— Approvisionnements.

Les candidats ayant :
- Une formation Ingénieur Grande Ecole.
- Des qualités d'organisateur et le goût de la technique.
- Une expérience de la production,

sont priés d'adresser curriculum vitae et photo, sous le numéro 43.998, à CONTESSE Publicité, 20, av. Opéra, 75040 PARIS CEDEX 01, qui transm.

offres d'emploi — offres d'emploi

Dans le cadre de son développement continu et rapide (C.A. multiplié par dix en 5 ans), un Groupe Français recherche

Directeur Commercial de haut niveau

possèdant une solide expérience dans l'animation d'équipes performantes de commerciaux et la négociation de contrats importants avec des Groupes Industriels ou du Secteur Tertiaire.

Adresser C.V. détaillé comportant rémunération actuelle + photo sous référ. 10570 à COFAP 40, rue de Chabrol 75010 Paris qui transm

---

SFIM

SOCIETE DE FABRICATION D'INSTRUMENTS DE MESURE

recherche

INGENIEURS-ELECTRONICIENS

diplômés, débutants ou expérience récente, pour études d'équipements aéronautiques à base de microprocesseurs.

Ecrire avec C.V. et prétentions
Service du Personnel
B.P. 74 - 91301 MASSY

LA DIRECTION DE *L'INFORMATIQUE* de

L'ASSISTANCE PUBLIQUE HOPITAUX de PARIS

recrute dans le cadre du développement de ses activités des

ingénieurs informaticiens

- **INGENIEUR SPECIALISTE MINI** ayant 3 à 4 ans d'expérience, pour un projet nouveau, en temps réel, dont il assurera la responsabilité pour le système. Cette application d'informatique hospitalière concerne la gestion du malade.
- **INGENIEUR ANALYSTE,** maîtrisant le COBOL, pour la mise en place d'un projet de comptabilité analytique, ayant déjà une première expérience dans ce domaine.
- **INGENIEUR ORGANISATEUR,** chargé de la tenue des stocks, de l'organisation des services, de la mise en place d'une application en temps réel.

Vous adresserez un dossier complet avec photo et prétentions à :
Direction de l'Informatique
ASSISTANCE PUBLIQUE
3, av. Victoria - 75100 PARIS R.P.

---

mapa

cherche pour son usine de LIANCOURT (OISE) 200 personnes

Chef d'Atelier Fabrication

Le candidat devra posséder un D.U.T. chimie et si possible une formation complémentaire IFOCA.

Il aura déjà une première expérience industrielle en fabrication ou en laboratoire d'application.

Adresser C.V. et prétentions à MAPA
Direction du Personnel sous No 44217,
2, rue Balzac 75008 PARIS.

BANQUE PRIVEE à vocation internationale quartier OPERA recherche pour étoffer son équipe

UN COMPTABLE
QUALIFIE
Niveau B.P. ou D.E.C.S.
2 à 3 ans expérience minimum
Connaissances états CCB - BDF et comptabilité ANGLO-SAXONNE appréciées.

UN AIDE COMPTABLE
NIVEAU C.A.P.

Ecr. avec C.V., photo et prét., nº 5.229, FRANCACIP 17, rue de la Banque (2e)

ÉCOLE PRIVÉE TECHNIQUE recrute d'URGENCE

PROFESSEURS
éducation sociale, familiale, législation du travail et de dactylographie - Tél. 023-66-05.

Importante Société recherche

PROGRAMMEUR
BASIC confirmé
Poste stable : VERSAILLES
Tél. 292-06-77 (p. 10)

Etablissement Financier quartier Gare Saint-Lazare recherche :

COLLABORATEUR (TRICE)
pour service Engagements

Env. C.V., photo, prétentions, à *COFINCAU - C.F.C.* 11, rue Portalis, 75008 Paris

---

SOCIETE D'ASSURANCES recherche pour son service Production à CLICHY (Hauts-de-Seine)

J H libérés obligations militaires ou **J.F** Formation secondaire
Titulaires BAC
Formation professionnelle assurée

Ecrire avec C.V. :
LA PROTECTRICE
50, rue Henri-Barbusse, 92110 CLICHY

Si vous avez 24 ans minimum. Si vous possédez une formation niveau B.E.I. - BAC technique, BTS-DUT mécan. ou électroniq. Si vous trouvez normal d'être basé au siège social d'une Société leader dans sa branche pour y assurer des missions de prospections et de négociations technico-commerciales dans la région parisienne.
Si vous êtes disponible pour des interventions en province.

PRESENTEZ-VOUS le vendredi 8 février 1980 : TESTUT, 8, rue Popincourt, 75011 Paris, après avoir pris contact avec M. LORTHIOIR au 805-84-40

ANALYSTES PROGRAMMEURS
FORTRAN. - 742-32-54.

Ecole de langues Paris rech.

PROFESSEURS
ANGLAIS ou ESPAGNOL ou ALLEMAND pr enseigner langue maternelle
Téléphoner au 236-24-02

URGENT
Organisme de Formation recherche

SES CONSEILLERS EN FORMATION

ayant pour mission de :
— Prospecter les entreprises.
— S'entretenir avec les directions de personnel et de la *formation.*
— Proposer des programmes de formation.

Ils seront : DEBUTANTS.
— DIPLOMES de L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR (Ecole de Commerce appréciée) et motivés par la vente de Services. Formation assurée

Pour R.V., tél. au 285-14-15
AFRAMP, 31, rue d'Amsterdam 75008 PARIS

T. I. T. N.
recherche

- INGENIEURS SYSTEMES débutants, formation grande école ou confirmés
- INGENIEURS SOFT
- INGENIEURS ELECTRON.
- AGENTS TECHNIQUES *AT3 - ATP*

LIEU DE TRAVAIL :
— Soit Morangis (prox. Orly)
— Soit 40 km à l'Ouest de Paris.

Env. C.V., prétent. et photo, à T.I.T.N., 5, rue Gustave-Eiffel, 91420 MORANGIS

Jeunes Experts Comptables recherchent leur adjoint

CE COLLABORATEUR
aura cinq ans d'expérience Cabinet min., le niveau révision. Envoyer C.V. + prét., référence nº T 018020 M REGIE-PRESSE, 85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris

---

Société Importation matériel téléphonique électronique rech. pr ttes régions CORRESPONDANTS ayant RELATIONS pr vente à domicile. MI-TEMPS. GAINS très ELEVES possible. Ecr. nº T 17989 M Régie-Presse, 85 bis, rue Réaumur, Paris 2e.

Organisme Public recrute

PROGRAMMEUR
PL1 - DOS
Place stable - 554-30-23

PARIS 8e
Notre société possède et gère un important patrimoine immobilier (habitations et locaux commerciaux)

Notre Service

GÉRANCE et LOCATION
a besoin d'un troisième

COLLABORATEUR

C'est un cadre de 35 ans environ qui doit pouvoir justifier d'une formation de type I C H et d'une expérience similaire de plusieurs années.

Ce poste implique la prise de responsabilités aussi *bien que l'exécution de* tâches subalternes.

Adr. C.V., photo, salaire actuel, sous réf. 10.604, à Marie GILMERT CONSEIL en RECRUTEMENT 47, rue de Prony 75017 PARIS

C.I.R.C.E. centre de calcul du C.N.R.S (2X370/168 IBM, MVS, TSO) recherche

DES INGENIEURS-SYSTEME
— pour maintenance logiciels d'exploitation IBM-MVS, adaptation, étude de performances.
— Pour installation démarrage et maintenance de systèmes interactifs, diplôme minim. maîtrise ou équivalent, Connaissance Anglais. Dégagés O.M. Nationalité française.

Adress. C.V. et prét. au Secrétariat du CIRCE Bât. 506. 91405 ORSAY cedex.

ENGINEERING PETROLIER *recherche*

INGÉNIEURS
CALCULS STRUCTURES
expérimentés
Tél. 280-32-55 ou Ecr. nº 40.751 à J.R.P., 39, rue de l'Arcade, PARIS-8e, qui transmettra.

ANALYSTES-PROGRAMMEURS
1. *COBOL, ASSEMBLEUR* sur matériel IBM.
2. PL 1/DL 1.

INSET ETT 95, r. St-Lazare Paris-9e. 281-33-33.

secrétaires secrétaires secrétaires secrétaires

URGENT
PORTE DE SAINT-CLOUD
Société Industrielle recherche pour son Siège Social

SECRETAIRE CONFIRMEE DU CHEF DU PERSONNEL

Ayant acquis quelques années d'expérience de la fonction dans une entreprise relevant de la métallurgie.
Rattachée au Chef du Personnel de l'établissement (300 personnes) en plus des tâches classiques de secrétariat elle sera chargée de suivre la gestion du personnel intérimaire, des tableaux de bord et des déclarations obligatoires.
Une bonne connaissance de l'élaboration de la paie, et une expérience pratique de la gestion de la formation et qualification et rémunération *seront appréciées.*

Restaurant entreprise. Horaire variable et autres avantages sociaux.

Adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions sous référence 2401 à Madame LAMY qui transmettra

ANIAN VRIVIN 35, rue du Rocher 75008 PARIS

Le Président Directeur Général d'une importante Société à ST-CLOUD recherche sa

Secrétaire

Cette personne de formation supérieure et parlant couramment l'Anglais doit s'occuper du suivi de tous les dossiers de la Présidence et en assurer toutes les tâches d'intendance (classement, *courrier, organisation matérielle et compte-rendu* des réunions, rendez-vous etc).

Il attend d'elle des qualités de contact, de la diplomatie, de la mémoire et une excellente organisation.

Elle pourra, si elle le désire faire évoluer le poste vers celui d'une authentique assistante.

Il lui propose des appointements de l'ordre de quatre vingt mille francs à préciser suivant expérience et références.

Adresser curriculum vitae manuscrit et photo s/réf. SE 178 à :

PROFILS — *Conseils en recrutement*
5, rue Louis Lejeune - Immeuble Périsud
92213 MONTROUGE

PROFILS

SOCIÉTÉ DE SERVICES ACTIVITÉS INTERNATIONALES proche banlieue nord de Paris recherche

SECRÉTAIRE
parfaitement bilingue ANGLAIS

Sens de l'organisation, des responsabilités, et ayant le goût des chiffres.
Disponible et capable de seconder rapidement le Chef des services gestion administrative et du personnel.

Salaire en rapport avec les exigences du poste.

Env. C.V. manuscr. et photo sous la référence 802 à l'attention de M. BIGARD, 7, rue Newton Z.I. du Coudray, 93150 LE BLANC-MESNIL.

LE DIRECTEUR GENERAL d'une importante société de transports maritimes située près de l'Opéra recherche

SA COLLABORATRICE

*Celle-ci, secrétaire sténo*dactylo expérimentée, organisée et méthodique, parfaitement bilingue anglais, aura une excellente présentation et sera très à l'aise dans les contacts de haut niveau.

Il sera répondu à toutes les candidatures adressant un dossier complet (lettre manuscrite C.V., photo et prét.) sous réf. 2609 M à

DAPHNE SAMSON
Conseil en recrutement,
32, rue de Sablonville
92200 - NEUILLY-S.-SEINE.

Société en Informatique recrute

SECRETAIRE SERVICE DU PERSONNEL
Libre de suite.
Env. C.V. Chef du Personnel, 135, r. de la Pompe, 75116 Paris.

PARIS - SUD
Société d'Edition recherche

SECRETAIRE DIRECTION
Bilingue (Allem. ou Anglais)
Formation juridique
très bonne sténodactylo.
Disponibilité.
Voiture nécessaire.
Ecrire av. C.V. à Mme NEVEU, 142, rue de Rennes, 75006 PARIS.

proposit. com. capitaux

Cherchons : Expert Comptable *pour reprendre la moitié du* CAPITAL et DIRECTION SOCIETE D'EXPERTISE beaux locaux Paris 1er. Clientèle intéressante. - Chiffre d'affaires 2 millions de francs. Ecrire à ercap, 18, rue Emile-Duclaux, 75015 Paris, qui trans.

Chef d'entreprise pendant quinze ans, grande expérience Cciale produits frais, possédant locaux, DESIRE CREER SA PROPRE ENTREPRISE DANS AGGLOMERATION NANCEENNE. — Etudie toutes propositions, toutes branches. Faire offre sous le nº 5.795, à : P. LICHAU S.A., B.P. 220, 75063 Paris Cedex 02, qui transmettra.

demandes d'emploi — demandes d'emploi — demandes d'emploi

J.F. 25 a., maît. Sc. Ec. DESS com. int. + st., ch. p. ds serv. exp., *mark. ou finance internat.* Ecr. nº 1931, « le *Monde* » Pub., 5, r. Italiens, 75427 Paris C. 09

H.J. 32 a., chef de proj. informatique, 8 a. exp., angl. parlé, ch. pl. st., préf. étrang./prov. Ecr. nº 1927, « le *Monde* » Pub., 5, r. Italiens, 75427 Paris C. 09

Arch. 26 ans, licence d'Urban. Expér. Agence, étudierait ttes propositions. Ecr. 7982/66 Havas 66004 PERPIGNAN - B.P. 442

Formation Gestionnaire
Expér. achats, ventes, etc., rech., mi-temps ou partiel, intérêt du travail primordial. 532-88-39, après 14 heures

---

J. Femme, 29 ans, secr. tril., lic. angl. et japonais, dactylo, *télexiste. Deux ans expér. dans* sté japonaise. Ch. poste d'aven. Mme PETITIMBERT Claude, *32,* rue Félix-Faure, 95880 ENGHIEN-LES-BAINS. *Téléph. : 417-06-46, après 19 h.*

J.F. 23 ans, esprit ouvert, dynamique, journaliste arts et spectacles, connaissant anglais, dactylo, cherche :
travaux rédaction ou relations publicité, administration pour compagnies, ballets ou théâtre ou attachée de presse ou tout emploi relatif *à ce domaine.*
Téléph. : 522-04-02

Secrétaire Direction, bil. angl. Cadre 34 ans, sténo 2 lang., ch. poste responsabilités. préférence 8e, 17e, 9e, Défense. Ecr. nº 1895, « le Monde » Pub., 5, r. Italiens, 75427 Paris C. 09

TRADUCTRICE
FRANÇAIS-ANGLAIS-ALLEM.
Dipl. École de traduction et d'interprétat. de Genève, DEUG, Proficiency, jurée tribunaux, 25 a., célibat., très disponible, solides références morales, style classique, ayant expér. séjours prolongés U.S., G.-B., R.F.A., Suisse, etc., cherche : situat. stab. et vivante comportant si poss. contacts et resp. *dans : Public relations, organi*sations voyages, transports, organisations internat., consulats, ambassades, services export, etc. Peut se libérer rapidement. Ecr. à : A. Schwindenhammer, 24, rue de Saint-Prix 95600 EAUBONNE

JEUNE EXPERT COMPTABLE MÉMORIALISTE
ETUDIE TOUTES OFFRES PARIS ET/OU ETRANGER
Ecr. nº 93820 M, REGIE-PR., 85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris

U.S.A. DISTRIBUTION VENTE EN GROS

— Vendeur - Organisateur efficace, établi région N.-Y., recherche contacts avec sociétés européennes désireuses d'introduire leurs produits sur le marché américain ou d'augmenter leur vente.

— Considérerait seulement distributions nationales avec réseau de distributeurs et d'agents régionaux.

— *Américain d'origine française* parfaitement bilingue et habitué à coordonner activités commerciales entre les deux pays,

offre rare opportunité d'expansion et de collaboration. *De passage en France entre le 3 et le* 20 février.

Ecrire sous le numéro 1918, « le Monde » Publ., 5, *rue des Italiens* - 75427 PARIS, CEDEX 09.

RÉUSSIR... et RECOMMENCER
CADRE DIRIGEANT, 38 ans

Expérience des fonctions de Direction dans plusieurs P.M.E. du secteur tertiaire :
— Développement Commercial et Marketing,
— Contrôle Budgétaire et Gestion Financière,
— ORGANISATION et Conduite Centre de Profit,

recherche opportunité largement ouverte pour exprimer potentialités :
— Esprit d'entreprise, goût de la performance,
— Imagination, créativité,
— Rigueur, méthode, synthèse.

Ecrire numéro 1.924 - « LE MONDE » Publicité, 5, rue des Italiens - 75427 PARIS CEDEX 09.

DOCTEUR EN DROIT
DIPLOME ECOLE DE COMMERCE
ANGLAIS ET ESPAGNOL
lus, écrits, parlés couramment.
ANCIEN CHEF DU CONTENTIEUX COMPAGNIE D'ASSURANCES.
Actuellement service juridique entreprise industrielle.
CHERCHE POSTE A RESPONSABILITE.

Ecrire sous le numéro 1.928, « le Monde » Publ., 5, rue des Italiens - 75427 PARIS - CEDEX 09.

SOCIOLOGUE ET PSYCHOLOGUE D'ENTREPRISE

Exp. Cab. Cons. Direction et grande Entrepr. rech. collab. de L.T. ou rattach. direction groupe important, 49 ans. Compétences :
Diag. person. et groupes. Format. Cadres. Méthodes travail équipes direction.
Animation gr. travail, efficacité réu. encadr. Promotion actions réduc. coût, créativité, délégation, bilans attitudes et aspirations.
Diag. fonctionnement humain organisation.
Analyse et traitement, type OD, dysfonct. organis. Etudes et actions de fond, par ex. : Mobilité encadrement, engagement ress. hum., évolution rap. hum. et hiérar., évolution des rap. au travail, adapt. struct. et org. du travail, motivation et efficacité, etc.

Ecrire nº 1.929 « le Monde » Publicité, 5, rue des Italiens, 75427 PARIS CEDEX 09.

SECRÉTAIRE ÉDITION

5 ans expérience éditions scientifiques
— maîtrise Sciences,
— expérience enseignement supérieur,

cherche

POSTE RESPONSABILITÉ

direction collection - conception éditoriale relations auteurs - suivi fabrication
Ecrire nº 93799 M. REGIE-PRESSE, 85 bis, rue Réaumur, 75002 Paris.

INGÉNIEUR + BUSINESS SCHOOL
32 ans
Expérience professionnelle :

GESTION - ORGANISATION - INFORMATIQUE
acquise à un niveau élevé tant au plan
CONCEPTION - RÉALISATION - DIRECTION
recherche
POSTE A LARGES RESPONSABILITÉS

Ecrire sous le numéro 1905, « LE MONDE » Publ., 5, rue des Italiens, 75427 PARIS CEDEX 09.

Je me propose pour poste :

DIRECTEUR D'USINE

construction mécanique P.M.I. 100 à 200 personnes.

46 ans. J'apporte : expérience confirmée, gestion de production, conduite des hommes, relations technico-commerciales.

Ecrire nº T 17988 M Régie-Presse, 85 bis, rue Réaumur, Paris-2e.

J.H. 28 ans, FORMAT. SUPER.
MARKET. FINANCE GESTION
ANGLAIS COURANT
3 ans conseil en diversification, 2 ans chargé aux U.S.A. du développement de P.M.E. franc., recherche
POSTE A RESPONSABILITE REGION PARIS
Ecr. nº T 17954 M, REGIE-PR., 85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris

---

TECHNICIEN HYGIÈNE ET SÉCURITÉ
formation IUT, expérience chantier, cherche empl. France ou étrang. Étudie toutes proposit. Ecr. nº 7.472, « le Monde » Pub., 5, rue des Italiens, 75427 Paris.

Jeune Femme, 26 a., 3 a. expér.
AGENT DE MAITRISE CREMERIE
recherche emploi stable.
Téléphone : 665-86-63, après 18 heures.

ANIMATEUR S.E.
ch. emploi même temporaire.
Téléphone : (26) 09-62-99.

TRÉSORIER CAMBISTE
Grande Banque Internationale, DES, Sciences Eco., Sciences Po., *Eco.-Fi., stage USA,* angl., allem., expér. 7 ans change, trésorerie - F.F. et devises, arbitrage non ferreux, étudier. proposition. trésorerie entreprise internationale. Ecr. nº 97.695, PUBL. ROGER BLEY, 101, rue Réaumur, 75002 Paris, qui tr.

J. F., 37 a., assist., bilingue angl. (licence) + italien *+ allemand,* exp. assist., enseignante, secrétaire de direction bilingue, ch. situation. Ecrire nº T 018010 M, Régie-Presse, 85 bis, r. *Réaumur,* 75002 Paris.

Ing. 38 ans, 10 ans expérience étranger spécialisé dans étude développt budget, contrôle de gestion recherche poste technique ou commercial longue durée Asie de préférence. Ecrire Nº 93644 M, REGIE PRESSE, 85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

J.F., 23 a., maîtrise Sc. Eco. opt. monnaie-finance+stage ccial ch. poste ét. marchés ou ds serv. fin. Ecr. nº 1930 « le *Monde* » Pub. 5, r. Italiens, 75427 Paris.

Juriste d'entreprise et crédit-MAN. Etudes supér. 47 ans. D-x ans d'expérience. Recouvrement de créances, Procédures. Logements, assurances. Ecr. nº 1932 « le Monde » Pub. 5, r. Italiens, 75427 Paris ced. 09.

GESTION IMMOBILIERE
cadre 33 ans autodidacte 10 a. expérience baux commerciaux I.G.H. Libre sous 3 mois ch. emploi Paris ou pr. banlieue. Ecr. Nº 1910 « le *Monde* » Pub. 5, r. des Italiens, *75427* Paris.

Homme, 34 a., bne présentat. goût contacts et chiffre. 7 a. *d'expér.* attaché commerc. rech. *poste stable avec possibilité de* carrière étudierait ttes proposit. Ecr. nº 6173 « le Monde » Pub. 5, r. Italiens, 75427 Paris ced. 09.

Homme jeune
Formation JOURNALISTE (C.F.J.) longue expérience presse hebdomadaire et mens. Spécialisation « spectacle » (musique, cinéma). Expérience radio (product. France-Musique *et France-Culture).*
Directeur artistique pendant plusieurs mois très important lieu de concerts.
Ch. poste à responsabil. dans *une de ces trois branche.*
Tél. 277-64-98 ou Ecr. nº 6174 « le Monde » Pub. 5, r. Italiens, 75427 Paris ced. 09.

De retour de stage en *Côte d'Ivoire*
technicien en agriculture (ISTOM) bne connaiss. en gestion, ch. p. secteur Agro ccial. Etud. tes propos. sér. France ou étranger. Tél. (93) 20-93-95

Jne Fme. MAITRISE PSYCHOLOGIE CLINIQUE, étud. toutes propositions.
Ecr. nº T 17957 M Régie-Presse 85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

J. F., 23 ans, dipl. études sup. (niv. maîtrise bilingue) pratique courante : anglais, russe (langue des affaires et du droit). Not. espagn. sténodactylo ch. pl. Paris et banl. Libre ste. Ecr. nº T 17957 M Régie-Presse 85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

Directeur général d'une des filiale d'un important groupe international, exp. 10 années ds la conduite d'une P.M.E., performances constantes, croissance continue, étudierait ttes propos. pour fonctions similaires dans *Ste de même taille ou + impte.* Ecr. nº T 018008 M *Régie-Presse* 85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

CADRE TECHNICO-CCIAL
37 ans, quadrilingue, Anglais, Français, *Italien, Espagnol,* exp. professionnelle : *négociation, contrats clé en main et offset,* financement, organisation, acquise à un niv. élevé tant au plan conception, réalisation, direction, rech. poste à larges responsabilités, dispon. France, Outre-Mer. Libre immédiatem. Ecr. nº T 018007 M Régie-Presse 85 bis, rue Réaumur, 75002 Paris

---

J. H., 26 ans, déjà travaillé, sér., niv. bac. Etud. ttes propos. d'emploi. Ecr. J.-R. Viguié, 362, av. M.-Martin, 46000 Cahors

---

J. H., 24 ans, sup. de Co. Rouen *ch. p. collaborateur dans cabi*net expert. compt. à Paris. Tél. 633-61-60 le matin.

CHEF COMPTABLE, 16 ans expér. compt. gestion et organ., *8 ans expér. chef compt., chef* du personnel. Ecrire référence nº T 017875 M REGIE-PRESSE 85 bis, rue Réaumur, 75002 Paris

---

Anglaise cherche travail traduction. *Domaine : sociologie,* médecine. Tél. 806-77-60 le mat.

Etud. poss. Doctorat de sc. éco, anc. élève de l'ESIT, parfait. trilingue Fr.-Arabe-Angl., étud. ttes propos. organisme interna. Moyen-Orient. M. OUENNOURI, 14, rue de Vichy, 75015 PARIS.

H., 38 a., maît., lettre mod. (All., *Angl.*) exp. librairie, ens., journaux, cherche emploi.
Roland Gengenbach,
44, r. P.-Nicole, 75005 Paris

Nous prions les lecteurs répondant aux « ANNONCES DOMICILIÉES » de vouloir bien indiquer lisiblement sur l'enveloppe le numéro de l'annonce les intéressant et de vérifier l'adresse, selon qu'il s'agit du « *Monde Publicité* » ou d'une agence.

représentation offres

Société Edition spécialisée livres pratiques

recherche

V.R.P. MULTICARTES

Introduits dans les secteurs arboristerie, produits diététiques, alimentation, élevage animaux domestiques, bricolage, jardinage.

Ecrire à REGIE-PRESSE, nº 829674 M, 85 bis, rue Réaumur, 75002 PARIS.

Sté Nale. Rens. Claux Recouvr. ch. collab. cial pr suivi clients et prospect. Indust. Gros. rémunération : Fixe + prime + frais. Prendre R.V. au 508-12-13. *Adr. C.V. à S.N.R.C.,* 5, rue Thorel, 75002 PARIS.

Groupement d'Editeurs recherche :

2 REPRESENTANTS COLLECTIFS
pour l'Europe et pour l'Afrique.

Adresser C.V. à Mlle Vinatier, 117, bd Saint-Germain, Paris-6e.

occasions

EN SOLDE

Grand choix de moquette
Exemple de prix
velours sur mousse en 4 m : 19,99 F/m2 - Murale textile : 6,46 *F/m2* - 340-72-72

information divers

Pour connaître les possibilités d'emplois outre-mer, étranger (Canada, Australie, Afrique, Amérique, Asie), demandez la revue spécialisée *Migrations (LM),* 3, rue *Montyon.* PARIS (IXe)

L'Etat offre des emplois stables, bien rémunérés, à toutes et à tous avec ou sans diplômes. Pour les connaître demandez une documentation gratuite sur la revue France-Carrières (C 16), B.P. 402-09 Paris.

cours et leçons

Rattrapage MATHS, PHYSIQ., le mercredi, par école secondaire à CHATOU, 5 min. RER. 952-57-39, 361-47-55, 14 à 20 h.

RELIGION

SILENCE ! ON JEUNE

Dans son dernier bulletin diocésain, l'Eglise d'Alsace, *Mgr Léon-Arthur Elchinger, évêque de Strasbourg, propose que, à titre de pénitence, pendant le carême, les catholiques s'abstiennent, une fois par semaine, de se servir de la radio ou de la télévision.*

Cette « privation », commente l'évêque, nous prouvera à nous-mêmes que « nous refusons de devenir les consommateurs passifs et même les esclaves de mass media ».

S'agirait-il, en l'occurrence, d'une véritable ascèse ? N'est-ce pas parfois au contraire un soulagement que d'arrêter une émission en appuyant sur le bouton ?

H. F.

APRÈS LES SANCTIONS CONTRE HANS KUNG

Trente théologiens catholiques et protestants de l'université de Strasbourg critiquent les « procédés du Vatican »

De notre correspondant

Strasbourg. — Dans une déclaration commune, trente enseignants des facultés de théologie catholique et protestante de l'université des sciences humaines de Strasbourg s'élèvent contre les « procédés du Vatican » dans l'affaire du théologien suisse Hans Küng et dénoncent les dangers que font courir ces méthodes à l'œcuménisme.

Ces enseignants (dix-sept pour la faculté catholique et treize pour la faculté protestante) affirment tout d'abord « *la nécessité d'un travail théologique libre et responsable* » ; ils précisent à ce propos : « *La nécessité d'une réflexion critique en matière de foi découle de l'imbrication de l'expérience croyante dans les cultures humaines. En raison même de l'essentielle liberté de l'adhésion de foi et au nom de l'Evangile dont se réclament nos Eglises, nous pensons que cet effort d'intelligence et d'évaluation doit pouvoir se déployer librement.* »

Exprimant leur « *vive émotion devant la persistance dans l'Eglise catholique de certains procédés de contrôle de la recherche théologique* », les signataires de la déclaration font part de leur inquiétude quant aux « *graves répercussions que le maintien des procédures incriminées et la multiplication des sanctions ne manqueraient pas d'avoir sur les relations œcuméniques. Qui pourra croire que l'Eglise catholique est sincèrement disposée au dialogue avec les autres Eglises si elle ne pratique pas le dialogue en son propre sein ?*

Les « *procédés du Vatican* » constituent également, selon les signataires, un danger pour la crédibilité « *du témoignage des chrétiens dans le monde* ». Les théologiens strasbourgeois déclarent notamment à ce propos : « *Comment l'Eglise témoignera-t-elle, non seulement en paroles, mais par des actes, qu'elle est fidèle à l'Evangile ? Pourra-t-elle faire croire qu'elle travaille à l'avènement d'un monde nouveau s'il est porté atteinte, dans ses propres rangs, à la dignité des principes et si les chrétiens se montrent incapables de vivre les conflits inévitables ?* »

J.-C. H.

● *Jean-Paul II en Afrique.* — Le pape a déclaré, lors de l'Angelus, du samedi 2 janvier, devant un millier de personnes de trente et un pays africains, résidant à Rome : « *Je peux, dès maintenant, vous annoncer que, cette année même, j'envisage d'entreprendre un voyage en Afrique. Vous devinez mon désir de visitez l'Afrique comme j'ai commencé à le faire surtout pour l'Europe et les Etats-Unis. Le problème,* a-t-il dit, *est que votre continent comporte un grand nombre de nations qui ont chacune leurs mérites et des titres spéciaux pour attirer une visite du pape* ».

Paul IV s'était rendu en Ouganda, en 1969.

CARNET

Naissances

— J'ai la plaisir d'annoncer ma venue en ce monde. Maman et moi sommes en parfaite santé.

Pearl Huyên-Traï
NGUYEN DUY-TAN,
25 janvier 1980.
Résidence du Parc, Cachan.

— M. et Mme Pierre Lobstein, M. et Mme Benjamin Roman, ont la joie d'annoncer la naissance de leur petit-fils

Pierre LOBSTEIN,

le 10 janvier 1980, au foyer de leurs enfants Marc et Gloria, à Lima (Pérou).

Château de Terrisse,
Cotignac (Var).
Horacio Urteaga 534,
Jesus-Maria, Lima (Pérou).

Décès

— Les Ormes-sur-Vienne, Poitiers, Châtellerault.

Mme Suzanne Bedéneau, son épouse,
Mme veuve Boinaut, sa belle-mère,
M. et Mme Marnais, ses sœur et beau-frère,
M. et Mme Max Bedéneau, Florence et Sophie,
Mlle Mireille Bedéneau,
M. et Mme Jacques Monzie, Isabelle et Pascale,
M. et Mme Jean-Rémy Dallier, Jérôme et Romain,
Mme Claude-Anny Morin-Dallier, Catherine et Jean-Frédéric,
ses enfants et petits-enfants,
M. et Mme Eric Bedéneau, Magali et Véronique, ses neveu et nièces,
Sa famille, ses amis, ses collègues,
ont la douleur de faire part du décès de

M. Raphaël BEDENEAU,
professeur de lettres classiques,
chevalier de l'ordre des Palmes académiques,
ancien attaché culturel près l'ambassade de France en Bolivie,

enlevé à leur affection le samedi 2 février 1980, dans sa soixante-deuxième année.

Les obsèques civiles ont lieu le mardi 5 février, à 16 heures au cimetière des Ormes (Vienne).

Il croyait en la liberté, il aimait les œillets rouges.

29, rue du Pont-aux-Halles,
Les Ormes,
86220 Dangé-Saint-Romain.

— Mme Charles Maxime Carrière, née Rolande Iman, son épouse,
Max et Anne, ses enfants,
Les familles Carrière, Iman, Malinur, Gros des Ormeaux, Céleste, leurs parents, alliés et amis,
ont la douleur de faire part du décès du

docteur Charles Maxime CARRIERE,
médecin-colonel honoraire,
médecin-chef des hôpitaux,
commandeur de l'ordre national du Mérite,
officier de la Légion d'honneur,
médaille commémorative des Services volontaires de la France libre,
croix de guerre des T.O.E.,

survenu le 21 janvier 1980 à Abidjan.

Une cérémonie religieuse en la chapelle de l'Est du cimetière du Père-Lachaise, le mercredi 6 février 1980, à 10 h. 30, précédera l'inhumation.

Le présent avis tient lieu de faire-part.

— Mme Joseph Fontanet,
Xavier et Christine Fontanet,
Chantal et Alain Gallissot,
Anne et Bernard Chéret,
Isabelle Fontanet,
Arnaud Fontanet,
Nadège, Laetitia,
Caroline Fontanet,
Et Béatrice Gallissot,
demandent de s'unir à eux dans la prière pour le repos de l'âme de

Joseph FONTANET,

décédé le 2 février 1980, dans sa cinquante-neuvième année.

Les obsèques religieuses, qui auront lieu le mardi 5 février, à 10 h. 30, en l'église Notre-Dame-de-Grâce de Passy, seront suivies de l'inhumation à Brison-Saint-Innocent (Savoie), dans l'intimité familiale.

Ni fleurs ni couronnes.
36, boulevard Emile-Augier, Paris (16e).

— Le conseil d'administration et les membres de la Fondation scientifique de Lyon et du Sud-Est font part de la perte cruelle qu'ils viennent d'éprouver en la personne de leur président,

Joseph FONTANET,
ancien ministre.

— Mlle Marcelle Levin, sa sœur,
Et toute la famille,
font part du décès de

M. Henri LEVIN,

survenu le 28 janvier 1980, dans sa quatre-vingt-cinquième année.

Les obsèques ont eu lieu dans l'intimité au cimetière parisien de Bagneux.

Cet avis tient lieu de faire-part.

32 bis, rue de Fontenay,
94130 Nogent-sur-Marne.

Remerciements

— Mme Robert Aubreton et ses enfants, très touchés des nombreuses marques de sympathie qui leur ont été témoignées lors du décès de

M. Robert AUBRETON,

et dans l'impossibilité d'y répondre individuellement, prient toutes les personnes qui se sont associées à leur deuil de bien vouloir trouver ici leurs très sincères remerciements.

Anniversaires

— Ceux qui ont connu et aimé le

docteur Alfred LANG,
psychiatre des hôpitaux,

se souviendront de lui en ce sixième anniversaire de sa mort.

De la part du docteur Marie Lang, son épouse, et de toute sa famille.

— Ceux qui ont connu

Renée STIBBE
et
Pierre STIBBE
avocats à la cour,

se souviendront d'eux aujourd'hui.

Avis de messe

— A la mémoire de

M. Etienne CHAMBON,

une messe sera célébrée en l'église Saint-Augustin à Paris, le vendredi 8 février, à 11 heures.

Credimpex-France, dont il fut le président-fondateur, s'associe à cette cérémonie et invite ses adhérents à y assister.

— A l'occasion du premier anniversaire de la mort du

Père Pierre-André LIÉGÉ,

une messe sera célébrée à l'Institut catholique de Paris, le jeudi 7 février, à 18 h. 45, en l'église Saint-Joseph-des-Carmes, 70, rue de Vaugirard, Paris (6e).

Soutenances de thèses

DOCTORAT D'ETAT

— Université de Paris-X, mercredi 6 février, à 9 h. 30, salle 614, bât. G, M. Driss Khrouz : « Structures foncières et indemnisation des biens nationaux dans les économies sous-développées : le cas de l'agriculture et du pétrole ».

— Université de Paris-X, vendredi 8 février, à 10 heures, salle 614, bât. G, M. Auguste Tene-Koyzoa : « Histoire économique du Centrafrique au vingtième siècle ».

— Université Rabelais de Tours, vendredi 8 février, à 14 heures, M. Wadi Bouzar : « Images de la société algérienne, essai d'une sociologie de la création ».

Communications diverses

— Conférence de J. (T.) Decaris, le 10 février, à 16 heures : « L'unique source des prédictions infaillibles », 20, passage du Mont-Cenis, métro Porte-de-Clignancourt.

L'immobilier

Le Monde

économie

AGRICULTURE

Les consommateurs européens demandent le gel des prix agricoles

Le Bureau européen des unions de consommateurs (BEUC), qui regroupe les organisations indépendantes des neuf pays de la C.E.E., réclame la baisse des prix des produits agricoles excédentaires (lait et sucre) et au minimum le gel « jusqu'à ce que l'offre s'adapte à la demande tout en respectant les prix du marché ».

Il estime que le problème des revenus dans l'agriculture doit « trouver sa solution dans une meilleure politique structurelle, régionale et sociale (le cas échéant grâce à des aides directes aux revenus) ». *Il rejette le système des quotas de production* « qui figent les structures existantes et n'empêchent même pas la formation d'excédents coûteux ».

Enfin, le BEUC écrit qu'une réforme de la politique commune s'impose, car les prix des produits alimentaires dans la C.E.E. « sont les plus chers du monde, à l'exception de la Suisse et du Japon (...), que les surplus de la Communauté ont atteint des proportions scandaleuses », *et que* « les *dépenses du F.E.O.G.A. (Fonds européen d'orientation* et de garantie agricole) représentent une charge moyenne annuelle équivalente à 900 F pour une famille de quatre personnes ».

COMBIEN MESURE UN PETIT PAYSAN ?

Donc, la solution est simple : il faut geler les prix agricoles et verser des aides directes aux petits producteurs. Pour l'immédiat. On aurait *espéré mieux* de la part de mouvements qui, comme en France l'Union fédérale des consommateurs, nous avaient habitués à plus d'imagination. Enfourcher le dada et les arguments de la Grande-Bretagne ou des technocrates qui ficelle plus *facilement un dossier qu'une botte* de paille, n'est pas particulièrement novateur. Exiger des « *prix raisonnables* », comme le fait le BEUC, n'est pas particulièrement précis.

La politique commune doit être conservée, ont assuré les responsables du BEUC, lors d'une réunion d'information, vendredi 1er février, à Paris, mais elle doit être réformée. Soit ! Tous les pourfendeurs de la PAC, qui traîne, il est vrai, un long cortège d'inepties, disent la même chose, sans jamais préciser de quelle réforme il s'agira. En attendant, on peut toujours geler les prix...

Neuf cents francs par an pour quatre personnages, c'est une grosse somme, mais c'est aussi une grosse ficelle. Soixante-deux centime par jour et par personnes, est-ce trop cher payer pour être garanti contre les fluctuations spéculatives des cours mondiaux et écouler les excédents ?

On verserait des aides directes aux *petits producteurs. Combien mesure* un petit producteur ? Combien y en aura-t-il à accepter de s'entendre dire : « *Votre travail n'est pas rentable, mais on vous paie quand même pour que vous surviviez et pour ne pas augmenter les revenus des gros.* » ? CSombien enfin coûteront ces aides par année et pour une famille de quatre personnes ? Peut-on, en agriculture, ajuster l'offre à la demande, comme s'il s'agissait de fabriquer des boulons ? Peut-on décider de réduire la production laitière comme s'il s'agissait de tourner un robinet ? Est-il venu à l'esprit des représentants des consommateurs qu'ils raisonnaient non pas sur des produits, mais sur une branche de l'économie faite de multiples entreprises, qui doivent, sous peine de disparaître — et d'accélérer ainsi les concentrations comme la désertification du milieu rural, — dégager des profits, et que, pour y parvenir, des protections sont nécessaires ? A moins que les consommateurs européens soient en fait partisans de la division internationale du travail, espérant que l'exploitation des sols américains, et celle des paysans des pays en développement, feront baisser les prix de nos assiettes garnies.

Les consommateurs font la même erreur que les agriculteurs : ils s'arrêtent à la politique des prix, ou en font une priorité. Plutôt que de paraître s'opposer aux intérêts des paysans, ne faudrait-il pas au contraire conforter ceux d'entre eux qui recherchent les chemins d'une agriculture plus économe, contribuer *à la mise en place de fabrications* régionales et de circuits courts ? Et s'il fallait parler de prix et de solidarité, pourquoi ne pas imaginer des systèmes de garantie pour des volumes de production en fonction du nombre de travailleurs présents sur *les exploitations agricoles. Ce serait* sans doute compliqué, mais le gel des prix, c'est vraiment trop simple.

JACQUES GRALL.

COINCIDENCE

(De notre correspondant.)

Besançon. — *Voilà longtemps que les agriculteurs de Franche-Comté sont mécontents. Beaucoup d'entre eux estiment que le lait que produisent leurs vaches, et dont le prix dépend du cours du gruyère, n'est pas assez payé. Ils ont manifesté à plusieurs reprises. Mais leurs organisations syndicales leur avaient demandé de ne pas troubler le voyage présidentiel du 1er février.*

Cette recommandation risquait-elle d'être insuffisante ? Toujours est-il que ce même 1er février, par le courrier du matin les producteurs membres de l'Union coopérative comtoise ont reçu une lettre leur annonçant que le litre de lait serait payé désormais 0,15 franc de plus qu'auparavant. A 10 heures, après le passage du facteur, le président de la République posait, sans encombre, son hélicoptère à Baume-les-Dames.

C. F.

● *Les expéditions de vin de Champagne* ont régressé en 1979 de 0,96 %. Sur 184,1 millions de bouteilles produites, 128,3 millions ont été vendues sur le marché français (— 2,65 %) et 55,7 millions à l'exportation (+ 3,17 %).

ÉNERGIE

L'Algérie relève le prix de son pétrole de 4,21 dollars par baril

L'Algérie a décidé de relever de 4,21 dollars par baril le prix de son pétrole, s'alignant ainsi sur la hausse annoncée le 2 février par le Nigéria. Les bruts algériens et nigérians — à 34,21 dollars pour le baril de meilleure qualité — restent, cependant, d'un prix inférieur à celui du pétrole libyen (34,72 dollars depuis le 1er janvier).

***La plupart des clients de la Sonatrach* devront, il est vrai, payer en plus du prix officiel une « avance » de 3 dollars par baril pour financer les nouveaux programmes d'exploration de l'Algérie.**

Ce mouvement rend inévitable une augmentation prochaine des pétroles de même qualité de la mer du Nord, actuellement vendus (pour le brut du gisement de Forties) 29,75 dollars.

***De son côté l'Indonésie a, comme prévu,* annoncé un relèvement de 2 dollars du prix de son baril de brut.**

De notre correspondant

Alger. — La *Sonatrach* a annoncé, dimanche 3 février, une nouvelle augmentation du prix du baril de pétrole brut algérien, qui passe de 30 à 34,21 dollars à compter du 24 février 1980. La précédente hausse avait eu lieu le 21 décembre 1979 et s'était élevée à 3,73 dollars. Par rapport au premier trimestre de 1979, l'augmentation est au total de 131 %.

La décision algérienne, qui a été approuvée par un conseil des ministres tenu dimanche, était attendue après la hausse de 4 dollars du pétrole nigérian annoncée samedi. Selon l'agence Algérie Presse Service, les autorités ont voulu ainsi « *maintenir le prix du pétrole algérien en ligne avec ceux des autres bruts de l'OPEP* ». Elle estime que l'« arabian light » saoudien reste sous-coté malgré la hausse de 2 dollars récemment décidée par Ryad.

« *On constate aujourd'hui,* affirme l'A.P.S., *que le niveau de 26 dollars qui aurait pu servir de base de compromis lors de la réunion de l'OPEP, en décembre à Caracas, se trouve complètement dépassé. C'est la conclusion qu'on peut tirer des réajustements effectués par les pays du Golfe, dont les prix sont basés sur un niveau du « market crude » situé de fait entre 28 et 30 dollars le baril* ». L'argumentation est discutable, la décision des pays du Golfe et de l'Irak de relever leurs prix de 2 dollars pouvant apparaître au contraire comme un pas vers la réunification des prix. Il n'est donc pas évident que « *le réajustement en hausse du prix algérien contribue,* ainsi que l'affirme l'agence, *à améliorer la structure des prix* ».

L'augmentation décidée par Alger paraîtra d'autant plus forte que les clients, en majorité américains, de la Sonatrach doivent payer depuis le début de l'année un supplément de 3 dollars par baril pour financer les nouveaux programmes d'exploration. Cette somme n'est pas demandée aux clients africains en raison du faible niveau de leurs moyens techniques et financiers. La Sonatrach dénonce par avance tout « *amalgame* » et fait remarquer à ce propos qu'il s'agit d'une « *simple avance* ». « *Le versement de ces 3 dollars*, explique ainsi l'A.P.S., *cessera dès la conclusion avec les sociétés concernées d'accords d'association relatifs à l'exploration, et les sommes versées à ce titre ne pourront être utilisées qu'à cette fin.* » Selon l'agence, les clients de la Sonatrach « *auraient admis le bien-fondé de cette démarche* ». Il n'en reste pas moins qu'ils ont la main *forcée et doivent actuellement* débourser, pour acquérir un baril de brut algérien, 37,21 dollars au total.

Les problèmes énergétiques et la politique de l'OPEP figurent, d'autre part, en bonne place dans les entretiens que le chef de l'Etat vénézuélien, M. Luis Herrera Campins, doit avoir à partir du 4 février avec les autorités algériennes au cours d'une visite officielle de trois jours. Le président vénézuélien est accompagné d'une très importante délégation comprenant notamment le ministre de l'énergie et des mines, M. Humberto Calderon-Berti, et les présidents des sociétés pétrolières de Caracas. Le Venezuela n'est pas resté à l'écart du récent mouvement de hausse du pétrole, puisqu'il a augmenté le prix de son brut en moyenne de 1,42 dollar le baril.

DANIEL JUNQUA.

● *Elf-Aquitaine obtient quatre nouveaux permis de recherche en Libye.* — La compagnie pétrolière française Elf-Aquitaine a obtenu quatre nouveaux permis de recherche d'hydrocarbures portant sur une superficie de près de 15 000 kilomètres carrée en Libye. Elf-Aquitaine est déjà opérateur en Libye, où elle produit près de 15 000 barils par jour.

CONJONCTURE

La concurrence étrangère s'est durcie mais les prix français sont plus compétitifs

estime l'INSEE

La concurrence étrangère sur le marché français s'est beaucoup accentuée pendant la seconde *moitié de 1979 estime* l'INSEE, au vu de son enquête semestrielle auprès des chefs d'entreprise. Cette pression ne se vérifie cependant que pour les biens de consommation et surtout les biens durables : équipement ménager, ameublement, automobile... La concurrence étrangère s'est, en revanche, stabilisée dans le secteur des industries de biens d'équipement et de biens intermédiaires.

Sur les marchés extérieurs, la concurrence étrangère ne s'est pas globalement durcie. Un secteur cependant voit sa situation se dégrader : celui de l'automobile. Dans ces conditions, comment ont évolué les perspectives d'exportation des firmes d'une part, l'évolution des prix de vente et des marges bénéficiaires d'autre part ?

● EXPORTATIONS : *légère dégradation.* — Il est demandé depuis fin 1975 aux chefs d'entreprises d'indiquer l'évolution prévue à court terme de leurs ventes à l'étranger par rapport à l'évolution de leurs ventes en France. Les réponses ont été les suivantes : « nettement plus fortes » (21 % contre 23 % en mai 1979), « du même ordre » (55 % contre 60 %), « moindres » (24 % contre 17 %). La tendance serait donc à un transfert des espoirs de vente des marchés extérieurs vers le marché intérieur. Cela est particulièrement vrai pour l'automobile, mais ne l'est pas pour le textile par exemple.

● *PRIX DE VENTE : amélioration de la compétitivité française.* — D'une façon générale, la compétitivité des prix français s'améliore. Cela est particulièrement vrai pour l'automobile sur les marchés étrangers.

● MARGES BENEFICIAIRES : *stabilité.* — Les marges bénéficiaires s'améliorent sur le marché intérieur. Sur les marchés étrangers, il n'y a amélioration que pour les industries de biens intermédiaires en raison des fortes hausses des prix mondiaux dans ce secteur. En revanche les marges restent stables pour les biens de consommation (l'automobile notamment) et les biens d'équipement.

Lorsque l'on compare les marges sur le marché français et les marchés étrangers, on constate une détérioration relative des secondes par rapport aux premières.

LE POUVOIR D'ACHAT DES SALARIÉS A BAISSÉ EN 1979

Le pouvoir d'achat de la plupart des salariés a baissé en 1979, indique une étude publiée par l'INSEE dans son dernier numéro d'*Economie et statistique* (1). Cette baisse, qui, dans le secteur privé, s'échelonnerait entre 0,3 % et 2,6 % (octobre 1979 par rapport à octobre 1978), atteindrait dans le secteur public 1,3 % pour l'ensemble des fonctionnaires entre décembre 1978 et décembre 1979 : — 1,9 % pour la catégorie A, — 1,4 % pour la catégorie B, — 0,8 % pour les catégories C et D. Ce recul du niveau de vie n'est pas dû à l'évolution des salaires bruts (qui, dans le secteur privé, voient leur pouvoir d'achat progresser de 0,9 % entre octobre 1978 et octobre 1979), mais à l'importance des relèvements des cotisations de Sécurité sociale et de l'UNEDIC.

Ainsi, le SMIC a augmenté de 14,3 % en un an (décembre 1979 comparé à décembre 1978), ce qui représente, compte tenu de la hausse des prix (+ 11,8 %), un gain de pouvoir d'achat de 2,2 %. Mais, après déduction des cotisations de Sécurité sociale — et compte tenu de la réduction de la durée du travail, — le pouvoir d'achat du « smicard » a baissé de 0,5 %.

(1) *Economie et statistique*, n° 118, janvier 1980 : « Le pouvoir d'achat des salariés en 1980 », par Marguerite Perot.

Les négociations sur une nouvelle convention

LES MÉDECINS SE DONNENT JUSQU'AU 16 MARS POUR ABOUTIR A UN ACCORD

La Confédération des syndicats médicaux français (C.S.M.F.) a refusé, dimanche 3 février, d'enterrer la hache de guerre, mais s'est donné un délai d'un mois et demi pour tenter d'aboutir avec les caisses d'assurance maladie à l'élaboration d'une nouvelle convention.

Une partie des médecins présents à l'assemblée générale *extraordinaire* de la C.S.M.F. étaient favorables au déclenchement des hostilités, en majorant unilatéralement et immédiatement les *honoraires* bloqués depuis juillet 1979 par le gouvernement.

Cette mesure sera peut-être appliquée, de même qu'une « *grève administrative au moins des soins* », mais pas avant le 15 mars, et si d'ici là aucun accord n'a été enregistré.

Les négociations seront cependant difficiles dans la mesure où l'assemblée de la C.S.M.F. a confirmé des positions très éloignées de celles des caisses : refus de l'engagement individuel des médecins; libre accès aux spécialistes et maintien du droit à dépassement. Toutefois, la C.S.M.F. accepte de négocier, donc de nuancer ses positions, sur ce droit à dépassement qui pourrait être plafonné et sur des relèvement d'honoraires plus importants pour les généralistes que pour les spécialistes, à condition que ces majorations ne soient pas limitées à celle de la production intérieure brute.

SOCIAL

POINTAGE, CADENCE, POSTES PEU PRESTIGIEUX...

Les femmes demeurent les mal aimées du travail manuel

« *Les barrières des sexes ne sont pas levées dans les métiers ouvriers.* » Ce constat, Mme Anne-Françoise Molinie et M. Serge Volkoff le dressent à partir d'une enquête, menée sur les conditions de travail par l'INSEE, en octobre 1978, auprès de vingt mille salariés (1).

A cette époque, on comptait, en France, sept millions quatre cent mille ouvriers, dont cinq *millions sept cent mille hommes* et un million sept cent mille femmes.

L'enquête montre en premier lieu que, parmi les ouvriers, un tiers seulement effectuent des tâches de fabrication au lieu de 41,7 % chez les ouvrières. Les hommes occupent davantage les postes d'entretien, de réglage, de réparation (20,8 %), alors que la proportion des femmes y est de 3,1 %. En revanche, les ouvrières sont affectées à des postes de moindre prestige : outre la fabrication, elle sont surtout employées à des tâches de gardiennage, balayage et nettoyage (17,6 %) ou au conditionnement et à l'emballage (7,6 %).

D'autres observations relevées au cours de cette enquête le confirment. La répétitivité des tâches « *fait bien plus partie de l'univers quotidien des ouvrières que de celui de leurs homologues masculins : plus des deux tiers des O.S. femmes ont déclaré toujours répéter une même série de gestes ou d'opérations contre un tiers seulement des hommes* » de même niveau. Le travail à la chaîne est au demeurant plus souvent féminin : plus d'une femme O.S. sur quatre est rivée à la chaîne au lieu d'un sur treize pour les hommes. Et le « *pointage* » est beaucoup plus fréquent chez les ouvrières (40 %) que chez les ouvriers (27 %).

Autres différences importantes : le temps de travail et ses modalités. Les semaines les plus longues sont observées chez les hommes : 28 % des ouvriers interrogés effectuent quarante-cinq heures ou plus (9 % des ouvrières). Le travail de nuit est quasiment inconnu chez les femmes, alors qu'il touche un O.S. homme sur quatre et un ouvrier qualifié sur cinq. De même pour le travail le dimanche : un ouvrier sur dix passe au moins onze dimanches par an à l'usine (une sur vingt ouvrières).

Ces différences de conditions de travail, selon les sexes, ont un effet non négligeable sur la rémunération — qui pour les femmes demeure plus souvent liée au rythme de travail ou à la cadence. Les contraintes d'horaires chez les hommes sont mesurables et donnent lieu à des suppléments de salaire (heures supplémentaires, travail de nuit et de dimanche) alors qu'il n'existe pas — ou si peu — de « *prime de répétitivité* », de « *prime pour cadence contraignante* » ! Ainsi s'expliquent, en grande partie, les inégalités de rémunération selon les sexes : « *Les contraintes des hommes trouvent plus souvent une contrepartie financière que celles auxquelles sont assujetties les femmes* » qui méritent d'être dénommées les mal-aimées du travail manuel.

(1) *Economie et Statistique*, revue mensuelle de l'INSEE : janvier 1980, n° 118. En vente dans les observatoires économiques régionaux de l'INSEE. A Paris : tour Gamma, 195, rue de Bercy, 75582 Paris, Cedex 12.

REPRISE DU TRAVAIL AU PUITS SABATIER DANS LE NORD

(De notre correspondant.)

Lille. — Le travail a repris lundi 4 février à la fosse Sabatier à Raismes, dans le Valenciennois, où depuis une dizaine de jours, à l'appel de la C.G.T. et de la C.F.D.T., une grève paralysait l'exploitation. Samedi, au cours d'une assemblée générale, par 81 voix contre 59, les mineurs ont voté pour la reprise du travail (l'effectif du puits est de 400 salariés environ).

Au cours d'une rencontre avec les délégués syndicaux, la direction des Houillères du Nord et du Pas-de-Calais a confirmé son intention de fermer le puits en avril, car, précise-t-elle, les réserves de ce puits sont quasiment épuisées et, en tout cas, de très mauvaise qualité et inexploitables. Cependant, la direction a admis de ne pas démanteler le puits dès sa fermeture, de façon à préserver l'avenir. Les syndicats voient dans cette déclaration un recul des Houillères. Pour M. Marcel Barrois, secrétaire de la Fédération nationale du sous-sol C.G.T., « *ce simple fait prouve que, contrairement à ce que prétend la direction, le charbon existe au puits Sabatier* ».

Les syndicats annoncent qu'ils poursuivront l'action par d'autres moyens. — G. S.

SIX MILITANTS SYNDICAUX DU JOINT FRANÇAIS CONDAMNÉS APRÈS LA SÉQUESTRATION D'UN DIRECTEUR

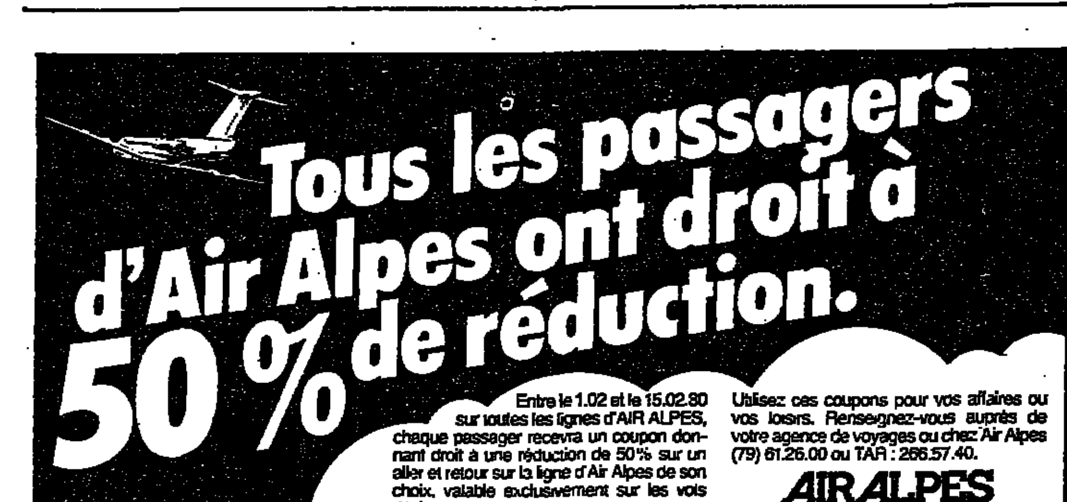
(De notre correspondant.)

Saint-Brieuc. — Six militants syndicaux — quatre de la C.G.T., deux de la C.F.D.T. — de l'usine *du Joint français de Saint-Brieuc* (Côtes-du-Nord) ont été condamnés à quinze jours de prison avec sursis par le tribunal de grande instance. *Ils étaient poursuivis* pour « *violences avec préméditation* » à la suite d la séquestration du directeur de l'entreprise *le 29 mars 1979 (le Monde* du 31 mars 1979).

Ce jour-là, une réunion du *comité d'établissement avait* achoppé sur la demande des délégués du personnel de voir fixer une date de négociation des salaires, *bloqués depuis six mois*. M. Tallot, directeur du Joint français, qui assurait l'intérim du directeur de l'usine briochine, *démissionnaire, avait refusé* de fixer un tel rendez-vous avant de connaître le résultat de la demande de cent quatorze licen*ciements collectifs (sur un effec*tif de mille cent salariés) présentée à l'inspection du travail. Plusieurs dizaines d'ouvriers avaient alors envahi la salle et « retenu » M. Tallot jusqu'à l'intervention des C.R.S., à 4 heures du matin.

Les syndicats ont fait valoir que vingt-six personnes avaient été identifiées par huissier cette nuit-là. Et les six militants ont fait le procès du Joint français et du « *climat social pourri qui y est entretenu par la direction* ».

Au ministère public, qui réclamait une peine exemplaire (quinze jours avec sursis et 500 francs d'amende), la défense a répliqué qu'il offrait à la direction « *une occasion de se débarrasser du syndicalisme au Joint français* ». Après trois semaines de délibéré et malgré « *des circonstances atténuantes* », le tribunal a voulu « *une sanction suffisante pour que chacun prenne conscience de la nécessité du respect des lois pénales* ».





ÉTRANGER

EN DÉPIT DE LA GÉNÉRALISATION DE LA RÈGLE DES 200 MILLES

La pêche au large des côtes de l'Afrique de l'Ouest est toujours dominée par des intérêts étrangers

De notre correspondant

Dakar. — Sur les vingt-trois pays qui bordent la façade atlantique du continent africain, dix-sept réclament désormais des droits souverains sur les ressources vivantes de la mer adjacente à leurs côtes jusqu'à une limite de 200 milles. Les modalités juridiques utilisées pour atteindre cet objectif sont diverses : six Etats (Guinée, Sierra-Leone, Libéria, Ghana, Bénin et Congo) se sont contentés d'étendre leurs eaux territoriales : neuf autres (Mauritanie, Cap-Vert, Guinée-Bissau, Côte-d'Ivoire, Togo, Nigéria, Sao-Tome-et-Principe, Angola et Afrique du Sud) ont utilisé le nouveau concept de « zone économique » défini par la Conférence sur le droit de la mer. Quant au Sénégal et à la Gambie, ils ont fait appel à la notion de « zone de pêche ».

Cette extension — qui place désormais plus de 90 % des stocks de poisson sous la juridiction des Etats riverains, alors qu'auparavant ils appartenaient, pour l'essentiel, à la haute mer, celle de tous, et pouvaient être exploités librement par les navires de pêche de n'importe quel pays — est généralement présentée ici comme une victoire du tiers-monde. La situation qui continue néanmoins à prévaloir en ce domaine en Afrique de l'Ouest — du Maroc à la Namibie — témoigne cependant des graves difficultés auxquelles se heurte en pratique la mise en place du nouvel ordre international des océans, ainsi que du peu d'empressement que la plupart des grandes puissances mettent à aider à les résoudre.

La prépondérance soviétique

Les dernières statistiques publiées à ce sujet par la F.A.O. montrent qu'en 1977 plus de 65 % des captures dans l'Atlantique, entre Gibraltar et le Zaïre, ont été effectuées par des navires non africains (soit environ 2 450 000 tonnes, sur un total de 3 733 632). Ce pourcentage n'est égalé nulle part ailleurs dans le monde.

Les Soviétiques et les Polonais se taillent la part du lion. Cette même année 1977, les navires battant pavillon des pays du Comecon se sont assuré 38 % des prises totales, contre 30 % en 1971. On trouve ensuite les Espagnols, puis la Grèce, le Japon et la France avec 67 242 tonnes seulement... Dans la zone située au sud du Zaïre (Angola et Namibie), la prépondérance soviétique est encore plus marquée, l'U.R.S.S. et ses alliés ayant réalisé, en 1978, 46 % du total des captures (contre 21 % en 1971), tandis que l'Espagne vient, ici encore, en seconde position (7 %).

Les flottes étrangères utilisent des moyens gigantesques. Ainsi, les navires-usines soviétiques du type *Vostock*, de 18 000 tonnes, emploient quelque cinq cents hommes à bord et font travailler une dizaine de petits navires, dits « senneurs », qu'ils chargent sur leur pont lorsqu'ils changent de zone de pêche. De même, des navires-usines battant pavillon des Bermudes, mais dont on murmure que leurs propriétaires ne sont pas sans liens avec l'Afrique du Sud, ont des caractéristiques voisines et ont opéré récemment au large des côtes de la Mauritanie et de la Guinée-Bissau. On pourrait multiplier les exemples.

Mais ces chiffres officiels, déjà impressionnants, sont très probablement bien au-dessous de la réalité. Ainsi, plusieurs Etats francophones acceptent d'octroyer leur pavillon à des navires de pêche appartenant à des sociétés dans lesquelles les intérêts français sont largement majoritaires. Il semble également que de nombreux chalutiers coréens battent depuis peu pavillon marocain. En outre, deux des zones de pêche les plus riches de la région sont situées au large de territoires dont le statut est toujours incertain (Sahara occidental et Namibie) et où aucun contrôle pratiquement n'est exercé. Enfin, la faiblesse des moyens de surveillance de la plupart des pays riverains permettent à des navires étrangers d'opérer frauduleusement. L'ampleur du phénomène est difficile à évaluer ; mais la fréquence des arraisonnements atteste de sa persistance. Tous ces éléments doivent être également pris en compte, quand on cherche à avoir une idée exacte de l'importance de l'emprise étrangère sur les pêches africaines.

N'ayant pas la capacité d'exploiter eux-mêmes les stocks de poissons qui sont désormais placés sous leur juridiction, les Etats s'efforcent néanmoins d'en tirer profit tant bien que mal, en délivrant des licences moyennant des contreparties sous forme d'investissements, de crédits, d'assistance technique ou, plus souvent, de paiements (en devises fortes) proportionnels à la taille des bateaux autorisés à fréquenter ces parages.

Impuissance

Le choix des partenaires s'est d'abord effectué sur la base de critères principalement politiques. Ainsi, avant que le secteur de la pêche ne tombe sous la compétence exclusive de la C.E.E., la France avait passé des accords bilatéraux particulièrement favorables avec plusieurs Etats francophones. De même, l'U.R.S.S. a signé des accords avec la Guinée-Bissau et l'Angola dès que les gouvernements de ces Etats se sont rangés dans le camp des « révolutionnaires africains ».

Toutefois, depuis que la flotte de pêche soviétique a été expulsée de la mer du Nord en application de la nouvelle politique des Communautés européennes en ce domaine, l'idéologie est de plus en plus souvent abandonnée par les héritiers de la Révolution d'octobre au profit de considérations plus pragmatiques. La revue *South African Shipping News* signalait récemment la présence dans les eaux sud-africaines d'un chalutier soviétique de 120 mètres et de 5 700 tonneaux, doté d'un équipement des plus sophistiqués. En réponse à une demande d'éclaircissement, les autorités de Pretoria se sont bornées à indiquer qu'elles avaient décidé de ne plus révéler dorénavant le nom des nations avec lesquelles des accords de pêche étaient passés !...

Les Etats-Unis n'ont évidemment pas manqué d'exploiter la situation. Le 11 octobre dernier, leur représentant au comité de décolonisation des Nations unies a assuré que les Soviétiques avaient pêché plus de 1 million de tonnes au large des côtes namibiennes en 1977 (1) et il les a accusés d'avoir épuisé totalement, en cinq ans, les stocks de plusieurs espèces.

D'autre part, tout en manifestant de plus en plus de prudence dans la négociation de leurs accords de pêche, bien des Etats d'Afrique continuent à accumuler les expériences malheureuses. Ainsi, on cherchera en vain à à Nouakchott l'hôtel de 1,5 million de dollars dont la construction était prévue par l'accord de pêche helléno-mauritanien de juin 1974. De même, le gouvernement sénégalais a attendu tellement longtemps le paiement des crédits prévus par l'accord italo-sénégalais de janvier 1975, qu'il a préféré dénoncer unilatéralement celui-ci et, en ce moment, selon des informations officieuses, il serait en train de se poser de sérieuses questions sur la rentabilité du petit port de pêche que viennent d'achever de construire les Polonais à Saint-Louis... dans un site menacé en permanence d'ensablement !

Autre exemple : les accords passés par plusieurs pays avec la France au lendemain de l'indépendance consacraient le principe de la réciprocité, en vertu duquel les navires ayant la nationalité de l'une des parties contractantes étaient autorisés à pêcher dans les eaux territoriales de l'autre partie ; mais, si l'on a rencontré asez fréquemment, durant ces années-là, des thoniers français dans les eaux africaines, on n'a pas vu pour autant de pirogues sénégalaises ou ivoiriennes opérer au large des côtes bretonnes !...

On touche à un problème général qui est le plus grave de tous et qui est mal résolu : celui de la gestion des stocks. Les ressources renouvelables que sont les stocks de poissons doivent, en effet, être gérées avec méthode et rigueur, de façon à éviter la surexploitation. D'ores et déjà, les biologistes du département des pêches de la F.A.O. estiment que les stocks de poulpes, seiches et encornets, qui sont pêchés principalement par des navires soviétiques et japonais entre le Libéria et le Sud marocain, sont surexploités.

En revanche, dans la même zone, on pourrait probablement récolter, sans problèmes, plusieurs centaines de milliers de tonnes de « trompettes de mer », généralement négligées. Mais toute décision touchant à l'aménagement des stocks ne peut être prise que si l'on dispose de données statistiques et biologiques suffisamment sûres. Or ce n'est pas le cas, d'une part parce que les administrations des pêches des Etats africains ne disposent que de fort peu de spécialistes de l'évaluation des stocks, d'autre part, parce que certains Etats, à commencer par les Soviétiques, répugnent à dévoiler en détail l'ampleur et la nature de leurs captures.

Les efforts de la F.A.O.

Face à cette situation, le département des pêches de la F.A.O. a créé, dès 1967, un Comité des pêches pour l'Atlantique centre-est (COPACE). Toutefois, le COPACE lui-même ne dispose que de moyens financiers relativement restreints. La F.A.O. a annoncé il y a quelques mois le lancement d'un nouveau programme de 35 millions de dollars, le programme Z.E.E. (Zones économiques étendues). Dores et déjà, la F.A.O. est l'agent d'exécution de nombreux projets d'assistance financés principalement par son propre programme de coopération technique, par le programme des Nations unies pour le développement et par d'autres sources internationales de financement. Le nouveau programme Z.E.E. a pour but de renforcer ces projets.

Actuellement, des projets bilatéraux dont l'enveloppe représente plus de 12 millions de dollars sont opérationnels dans neuf Etats côtiers de l'Afrique de l'Ouest. Ils couvrent des domaines aussi variés que l'équipement des pêches artisanales, l'amélioration des chantiers navals, le développement de l'aquaculture, le développement de la pêche industrielle.

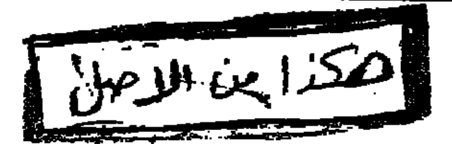
D'autre part, depuis 1973, un important projet régional, qui a vocation à desservir vingt Etats et qui est basé à Dakar, tente de coordonner l'activité des administrations régionales en matière de statistiques, d'évaluation des stocks et d'aménagement des ressources. Il rassemble une équipe internationale pluridisciplinaire, où se retrouvent statisticiens, biologistes et planificateurs.

Depuis septembre 1979, enfin, un second projet régional, intitulé « Programme consultatif régional sur le droit des pêches (Afrique de l'Ouest) », a été mis en place afin d'aider les Etats de la région à élaborer des législations nationales plus adaptées aux circonstances nouvelles et à négocier des accords bilatéraux le plus avantageux possible. Ce programme, confié à l'ancien représentant de la République des Seychelles à la conférence des Nations unies sur le droit de la mer, a déjà commencé à assister le gouvernement mauritanien. Les autres demandes d'assistance qui sont déjà parvenues devraient pouvoir être satisfaites dans les mois qui viennent.

PIERRE BIARNÈS.

(1) Chiffre repris par l'hebdomadaire *Marchés tropicaux*, dans son édition du 2 novembre 1979.





ÉTRANGER

En Grèce

LA VIE ÉCONOMIQUE EST PERTURBÉE PAR UNE GRÈVE DES BANQUES

Une grève des employés de banque qui dure depuis trois semaines perturbe gravement la vie économique de la Grèce. Le non-paiement des salaires de janvier, les difficultés rencontrées par les petits commerçants pour trouver de l'argent liquide, le manque de devises étrangères, aggravent une situation déjà affectée par un rythme d'inflation qui atteint 23 % l'an.

Les grévistes, qui demandent l'ouverture de négociations avec *le gouvernement*, réclament une hausse de salaire de 30 %, une amélioration des horaires de travail, et une augmentation du re*crutement.* — *(A.F.P.)*

Au Portugal

LES SYNDICATS COMMUNISTES DÉCLENCHENT DES MOUVEMENTS DE GRÈVE

Lisbonne *(A.F.P.).* — La politique du gouvernement de *M. Francisco Sa Carneiro* va être contestée dans la rue cette semaine par une série d'actions de masse que la puissante Confédération générale du travail (C.G.T.P., proche du parti communiste) a l'intention de déclencher au niveau national.

La C.G.T.P. a lancé un appel aux travailleurs pour protester contre les récentes augmentations du prix des carburants et de l'électricité, contre la suspension d'environ quarante conventions collectives de travail et contre les premières remises de terres à leurs anciens propriétaires dans la zone d'application de la réforme agraire.

Mardi, une grève doit paralyser toutes les unités collectives de production (proches du P.C.) et les coopératives agricoles (proches du P.S.) du district de Portalegre. Les opérations de remises de terre avaient été suspendues par le gouvernement de Mme Maria de Lurdes Pintasilgo après les graves incidents qui avaient opposé, à la fin de septembre 1979, dans l'Alentejo, les forces de l'ordre et des ouvriers agricoles d'une ferme collective, faisant deux morts parmi les travailleurs.

● *Le coût de la vie en R.F.A.* a augmenté entre 0,5 % et 0,6 % en janvier, annonce l'Office fédéral de Wiesbaden en faisant état de données encore provisoires. Il avait enregistré une hausse de 0,4 % en décembre. En taux annuel, l'inflation s'établit entre 5 % et 5,1 % contre 5,4 % en décembre. Les chiffres définitifs, qui normalement ne diffèrent guère des estimations, sont publiés une dizaine de jours après. — *(A.F.P.)*

● *La ville d'Oslo* va faire, sur le marché international des changes, un emprunt de 100 millions de couronnes (environ 20 millions de dollars), le premier à être libellé en monnaie norvégienne, annonce-t-on dans la City. Les précédents emprunts norvégiens avaient, généralement, été effectués en dollars ou en sterling, mais les découvertes de pétrole, en mer du Nord, ont rendu particulièrement attrayante, pour les investisseurs, la monnaie norvégienne. — *(A.F.P.)*

● *Une poussée très sensible du chômage* a été enregistrée aux Etats-Unis en janvier. Selon le département du travail, son taux est passé de 5,9 % de la population active en décembre à 6,2 % en janvier, soit son plus haut niveau depuis juillet 1978. Le nombre de chômeurs a augmenté d'un mois à l'autre de 340 000 pour atteindre 6,4 millions, cependant que le nombre de personnes pourvues d'un emploi s'élevait à 97,8 millions. Le gouvernement a prévu une récession modérée en 1980 avec un taux de chômage qui se situerait à 7,5 % dans le courant de l'automne. — *(A.F.P.)*

De 1974 à 1978

LE GROUPE NÉERLANDAIS PHILIPS A SUPPRIMÉ CINQUANTE MILLE EMPLOIS

(De notre correspondant.)

La Haye. — Le groupe néerlandais Philips a annoncé au début de cette année une réduction de ses effectifs. Le groupe entend supprimer 1 500 emplois aux Pays-Bas et, selon le Syndicat européen des métallurgistes, ferait de même en Belgique (800 emplois) et en France (600 emplois).

Pour justifier ces décisions, Philips, qui « *ne peut plus garantir le non-licenciement de son personnel comme c'était le cas les années précédentes* », invoque les frais élevés de production, la surcapacité de certaines installations *et son désir de concentrer certaines* activités aux Etats-Unis.

En cinq ans, le groupe Philips a réduit d'au moins 50 000 personnes ses effectifs européens. A la fin de 1973, le groupe employait en effet 318 000 personnes, alors que son rapport annuel fait état de 268 000 employés. Ces chiffres rendus publics par le Syndicat européen des métallurgistes à Bruxelles ont été confirmés par un porte-parole du groupe. La réduction des effectifs a surtout été sensible aux Pays-Bas (13 000 emplois supprimés).

(Intérim.)

DEUX GROUPES BRITANNIQUES SE DISPUTENT LES « DÉPOUILLES » DE DECCA

La société électronique britannique Decca — du moins ce qu'il en reste après la récente vente de sa division disques et musiques à Polygram — est convoitée par deux groupes insulaires : Racal et General Electric Cy.

Racal est spécialisé dans les systèmes de radio-communications. En cinq ans, il a multiplié par quatre son chiffre d'affaires (2 milliards de francs). Le groupe avait négocié avec le président de Decca, Sir Edward Lewis, le rachat, pour 66 millions de livres, d'une partie du reliquat des activités de la firme (radars, matériels militaires de communications et de détection).

Après le décès, le 28 janvier, de Sir Edward Lewis, un nouveau candidat au rachat de Decca s'est fait connaître à la fin de la semaine dernière : la General Electric Cy., première entreprise britannique en électronique avec un chiffre d'affaires de plus de 12,5 milliards de francs, qui a décidé de lancer sur les actions de la firme une offre d'achat dont les conditions ne sont pas encore connues.

Les activités de Decca sont tout à la fois complémentaires de celles de la General Electric Cy (radars maritimes et systèmes de navigation) et concurrentes (télévision). Decca travaillait également en sous-traitance pour G.E. dans certains domaines militaires.

Apparemment, les *actionnaires* de Decca (17,2 % pour le conseil d'administration, 8,2 % pour la famille d'un directeur de Decca, 30 % pour les banques et institutions) sont divisés quant au choix de l'acquéreur. Sans doute espèrent-ils que cette bataille fera monter la valeur de leurs titres ; les cours de l'action Decca avaient subi ces derniers temps les contrecoups des difficultés d'une entreprise qui a perdu, en 1979, 4 millions de francs.

● *La banque mondiale* a annoncé, le 1er février, avoir réalisé, à 80 %, son programme d'emprunts pour l'exercice se terminant le 30 juin. Elle a déjà emprunté, principalement auprès d'institutions financières, 4,24 milliards de dollars sur les 5,3 milliards prévus. Les emprunts contractés font ressortir un taux d'intérêt moyen de 7,67 % pour une durée moyenne d'un peu plus de dix ans. Au 31 décembre 1979, les ressources liquides de la Banque représentaient l'équivalent de 10,1 milliards de dollars et ses emprunts ceux de 28,5 milliards de dollars. Le taux de ses prêts *a été fixé à 8,25 %, à dater du* 1er janvier, contre 7,90 % un an plus tôt. — *(A.F.P.)*

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

	COURS DU JOUR		UN MOIS		DEUX MOIS		SIX MOIS	
	+ bas	+ haut	Rep. + ou Dép. —		Rep + ou Dép. —		Rep + ou Dép. —	
$ E.-U. ..	4,0920	4,0940	— 70	— 50	— 150	— 120	— 400	— 320
$ can. ...	3,5340	3,5375	— 55	— 25	— 115	— 70	— 235	— 150
Yen (100).	1,6995	1,7020	+ 45	+ 70	+ 100	+ 135	+ 310	+ 365
DM	2,3410	2,3440	+ 55	+ 85	+ 130	+ 165	+ 405	+ 490
Florin ...	2,1190	2,1215	+ 5	+ 25	+ 25	+ 50	+ 90	+ 155
F.B. (100).	14,4160	14,4280	— 270	— 160	— 550	— 400	—1400	— 970
F.S.	2,4975	2,5000	+ 125	+ 150	+ 270	+ 300	+ 760	+ 845
L. (1 000).	5,0530	5,0575	— 380	— 305	— 785	— 635	—2080	—1805
£	9,3040	9,3120	— 475	— 405	— 930	— 845	—2070	—1855

TAUX DES EURO-MONNAIES

DM	8 1/8	8 1/2	8 1/4	8 5/8	8 5/16	8 11/16	8 5/16	8 11/16
$ E.-U. ..	13 3/8	13 3/4	13 3/4	14 1/4	14	14 3/8	14 1/8	14 1/2
Florin ...	10 5/8	11 3/8	10 7/8	11 5/8	10 7/8	11 5/8	10 15/16	11 11/16
F.B. (100).	12 3/4	14 1/4	14 1/16	14 13/16	14 3/16	14 15/16	14 3/16	14 15/16
F.S.	1 1/8	1 7/8	4 3/4	5 1/8	5 3/16	5 9/16	5 5/8	6
L. (1 000).	14 3/4	17 1/4	19 1/8	21 1/2	19 3/4	22	20 1/8	21 7/8
£	17 1/8	17 7/8	17 7/8	18 7/8	17 7/8	18 3/4	16 15/16	17 5/8
Fr. franç..	11 3/4	12	12 3/16	12 7/16	12 5/16	12 9/16	13 5/16	13 9/16

Nous donnons ci-dessus les cours pratiqués sur le marché interbancaire des devises tels qu'ils étaient indiqués en fin de matinée par une grande banque de la place.

AFFAIRES

Graphoplex, ou comment vivre malgré les calculatrices

De notre correspondant

Tours. — Graphoplex : un nom qui « dit quelque chose » à tous ceux qui ont dû effectuer des calculs avant l'apparition des calculatrices électroniques.

Créé en 1945 pour exploiter un brevet sur la photogravure du plastic, cette P.M.E. de quatre-vingt-quinze employés connaît vingt-cinq ans de développement serein basé sur la règle à calcul, un marché dont elle avait réussi à expulser la concurrence allemande, ne lui en laissant que 5 %.

Mais, en 1970, apparaît la menace : les premières calculatrices électroniques sont importées. A un prix alors si élevé que les responsables de Graphoplex ne s'inquiètent pas. Pourtant, en 1973, la règle à calcul amorce sa chute, et l'entreprise qui vient de quitter Paris pour regrouper ses ateliers à Monts, près de Tours, doit s'adapter. Une nouvelle technique d'impression sur le plastic permet de réduire les coûts de fabrication et un nouveau produit est lancé : un stylo de dessinateur destiné aux écoles. Graphoplex réussit ainsi à compenser les pertes des règles à calcul, et, tandis que les prix des calculatrices baissent de plus en plus vite, elle parvient à retarder l'échéance.

En 1976, cependant, l'inquiétude grandit. Elle se traduit par le départ d'actionnaires et une redivision du capital dont une des conséquences est la nomination au poste de P.-D. G. d'un ingénieur de trente ans, M. Jean-François Mattei.

Confronté à l'agonie commerciale de son produit (de cinq cent mille unités en 1975 à trente mille quatre ans plus tard), M. Mattei prend trois décisions pour assurer la survie de son entreprise : rester fabricant de produits de grande qualité ; continuer à fournir sa clientèle, celle des bureaux d'études particulièrement intéressante parce que très fidèle et peu sensible aux grandes campagnes promotionnelles que Graphoplex ne peut en aucun cas financer ; enfin adapter les conditions de travail du personnel à un fonctionnement basé sur le coup de poker de l'innovation.

Le produit qui répond aux choix de M. Mattei sera un stylo de dessinateur. Deux marques allemandes exercent leur monopole sur le marché estimé à trois millions d'unités par an. L'étude est menée par le P.-D. G. et ses deux adjoints. Elle aboutit, au prix de 2,5 millions dépensés en frais de recherche et de mise au point, au lancement du stylo ST2+ en octobre 1979.

Pari sur la qualité

Pour convaincre les dessinateurs sans passer par une campagne de publicité, M. Mattei fait un pari sur la qualité technique : il envoie par la poste cinq mille stylos remplis d'encre dans les ateliers de dessin, sûr que, si malgré les aléas du transport les ST2+ arrivent sans fuite à leurs destinataires, ceux-ci en seront impressionnés.

L'objectif de Graphoplex est de vendre quatre cent mille stylos par an. Et même si ce chiffre est atteint, l'entreprise devra continuer à inventer des produits nouveaux pour maintenir son activité — des études sont en cours sur des matériels pour imprimeurs et des machines à tracer — et alimenter l'atelier des fabrications spéciales. Celui-ci va sortir dans quelques jours la dernière trouvaille : un lecteur de « cartes de santé », développé à la demande du Syndicat national des industries pharmaceutiques. Envoyé à chaque médecin, ce lecteur permettra de décoder les indications portées sur la carte de santé que les promoteurs de l'opération voudraient remettre à chaque Français et même, à terme, à chaque Européen.

De pari en pari, on vit à 100 à l'heure chez Graphoplex. Pour obtenir l'adhésion de son personnel, le P.-D.G. a voulu aussi innover en matière d'organisation. Pour cela, il a proposé aux employés un plan basé sur l'abandon de la notion hebdomadaire du travail à laquelle on substitue celle de la quinzaine. Depuis le début de l'année, chacun doit donc neuf jours de travail sur deux semaines, organisées en une semaine de cinq jours de huit heures quatre-vingt-sept très précisément, et une semaine de quatre jours. Bénéfice : deux vendredis par mois et une combinaison de congés à l'occasion des ponts qui procurent des week-ends à allure de vacances.

Le projet a été adopté par un vote quasi unanime d'un personnel qui semble avoir l'« esprit maison » : aucune démission depuis l'installation à Monts en 1972, des salaires plutôt élevés et pas de syndicats.

CHRISTIAN ROSSIGNOL.

PRESSE

« FORUM INTERNATIONAL » SUSPEND SA PARUTION

Un conflit a éclaté dimanche 3 février à *Forum international* entre la rédaction et le directeur-rédacteur en chef du quotidien, M. Roland Dana. Dans le numéro du 4 février, il écrit : « *Je me vois dans l'obligation de suspendre la parution de* Forum international, *car je refuse de céder au chantage.* »

Dimanche 3 février, le personnel avait décidé d'observer un arrêt de travail de quatre heures pour protester, indique l'intersyndicale dans un communiqué, contre : « *l'insuffisance des augmentations de salaires accordées en janvier après un blocage total des salaires en 1979 ; le refus d'appliquer les conventions collectives de la presse quotidienne parisienne aux diverses catégories de personnel du journal ; le refus de la direction de recevoir la délégation intersyndicale mandatée par l'assemblée générale du personnel.* »

La direction de *Forum international* ayant menacé de ne pas paraître ce lundi, l'intersyndicale qualifiait cette mesure de « représailles ». Finalement, la direction décidait de faire paraître le journal ce lundi sur 14 pages et annonçait la suspension de la publication en précisant : « Forum international *reparaîtra prochainement, après que les dispositions nécessaires eurent été prises pour assurer la qualité de son contenu.* »

Forum international est un quotidien économique qui a été lancé le 10 mai 1979 par Mme et M. Dana. En dépit de ses ambitions, sa diffusion est restée des plus modestes. Son originalité tient surtout au fait que ses méthodes de fabrication (écran de visualisation et ordinateur) sont les plus modernes de France avec celles de *l'International Herald Tribune.*

● *La revue « Trimedia »*, éditée par l'Ecole supérieure de journalisme (67, boulevard Vauban, Lille), publie dans sa dernière livraison un numéro double consacré à la « nouvelle » presse américaine. Une douzaine de spécialistes américains ont collaboré à ce dossier qui met en relief le caractère « local » des médias aux Etats-Unis.

ILE-DE-FRANCE

TRANSPORTS ET TRANSPORTÉS

Retards, pannes, inconfort

Les prisonniers de la ligne de Sceaux

« Il y a environ treize ans que j'utilise cette ligne quotidiennement. Eh bien, malgré toutes les promesses rassurantes qui ont été maintes fois réitérées, la situation n'a jamais vraiment cessé de se dégrader. Encore maintenant, surtout aux heures de pointe, un trajet sans incident relève presque du miracle. Les conditions de transport y sont tout bonnement intolérables : le matériel est vieux, sale et inconfortable, les wagons surchargés, les retards chroniques au point de tourner en dérision les horaires officiels. En fait, l'usager est la proie d'une véritable loterie. Sans défense et surtout sans information, il lui reste à prévoir systématiquement un battement de dix à trente minutes et à prendre son mal en patience. »

Le cas de l'auteur de ce réquisitoire n'est pas unique. Comme lui, ils sont des milliers de banlieusards qui le plus souvent pour aller travailler à Paris empruntent régulièrement la ligne B du R.E.R., plus connue sous sa dénomination d'origine : ligne de Sceaux.

Sa première mise en service date de 1846. C'e. : en 1895 qu'elle fut prolongée de Denfert jusqu'à Luxembourg, grâce à un souterrain de 2 kilomètres. Son électrification remonte à 1938. Mais il lui faudra attendre 1977 et l'ouverture du tronçon Luxembourg-Châtelet pour adopter sa forme actuelle. Ainsi intégrée au R.E.R. dont elle devient la ligne B, elle comprend en fait deux branches distinctes : celle qui va jusqu'à Saint-Rémy-lès-Chevreuse (35 kilomètres avec vingt-sept gares) et celle qui, à partir de Bourg-la-Reine, mène à Robinson (en 3,8 kilomètres et trois gares).

Desservant une région où l'expansion urbaine et démographique a été spectaculaire, la ligne de Sceaux compte environ 65 millions de passagers par an, soit quelque 100 000 mille chaque jour ouvrable, contre à peine 55 millions dans les années 60. Le signe incontestable d'une croissance à laquelle elle a visiblement été mal préparée.

Nul besoin d'être expert pour s'apercevoir qu'on n'y a pas effacé les inconvénients de son ancienneté. Les gares sont, pour la plupart, des maisonnettes de brique : au départ du Châtelet dans le cadre moderne et fonctionnel de la nouvelle station, les wagons ressemblent à des pièces de musée : sur les 217 voitures automotrices en service, on en dénombre 148 du type Z datant d'avant guerre... C'est peu dire que leur confort laisse à désirer.

Mauvais tracé

Mais le plus préoccupant demeure tout de même leur inadaptation technique, que de multiples incidents ont rendue notoire : avaries des circuits pneumatiques de freinage provoquant un blocage intempestif, usure des vantaux des portes interdisant leur fermeture et obligeant les conducteurs à abandonner les voyageurs sur place pour aller à l'atelier effectuer — sécurité oblige — les réparations d'usage. Depuis quelque temps, ce sont « les fusions des fusibles de protection de l'équipement d'alimentation en courant de traction » qui rendent inactives une ou plusieurs motrices et donnent du fil à retordre aux spécialistes de la R.A.T.P.

Les lacunes du matériel roulant ne sont pourtant pas les seuls motifs des infortunes de la ligne de Sceaux. Le responsable des relations extérieures de la R.A.T.P. explique : « *C'est une ligne dont la structure même est difficile. Extrêmement sinueuse, avec des courbes de faible rayon, elle fut réalisée à l'origine pour expérimenter certaines machines.*

» En outre, la distance moyenne entre les stations est très réduite : 1,2 kilomètre contre 2 kilomètres sur la ligne A du R.E.R. et 3,5 kilomètres sur les lignes de banlieue S.N.C.F. traditionnelles. En conséquence, la vitesse commerciale qui est ailleurs de l'ordre de 60 kilomètres/heure n'excède pas ici les 40-45 kilomètres/heure. Il est certain que, si on avait à la refaire, on n'adopterait pas le même tracé. Seulement, nous en sommes maintenant un peu prisonniers, car il est pratiquement impossible de l'améliorer, de l'élargir dans la mesure où elle traverse un tissu urbain très dense. »

Bon exemple de ces contraintes structurelles, l'obligation de desservir à peu près équitablement les deux branches, alors que l'immense majorité des utilisateurs se trouvent autour de Massy-Palaiseau. On a institué un système de « rafale » : aux heures de pointe, trois trains doivent donc théoriquement partir toutes les neuf minutes : deux omnibus, l'un pour Robinson, l'autre pour Massy, et un semi-direct qui va jusqu'à Saint-Rémy-lès-Chevreuse. Seulement, ce rythme n'est pratiquement jamais respecté. En outre, le semi-direct, pour doubler l'omnibus, n'a qu'une plage de 1,4 kilomètre à la hauteur d'Arcueil. S'il arrive trop tard, il lui faudra suivre le tortillard tout au long du trajet...

Tous ces faits laissent rêveur. Comment a-t-on pu laisser se dégrader un service dont l'importance n'est plus à démontrer ? Les porte-parole de la R.A.T.P. avancent une explication très moyennement convaincante. « *C'est en 1972*, disent-ils, *alors que nous allions changer nos voitures, qu'a été décidée l'interconnexion avec le réseau nord de la S.N.C.F. Il a donc fallu attendre la mise au point d'un nouveau matériel, le MI 79.* »

De fait, la ligne de Sceaux va connaître un nécessaire rajeunissement. Les nouveaux trains, longs de 225 mètres au lieu de 150 mètres, avec huit voitures au lieu de six seront progressivement mis en service d'ici à 1983, date prévue pour l'interconnexion. On va aussi rénover les gares et installer de nouveaux abris. On prévoit également la suppression des passages à niveau.

Toutefois, bien des années auront passé durant lesquelles on aura fait peu de cas des usagers. C'est bien le problème posé par ceux que l'horizon 83 ne suffit plus à rassurer. « *N'a-t-on pas agi avec légèreté en faisant preuve surtout d'une fâcheuse imprévoyance ?* s'interroge l'un d'eux. *N'aurait-on pu au moins, au fur et à mesure des incidents, trouver quelques accommodements : informer les voyageurs sur les causes et la durée probable des retards, mettre à leur disposition des cabines téléphoniques, par exemple ?* »

A cet égard, le comportement du personnel de la R.A.T.P. est directement mis en cause. C'est lui qui se trouve au premier rang pour recevoir les récriminations, le plus souvent sans même pouvoir y répondre. Il s'en préserve apparemment par une froide indifférence, peu tolérable, en vérité. « *Mais, après tout*, explique un conducteur de train, *nous aussi nous sommes victimes des pannes et des autres incidents.* »

STÉPHANE BUGAT.

La bonne manière pour s'arrêter à Nanterre-Ville : le frein de secours

« Si vous désirez descendre à Nanterre-Ville ou à Nanterre-Préfecture, actionnez un frein de secours. » Collées sur les vitres et les portes de cette rame du RER, le jeudi 31 janvier au matin, des affichettes rouges se présentent, sous le sigle R.A.T.P., comme un « avis aux usagers ». En petits caractères, une phrase invite à appeler la direction de la R.A.T.P. au 371.11.90.

A ce numéro, la standardiste passe la communication à un « inspecteur en chef » qui refusera, à la fin de la conversation, de dire son nom.

« Le fait s'est déjà produit, nous dit-il. *Nous donnons des instructions pour faire enlever ces affichettes, et les gens qui sont pris à ce petit jeu paient une amende. »* Qui pose ces affichettes ? *« Certaines fois, je vous dirais carrément : c'est d'origine communiste. Là, je ne sais pas. »*

On se souvient que la municipalité communiste de Nanterre a déjà engagé plusieurs actions publiques (trains stoppés en mars et en juillet 1979, slogans s.. les murs, etc.) pour obtenir que toutes les rames du RER Saint-Germain-en-Laye - Boissy-Saint-Léger s'arrêtent dans les gares de Nanterre, qui sont desservies actuellement, aux heures de pointe, toutes les dix minutes environ.

Réponse de l'inspecteur en chef sur le fond du dossier : *« L'arrêt de tous les trains serait une stupidité, car il provoquerait un ralentissement général du rythme de passage des trains, ce qui augmenterait le temps de parcours pour les usagers. Les choses ne sont pas faites au hasard. Tout est très étudié. L'arrêt de tous les trains serait spectaculaire mais, au fond, cela ne donnerait rien. Il n'est pas question de changer... Même si ces gens-là ne sont pas contents, ils n'auront rien, rien, rien. »*

Sur la forme de la manifestation et d'éventuelles poursuites engagées par la Régie : « *Nous ne pouvons pas entamer une procédure quand on ne connaît pas les coupables.* » (Sic.) Le sigle R.A.T.P. ? « *Aucune importance.* » Les sanctions ? « *Ceux qui sont pris sur le fait, ou qui tirent effectivement le frein de secours, encourent une amende.* » Quel est son montant ? « *Cela dépend du temps d'arrêt du train.* » Quel est le minimum ? « *Je n'ai pas à vous communiquer ce genre de renseignements.* » Le ton monte. « *Quant à moi, il y a longtemps que j'aurais envoyé des camions-citernes avec des lances à haute pression pour balayer tous ces indésirables... La prochaine fois, je vote pour une femme de ménage qui va nous délivrer de tout cela. Les gens ne sont pas si malheureux que cela...* »

L'inspecteur en chef, visiblement à bout, a refusé de nous dire s'il recevait beaucoup d'appels. La standardiste a convenu simplement que « *toutes les lampes étaient allumées* ». Il était 9 h. 45 le jeudi 31 janvier.

Au service de presse, on nous précisera que de tels incidents se sont déjà produits il y a deux mois : le frein de secours a alors été tiré deux ou trois fois, mais on n'a jamais trouvé le coupable. « *Le coup est imparable.* »

Après l'arrêt des trains par des manifestants qui barraient la voie — la municipalité de Nanterre se montrait « à visage découvert » — une plainte a été déposée par la R.A.T.P. auprès du procureur de la République pour « *entrave au bon fonctionnement d'un service public.* ». Sans suite...

M. CH.

SUCY TENTE ET GAGNE

Dix-huit cars sur la route du succès

Ces 1 000 hectares qui s'étirent d'est en ouest en font une des premières villes du Val-de-Marne pour l'étendue, mais, avec vingt-trois mille habitants, Sucy-en-Brie est une des moins denses du département. Jusqu'au 17 novembre 1965, la ville, reliée à Paris par la ligne de chemin de fer de la Bastille, devenue le R.E.R., ne disposait d'aucun système de transports collectifs. Seule une navette gérée par la SETRA assurait deux services matin et soir entre la gare et le quartier des Bruyères, distant de plusieurs kilomètres. Pourtant, déjà à cette époque, la commune « exportait » quotidiennement une partie de sa population qui allait travailler à Paris ou dans d'autres banlieues.

Le problème des transports se posait ici depuis toujours. Déjà le 8 août 1925, le S.T.C.R.P. se proposait de créer, les dimanches et jours fériés, un service de bus. Le 16 mars 1933, le maire de l'époque annonça un essai de trois mois avec les communes du canton. La subvention prévue était de 142 F.

A partir de 1962, l'augmentation de la population, l'urbanisation de certains quartiers éloignés du centre administratif et commercial et le ramassage scolaire avec l'ouverture de nouveaux établissements, donnaient une acuité nouvelle aux transports *intra muros*.

Le maire, M. Jean-Marie Poirier, qui vient d'être nommé porte-parole de la présidence de la République, chargea une commission extra-municipale des transports d'étudier différentes solutions. Le choix était offert entre la R.A.T.P., qui aurait étendu son réseau jusqu'à Sucy-en-Brie — mais ses propositions s'avérèrent trop onéreuses, — et une compagnie de cars. Mais, en région parisienne, ces sociétés sont liées entre elles par des accords au sein du Syndicat des transports ; elles n'ont pas la possibilité de s'étendre en dehors de leur secteur.

La commune se trouva donc amenée à créer son propre service de transports urbains : les TUS (Transports urbains de Sucy). Le système est simple : la commune loue les véhicules à une compagnie, la SETRA, pour un prix forfaitaire quotidien, qui inclut l'exécution d'un parcours maximal de 150 kilomètres par jour. La municipalité définit les horaires et les trajets en fonction des besoins. La SETRA prend en charge les frais d'entretien des véhicules, de carburant, salaires des chauffeurs, assurances... Les recettes dégagées par la vente des billets sont déduites de la somme forfaitaire.

Le succès est spectaculaire. Le car mis en service la première année est suivi d'un second l'année suivante, puis d'autres. Des lignes sont créées ; des communes limitrophes demandent leur rattachement au réseau : Noiseau, le 1er mai 1970, Boissy-Saint-Léger, le 16 novembre 1970, Ormesson-sur-Marne, le 16 septembre 1974, rejoignent Sucy. L'expérience, unique en région parisienne, attire sur elle l'attention d'élus qui connaissent dans leurs villes des problèmes de transport.

A l'usage, le système apparaît dépassé dans ses structures. Aussi, le 1er septembre 1978, changement de régime administratif ; le service communal devient syndicat intercommunal, les TUS s'appelleront, désormais, SI-TUS (Syndicat intercommunal des transports urbains de Sucy). L'administration s'en trouve simplifiée.

Maintenant, les dix-huit cars du SITUS desservent, de 5 h. 42 à 21 heures, huit lignes et transportent quatre à cinq mille personnes par jour (un million deux cent mille personnes en 1979). Ils se succèdent toutes les dix ou vingt minutes aux heures de pointe, toutes les heures dans la journée, du lundi au samedi (le service est interrompu le dimanche). En dehors de ce service, ils assurent le ramassage scolaire (trois cent cinquante enfants en ont bénéficié en 1979), le transport scolaire gratuit pour la piscine, le gymnase, les centres aérés, les promenades pour personnes âgées. « *Et ils reviennent environ à trois fois moins cher que la R.A.T.P.* », ajoute M. Pierre Guillouët, inspecteur assermenté. La participation de Sucy au syndicat aura été de 450 244 F du 1er octobre 1977 au 31 août 1978 (747 601 F pour la période suivante en raison d'augmentations diverses et de la mise en service d'un nouveau car).

Le SITUS revient également sensiblement moins cher que l'autobus à distance égale pour les utilisateurs qui bénéficient par ailleurs des mêmes tarifs préférentiels que sur les autres réseaux.

Les chiffres ne suffisent pas à mesurer la réussite d'une telle expérience. D'autres critères entrent en lice. Ainsi aujourd'hui c'est des retards du R.E.R. dont se plaignent les voyageurs — qui ratent parfois leurs cars, qui, eux, partent à l'heure. Des vendeurs d'appartements ou de pavillons font valoir la proximité d'un arrêt du SITUS dans leurs petites annonces.

L'avenir devrait voir non pas des créations de lignes, mais une densification des dessertes : chaque augmentation du prix de l'essence amène de nouveaux voyageurs. Dans les prochains jours, une opération de recensement du nombre de voyageurs à chaque station va démarrer en vue de mettre en service éventuellement un nouveau car.

FRANCIS GOUGE.

Evry : bus en « site propre »

La multiplication des voies réservées aux autobus à Paris et dans certaines communes de banlieue a donné apparemment de bons résultats, surtout lorsqu'elles vont dans le sens opposé à la circulation automobile. Pourtant, dans la ville nouvelle d'Evry (Essonne), où il a été possible de prendre en compte la question prioritaire des transports en commun *intra muros* alors même que se dessinait le tissu urbain, on a fait beaucoup mieux avec la mise en place d'un « site propre ». Il s'agit tout simplement d'une route supplémentaire avec deux voies, exclusivement réservée aux bus. A l'origine elle devait sillonner toute la ville, mais elle sera volontairement limitée à 7 kilomètres pour un investissement de plus de 31 millions de francs.

« *En effet*, explique M. Jacques Guyard, président du Syndicat communautaire d'aménagement (S.C.A.), *si la formule présente un intérêt évident en centre-ville, on s'est rendu compte qu'elle serait une erreur au-delà, en raison de son coût, mais aussi parce qu'elle fige plus encore le tissu urbain.* » De surcroît, c'est le S.C.A. qui assume le déficit du réseau contrôlé par la R.A.T.P.

Tel qu'il fonctionne actuellement, le site propre a fait ses preuves. Les cinq lignes s'articulent à partir de la gare S.N.C.F. L'absence de feux rouges et bien entendu d'embouteillages permet d'atteindre une vitesse commerciale de 20 kilomètres-heure contre environ 10 kilomètres-heure à Paris, et d'assurer un strict respect des horaires.

« *On obtient aussi*, affirme le responsable local de la R.A.T.P., *une meilleure sécurité, une moindre usure du matériel et l'on épargne de la fatigue aux chauffeurs.* » Une indication en tout cas est considérée ici comme très encourageante : la croissance du nombre d'utilisateurs du réseau de bus est supérieure à celle de la population.

S. B.



RÉGIONS

Centre

Dans l'Indre-et-Loire

AVOINE FAVORABLE A L'EXTENSION DE LA CENTRALE NUCLÉAIRE DE CHINON

(De notre correspondant)

Tours. — Par 242 voix contre 202, les électeurs d'Avoine (Indre-et-Loire) se sont déclarés favorables à l'extension de la centrale nucléaire de Chinon sur leur commune. Le référendum avait été organisé par la municipalité (le maire d'Avoine est employé à la centrale) à la suite de l'annonce de la construction *de deux nouvelles tranches de* neuf cents mégawatts qui doubleront la puissance de l'usine (*le Monde*, 27-28 janvier).

Les quatre cent soixante-six réponses reçues (sept cent soixante-huit questionnaires envoyés) étaient assorties de commentaires parmi lesquels le conseil municipal a relevé les réserves suivantes émises aussi bien par les « pour » que par les « contre » : travaux commencés avant l'enquête d'utilité publique, bruit des tours de réfrigération, manque d'information sur le plan Orsec-Rad, dévaluation des prix des terrains.

Les élus de la plus ancienne cité nucléaire de France ont tenu à préciser que les questionnaires avaient été détruits immédiatement après le dépouillement. — C. R.

Bretagne

Vingt mille manifestants se sont rassemblés sur le site de la centrale de Plogoff

« En état de légitime défense »

Plogoff. — Jamais il n'y avait eu autant de monde à Plogoff. Ils étaient venus de partout, de Bretagne et d'ailleurs, par familles entières, en cars, en voitures, à motos, pour la « marche sur le site ». Une manifestation bon enfant, un cortège silencieux, avec en tête les maires ceints de leur écharpe tricolore. Un défilé serpentant à travers la lande, de la mairie jusqu'à la bergerie. Un succès incontestable *malgré les rafales de pluie et* de vent qui couchaient les banderoles et faisaient claquer les drapeaux bretons.

Ils étaient près de vingt mille pour cet « appel à la résistance » *de la population du cap Sizun.* Une journée sans forces de l'ordre, après la « nuit des barricades » du mercredi 30 au jeudi *31 janvier*, qui avait marqué l'ouverture de l'enquête d'utilité publique. Une enquête qui va se dérouler pendant six semaines, jusqu'au 14 mars inclus, dans cinq fourgonnettes appelées bureaux annexes de la mairie, gardées par les gendarmes mobiles et surveillées par des vigiles pour ne laisser entrer qu'une seule personne à la fois. On ne sait jamais.

De notre envoyé spécial

Des « mairies à roulettes » qui, au matin de chaque jour ouvrable, sont installées à Plogoff, Cleden-Cap-Sizun, Phmelin et Goulien et ramenées le soir sous bonne escorte à Pont-Croix, où sont hébergés les sept escadrons de gendarmes mobiles (cinq cent vingt-cinq hommes) chargés de veiller à la bonne information des habitants. Une *« enquête bidon »* que la presque totalité des six mille résidents du secteur boycottent.

Comment comprendre, comment s'y retrouver dans cette masse de documents ? Les dossiers d'enquête reçus à la mairie le mercredi 30 janvier ont été brûlés sur place. *« Si vous acceptez le nucléaire, préparez votre cercueil »*, a-t-on inscrit sur un panneau à l'entrée de la mairie. Un calicot a été accroché au sommet de l'église : *« Appel du clocher contre l'envahisseur. »* Tout le cap Sizun appelle à la révolte par des inscriptions peintes sur les routes ou sur les murs, des affichettes collées contre les maisons, des pancartes plantées sur les talus : *« Non au nucléaire, oui au soleil »* ; *« Plogoff veut vivre. Plogoff n'est pas Kaboul, non aux envahisseurs ! »* Le Finistère est en lutte. Une bataille perdue d'avance ! Peu importe. *« Il faut se battre parce que la cause est juste, et nous nous battrons jusqu'au bout »*, affirme un vieux marin. Nombreux sont ceux qui rappellent les propos du chef de l'Etat, en avril 1974 : *« Les centrales nucléaires ne seront pas imposées aux populations qui les refusent. »* Une main anonyme a écrit dans la mairie : *« Monsieur le président, où est votre parole ? »*

Face à la réussite de la marche, le maire, M. Jean-Marie Kerloc'h (P.S.), est confiant : *« A la longue, on aura raison. Tout a déjà été retardé. Les travaux de sondage géologique n'ont jamais pu être exécutés. »* Il évoque *« la volonté farouche et déterminée »* des Bretons. Les bureaux où sont ouverts les dossiers de pétitions contre l'implantation de la centrale ne désemplissent pas. Certains achètent pour 100 francs des parts du groupement foncier agricole (G.F.A.) qui s'est constitué pour *mettre en valeur les* terres où seront édifiés sur 90 hectares les quatre dômes de 76 mètres de haut des réacteurs nucléaires (77 autres hectares seront gagnés sur le domaine maritime). Il y aurait déjà deux mille cinq cents souscripteurs.

Une bergerie a été construite l'été dernier sur l'emplacement de la centrale, à Feunteun-Ad-Aod (la Fontaine de la grève). Inaugurée le 26 août, elle a reçu dimanche 3 février ses premiers moutons. Quinze au total, avec un vrai berger, barbu et chevelu comme il se doit, Alain-Pierre Condette, trente-trois ans, venu de Seyne-les-Alpes (Alpes-de-Haute-Provence). Il sera fermier du G.F.A. pour 150 francs l'hectare. Ce Breton d'origine veut débroussailler la lande et espère bien avoir en janvier 1981 un troupeau de deux cents moutons. A moins que le tribunal correctionnel de Quimper en décide autrement, ce lundi 4 février, jour où doit être rendu le jugement concernant deux gérants du G.F.A. poursuivis pour édification d'un bâtiment sans permis de construire. Mais *« l'avenir, c'est notre affaire »*, proclame en gros caractères une inscription tracée sur la porte d'entrée de la bergerie. Juste au-dessus de cette maxime, on a peint un énorme soleil inondant de ses rayons toute la pointe du Raz, distante d'à peine 5 kilomètres, ainsi que ce slogan : *« Plogoff-Pèlerin : même combat »*.

De nombreux militants antinucléaires s'étaient donné rendez-vous à Plogoff pour *« répondre à ce coup de force »* de l'Etat, comme l'a souligné M. Jean Moalic, du mouvement écologique Evit Bez On C'hap (Pour la vie au cap). Ils étaient venus de Flamanville, de Golfech, voire de chez Lip, *« pour prouver que l'alternative au nucléaire est possible »* et signifier qu'ils se considéraient *« en état de légitime défense »*. Les orateurs se sont succédé au micro. Certains ont appelé à la grève du zèle des *factures de l'E.D.F.* ; d'autres ont suggéré de renvoyer leur carte d'électeur à la préfecture. Tous ont déclaré que le combat n'en était qu'à ses débuts, qu'il ne fallait pas *« se laisser intimider »*. Puis, avant de repartir, la foule est allée contempler, en contrebas, les vagues se fracassant contre les rochers inébranlables du Finistère...

MICHEL BOLE-RICHARD.

Nord-Pas-de-Calais

LES QUERELLES DE LA GAUCHE DANS LA VIE LOCALE

La gestion des transports en commun nourrit une vive querelle entre communistes et socialistes à Douai

Lille. — *Depuis trois années, les transports en commun de l'agglomération de Douai font l'objet de débats compliqués au conseil général du Nord; ils sont aussi la cause d'un dialogue de sourds entre les élus du département et un syndicat intercommunal qui regroupe une vingtaine de municipalités du Douaisis et que préside M. Alexandre Derveaux, P.C., conseiller général et maire de Guesnain. C'est dans cette commune que se trouve le siège de la compagnie des transports de Douai dont le déficit annuel est de l'ordre de 5 millions de francs. Depuis des années, le conseil général éponge ce déficit en totalité. Il veut, maintenant, par le biais d'un syndicat mixte, ramener sa contribution à 40 % du déficit, le reste étant couvert par les communes. Sur ce dossier complexe, qui a déjà été porté devant le tribunal administratif de Lille et qui est soumis, actuellement, au Conseil d'Etat, se greffe une querelle politique qui oppose les communistes aux socialistes.*

De notre correspondant

L'affaire se situe d'abord sur le plan administratif. Le conseil général du Nord avait souhaité la constitution d'un syndicat intercommunal qui devait créer l'organisme chargé de l'exploitation des transports en commun du Douaisis, c'est-à-dire un syndicat mixte avec participation des communes et du département.

Le syndicat intercommunal est créé en 1977. M. Alexandre Derveaux en est élu président puisque la majorité des municipalités concernées sont gérées par des élus communistes. Mais d'emblée le syndicat refuse les bases financières proposées par le conseil général. Première occasion de conflit. Le syndicat dépose ensuite des statuts et décide d'instaurer la taxe sur les transports au taux de 0,75 %. C'est alors que le sous-préfet de Douai rejette le projet de statuts, mettant en avant des arguments juridiques.

Les milieux patronaux de Douai et la chambre de commerce, peu enclins à payer la nouvelle taxe, interviennent à leur tour en formant un recours devant le tribunal administratif de Lille. Ils font valoir que le syndicat n'a pas qualité pour percevoir la taxe sur les transports. Le tribunal leur donne raison. M. Derveaux fait alors appel au Conseil d'Etat, à la fin de l'année 1978. On attend la décision...

La querelle administrative se nourrit de rivalités politiques. Qui dirigera le syndicat mixte ? C'est là que le bât blesse. Le département réclame la moitié des sièges (cinq sur dix) et une présidence tournante. Ce qui revient, en clair, à ne pas laisser l'affaire uniquement aux mains des élus communistes. Le département (le conseil général du Nord est présidé par M. Albert Denvers, député socialiste) ne veut pas être, ainsi que l'affirmait un conseiller général, *« le cochon de payant »*. Les élus communistes, de leur côté, refusent toute tutelle sur les communes et ne voient dans cette affaire qu'une *« mauvaise querelle pour bafouer la démocratie... »*.

Les travailleurs, eux, s'inquiètent : *« Ce n'est pas à nous de payer les conséquences de ces querelles. »* Ils ne comprennent pas les lenteurs de la procédure devant le Conseil d'Etat. Dans un tract, la C.G.T. affirme qu'elle s'opposera à tout licenciement. Pour ne pas gêner la clientèle (9 200 personnes transportées chaque jour dans une agglomération de 180 000 habitants, dont 5 000 écoliers), on envisage des débrayages limités. *« Si aucune solution n'apparaît rapidement, il faudra bien cependant,* affirment des délégués, *pour sortir de cette longue impasse, déclencher une grève totale. »*

GEORGES SUEUR.

Midi-Pyrénées

En discutant du financement des boulevards périphériques

Le conseil général de la Haute-Garonne est devenu « malade de l'Afghanistan »

De notre correspondant régional

Toulouse. — Au conseil général de la Haute-Garonne, présidé par M. Léon Eeckhoutte, sénateur (P.S.), les élus socialistes et radicaux de gauche (46 sur 50) ont été les seuls à voter le budget départemental, tandis que l'unique conseiller communiste, M. Claude Llabres, s'est abstenu avec les trois autres élus qui, eux, se réclament de la majorité gouvernementale. Le budget dépasse pour la première fois le milliard de francs et va donc au-delà des 958 millions prévus par l'administration, ce qui a obligé l'assemblée départementale à augmenter légèrement le recours à l'emprunt (93 millions) et à faire passer la pression fiscale à 5,27 % pour 1980.

La querelle du budget en Haute-Garonne a pour origine le tracé des rocades autoroutières périphériques autour de Toulouse. Pour M. Pierre Baudis (appar. P.R.), député au Parlement européen, la ville dont il est le maire (avec une opposition de gauche d'un tiers des conseillers municipaux) ne reçoit pas la part qu'elle mérite. Elle apporte au *budget* départemental 190 millions de francs, elle n'en reçoit que 61 : ce qui — selon le maire de Toulouse, appuyé par M. Claude Llabres, — gêne considérablement les travaux de raccordement des grands axes routiers et autoroutiers entre eux.

M. Baudis, qui accuse la majorité socialiste du conseil général de bloquer les crédits des voies périphériques en secteur urbain, a été appuyé par M. Llabres, qui a notamment déclaré : *« Lorsque maire S.F.I.O. de Toulouse, avait maire S.F.I. de Toulouse, avait fait approuver le plan des rocades, les communistes étaient contre. Mais il faut aujourd'hui être réaliste ; il ne manque qu'un kilomètre et demi pour boucler la boucle autour de Toulouse. Nous demandons la finition des travaux dans l'intérêt des habitants des quartiers du sud. »*

Rapporteur de la commission du budget au conseil général, M. André Méric, sénateur (P.S.) de la Haute-Garonne, a rappelé : *« Sur les 370 millions prélevés cette année au titre des impôts directs dans le département, une part importante est payée par Toulouse, capitale d'un département monstrueux, avec une tête énorme (quatre cent mille habitants pour le noyau urbain et soixante mille pour la couronne) et un corps atrophié (trois cent cinquante mille habitants répartis en cinq cent soixante-quinze communes rurales). Il est évident,* a-t-il ajouté, *que cette désertification du monde rural a des répercussions dans la fiscalité, donc dans les équipements. Mais nous voulons mener à bonne fin l'achèvement des rocades qui ne seront pas forcément autoroutières, et nous y parviendrons fin 1985 si l'Etat tient ses promesses. Nous prenons à notre charge 50 % des travaux de la rocade est et de la voie de dégagement ouest, ce qui représente 134 millions de francs. »*

Mais, à travers cette querelle de chiffres, est apparu en filigrane le malaise qui règne en Midi-Pyrénées entre communistes et socialistes. Lors de cette session du conseil général, tout avait commencé à propos de l'Espagne — l'ancienne Espagne — par une critique visant... Léon Blum, accusé par M. Llabres *d'avoir laissé étrangler le régime* républicain du pays voisin lors de la subversion des généraux en 1936. M. Méric avait répondu en disant : *« Nous sommes contre tous les goulags »*, faisant ainsi allusion à la récente invasion de l'Afghanistan par les troupes soviétiques. Le conseiller général communiste avait alors quitté l'assemblée départementale non sans avoir lancé : *« Si je comprends bien, je suis un inquisiteur soviétique ! »*

Sa colère passée, M. Claude Llabres a précisé *« qu'il n'y avait aucune collusion entre le maire de Toulouse et le P.C., même si sur certains débats le point de vue était identique »*. Mais le docteur Gérard Bapt, conseiller général (P.S.) de Toulouse, qui, lors des élections législatives, avait ravi à M. Pierre Baudis son siège à l'Assemblée nationale, a pu donner le mot de la fin : *« Le conseil général de la Haute-Garonne est malade de l'Afghanistan. »*

LÉO PALACIO.

(1) M. Louis Bazerque a été maire de Toulouse jusqu'en mars 1971.

Poitou-Charentes

● *Une centrale nucléaire dans la Vienne ?* — Devant le conseil général de la Vienne, dont il est le président, M. René Monory, ministre de l'économie, a confirmé, samedi 2 février, qu'un projet d'implantation de centrale nucléaire était à l'étude dans le *sud du département*. *« C'est une possibilité et non une certitude »*, a commenté le ministre, qui a précisé toutefois que des recherches de sites seraient faites par E.D.F. entre Montmorillon et Chauvigny, et que la décision serait prise avant la fin de l'année. M. Monory a ajouté que, dans l'ensemble, l'accueil de ses collègues du conseil général lui avait semblé *« assez favorable »*. — *(Corresp.)*

Rhône-Alpes

● *Tunnel du Fréjus : ouverture en juin 1980.* — Le tunnel alpin du Fréjus sera ouvert à la circulation dans la deuxième quinzaine de juin 1980, comme prévu, a déclaré M. Pierre Dumas, président de la S.F.T.R.F. (Société française du tunnel routier du Fréjus).

Commencé en octobre 1974, le tunnel du Fréjus sera l'un des plus longs du monde (12,8 kilomètres, dont 6,5 kilomètres en France). Il reliera Modane, en Savoie, à Bardonecchia, en Italie, *à 1300 mètres d'altitude.*

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

DOCKS DE FRANCE

A la suite du communiqué publié par la Chambre syndicale des agents de change, le 31 janvier 1980, concernant l'irrecevabilité de la surenchère de la Société française de participations industrielles et commerciales, la Société Docks de France rappelle que :

— Son offre d'échange valable jusqu'au *8 février* 1980 porte sur *les* deux tiers du capital. Les actionnaires de la Ruche Picarde recevront en échange de cinq actions, une *obligation convertible de 1 000 F* portant intérêt à 9,5 % (rendement actuariel brut : 11,5 %) et une soulte en espèces de 1 400 F.

— Son intention, exprimée dans la note COB, dès le début de l'opération, est *de détenir à terme* la quasi-totalité du capital de la Ruche Picarde. Les actionnaires se verront donc offrir à ce moment-là une possibilité de reprise des titres restant en leur possession. Cette deuxième phase des opérations se fera bien évidemment dans des conditions telles que l'égalité entre actionnaires soit strictement maintenue comme cela est actuellement le cas pour l'Offre publique d'échange en cours. Elle prendra *pour base la valeur retenue pour* l'Offre publique d'échange actuelle, améliorée par la progression des résultats que doit normalement apporter la mise en commun des expériences des deux sociétés.

GEVELOT COMMUNIQUE :

« A la suite d'informations parues dans la presse, dont certaines sont de nature à provoquer une confusion regrettable, Gevelot précise que la décision de mise en règlement judiciaire prise le *31 janvier 1980 par le tribunal de commerce de Paris concerne* uniquement la Société française de munitions (S.F.M.), sa filiale.

» L'activité de la société Gevelot, dont l'exploitation est, par ailleurs, satisfaisante, se poursuit normalement. »

CROUZET

Le chiffre d'affaires consolidé, hors taxes, du groupe Crouzet s'est élevé à environ 983 millions de francs, marquant une évolution de 21 % par rapport à l'année précédente.

Pour Crouzet S.A., le chiffre d'affaires, hors taxes, s'établit à 703 millions de francs, en progression similaire à celle du groupe Crouzet.

Les ventes à l'exportation, pour un montant de 192 millions de francs, ont elles-mêmes enregistré un accroissement de 24 % par rapport au précédent exercice.

Le carnet de commandes au 31 décembre 1979, d'un montant de 500 millions de francs, s'inscrit en évolution de 21,5 % par rapport au niveau atteint à fin 1978. Il englobe notamment une importante commande de 31,4 millions de francs, *concernant la fourniture de distri*buteurs automatiques et de contrôleurs de titres de transports, destinée à l'équipement du métro de Newcastle, en Angleterre.

L'obtention de ce contrat, venant après celui du métro de Rio-de-Janeiro et Mexico, confirme la pénétration de « Crouzet » à l'exportation dans le secteur des transports.

BURROUGHS CORP.

Le chiffre d'affaires pour 1979 est en augmentation de 15 % par rapport à 1978 avec 2 830 976 000 dollars.

Les bénéfices ont atteint la somme de 305 536 000 dollars soit + 21 % avec 7.45 dollas par action contre 6.21 dollars en 1978.

Le carnet de commandes est en augmentation de 12 %.

En ce qui concerne la S.A. Burroughs France, le capital vient d'être porté de 60 750 000 F à *101 250 000 F.*

GROUPE VOLVO

Forte augmentation des résultats en 1979

Les ventes du groupe Volvo s'élèvent à 23,4 milliards de couronnes suédoises (CS) pour l'année 1979 contre 19,3 milliards de CS en 1978, soit une augmentation de 22 %.

Les bénéfices du groupe avant *impôts, mais après dépréciation, sont* de l'ordre de 1,2 milliard de CS — soit 5,1 % du chiffre d'affaires. Les résultats de 1978 étaient de 846 millions, soit 3,4 % du chiffre d'affaires. Ces résultats sont provisoires.

La couronne suédoise est sensiblement égale au franc français.

Les achats du Groupe Volvo en *France ont atteint pour l'année 1979*, 850 millions de francs, ce qui représente une importante contribution à l'exportation de la France.

INTERBAIL

Durant l'année 1979, 234 653 titres ont été présentés à la conversion ; ce qui porte à 487 784 le nombre total des titres convertis sur les 726 000 (et non 9 726 000 — voir notre daté 29 janvier —) émis en janvier 1978.

BONS S.N.C.F. 5 % 1964

Il est rappelé aux *porteurs de* Bons S.N.C.F. 5 % 1964 de 250 F qu'ils ont la faculté d'obtenir le remboursement anticipé de leurs *bons le 1er juin 1980.*

Ces bons seront remboursés, à la valeur nominale, sous réserve de leur dépôt avant le 1er mars prochain.



INFORMATIONS «SERVICES»

VIE QUOTIDIENNE

Les nouvelles associations

Les associations ne cessent de se multiplier : 17 450 ont été déclarées en 1965, 34 690 en 1978. Elles répondent à des besoins pressants. De nombreux textes législatifs ont été pris ces dernières années pour en faciliter la création ou en accroître les pouvoirs.

● *La loi du 10 juillet 1976, relative à la protection de la nature, dispose que les associations agréés en vue de la protection de la nature et de l'environnement sont appelées à participer à l'action des organismes publics et peuvent exercer les droits reconnus à la partie civile pour tous les faits allant à l'encontre des intérêts collectifs qu'elles ont pour objet statutaire de défendre.*

● *La loi du 31 décembre 1976, portant réforme de l'urbanisme, précise que les associations locales d'usagers sont consultées à leur demande pour l'élaboration des plans d'occupation des sols.*

● *Les dispositions du décret du 7 juillet 1977, précisant les conditions d'agrément de ces associations, sont les plus larges possible puisqu'elles prévoient un agrément automatique en cas de non-réponse de l'administration concernée à l'expiration d'un court délai suivant la réception ou le dépôt de la demande d'agrément (quatre ou sept mois selon que l'agrément doit être accordé par le préfet ou par le ministre).*

● *Enfin, la loi du 3 janvier 1977 sur l'architecture a prévu la création, sous forme d'associations, de conseils départementaux d'architecture, d'urbanisme et de l'environnement (CAUE) regroupant les représentants de l'Etat, des collectivités locales, des professions concernées ainsi que de personnes qualifiées choisies notamment en raison de leurs activités au sein d'associations locales et ce, afin de « développer l'information, la sensibilité et l'esprit de participation du public ». Un décret du 9 février 1978 a approuvé les statuts-types de ces associations.*

Capacité étendue

Sur un plan général, un projet de loi est actuellement à l'étude visant à élargir la capacité juridique des associations déclarées ayant un objet d'intérêt général et à leur permettre notamment de recevoir des dons et legs. Des dispositions ont été prises ou sont sur le point d'intervenir en vue de préciser les conditions de détachement de fonctionnaires dans les associations participant étroitement à la gestion des services publics, d'étendre aux animateurs bénévoles le bénéfice de la législation sur les accidents du travail, de définir les fonctions d'animateur communal et de faciliter la formation des responsables.

Un important décret est actuellement en cours d'élaboration, conformément à la mesure 67 prévue dans la charte de la qualité de la vie, en vue d'assouplir et d'élargir le régime de la reconnaissance d'utilité publique, qui confère aux associations, outre une capacité juridique élargie, d'importants avantages moraux et fiscaux.

Où se renseigner ?

Des services « Associations » existent dans de nombreux ministères, notamment les ministères de la santé, de la jeunesse, des sports et du tourisme, de l'environnement et du cadre de vie, de l'économie. Mais voici, en outre, quelques adresses utiles :

— Délégation à la qualité de la vie (ministère de l'environnement et du cadre de vie). Mission associative : 14, boulevard du Général-Leclerc, 92521 Neuilly-sur-Seine, tél. 758-12-12 ;

— Ministère de l'intérieur, bureau des associations, 1 bis, place des Saussaies, 75008 Paris, tél. 522-90-90 ;

— Bureau des associations des préfectures et sous-préfectures ;

— Association pour le développement des associations de progrès (ADAP) : 9, rue Vauvilliers, 75001 Paris, tél. 508-88-48 ;

— Régime général des associations, Journal officiel, *numéro 1 068 de 1979, 26, rue Desaix, 75732 Paris Cedex 15.*

SÉCURITÉ

UN LIVRE D'HENRI CUNY

Peut-on prévenir les accidents de la route ?

Peut-on prévenir les accidents de la route ? C'est à cette question que tente de répondre M. Henri Cuny, fort de son expérience de président d'honneur de l'Association générale des sociétés d'assurances contre les accidents, et des conclusions d'une « table ronde » sur la sécurité routière dont il a présidé les études et qui a été réunie, à la demande du premier ministre, de 1969 à 1973.

L'ouvrage commence par un certain nombre de précisions statistiques démontrant que les idées reçues sont le plus souvent des idées fausses : la place du mort n'est pas la plus dangereuse, on enregistre plus d'accidents sur les routes à quatre voies que sur les routes à trois voies, etc. L'auteur signale ensuite que la prévention des accidents a commencé en 1970, puis rend compte des conclusions de la table ronde qui a réuni ingénieurs, financiers, usagers de l'automobile. Elle a dressé la liste des mesures qui permettraient d'améliorer la sécurité routière tant en ce qui concerne les infrastructures que les véhicules et l'attitude du conducteur : préférer à l'élargissement des routes à quatre voies la construction de routes à deux fois deux voies, favoriser la circulation sur les autoroutes (deux fois plus sûres que les routes), réviser la signalisation, éviter les pièges de la route (méprises dues aux faux plats, dangers de certains virages, etc.), bien choisir et entretenir son véhicule, respecter les limitations de vitesse, porter sa ceinture de sécurité.

« *Si les statistiques*, écrit M. Cuny, *peuvent montrer que l'excès de vitesse, le refus de la ceinture de sécurité, l'alcoolisme ou l'usage de certains médicaments augmentent le nombre global des accidents, nous aurons cerné certaines circonstances parmi toutes celles qui favorisent la répétition de ces accidents, dont nous diminuerons le nombre en nous attaquant à ces circonstances. Le hasard est partout ; si nous ne pouvons l'éliminer entièrement, nous pouvons au moins réduire le champ de ses méfaits* », conclut M. Cuny. — M.-C. R.

★ *Echec au hasard*, Flammarion.

JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés au *Journal officiel* du) février 1980 :

UN ARRÊTÉ

● Fixant les redevances afférentes à l'organisation du marché du pruneau.

DES DÉCRETS

● Relatif à la détermination et aux modalités de recouvrement des contributions prévues par la convention de Bruxelles du 18 décembre 1971 ;

● Modifiant les articles 6, 9 et 11 du décret du 20 février 1959 relatif aux juridictions des pensions et portant règlement d'administration publique pour la modification des articles R. 58 et R. 60 du code des pensions militaires d'invalidité et des victimes de guerre.

DES LISTES

● D'admission au concours pour le recrutement de greffiers en chef stagiaires des cours et tribunaux (session 1979) ;

● D'admission au concours d'entrée d'attaché d'administration et d'intendance des services pénitentiaires.

MÉTÉOROLOGIE

PRÉVISIONS POUR LE 5 FÉVRIER A 0 HEURE (G.M.T.)

SITUATION LE 4 FÉV. 1980 - A 0 h G.M.T.



PRÉVISIONS POUR LE 5.II.80 DÉBUT DE MATINÉE

Brouillard — Verglas dans la région

Evolution probable du temps en France entre le lundi 4 février à 0 heure et le mardi 5 février à 24 heures :

Au cours de ces deux jours, le rapide courant d'ouest persistera de l'Atlantique à l'Europe. La dépression située lundi matin au large de l'Europe se dirigera vers les îles Britanniques ; elle sera accompagnée de vents très forts en mer. La perturbation qui lui est associée traversera toute la France ; elle sera suivie d'air instable et plus frais.

Mardi 5 février, le temps sera couvert et pluvieux le matin sur la moitié est de la France, variable et plus frais que la veille sur la moitié ouest. Au cours de la journée, la zone pluvieuse s'éloignera vers l'Europe centrale, et le temps variable, avec quelques éclaircies mais de nombreuses averses, s'étendra progressivement à tout le pays. Les précipitations, surtout celles associées à la perturbation, seront souvent abondantes.

Les vents, de secteur ouest, seront assez forts en toutes régions, forts près des côtes, et souvent très forts au large.

Les températures varieront peu ; elles resteront généralement au-dessus de la normale.

Le lundi 4 février, à 7 heures, la pression atmosphérique réduite au niveau de la mer était, à Paris, de 1 007,7 millibars, soit 755,8 millimètres de mercure.

Températures (le premier chiffre indique le maximum enregistré au cours de la journée du 3 février ; le second, le minimum de la nuit du 3 au 4) : Ajaccio, 13 et 6 degrés ; Biarritz, 15 et 9 ; Bordeaux, 13 et 12 ; Brest, 11 et 10 ; Caen, 11 et 8 ; Cherbourg, 10 et 8 ; Clermont-Ferrand, 10 et 10 ; Dijon, 8 et 7 ; Grenoble, 9 et 5 ; Lille, 9 et 4 ; *Lyon, 8 et 2 ; Marseille, 13 et 10* ; Nancy, 7 et 4 ; Nantes, 12 et 10 ; Nice, 17 et 6 ; Paris-Le Bourget, 10 et 8 ; Pau, 14 et 7 ; Perpignan, 17 et 7 ; Rennes, 12 et 10 ; Strasbourg, 9 et 5 ; Tours, 12 et 10 ; Toulouse, 14 et 6 ; Pointe-à-Pitre, 30 et 22.

Températures relevées à l'étranger : Alger, 19 et 5 degrés ; Amsterdam, 7 et 2 ; Athènes, 16 et 8 ; Berlin, 4 et 0 ; Bonn, 7 et 4 ; Bruxelles, 8 et 4 ; Iles Canaries, 20 et 16 ; Copenhague, —1 et —9 ; Genève, 12 et 5 ; Lisbonne, 17 et 9 ; Londres, 10 et 2 ; Madrid, 14 et 0 ; Moscou, —5 et —9 ; Nairobi, 26 et 16 ; New-York, —2 et —5 ; Palma-de-Majorque, 18 et 3 ; Rome, 15 et 6 ; Stockholm, —5 et —18 ; Téhéran, 3 et —1.

(Documents établis avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

PARIS EN VISITES

MARDI 5 FEVRIER

« L'Opéra de Paris », 13 h. 45, marches de l'Opéra, Mme Allaz.

« Les coulisses d'un grand magasin », 14 h. 45, 64, boulevard Haussmann, Mme Hulot.

« La Bibliothèque nationale », 15 h., 58, rue de Richelieu, Mme Bachelier.

« Hôtel de Lauzun », 15 h., 17, quai d'Anjou, Mme Vermeersch.

« Chez un tourneur d'étain », 15 h., métro Arts-et-Métiers (Connaissance d'ici et d'ailleurs).

« L'église Saint-Julien-le-Pauvre », 14 h. 45, façade de l'église (M. de La Roche).

« Le vieux Marais », 15 h., 2, rue de Sévigné (Le vieux Paris).

LA RUE DE LÉVIS AUX PIÉTONS. — La rue de Lévis et ses alentours, dans le dix-septième arrondissement de Paris, sera transformée en voie piétonne. Pour ne pas gêner l'activité de ce secteur très commerçant, les travaux commenceront au mois de juin et dureront environ trois mois. La mise en voie piétonne touche la rue de Lévis, entre la rue des Dames et la rue Legendre, la rue de la Terrasse, la place de Lévis et la rue de Lévis au nord de la rue Legendre.

CONFÉRENCES

19 h., 62, rue Madame : « La société indienne » (Arcus).

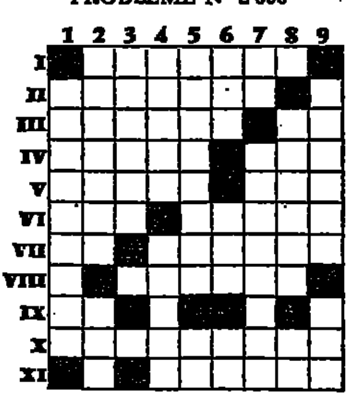
16 h., Maison d'Amérique latine, 217, boulevard Saint-Germain, M. J.-C. Guillebaud : « Voyage vers l'Asie » (Cercle d'information et d'études sociales féminines).

20 h. 30, 21, rue Notre-Dame-des-Victoires, Mme C. Thibaut : « Urbino et les Montefeltre ».

21 h., 4, rue de Chézy à Neuilly, M. Raymond Dronne : « Perspectives de paix au Proche-Orient » (section LICRA de Neuilly).

MOTS CROISÉS

PROBLEME Nº 2 600



HORIZONTALEMENT

I. Une *opération* qui *empêche* de jouer. — II. N'a pas le droit de perdre une seule minute. — III. Peuvent se mettre aux bouts des cordons ; Peut désigner un méson. — IV. Ne sont pas toutes parlantes ; Un étranger. — V. Troisième femme pour un roi ; Qualifie un certain blanc. — VI. Peu appréciés des bons « siffleurs » quand ils sont à coudre ; Couche dans un coquille. — VII. On peut y voir beaucoup de trafic ; Des philosophes y furent formés. — VIII. Permet de rejeter la balle. — IX. Avant le nu. — X. Précèdent les premiers. — XI. Que l'on a en poche par exemple.

VERTICALEMENT

1. Caractérise l'état de ceux qui ont l'habitude d'emporter les couverts. — 2. Comme les reins de celui qui n'a aucun mal à cracher ; Où l'on ne voit aucun accident. — 3. Où l'on a donc mis de la sauce. — 4. Fut élève de Fauré ; Capable de rouler. — 5. Acheva le bureau d'un roi ; Secouru (épelé). — 6. Un point sur une monture ; Plus qu'un caïd ; Note. — 7. Divinité ; Risque de se faire chasser quand il est chagriné. — 8. Utile pour faire une touche ; Chemin. — 9. Quantité pour du sel ; Où il y a beaucoup trop de gras.

Solution du problème nº 2 599

Horizontalement

I. Atterrissages. — II. Moucheron ; Unies. — III. Imérina ; Oreille. — IV. Té ; Enns ; Berg. — V. AV ; Piment. — VI. Epris ; Varèse. — VII. Rasades ; Toscan. — VIII. Messie ; Erin ; Ort. — IX. Anée ; Benêt ; Aléa. — X. Noms ; Orteils. — XI. Ume ; Pur ; Loi ; Cri. — XII. Noires ; Nechao. — XIII. Lattes ; Ios ; Rein. — XIV. Atèles ; Pané. — XV. Naines ; Narines.

Verticalement

1. Amitié ; Manuel. — 2. Tome ; Prénom ; Ara. — 3. Tue ; Arasement. — 4. Ecrevisses ; Otan. — 5. Rhin ; Saï ; Piété. — 6. Renne ; Déboursés. — 7. Iras ; Vé ; Erre. — 8. SO ; Rasent ; Sien. — 9. Snob ; Réel ; Osa. — 10. Répétitions. — 11. Guérison ; Lie ; Pi. — 12. Enigmes ; As ; Cran. — 13. Sil ; Col ; Chêne. — 14. Elan ; Are ; Raies. — 15. Osé ; Tentations.

GUY BROUTY.

BREF

CIRCULATION

LE PLAN PRIMEVÈRE EN 1980. — Le plan Premivère sera appliqué pendant vingt-huit jours en 1980, a annoncé le ministre de l'intérieur. Il est mis en œuvre chaque année au moment des périodes de circulation intense et permet aux services de police de renforcer leur surveillance du trafic routier et de mettre en place des itinéraires de dégagement.

Le plan Primevère sera appliqué jour de départ en congés scolaires de février des Parisiens, le 29 mars (congés scolaires de printemps des Parisiens), les 4, 5 et 7 avril (week-end de Pâques), les 30 avril, 1er mai et 4 mai (en raison de la fête du travail), les 14 et 18 mai (fête de l'Ascension), les 23 et 26 mai (Pentecôte), les 27, 28, 29 juin et 4 et 5 juillet (départs des vacances d'été), les 11, 12 et 14 juillet, les 25 et 28 juillet et les 1er, 2 et 3 août (retours de juillet, départs d'août), et les 28, 29 et 30 août (retours des vacances d'été).

Les dates d'application du plan pour le quatrième trimestre seront fixées ultérieurement.

FORMATION PERMANENTE

RECHERCHE D'UN EMPLOI. — La direction régionale de la jeunesse, des sports et des loisirs d'Ile-de-France signale que l'association Animation région parisienne organise, à l'intention des jeunes diplômés de l'enseignement supérieur (niveau licence), une session gratuite de cinq jours destinée à leur permettre de mieux connaître les techniques de recherche de l'emploi.

Cette session est organisée du 4 au 8 février inclus, avec la participation de l'Agence nationale pour l'emploi et de l'Association pour l'emploi des cadres.

★ **Pour tous renseignements complémentaires, téléphoner à l'association Animation région parisienne, 8, boulevard Jourdan, 75014 Paris, au 589-06-03.**

VIVRE A PARIS

CINQUANTE NOUVELLES COLONNES MORRIS

Cinquante nouvelles colonnes Morris vont être érigées dans les quartiers de la capitale qui en sont encore dépourvus. Cette décision de la mairie de Paris vise notamment à « une meilleure information culturelle et à un encombrement minimal des trottoirs ».

Il existe actuellement sur les **trottoirs parisiens trois cent quatre-vingt-trois colonnes-affiches (dites colonnes Morris) réservées à l'annonce des manifestations et activités culturelles. Les tarifs d'affichage sont relativement peu coûteux.**

L'initiative de la mairie est donc la bienvenue. D'autant plus que ces colonnes Morris font partie du paysage traditionnel de la capitale. On regrettera toutefois que la volonté d'« encombrer au minimum le trottoir », qui a conduit la Ville à décider de la mise en place de ces nouvelles colonnes-affiches ne se soit pas manifestée aussi lors de la passation du marché avec la société Jean-Claude Decaux. On sait que cette société a reçu le feu vert pour installer d'immenses panneaux, si contestés, à certains carrefours de la capitale.

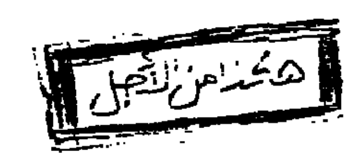
CONNAISSANCE DU MARAIS. — La direction régionale de la jeunesse, des sports et des loisirs d'Ile-de-France invite à découvrir les quartiers anciens de Paris, « le Marais et le quartier des Halles », aujourd'hui en pleine rénovation.

Du 9 au 17 février prochains, elle propose « de mieux cerner la réalité de la vie des habitants de ces quartiers » à travers des reportages, des visites, des témoignages, des documents... au cours d'une session, « Connaissance de Paris », animée par l'un de ses conseillers techniques et pédagogiques.

La participation financière est de 400 F (comprenant l'hébergement, les visites, les soirées...).

★ **Renseignements complémentaires et inscriptions (très urgentes) auprès du service JEP, au 581-11-69.**

MONTREUIL : LES PUCES POUSSENT. — L'assainissement et l'extension du Marché aux puces de la porte de Montreuil ont été décidés par le maire de Paris. L'installation des commerçants en dehors des périodes de fêtes foraines sur le terre-plein central va en porter le nombre total de trois cent soixante-huit à trois cent quatre-vingt-dix-huit. En revanche, pour répondre au souci des riverains, un matériel de nettoiement nouveau va être mis à la disposition des commerçants.



LES MARCHÉS FINANCIERS

EURO-DEVISES

Les difficultés de placement s'accroissent

Agefi. — La *situation a continué* de se dégrader sur le marché obligataire américain au cours de la semaine écoulée.

Malgré une tentative de reprise, les cours sur le marché secondaire se sont inscrits en baisse par rapport à la semaine *précédente. Une* amélioration temporaire est un phénomène technique normal après une forte chute, mais la majorité des banquiers américains estiment que, dans le contexte actuel, elle ne peut durer très longtemps.

La récession économique tant attendue ne s'étant pas matérialisée et ne risquant pas de se produire avec le nouveau déficit budgétaire que va engendrer l'accroissement des dépenses militaires aux Etats-Unis, les économistes des grandes maisons new-yorkaises ont maintenant révisé *leurs pronostics sur l'évolution* des taux d'intérêt à court terme.

Alors qu'ils estimaient, il y a encore trois semaines, que ces taux allaient atteindre leur point culminant avec la fin du premier trimestre de cette année, ils prévoient maintenant qu'il faudra attendre l'été, si ce n'est que le début de l'automne, pour voir l'escalade se terminer.

En conséquence, les rendements ont accusé une nouvelle progression dans tous les secteurs du marché. Ce mouvement, qui se poursuit depuis *presque le début de l'année*, a toutefois un effet positif : la courbe des taux d'intérêt commence à retrouver une structure normale.

L'argent à moyen terme est de nouveau moins cher à New-York que celui à longue échéance. Cette constatation s'applique tout autant uax emprunts des sociétés américaines qu'à ceux des débiteurs étrangers.

Dans le secteur des « yankee bonds », les dernières « notes » émises par la aBnque européenne d'investissement, celles à 11 5/8 % 1987, offraient vendredi un rendement de 12,56 %, comparé avec les 13,20 % des obligations à 11 7/8 % venant à échéance en l'an 2000. Les emprunts gouvernementaux ont, pour leur part, vu leurs cours baisser si fortement que la courbe de leurs rendements est pratiquement plate, quelle que soit leur échéance.

Dans cette atmosphère « sinistrée », pour reprendre le terme d'un banquier américain, les nouvelles émissions qui ont été offertes la semaine dernière ont été reçues sans grand enthousiasme et n'ont pu être entièrement placées.

Placés devant l'impossibilité d'arranger des émissions euro-obligataires à taux fixes en dollars, les banquiers internationau- essaient de trouver un produit de remplacement.

LONDRES

Déprimé par l'aggravation de la grève de l'acier et les résultats assez pessimistes du dernier sondage économique, le marché s'oriente de nouveau vers la baisse. Recul des industrielles et les fonds d'Etat. Les pétroles, en revanche, sont résistants dans l'espoir d'un relèvement des prix du pétrole de mer du Nord. Etroite irrégularité des mines d'or.

Or (ouverture) (dollars) 672 contre 676 50

VALEURS	CLOTURE 1/2	COURS 4/2
Beecham	117 ..	116 ...
British Petroleum	358 ...	358 ...
Courtaulds	72 ...	72 ...
*De Beers	10 3/4	10 3/4
Imperial Chemical	375 ..	374 ...
Rio Tinto Zinc Cor.	408 ..	405 ...
Shell	346 ...	346 ...
Vickers	138	129 ...
War Loan 3 1/2 %	32 1/4	32 1/8
*West Driefontein	81 1/4	82 1/2
*Western Holdings	62 ...	61 3/4

(*) En dollars U.S.

NOUVELLES DES SOCIÉTÉS

BANQUE NATIONALE DE PARIS. — Emission de 350 000 obligations de 2 000 F portant intérêt de 12,70 % et amortissables en dix ans et de 75 000 obligations de 2 000 F à taux variable (marché monétaire + 10 % *de sa valeur avec minimum* d'une majoration de la moyenne mensuelle de 1 %), amortissable en 1990.

B.C.T. MIDLAND BANK. — Emission de 100 000 obligations de 2 000 F à taux variable (marché monétaire + 10 % de sa valeur, avec minimum d'une majoration de la moyenne mensuelle de 1 %). Taux d'intérêt au moyen égal de 10 % jusqu'à fin 1983, puis de 8 % ensuite. Amortissement en sept tranches annuelles à partir de février 1983.

COPAREX. — La Société de gestion d'intérêts pétroliers (Sogedip), filiale de Paribas, vient de racheter à Pechelbronn 10,72 % des actions de la société, portant ainsi sa participation à 28,63 %. Le groupe Compagnie financière de Paribas et des Pays-Bas prend ainsi le contrôle à 57,45 % de Coparex, possédant 28,82 % *de son capital par son autre filiale* O.P.F.I.—Paribas.

COURS DU DOLLAR A TOKYO

	1/2	4/2
Or (ouverture) (dollars)	240 30	240 65

Taux du marché monétaire

Effets privés .... 12 1/8 %

LES INDICES HEBDOMADAIRES DE LA BOURSE DE PARIS

INSTITUT NATIONAL DE LA STATISTIQUE ET DES ETUDES ECONOMIQUES
Base 100 : 29 décembre 1972

	25 janv.	1er fév.
Indice général	131	132,1
Assurances	234,4	232,3
Banq. et sociétés financ.	93,2	92,4
Sociétés foncières	138,8	138,7
Sociétés investiss. portef.	126,6	126,7
Agriculture	137,7	127,1
Aliment., brasseries, distill.	128,8	133,3
Autom., cycles et l. équip.	82,3	83,3
Bâtim., matér. constr., t.P.	152,1	158,4
Caoutchouc (ind. et comm.	63,1	60,3
Carrières salines, charbon.	118,1	121,7
Constr. mécan. et navales.	129,5	136,5
Hôtels, casinos, thermal.	172,1	176,3
Imprimeries, pap. cartons.	90,8	100,9
Magas., compt. d'exportat.	96,6	97,2
Matériel électrique	148,7	147,4
Métall., com. des pr. métal.	50,5	50,8
Mines métalliques	139	150,3
Pétroles et carburants	189,1	187,7
Prod. chimiq. et él.-mét.	170,5	168,2
Services publics et transp.	108,3	107,5
Textiles	120,5	122,5
Divers	146,3	149,3
Valeurs étrangères	152,4	153
Valeurs à rev. fixe ou ind.	183,5	173,6
Rentes perpétuelles	42,3	38,5
Rentes amort., fonds gar.	370,8	372,9
Sect. indust. publ. à r. fixe.	93	93,4
Sect. ind. publ. à rev. ind.	441,5	439,6
Secteur libre	101	101,3

INDICES GENERAUX DE BASE 100 EN 1949

Valeurs à rev. fixe ou ind.	321,5	304,1
Val. franç. à rev. variable	907,8	915,5
Valeurs étrangères	1 128,4	1 130,8

COMPAGNIE DES AGENTS DE CHANGE
Base 100 : 29 décembre 1961

Indice général	108,9	109,4
Produits de base	104,5	104,8
Construction	141,7	145,1
Biens d'équipement	116,7	114,7
Biens de consom. durables.	87,8	87,4
Biens de cons. non durabl.	86	85,6
Biens de consom. aliment.	107,2	110,5
Services	149	152,1
Sociétés financières	109,3	110,1
Sociétés de la zone franc expl. principal. à l'étr.	200,7	203,2
Valeurs industrielles	103,4	103,5

BOURSES REGIONALES
Base 100 : 29 décembre 1972

Indice général	127,9	129,3

INDICES QUOTIDIENS

(INSEE, base 100 : 29 déc. 1978)

	31 janv.	1er févr.
Valeurs françaises	107,4	107,5
Valeurs étrangères	107,6	107,8

Cie DES AGENTS DE CHANGE (Base 100 : 29 déc. 1961)

Indice général	109,7	109,4

BOURSE DE PARIS - 1er FÉVRIER - COMPTANT

VALEURS	% du nom.	% du coupon
3 %	31 80	1 016
5 %	48 80	0 014
3 % amort. 45-54	71	1 516
4 1/4 % 1963.	94 10	1 509
Emp. N. Eq.5% 65	109 ..	1 663
Emp. N. Eq.6%66	107 10	2 034
Emp. N. Eq.6%67	97 30	3 984

VALEURS	Cours précéd.	Dernier cours
Epargne France.	300 10	3 8 .
Financ. Victoire.	342	350 ..
France I.A.R.D..	206	207
GAN (Sté) Centr..	716	719 .
S.P.E.G.	22) ..	213 50
U.A.P.	561 .	560
Immobail B.I.P..	210 .	210
Immobanque...	310	318
Immofice......	274	274
Interbail......	234 50	238
— (obl. conv.).	211	205 ..
Laffitte-Bail....	18J ..	180 .
Locabail Immob.	331	331 ..
Loca-Expansion.	135 .	135 ..
Louvre........	329 .	343
SINVIM.......	160	165
Cogifi.........	216	216
Foncina.......	166 5.	163 5.
Gr. Fin. Constr..	187 ..	157
Immindo......	186	186 50
Imminvest.....	...	150 .
Cie Lyon. Imm..	(3) 50	131 .
Fin. et Mar. Part	..	85 ..
France (La).....	675	675
La Mure.......	.	58
Lebon et Cie	265	276 .
(NY) Lordex	...	123 .
Cie Marocaine...	34 50	35
Jaeger........	276	272 10
Jaz..........	200	208
Luchaire......	338 ..	337
Manurhin.....	929	930
Métal Déployé..	295	295
Prouuptia......	... ..	..
Sab. Mor. Corv..	...	120
Total C.F.N.....	.. ..	... ..
Uflnex........	... .	... .
Voyer S.A......	. ..	.
Oce v. Grinten..		..
Rorento NV.....	225 50	225 20
Valorem.......	212 78	203 13
Worms Investiss.	328 65	313 75
Uuirente.......	1211 17	1171 34
Unisic (Vernes)..	204 55	196 27

* Cours précédent

Compte tenu de la brièveté du délai qui nous est imparti pour publier la cote complète dans nos dernières éditions, des erreurs peuvent parfois figurer dans les cours. Elles sont corrigées dès le lendemain, dans la première édition.

MARCHÉ A TERME

La Chambre syndicale a décidé, à titre expérimental, de prolonger, après la clôture, la cotation des valeurs ayant été l'objet de transactions entre 14 h. 15 et 14 h. 30. Pour cette raison, nous ne pouvons plus garantir l'exactitude des derniers cours de l'après-midi.

Compensation	VALEURS	Précéd. clôture	Premier cours	Dernier cours	Compt. premier cours
1831	4,5 % 1973.	1906	1929 ..	1930	1925 .
3890	C.N.E. 3 %.	3924	3900	3910	3905 .
365	Afrique Occ..	411	417 80	424	418 ..
496	Air Liquide..	509	516	509	509 .
183	Als. Part. ind	107	106	106 40	106 .
365	Als. Superm.	370	370 .	37J	370 .
61	Alsthom-Atl..	63 95	64	64 20	64 95
170	Appliq. gaz..	184 80	183	183	184 90
162	Arjom. Prieu.	167	171	175	171
475	Aux. Entrepr	480	480 ..	479 90	488 .
850	Av. Dass.-Br.	815	815	815 .	807 .
128	Babc. Fives.	135 .	135 90	136	138 40
215	Bail-Equip...	215 .	218 .	218	218 .
215	— (obl.)..	214 .	214 .	214	214 .
340	Bail-Invest..	327 50	327	327	327
120	B.C.T......	117 50	117 30	117 30	117 30
151	B. Rothschild	160 ..	165	165	163 .
1340	Elf-Aquitaine.	1389 .	1375 ..	1385	1368 .
260	— (certific.).	272	267	264	267 90
260	E. J. Lefebvre	289 90	288	285 .	285 .
820	Essilor......	833	840	838 .	838 ..
370	Esso S.A.F...	380	379 50	375	372 ..
325	Eurafrance..	335 .	335	335	335 .
970	Europe n° 1.	1017	1049	1050	1050 .
455	Facom......	456 .	458 50	458 50	456 50
315	Ferodo......	343	345 50	345 50	345 50
415	— obl. conv.	420	420 .	420	420 .
60	Fin. Dév. Ent.	58 87	59 .	59 10	58
216	Fin. Paris PB	218 50	218 10	221 50	219 .
245	— obl. conv.	246	245 .	246	241 10
160	Finextel....	162 40	168 40	168 40	166 50
48	Fraissinet...	49 80	49 80	49 80	49 80
250	Fr. Pétroles.	260	256 ..	266 10	258 40
255	— obl. conv.	261	259 .	259	259
85	Nouvel. Gal..	86	81 50	81 50	81 95
176	Olida-Caby..	198	201 50	203 ..	202
103	Opfi-Paribas.	105 30	104 30	104 30	102 60
160	Paris-France.	156	155	155	155 .
111	Pechelbronn.	112 50	112 50	112 50	112 50
99	P.B.K......	106 80	105 80	105 40	104 ..
121	— (obl.).	125 50	125 50	125 50	123 .
78	Penarroya...	94	98 90	89	98 ..
270	Penhoët....	266 .	264	263	265
270	Pernod-Ric..	295	298	297 .	294 50
265	Perrier.....	290	290 80	291	294 80
96	Pétroles B.P.	97 10	96 80	96 50	95 05
260	Peugeot-Cit..	258 50	257	257 50	257
310	— (obl.).	312 5.	312 50	312 50	311 50
99	Pierre-Auby..	107	105 80	105 90	103 80
69	P.L.M......	68	68	68	67 10
230	Poclain.....	240 .	242	247 .	245
215	Gen. Motors.	224	223	220	220
39	Goldfields...	42 50	44 45	44	44 05
71	Harmony....	74 30	75	74 45	76 50
4 56	Hitachi.....	4 62	4 63	4 63	4 63
280	Hoechst Akti.	285 ..	283 50	283 50	283 50
34	Imp. Chem..	34 90	34 40	34 40	34 40
105	Inco Limited.	116	116 20	116 20	116
275	I.B.M.......	288	282 50	282	28.
107	I.T.T........	117 50	114 50	113 90	112 30
260	Merck......	285 90	283	280	276
193	Minnesota M	199 60	200	200	198 50
225	Mobil Corp..	239 ..	238 ..	238 .	237 20
8920	Nestlé......	8920	8680	8680	8730

VALEURS DONNANT LIEU A DES OPERATIONS FERMES SEULEMENT
o : offert ; C : coupon détaché ; d : demandé ; * droit détaché

COTE DES CHANGES

MARCHE OFFICIEL	COURS préc.	COURS 1/2	AUX GUICHETS COURS des BILLETS Achat	Vente
Etats-Unis ($ 1)	4 071	4 088	3 980	4 180
Allemagne (100 DM)	234 080	234 300	227 .	239
Belgique (100 F)	14 412	14 420	13 700	14 400
Pays-Bas (100 fl.)	212 050	212 120	204	215
Danemark (100 krd)	74 890	74 98	72 500	77 500
Norvège (100 k)	83 370	83 460	79 ...	84
Grande-Bretagne (£ 1)	9 236	9 288	9 ...	9 500
Italie (1 000 lires)	5 040	5 052	4 880	4 950
Suisse (100 fr.)	258 720	248 858	243	256
Suède (100 krs)	97 710	92 70	94 500	100
Autriche (100 sch.)	32 625	32 610	31 700	33 300
Espagne (100 pes.)	6 141	6 170	5 750	6 150
Portugal (100 esc.)	8 105	8 130	7 ..	7 980
Canada ($ can. 1)	3 507	3 538	3 400	3 630
Japon (100 yens)	1 700	1 703	1 620	1 720

MARCHÉ LIBRE DE L'OR

MONNAIES ET DEVISES	COURS préc.	COURS 1/2
Or fin (kilo en barre)	87000	87400
Or fin (en lingot)	88800	88000
Pièce française (20 fr.)	719 80	714
Pièce française (10 fr.)	405	410
Pièce suisse (20 fr.)	598 90	593
Union latine (20 fr.)	578	570
Souverain	700	700
Pièce de 20 dollars	3080	3000 40
Pièce de 10 dollars	1518	1500
Pièce de 5 dollars	910	910
Pièce de 50 pesos	3580 50	3600
Pièce de 10 florins	574 80	584 80

Le Monde

UN JOUR DANS LE MONDE

Le numéro du « Monde » daté 3-4 février 1980 a été tiré à 567 170 exemplaires.

A B C D E F G

APRÈS L'INCENDIE DE L'AMBASSADE D'ESPAGNE AU GUATEMALA

Des incidents sanglants ont eu lieu lors des obsèques des victimes

L'ambassadeur d'Espagne au Guatemala, M. Maximo Cajal, a quitté, le samedi 2 février, sous la protection de plusieurs diplomates, la clinique privée où il était soigné, pour se réfugier à la résidence du représentant des Etats-Unis, M. Frank Ortiz. M. Cajal avait été blessé le 31 janvier dans l'incendie de son ambassade, où trente-neuf personnes ont trouvé la mort après l'assaut donné par la police pour en déloger des paysans contestataires.

La décision de transférer M. Cajal a été prise en raison du caractère précaire de sa sécurité démontré par l'enlèvement et le meurtre, par des éléments d'extrême droite, du dernier paysan survivant du drame de l'ambassade, lui aussi soigné dans cette même clinique sous la « protection » de policiers guatémaltèques.

Cependant, nous indique notre envoyé spécial à Guatemala [où de nouveaux incidents ont eu lieu lors de l'enterrement des victimes], les autorités s'inquiètent de l'agitation croissante dans certaines régions de l'intérieur.

Le réveil indien

De notre envoyé spécial

Guatemala. — Deux étudiants ont été tués par des francs-tireurs lors de l'enterrement, le samedi 2 février, des victimes de l'incendie de l'ambassade d'Espagne. Vers 15 heures, le cortège funèbre s'apprêtait à quitter l'ancienne école de médecine pour le cimetière général, lorsque des hommes en civil ont ouvert le feu sur la foule. Une jeune fille et un jeune homme ont ensuite été enlevés et entraînés de force dans une voiture par les mêmes inconnus. La foule, très mêlée, qui avait grossi au fur et à mesure qu'avançait le cortège, malgré les barrages policiers, était forte de près de 50 000 personnes en arrivant au cimetière. Les manifestants criaient : « *Unité populaire !* », « *Gouvernement répressif !* » et aussi « *Nous voulons Gregorio Kuya vivant !* » Mais c'était déjà trop tard. Seul rescapé parmi les quelque trente personnes qui avaient occupé l'ambassade d'Espagne, Gregorio Kuya avait été conduit dans une clinique privée à la demande de l'ambassadeur espagnol. Il a été enlevé le 1er février par une dizaine d'hommes armés. Son corps a été retrouvé le lendemain, samedi, devant l'université San-Carlos. Le témoignage de Gregoria uya aurait évidemment été capital pour tenter de faire la lumière sur les nombreux points obscurs de l'attaque et de l'incendie de l'ambassade d'Espagne.

Les « souffrances du peuple »

C'est à la fois le problème indien et celui de la violence que vient de poser avec une acuité particulière la tuerie de jeudi à Guatemala. En agissant avec un peu plus de réflexion et de discernement, le gouvernement aurait sans doute pu éviter l'irréparable. Mais justement il n'est guère dans les habitudes des militaires qui président aux destinées du pays depuis l'étouffement, en 1954, de la tentative démocratique du colonel Arbenz de lésiner sur les moyens. La force brutale et les méthodes expéditives ont toujours eu la priorité pour réduire l'opposition au silence, à plus forte raison quand il s'agit d'Indiens.

Depuis trois semaines déjà, les paysans qui avaient occupé l'ambassade l'Espagne se trouvaient dans la capitale pour tenter d'attirer l'attention sur la répression qui sévit dans le nord du Quiche, province occidentale du pays. Excédés par les spoliations des grands propriétaires terriens et les exactions des forces armées, une trentaine d'Indiens Quiche de la région d'Uspantan étaient venus à Guatemala dans l'espoir de se faire entendre par les autorités. Hébergés à l'université San-Carlos, ils avaient exposé leurs doléances à la presse, en attendant vainement d'être reçus en audience par le président de la République. Ils ont dénoncé, dans leur langue, les pressions des propriétaires fonciers, qui cherchent par tous les moyens à les dépouiller des terres sur lesquelles ils ont toujours vécu et dont ils tirent leur subsistance. Ils ont aussi parlé de la violence exercée par des groupes paramilitaires d'extrême droite, des enrôlements forcés dans l'armée, des enlèvements dont ont été victimes plusieurs de leurs compagnons et de la militarisation croissante de leur région sous prétexte de lutte contre la guérilla.

Constamment éconduits par les autorités, les paysans ont alors tenu une brève réunion surprise dans la cour du collège belge de Guatemala, dirigé par des religieuses. Ensuite, ils ont investi deux stations de radio pour transmettre un message, avant d'occuper, le 31 janvier, l'ambassade d'Espagne. Toutes ces opérations ont eu lieu sans violence. Rien ne semblait pouvoir justifier l'intervention brutale des forces de l'ordre pour les déloger de l'ambassade d'Espagne. L'ambassadeur lui-même, M. Cajal, et l'ancien ministre guatémaltèque des affaires étrangères, D. Adolfo Molina Orantès, avaient expressément demandé à la police de se retirer et de ne pas pénétrer dans l'enceinte diplomatique. Une enquête a été ouverte pour établir les responsabilités dans cette affaire. Embarrassé, le gouvernement guatémaltèque cherche à tirer son épingle du jeu. Dans les milieux d'opposition, on ne manque pas de rappeler que la plupart des assassins d'adversaires connus ou anonymes du régime courent toujours.

Ce nouvel épisode, particulièrement tragique, est aussi révélateur de la nervosité qui s'est emparée des dirigeants guatémaltèques depuis la chute de la dictature du général Somoza au Nicaragua et la détérioration constante de la situation au Salvador. Préoccupés par les risques de contagion, les autorités de Guatemala ont tendance à raidir leurs positions, accusant pêle-mêle le communisme, la presse, Amnesty International et les jésuites d'ourdir un vaste complot contre leur pays. Une enquête a d'ailleurs été ouverte sur les activités des jésuites étrangers. De nouveaux slogans sont apparus sur les murs de la capitale : « *Christianisme, oui. Jésuites, non.* »

Mgr Casariego, archevêque de Guatemala, connu pour ses idées conservatrices, a implicitement condamné un document des jésuites sur les « *souffrances du peuple du Guatemala* ». « *Pour les catholiques*, a-t-il dit, *l'heure est davantage au travail et à la prière qu'à la dénonciation et à la protestation contre les structures et les péchés officiels.* »

Les « guérilleros des pauvres »

Ce qui ne laisse plus les autorités indifférentes, c'est l'effervescence qui a gagné certaines régions indigènes. Marginalisés, les Indiens, qui forment plus de la moitié de la population, étaient jusqu'à présent restés à l'écart de la vie politique. Or, depuis environ deux ans, des foyers de l'Armée des guérilleros des pauvres (E.G.P.) ont réussi, pour la première fois, à s'implanter dans le nord-ouest du pays et à incorporer des indigènes à la lutte armée. A diverses reprises, l'E.G.P. s'est signalée par l'occupation temporaire de villages, s'adressant en langue vernaculaire à la population. L'année dernière, des affrontements ont opposé l'armée à la guérilla dans les localités de Nebaj, Uspantan, San-Juan-Ixcoy, San-Cristobal-Chucho, Chajul et Santa-Lucia-Utatlan.

Le réveil des Indiens est certes encore timide, mais il représente une donnée nouvelle dans le panorama politique guatémaltèque. Jusqu'ici, les militaires et les propriétaires terriens exploitaient et réprimaient les Indiens en toute impunité. Ainsi, en mai 1978, plus d'une centaine d'indigènes avaient été massacrés par l'armée lors d'une manifestation pacifique de protestation contre l'accaparement de leurs terres à Panzos, dans le département d'Alta-Verapaz.

Avec ses répercussions internationales, la tuerie de l'ambassade d'Espagne jette une lumière crue sur les violations constantes des droits de l'homme au Guatemala. Dans un geste sans précédent, l'Espagne a rompu ses relations diplomatiques avec un pays d'Amérique latine, et le Mexique envisage de rappeler son ambassadeur à Guatemala. Un froid est également perceptible dans les rapports traditionnellement étroits avec les Etats-Unis. En raison des atteintes aux droits de l'homme, Washington mesure plus chichement son assistance au Guatemala. Pour exprimer leur mécontentement, les Américains ont coupé leur aide militaire pour 1980.

JEAN-CLAUDE BUHRER.

Dernière minute

L'ambassade de France à Tripoli investie et incendiée

L'ambassade de France à Tripoli a été investie, ce lundi matin 4 février, par des manifestants. Les locaux ont été incendiés et le personnel de l'ambassade a pu s'échapper, apprend-on à Paris.

La nouvelle n'a pas été confirmée officiellement. On sait seulement que les lignes de communication ont été coupées entre l'ambassade et Paris et que l'ambassadeur, M. Charles Malo, a pu quitter les lieux le dernier et se rendre à sa résidence.

Ces événements font suite à l'assistance logistique apportée par la France à la Tunisie dans l'affaire de Gafsa.

En Rhodésie

QUATORZE AFRICAINS ONT ÉTÉ TUÉS LORS DE DEUX ATTENTATS

Treize Africains ont été tués et vingt-quatre autres blessés au cours d'une attaque par les guérilleros d'un autobus qui effectuait le trajet entre Umtali (est de la Rhodésie) et Salisbury, a annoncé, dimanche 3 février, un communiqué des autorités militaires rhodésiennes. Une femme a aussi été tuée et quatre autres personnes blessées par une grenade lancée contre un autobus transportant des supporters de l'évêque Muzorewa.

D'autre part, à New-York, le Conseil de sécurité a adopté samedi une résolution demandant « *à toutes les parties* » de se conformer à l'accord de Londres sur les modalités de l'accession de la Rhodésie du Sud à l'indépendance.

400 millions de francs de commande

UN ARMATEUR DANOIS VA FAIRE CONSTRUIRE UN GRAND PAQUEBOT A NANTES

Copenhague (*A.P.*). — La compagnie de navigation danoise D.F.D.S. a signé une commande (provisoire) avec les chantiers navals Dubigeon-Normandie à Nantes pour la construction d'un paquebot qui devrait être livré en 1982. Le coût du contrat serait d'environ 400 millions de francs, a annoncé le 4 février la direction de la compagnie.

Il s'agit d'un paquebot de luxe qui devrait être mis en service entre les Bahamas et New-York en 1982.

Les responsables des chantiers navals danois ont immédiatement protesté contre cette commande passée en France, et le ministre de l'industrie, M. Erling Jensen, s'est déclaré « déçu » par l'attitude de la D.F.D.S. La direction de la compagnie fait valoir que les offres des chantiers de Nantes étaient bien plus intéressantes que celles des entreprises danoises.

Ce paquebot sera le plus grand qui ait jamais été construit à Nantes où la direction de Dibigeon-Normandie a confirmé le contrat.

Deux semaines après...

COLUCHE INTERDIT D'ANTENNE A R.M.C.

Coluche aura fait long feu à Radio-Monte-Carlo. Engagé le 21 janvier par la station, il se voit déjà interdit d'antenne. Son émission quotidienne (12 heures-13 heures) vient en effet d'être suspendue à partir de ce lundi 4 février par la direction de R.M.C.

Coluche avait déjà subi les mêmes déboires à Europe 1, en 1979. Henri Salvador aurait été sollicité pour le remplacer à R.M.C.

● *Une cinquantaine d'élus andalous* ont commencé le lundi 4 février une grève de la faim de quarante-huit heures à Séville pour protester contre la lenteur avec laquelle le gouvernement applique sa politique de dévolution des pouvoirs aux régions espagnoles. M. Rafael Escudero, président socialiste du gouvernement régional d'Andalousie, a indiqué que le mouvement de protestation était soutenu par les maires et les conseillers municipaux d'une cinquantaine de villes de la province. — (*Reuter.*)

Nouvelles difficultés pour le Groupement Européen de la Cellulose (G.E.C.)

Le groupe canadien Mac Millan Bloedel veut se défaire de sa participation

Premier producteur européen de pâte à papier, le Groupement européen de la cellulose (GEC) connaît une nouvelle fois des difficultés. Le groupe papetier canadien Mac Millan Bloedel, un de ses principaux actionnaires (34,4 % du capital) qui assurait le contrôle de gestion depuis le début de 1978, à l'intention de se retirer. Les Canadiens considèrent que le GEC n'est pas viable dans les conditions actuelles du marché français et international, et ce pour deux grandes raisons.

D'une part, les prix du bois (matière première de la pâte) ont augmenté, en France, en moyenne de 35 % au cours des 13 derniers mois. L'accroissement de la demande, en bois de chauffage — conséquence de la hausse des prix des produits pétroliers — et une certaine spéculation, de la part des propriétaires forestiers, sont à la base de cette envolée des prix. Mac Millan estime donc que le marché français du bois doit être « organisé ». Or, c'est là « *le rôle des pouvoirs publics et non d'une société privée* ». Certes, on « *en parle depuis des années, des rapports ont été rédigés mais aucune décision concrète n'a été prise* ».

D'autre part, les Canadiens sont persuadés que la survie du GEC passe, également, par une politique de filière. Depuis six ans, il est question de l'installation d'une usine de papier journal à Strasbourg. Une telle unité permettrait de valoriser la production de l'usine de pâte que le GEC possède dans la même ville. Or, aucun groupe privé ne semble prêt à se lancer dans une telle aventure, en raison de l'ampleur des investissements (un minimum de 700 millions de francs) et de la faible rentabilité des capitaux investis dans l'idustrie papetière.

Enfin, pour rester compétitif, il faut moderniser les trois autres usines de pâte que le GEC possède. Or, l'argent manque, car le GEC est en déficit. Il a perdu environ 70 millions de francs en 1979. Pertes qui s'ajoutent à celles de 1978 (195 millions de francs) et de 1977 (53 millions de francs).

Le groupe canadien semble bien décidé à se retirer du G.E.C. Toutefois ce retrait se ferait en douceur. Après négociations avec les différents intéressés, en particulier les pouvoirs publics, qui vont devoir lui trouver un remplaçant.

Les candidats ne se bousculent pas. Les papetiers français qui possèdent déjà 36 % du G.E.C. n'ont jamais fait preuve d'un grand enthousiasme pour investir dans l'affaire. De même le Crédit agricole qui a consenti une avance de 20 millions de francs au G.E.C. est prêt, si on le lui demande, à mettre « *un peu d'argent* ». Mais certainement pas à en devenir le gestionnaire.

A force de repousser l'échéance, les pouvoirs publics se trouvent à la croisée des chemins. Faut-il, au nom de la division internationale du travail, « *passer la main* », faire une croix sur ce secetur avec toutes les conséquences que cela implique ? Sinon il va bien falloir s'attaquer aux problèmes de fond et l'Etat, devra directement ou indirectement, prendre à sa charge les investissements nécessaires.

